TRENTE-HUITIÈME ANNÉE Nº 11393 — DERNIÈRE ÉDITION — MERCREDI 16 SEPTEMBRE 1981

Les attentats en R.F.A.

LE COMMANDANT DES FORCES TERRESTRES AMÉRICAINES EN EUROPE EST LÉGÈREMENT BLESSÉ A HEIDELBERG

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 l. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 42

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Alternance en Norvège

La gauche norvégienne a perdu les élections législatives des 13 et 14 septembre, et les travaillistes devront, comme en 1965, et bien qu'ils soient toujours le parti le plus important du pays, céder la place à un gouvernement non socialiste. Le grand vainqueur de cette consultation est, comme on s'y attendait, le parti conservateur.

Contrairement aux trois dernières consultations, où la majorité n'était assurée que par un seul siège, le résultat, cette fois, est net. Les partis de gauche ne totalisent que 43,5 % des suffrages et ne disposeront que de 70 des 155 sièges du Parlement, tandis que le parti conservateur (qui retrouve une audience perdue depuis le début des années 20) dispose déjà de 79 sièges avec le seul appui des chrétiens populaires et des centristes, et peut, au coup par coup, compter sur les deux députés libéraux, voire sur les quatre élus du Parti du progrès.

Ce vote pour le changement est dû pour une bonne part aux suffrages des jeunes qui votaient pour la première fois. Ils constituent le huitième de l'électorat. Selon tous les sondages et les élections simulées dans les établissements scolaires, ils votent massivement à droite. N'ayant pas participé aux luttes de leurs aînés, ils tiennent pour naturels les acquis de la politique du bien-être de l'Etat-providence. Ils veulent moins de contraintes et davantage de libertés individuelles. En tout cas, la majorité des Norvégiens se sont prononcés pour la réduction des impôts et des charges des entreprises, promise par les conservateurs, et contre le rôle décisif réservé à l'Etat dans le développement économique du pays. Chacun voudrait bien une part du gâteau pétrolier.

Le futur premier ministre sera sans aucun doute M. Kaare Willoch, chef du groupe parlementaire conservateur. Peut-être, parce que la victoire de sa formation a été acquise au détriment des chrétiens populaires et des centristes, lui faudra-t-il former non pas un gouvernement majoritaire de coalition mais un *cabinet homogène minoritaire*. Dans ce cas, il pourra s'appuyer sur ses alliés du centre en ce qui concerne la politique fiscale et sociale, mais il lui faudra obtenir les suffrages des travaillistes pour sa politique pétrolière et industrielle. Cet économiste *prudent, partisan convaincu* de l'alliance atlantique et de la coopération européenne, entend bien n'avancer qu'à pas comptés, et il ne faut pas s'attendre à de brusques changements de sa part.

Mme Gro Harlem Brundtland, à qui les travaillistes avaient *confié, en février* dernier, le gouvernement et le parti dans l'espoir que son énergie ramènerait les brebis égarées, a donc failli à sa tâche. Elle a attribué l'échec de son parti au fait qu'il a dû faire face aux conséquences de la crise économique, alors qu'il *était minoritaire au Storting*. Elle semble tabler pour l'avenir sur les dissensions qui pourraient surgir entre les conservateurs et leurs alliés chrétiens populaires et centristes, qui ont des positions divergentes sur nombre de problèmes, notamment sur l'avortement. Et elle semble estimer que, dans ce pays où la dissolution du Parlement n'est pas possible, les « bourgeois » devront, tôt ou tard, *passer la main*.

On est loin du compte pour l'instant. Ce sont plutôt les travaillistes qui auront du mal à enrayer leur perte d'audience. A terme, Mme Brundtland pourrait devoir *céder sa* place à un dirigeant mieux à même de leur faire regagner le crédit *qui leur fait défaut* au centre de l'échiquier politique. (Lire page 4.)

Le plan d'action contre le chômage

Le gouvernement espère contribuer au maintien ou à la création de cent vingt mille emplois d'ici à juin 1982 par des mesures concernant le temps partiel les retraites, l'embauche des jeunes et l'investissement

Dès le début de sa déclaration de politique générale, ce mardi 15 septembre, à 15 heures, devant l'Assemblée nationale, *M. Pierre Mauroy a vivement répliqué* aux auteurs de la motion de censure déposée par les députés du groupe R.P.R. en soulignant que les difficultés rencontrées par son gouvernement dans la lutte contre le chômage et la hausse des prix sont, pour l'essentiel, imputables à la gestion du régime précédent.

Le premier ministre a largement *évoqué la lutte contre le chômage*, « priorité des priorités ». Le gouvernement entend en premier lieu aider à la création ou au maintien de postes de travail, par le moyen de primes accordées aux entreprises (2 à 3 milliards de francs seraient consacrés à cette action) *qui devraient permettre de sauver ou de* créer cent vingt mille à cent cinquante mille postes de travail d'ici à juin 1982.

Pour inciter plus encore les petites et moyennes entreprises à embaucher, le premier ministre a également annoncé un certain nombre de dispositions concernant les droits de mutation. De surcroît, *pour relancer les investissements*, M. Mauroy a annoncé une majoration de 50 %, en 1982, des crédits d'aide à l'innovation des P.M.I., et l'octroi de prêts participatifs de 300 000 francs pour les entreprises employant moins de vingt-cinq salariés avec un chiffre d'affaires inférieur à 10 *millions de francs*.

Second axe de l'action gouvernementale : le partage du travail. Plusieurs projets d'aménagement de la retraite (avant *préretraite, retraite à mi-temps*) sont proposés.

M. Mauroy rencontrera rapidement les partenaires sociaux (organisations patronales *et syndicales*) *pour examiner* avec eux les modalités de mise en œuvre de toutes ces mesures de lutte contre le chômage.

C'est un plan d'orientation qu'a présenté M. Pierre Mauroy devant l'Assemblée. Consacré essentiellement à la lutte contre le chômage et prévoyant des aides à la création d'emplois et des incitations au partage du travail, ce discours est avant tout un programme dont les mesures détaillées seront arrêtées progressivement, au gré des projets de loi envisagés sur le temps partiel, la retraite, le financement de la Sécurité sociale, les droits des travailleurs et bien entendu la loi de finances.

L'objectif général est de freiner la montée du chômage. Pour éviter que le nombre de demandes d'emploi ne dépasse largement les deux millions dans neuf mois, et compte tenu d'un taux de croissance — prévu — de 3 %, les mesures préconisées par M. Mauroy *tendent à créer ou sauver* 120 000 à 150 000 emplois, ces chiffres n'étant qu'un ordre de grandeur.

Plusieurs décisions ont été annoncées visant à *accroître* les investissements créateurs d'emploi notamment, en faveur des P.M.I. Outre ces mesures le volet le plus important concerne la mise en place de « contrats de solidarité » avec les entreprises. Deux modalités principales d'application sont envisagées. La première consiste — *notamment par l'intermédiaire* du Fonds national pour l'emploi — à accorder aux entreprises une prime lorsque des salariés acceptent de partir plus tôt en pré*retraite, à condition que le poste* laissé libre soit occupé par un jeune.

Selon le modèle déjà appliqué chez Renault ou dans la sidérurgie, l'âge de cette avant-préretraite pourrait être abaissé à cinquante-cinq - cinquante-six ans, la nouveauté étant le remplacement poste par poste. Le *deuxième type de contrat de* solidarité porterait sur la réduction des horaires : dans la mesure où une entreprise accepterait de diminuer fortement la semaine de travail et de créer des emplois, elle bénéficierait là encore de primes.

Comment ce mécanisme sera-t-il mis en place ? Le premier ministre ne devait pas s'appesantir sur cette question, *les modalités pratiques devant encore* faire l'objet de réunions interministérielles et d'une concertation avec les syndicats. Tout au plus *peut-on indiquer que le coût* financier de l'opération est estimé à 2 milliards, voire 3 milliards de francs. Le gouvernement entend également faciliter la création d'emplois temporaires et locaux pour les jeunes qui, au retour du service militaire, sont au chômage. Ces emplois dits d'utilité communale d'une durée de six à douze mois seraient assortis d'un tiers temps consacré à la formation et concerneraient vingt mille jeunes. Le premier ministre a aussi annoncé pour 1982, le lancement de grands travaux.

Ces orientations étant insuffisantes pour juguler le chômage, M. Mauroy devait insister sur la nécessité du partage du travail. Plusieurs initiatives seront prises en ce sens. Tout d'abord le temps partiel sera nettement favorisé dans l'administration et les entreprises parapubliques ; en outre, la loi de janvier 1981 sera réformée afin de donner, à la fois, plus de facilités aux entreprises et davantage de protection aux salariés.

L'aménagement du temps de travail et de la retraite sera ensuite présenté comme l'un des moyens essentiels pour partager le travail. Diverses mesures sont envisagées : retraite à mi-temps, le salarié occupant son poste avec un jeune et une partie de ses revenus étant supportée par l'Etat ; retraite plus précoce pour les personnes ayant travaillé très jeunes en retenant comme critère le nombre d'années de cotisation et non plus seulement l'âge ; réglementation éventuelle du cumul pour limiter le réemploi des retraités pou l'adoption d'un plafond de ressources et mise en place de l'année sabbatique.

Toutes ces mesures sont cependant loin d'être entérinées et n'entreront pas en vigueur immédiatement. C'est ainsi que la limitation du cumul n'est pas très appréciée par *les militaires* et le ministre de la défense. Quant aux modifications relatives à la retraite, elles seront examinées par Mme Questiaux, ministre de *la solidarité nationale, lors de la* nouvelle concertation qu'elle va engager, vers le 20 septembre, avec les partenaires sociaux.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 8.)

Défense et continuité

par JACQUES ISNARD

Dans son discours à l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), M. Pierre Mauroy, qui *s'est présenté comme « le premier ministre du changement »*, a reconnu, lundi 14 septembre à Paris, que *« les impératifs de la défense »* étaient de ceux pour lesquels la permanence de l'action gouvernementale doit s'imposer et il a aussitôt ajouté que le premier gouvernement de gauche sous la Vᵉ République *« prenait intégralement en charge »* l'option du général de Gaulle pour la dissuasion nucléaire.

Pouvait-on être plus explicite *pour signifier*, à son auditoire, que la continuité, en définitive, l'emporte *sur le changement en ce domaine* particulier de la défense nationale ? Nul doute que les propos du premier ministre auront été appréciés de l'ensemble de la communauté militaire. L'accueil risque d'être différent au sein du mouvement socialiste dont de nombreux militants, à la base, n'ont pas évolué au même rythme *que l'aurait souhaité*, de longue date, le principal animateur de la réflexion du parti en la matière, M. Charles Hernu, devenu ministre de la défense.

Les spécialistes, de leur côté, ne pourront s'empêcher de rapprocher le discours de M. Mauroy des propos, en juin 1978 devant le même institut, de M. Valéry Giscard d'Estaing, pour en souligner certaines concordances à commencer par cette insistance, dans les deux allocutions, à affirmer *« l'autonomie de la décision »* de la France rendue possible par la volonté de sauvegarder l'indépendance de la politique nationale de défense.

Mais les ressemblances entre les deux discours vont bien au-delà de cette simple considération générale. Qu'on en juge par quelques exemples qui touchent à l'expression de la doctrine.

Quand M. Giscard d'Estaing expliquait que l'espace national ne resterait pas longtemps étranger à un conflit en Europe si celui-ci devait se déclencher, M. Mauroy, rejetant l'isolement de la France, estime que l'agression ne commence pas lorsque l'ennemi pénètre sur le territoire national, mais aux approches des frontières, *puisqu'il est impossible* de se désintéresser de ses voisins immédiats. Quand l'ancien chef de l'Etat préconisait que la France doit s'efforcer de toujours posséder les armes les plus avancées, l'actuel premier ministre considère qu'il convient de suivre les progrès techniques en matière nucléaire et, à *propos de la bombe à neutrons*, qu'il est irrationnel de renoncer *a priori* à un armement destiné à augmenter le potentiel défensif.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Photos

Les gendarmes d'Indre-et-Loire présentent aux conducteurs trop pressés qu'ils interceptent des photographies d'accidents horribles. La dissuasion est, alors, plus efficace que les P.V.

Pourquoi ne pas montrer aussi aux dictateurs en tout genre qui saignent la planète les photos de leurs opposants suppliciés et des peuples qu'ils oppriment ? Parce qu'ils les collectionnent déjà.

BRUNO FRAPPAT.

—POINT—

Jean-Paul II et la condition ouvrière

Jean-Paul II ne chôme pas. A peine a-t-il quitté la clinique pour sa maison de repos de Castelgandolfo qu'il présente une encyclique de cent dix pages sur l'humanisation du travail.

L'occasion en est fournie par le quatre-vingt-dixième anniversaire de Rerum Novarum *de Léon XIII ; mais, plus profondément, le pape a voulu marquer de son empreinte la conjoncture sociale de son temps. A tant de discours sur les droits de l'homme en général considéré comme une créature de Dieu, Jean-Paul II ajoute un nouveau chapitre sur la signification du travail, sur le conflit capital-travail, sur les idéologies, sur le chômage, les syndicats, la grève. La Bible lui sert de référence constante, mais peut-être ce dernier aspect, qui semble primordial au pape et qui justifie son intervention à ses yeux, ne prendra pas le relief escompté.*

La France ne sera pas parmi les derniers pays à s'intéresser à une encyclique aussi incarnée dans des réalités sociales et politiques et qui dit son mot aussi bien sur la copropriété que sur les moyens de production socialisés. La grève, enfin ! a trouvé ses lettres de noblesse pontificales : il était temps. Quant au chômage, il est traité avec l'ampleur souhaitable : « Le travail est fait pour l'homme et non l'homme pour le travail. » *La solidarité sociale doit jouer à plein. Pour ce Polonais qu'est le pape, ce beau mot a une résonance particulière ; le document s'étend aussi sur les droits et les devoirs des syndicats, qui ont à garder certaines distances à l'égard du politique.*

Rome a parlé, la cause est entendue ? Le danger qui guette de tels textes, si au point soient-ils, serait plutôt une certaine inefficacité. Tant de relais sont nécessaires pour que l'on passe de la parole aux actes !

(Lire page 12.)

LES RICHES HEURES DE LA VULGARISATION SCIENTIFIQUE

Lire dans LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES le dossier sur le cent cinquantième anniversaire de l'Association britannique pour l'avancement des sciences.

SYMPOSIUM A LA CHAUX-DE-FONDS

Des intellectuels et la danse

A La Chaux-de-Fonds, petite cité blottie au cœur du Jura neuchâtelois, l'industrie horlogère a pris son essor au dix-huitième siècle. Les automates exposés aux vitrines des antiquaires rappellent qu'alors Jacques Droz était parvenu à reproduire mécaniquement les gestes de l'homme-miroir fascinant, inquiétant.

Il paraît donc tout naturel que Philippe Braunschweig, qui perpétue la vocation horlogère de la ville, ait consacré en 1978 le premier symposium du Club 44, dont il est président à « l'Aménagement du temps ». Le second colloque — organisé cette année à la fin du mois d'août — a pris la forme *d'une analyse multidisciplinaire* du rôle de la danse en cette fin de siècle à travers un dialogue entre *professionnels et intellectuels*. Le projet s'est cristallisé autour d'une fascination réciproque entre le chorégraphe Maurice Béjart et le philosophe Michel Serres. Le thème ramenait d'ailleurs à Béjart, qui n'a cessé de proclamer que la danse est l'art du vingtième siècle, et qui a contribué à l'élargissement de son *public*.

Au dix-huitième siècle déjà, le chorégraphe Noverre avait tenté de promouvoir son art — jusqu'ici considéré comme un divertissement — en le situant dans le champ du langage et en le confrontant aux théories de philosophes comme Condillac et surtout Diderot.

MARCELLE MICHEL.

(Lire la suite page 20.)

Le Monde

idées

AVEC ET SANS LACAN

Personnage controversé s'il en fut, Jacques Lacan est mort. A ceux qui comme Colette Chiland dénoncent le « vertige euphorisant de son discours sur le discours », Alain-Didier Weill reproche de ne le mettre en cause que faute d'accepter d'être *mis eux-mêmes* en cause. Mais il y a aussi une psychanalyse sans Lacan. Christian Delacampagne, rendant compte du livre que Paul-Laurent Assoun consacre à Freud et à sa conception de la psychanalyse comme science note que son nom n'y est pas prononcé une fois.

L'éthique analytique

par ALAIN DIDIER-WEILL (*)

POURQUOI, ainsi que l'attestent divers articles récents de psychanalystes, *ce qui nécessita en 1963 l'excommunication de Lacan par l'International Psychoanalytical Association* reste-t-il d'actualité ? Parce qu'elle est le réflexe, éminemment banal, de ceux des analystes qui préfèrent substituer au fait d'être mis en question par Lacan le fait de le mettre en cause.

L'enseignement de Lacan introduirait-il, plus que celui de Freud, cette peste que Freud croyait apporter aux Etats-Unis ? Oui et non !

Non, car ce qu'apporte Lacan est déjà en gésine chez Freud. Oui, car certains points cruciaux de la théorie peuvent être chez Freud mais sans être suffisamment élaborés pour pouvoir être véritablement transmis à *ses élèves. C'est ainsi, du fait de certains défauts de transmission*, qu'est apparue, chez les suivants de Freud, une *chute massive de la virulence analytique* : il a fallu Lacan *pour retrouver*, dans les années 50, le chemin de cette *virulence perdue*.

Les *moyens* que Lacan s'est donnés pour cette retrouvaille passèrent par l'isolement des catégories du Réel, du Symbolique et de l'Imaginaire ; catégories présentes chez Freud, mais sans être nommées comme telles : certes, l'Imaginaire est implicite dans la théorie freudienne du Moi, le Symbolique dans celle de l'Inconscient et le Réel dans la notion de Refoulement originaire et d'ombilic du rêve, mais l'absence de leur nomination ne permet pas à Freud de réfléchir sur la nature de leur articulation.

Cette réflexion a été le fait de Lacan. On entend souvent dire que son chemin aurait été scandé par trois étapes successives : celle du début, avec la prévalence de l'Imaginaire, celle de la maturité, avec la promotion du Symbolique et de la parole, enfin, celle d'un aboutissement centré sur le Réel. Cette conception est erronée : dès sa communication de *1936* sur le stade du Miroir, *où l'accent est effectivement mis sur* l'Imaginaire, *la recherche sur le mode de nouage* du Réel, du Symbolique *et de* l'Imaginaire est, en fait, déjà là, déjà grosse, d'une certaine façon, de la recherche sur le nouage borroméen qui apparaîtra près de quarante ans plus tard.

Il faut dire, maintenant, en quoi la nomination du Réel, du Symbolique et de l'Imaginaire a redonné à la psychanalyse cette virulence qui, depuis plus de trente ans, est cause d'une haine aussi insistante de la part de certains psychanalystes. Parlons du fait que la découverte de Freud a deux faces. La première face est celle que Lacan n'a pas hésité à qualifier de « *bonne nouvelle* », pour autant que, du fait de la reconnaissance de l'Inconscient il est *« permis à la misère des êtres parlants de se dire qu'il y a — puisqu'il y a de l'inconscient — quelque chose qui transcende vraiment... »*.

Mais la découverte freudienne a une tout autre face qui mérite, elle, d'être qualifiée de « mauvaise nouvelle » : il s'agit de ce point de Réel qui est point d'annulation de l'Inconscient, point d'où le « parlêtre » perd radicalement son latin.

Cette « mauvaise nouvelle », qui fait dire à Lacan qu' « il n'y a pas de rapport sexuel », n'a pas été ignorée par Freud, mais, s'il l'a reconnue et identifiée sous la notion de Refoulement originaire, il est resté, face à elle, très embarrassé. Son embarras se comprend : comment articuler sa découverte du Symbolique à ce Réel au niveau duquel l'existence du Symbolique s'avère caduque, impossible ? A cette question, Freud ne répond pas, mais — et c'est là un des traits de son génie, — ce n'est pas parce qu'il en est embarrassé qu'il s'en débarrasse comme *le* feront ses suivants. Les effets d'un tel « bon débarras » ne seront pas minces puisque, *dans* cette perspective, l'Inconscient deviendra le lieu d'un *savoir non* barré, *savoir* que *nul impossible* n'habite.

L'étonnement

C'est à cette réduction banalisant l'Inconscient que Lacan met un terme en faisant le pas décisif d'introduire par une barre littérale l'embarras du savoir inconscient quant au sexe : au niveau de l'Autre barré — [écriture lacanienne et l'Inconscient irréductiblement barré par le Réel d'un signifiant manquant], — le Symbolique et le Réel sont désormais indissociables.

Cette *prise en compte du Réel* est au fondement de ce qui oriente, chez Lacan, une éthique analytique. Sa pratique se déduit d'une théorie analytique qui ne se contente pas de parler du manque puisqu'elle reconnaît être, elle-même, habitée, hantée, par un manque réel, par une faille, qui ne cesse de faire défaillir ce qui est « déjà » su, « déjà » acquis. Comment *se* manifeste, *dans la pratique de* Lacan, *son aptitude à laisser défaillir ce qu'il a « déjà » théorisé pour n'entendre que l'appel de ce qui ne l'est pas encore? Par la présence, toujours* en éveil, *de son étonnement : « C'est quand même renversant ! C'est incroyable ! »* avons-nous été plusieurs à entendre, si souvent, de Lacan, après l'entretien qu'il venait d'avoir eu, devant nous, lors de sa présentation de malade. Cette aptitude de Lacan à être indéfiniment étonnable alors qu'à nous, auditeurs et élèves, il pouvait nous sembler que ce que nous avions entendu du malade en question illustrait précisément le savoir qu'avait articulé la théorie de Lacan quant aux questions que ce malade nous paraissait précisément avoir soulevées.

Comment comprendre, en effet, qu'un analyste puisse être indéfiniment étonnable, dans la mesure où ce qu'il entend renvoie à quelque chose qui, du point de vue de son savoir conceptuel, est *de l'ordre du « déjà su »? Comment un analyste peut-il être étonné par ce qu'il sait déjà ?*

Il ne le peut que si, dans sa relation au savoir, le Réel — c'est-à-dire ce à quoi on ne s'habitue jamais — tient une place maîtresse : si l'analyste n'est ainsi pas incessamment *dérangé* par le Réel, il ne *dérangera* jamais fondamentalement son analysant. En cela, il sera fort gentil. Il aura même cette gentillesse que les psychanalystes de l'IPA reprochent précisément tant à Lacan de ne pas introduire dans sa pratique.

Peut-on croire que ce qui, par là, était « saisi » en vous aurait pu l'être par une interruption causée *machinalement, par une machine*, je veux dire par une montre ? Personne n'ignore, en effet, qu'un des rites majeurs de l'IPA exige que l'interruption des séances de psychanalyse ne soit pas le fait d'une présence humaine, mais celle d'une montre. Cette montre est un *symbole* : elle indique comment les psychanalystes qui en sont les serfs sont, en fait, au service d'un rite dont l'effet majeur est d'exclure ce que l'inhabituel et l'imprévu doivent au Réel et au désir inconscient.

Il faut savoir, cependant, que si les analystes de l'Institut de psychanalyse et de l'IPA ont plus particulièrement institutionnalisé le rituel analytique, ils ne font là que traduire une pente qui guette chaque analyste, à laquelle chacun d'entre eux peut céder à un moment ou à un autre. Si la fonction du rituel, qui est de protéger le Sujet de son propre désir, a pu s'immiscer dans l'exercice analytique, c'est que l'analyste, paradoxalement, peut être amené à ne pas vouloir rencontrer son désir, cet « x » sur lequel Lacan a tellement médité. Méditation d'où est sortie cette proposition du 9 octobre 1967 sur la Passe (1), qui n'a pas fini de soulever les controverses que l'on sait. Ce que l'analyste est en droit d'attendre de la Passe, c'est le *témoignage* de l'existence d'un chemin par lequel il peut être guidé *en se passant du « code de la route »* du rite. *C'est en pouvant s'en passer qu'il* devient ce Passant qui peut user des mots de cet Autre qu'est Freud ou Lacan, dans un autre registre que celui de la répétition. Si je répète les mots de Freud ou de Lacan, si je n'ai avec eux qu'un rapport de citation, il n'y a, en effet, pas de traces de passage de ma présence dans ce que je dis, et je me trouve alors dans la position de l'imposteur qui attire sur lui un respect indu puisqu'il n'a pas *payé le prix* des mots dont il se soutient.

Puissent les psychanalystes ne jamais oublier que c'est *à eux* qu'était destinée la parole de cet homme de parole...

(1) La passe est la procédure instaurée au sein de l'ex-Ecole freudienne de Paris pour tenter de déterminer comment un analysant est pris par le désir de devenir analyste. Jacques Lacan fut, semble-t-il, très déçu par les éclaircissements qu'il en attendait. — (*N.D.L.R.*)

(*) Psychanalyste.

Anatomie d'un succès conquis par la parole

par COLETTE CHILAND (*)

De l'homme Lacan, nous n'avons rien à dire. Ceux qui l'ont personnellement connu en *diront du bien ou du mal, diront* leur amour ou leur ressentiment.

Quel itinéraire a conduit l'homme Lacan au personnage Lacan ? Question intéressante. Pour y répondre, il faudrait avoir été en position de connaître Lacan *tel qu'en lui-même, dans* les vicissitudes de sa vie et l'organisation de son inconscient. Loewenstein, son analyste, en savait peut-être quelque chose.

Du personnage Lacan, il y a beaucoup à dire, *sans être arrêté* par la paix qu'on doit à un mort et le respect au chagrin des siens.

Que fut ce personnage ? Un grand chaman, dit Catherine Clément. A propos des chamans, *on s'interroge : où s'achève la* mystification et où commence la conviction ? Par magie ou par supercherie, le chaman guérit. Lacan ne disait pas qu'il se proposait de guérir. De quoi et par quel ressort *guérissaient ou périssaient* ses clients ? La pratique très particulière de Lacan était une perversion de la psychanalyse par la séduction, la manipulation du transfert, le mensonge. On en pourrait *faire* un bon usage quand et si on *se* réveillait de l'enchantement : *se dégager à jamais de* la quête transférentielle, de l'idée qu'il existe un être humain capable de vous comprendre, vous aimer, *vous réparer ; ce que l'on ne trouve pas en soi et par soi*, on ne le trouvera pas par un autre.

C'est peut-être là *le « désêtre »* dont le candidat devait *faire* preuve au cours de la « *passe* » pour devenir « analyste de l'École », *gradus ad Parnassum*. Si dans l'expérience mystique le désêtre est recherché, c'est que le moi doit faire place à *Dieu ; le leurre de l'attachement à soi, vide qu'on* ne percevait pas, faisait écran à la plénitude de Dieu. Mais l'expérience mystique se déroule sur fond d'être ou de foi en l'Etre, le désêtre lacanien sur fond de néant.

L'analyste présentifie la mort, ne cesse de répéter Lacan. Le système de pensée de Lacan est destructeur, parce qu'il est en fait un système théologique où Dieu est définitivement absent, *mort*, et *où* tout *continue* d'être quête de Dieu. La béance, le manque fondamental dont Lacan a tant parlé, prennent une dimension tragique en tant qu'impossibilité de guérir de la mort de *Dieu*.

L'ordre du symbolique de Lacan est un ordre vide. Pour avoir tranché le lien unissant le signifiant au signifié, le *flatus vocis* au sens, pour avoir proclamé la primauté du signifiant, *Lacan a* fait du langage *tout et rien. Les* mots ne disent pas l'être. Le réel est indicible, impossible. L'imaginaire serait de prendre au sérieux sa souffrance. *Le symbolique est d'en rire avec des jeux* de mots.

Le patient absent

Plus que *chaman*, le *personnage* Lacan était un *sophiste*, selon la définition qu'en donne Emile Bréhier, il avait *« une conception de la vie intellectuelle uniquement dirigée par le succès »*. Un succès conquis par la parole : il avait une présence de comédien et faisait *passer le texte ; les auditeurs*, alors même qu'ils avouaient ne rien comprendre, étaient subjugués par un débit particulier, lent et scandé, une syntaxe riche en inversions et anacoluthes, l'alternance de citations savantes et de plaisanteries triviales.

Pourquoi *ce succès ? Certains répondent : Lacan est un génie* et a rénové la théorie psychanalytique : il a fait souffler un vent de culture, ouvert l'esprit des uns enfermés dans la médecine, arraché les autres à l'ennui de l'Université, comme si personne n'avait lu Lévi-Strauss, Saussure ou Jakobson avant que Lacan n'en parlât !

En quoi Lacan répondait-il à l'attente des intellectuels de ces trois dernières décennies ? Nous *ne* pourrons, dans ces quelques lignes, qu'esquisser des éléments de réponse, sans revenir sur les pressions de groupe, la mode, le terrorisme *intellectuel*. Nous sortions *de la deuxième guerre mondiale*. En 1945, ce fut le choc de la découverte de l'univers concentrationnaire nazi. En 1956, ce fut le choc de la découverte des camps soviétiques qu'on n'appelait pas encore le goulag. Ce *furent* la guerre du Vietnam, la guerre d'Algérie, la torture pratiquée par des Français. Les espérances folles d'un monde nouveau qui nous avaient portés au lendemain de la Libération s'étaient dramatiquement effondrées. Sartre avait dénoncé l'absurde du trop-plein de l'être, *mais* aussi prôné la pensée *engagée*.

Par contraste, voici qu'on nous donne à croire que l'homme est grand parce qu'il parle. Le vertige euphorisant sur le discours remplace l'angoisse devant l'horreur. Il *n'est point d'autre* vérité que le ballet rhétorique des signifiants. Avec Lacan, la théorie psychanalytique est devenue discours sur la psychanalyse. *Le patient est le grand absent des* Ecrits. C'est une leçon qui n'a été que trop bien entendue.

(*) Professeur de psychologie clinique à l'université René-Descartes (Paris), membre de la Société psychanalytique de Paris.

Une science ?

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

POUR Sigmund Freud, la psychanalyse était incontestablement une science, c'est-à-dire une théorie cohérente susceptible de recevoir une vérification expérimentale à travers la pratique de l'interprétation — que ce soit dans la cure (interprétation du discours du patient) ou dans d'autres types d'analyse plus sophistiqués (déchiffrement des œuvres d'art, *des* mythes, etc.). *Prétention exorbitante, répliquent ses adversaires : la « scientificité » de la psychanalyse ne peut se comparer ni à celle de la physique ni même à celle de la psychologie. L'interprétation* est tout *autre chose qu'une expérimentation* objective, et déchiffrer est bien plus qu'observer. Faut-il donc en conclure que Freud a abusé ses lecteurs ?

Le débat, ouvert depuis cinquante ans, s'en est tenu trop souvent à des échanges d'excommunications. Dans le meilleur des cas, on a tenté de ramener la psychanalyse à des modèles philosophiques connus, celui de la phénoménologie en France (Jean Hyppolite) ou du behaviorisme aux Etats-Unis (Otto Fenichel), tandis que l'école germanique (Ludwig Binswanger) lui reprochait de n'avoir qu'une vision matérialiste de l'homme. Toutefois, malgré ces polémiques, on n'a guère lu les textes de Freud lui-même, et en particulier ceux, peu nombreux mais essentiels, dans *lesquels il expose sa propre conception de la science et des exigences auxquelles la psychanalyse doit satisfaire si elle aspire à être reconnue comme discours scientifique.*

Heureusement, cet indispensable *travail de lecture* est aujourd'hui en *cours d'élaboration* grâce à Paul-*Laurent* Assoun, qui vient d'en publier les premiers résultats dans un livre bien documenté, intitulé *Introduction à l'épistémologie freudienne* (1). Je saisis cette occasion pour rappeler que Paul-Laurent Assoun est l'un de ces jeunes philosophes qui, à moins de quarante ans, ont déjà plusieurs essais derrière eux et de vastes recherches en cours ; l'un de ceux, également, qui savent le mieux allier le sérieux de l'information à la liberté de jugement (qualités *rarement réunies*, comme on le sait). *Ses travaux ont* porté, jusqu'ici, *d'une part sur la théorie politique* (2), *de l'autre sur les rapports de* Freud et de la *philosophie* (3). C'est dans cette dernière voie que sa réflexion actuelle s'approfondit puisque, en plus du traité d'épistémologie freudienne qu'il est en train d'écrire, Paul-Laurent Assoun prépare également une étude sur les rapports de Wittgenstein et de Freud (4).

Disons d'abord, pour cerner notre problème, que « l'épistémologie freudienne » n'est pas forcément celle de la psychanalyse actuelle, d'ailleurs partagée entre des tendances bien divergentes, *ni même* celle qu'élaborent de *leur côté* les *lacaniens de stricte obédience. On ne trouvera, du reste, aucune mention du nom de Lacan dans le livre* d'Assoun. *Ce dernier limite son propos à comprendre l'émergence, chez Freud lui-même et chez lui seul, d'un savoir neuf et inédit, qui se détache progressivement sur un fond de conceptions scientifiques passablement* anciennes. Freud, *en effet, ne s'est pas fait tout seul*, et la *psychanalyse n'est pas sortie* toute armée de son cerveau. Tant la conception freudienne de la science que les principes directeurs qui guident la nouvelle « métapsychologie » mise en place vers 1915 doivent donc être réinterprétés à partir de ce qu'était l'épistémologie dominante, dans les milieux germaniques, à la fin du dix-neuvième siècle ; et c'est à ce déchiffrement qu'est consacrée l'*Introduction* d'Assoun.

Un matérialiste résolu

Commençons par la conception de la science. Freud a hérité la sienne, pour l'essentiel, du physiologue allemand Johannes Müller *(1801-1858), de ses trois disciples les plus connus*, Du Bois-Reymond, Brücke et Helmholtz, *fondateurs en* 1845 de la *Berliner Physikalische Gesellschaft*, ainsi que du psychologue Wundt, *lui-même formé par* Helmholtz. Comme *eux*, Freud est résolument matérialiste. Refusant de séparer l'âme et le corps, il croit en la possibilité de réduire les processus mentaux à des mécanismes d'ordre physico-chimique et considère la psychanalyse comme une science de la nature, même s'il admet que cet idéal réductionniste ne pourra pas être satisfait avant que notre connaissance de la « chimie des pulsions » n'ait fait d'immenses progrès. Ces vues participent donc d'un naturalisme assez classique, que tempère cependant un scepticisme prudent : dans la lignée de l'*« ignorabimus »* lancé en 1870 par Du Bois-Reymond au cours d'une conférence célèbre, Freud reconnaît qu'il est des questions — comme, par exemple, celle de l'origine de la vie — dont nous ignorerons toujours la réponse, quels que puissent être les développements ultérieurs de la science.

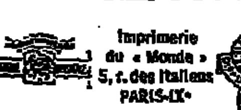
Quant aux *principes directeurs de la métapsychologie freudienne*, ils *sont déjà beaucoup plus originaux, bien qu'on puisse leur trouver, à eux* aussi, des antécédents historiques. *On sait que, dans son article de 1915 sur l'Inconscient*, Freud annonçait son intention d'étudier celui-ci à partir d'un triple point de vue : topique, *dynamique et économique* : c'est-à-dire de s'intéresser simultanément à sa structure, aux lois de son fonctionnement et à la possibilité de mesurer les intensités psychiques. Paul-Laurent Assoun s'emploie donc à montrer comment la topique freudienne est liée aux recherches anatomiques de Brücke ; il désigne, dans l'œuvre du psychologue Herbart (vers 1820), l'origine des idées freudiennes en matière de dynamique des pulsions ; il rappelle, enfin, tout ce que le père de la psychanalyse doit à Helmholtz, Wundt et Fechner, les premiers savants qui voulurent faire de la psychologie une science quantitative en la fondant sur une théorie de l'énergie d'allure physicaliste.

Mais si, chaque fois, on peut effectivement retracer la généalogie des grands concepts freudiens, cela n'enlève rien — au contraire — à ce que ceux-ci peuvent avoir d'inédit. Il ne s'agit pas, ici, de minimiser les découvertes de Freud, mais de savoir jusqu'à quel point elles demeurent prises dans un langage désuet, qu'elles excèdent largement mais qui parvient quand même à les obscurcir, voire à les déformer : déformations que seule une analyse des sources *de la pensée freudienne pourra peut-être nous aider* à corriger.

Tel est donc le point de vue adopté — avec raison, à mon avis — par Paul-Laurent Assoun. Celui-ci trouvera certainement, dans l'étude d'autres textes de Freud, l'occasion de préciser dans quelle mesure la métapsychologie qui y est exposée est bien, comme le voulait son fondateur, une discipline à caractère scientifique — même si cette scientificité ne peut plus, me semble-t-il, être pensée dans les mêmes catégories que celles de la physique ou des autres sciences de la nature.

(1) Payot, 1981, 228 pages.
(2) *Marx et la répétition historique*, PUF, 1978.
(3) *Freud, la philosophie et les philosophes*, PUF, 1976 ; *Freud et Nietzsche*, PUF, 1980.
(4) A paraître dans le prochain numéro du *Temps de la réflexion* (Gallimard).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission ... n° 57 437.

Le Monde

étranger

Les résultats de la conférence de Paris restent modestes au regard des besoins des pays les moins avancés

La conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés, qui a siégé à Paris du 1er au 14 septembre, a adopté, par consensus, avant de se séparer, un « nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 », *qui prévoit un accroissement de l'effort d'assistance à ces nations les plus pauvres du tiers-monde. Il est cependant en deçà de leurs espoirs. Dans une déclaration, le délégué des Etats-Unis a exprimé la position réservée de son pays sur plusieurs points, notamment les objectifs de l'aide au développement.*

Cependant, M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, qui présidait la conférence, a déclaré dans son discours de clôture que celle-ci avait « favorisé une prise de conscience concrète du défi que représente le sous-développement et la volonté politique de progresser vers un nouvel ordre économique international plus juste et plus équitable ». *Il a souhaité l'établissement d'une* « clause de la nation la moins avancée ».

Version remaniée, édulcorée, des projets de la CNUCED et des « 77 » (le groupe des cent vingt-deux pays en développement), le Nouveau Programme substantiel d'action (N.P.S.A.) en faveur des trente et un pays les moins avancés (P.M.A.) décrit d'abord les objectifs que doivent atteindre ces pays : progression annuelle de 9,2 % du P.N.B., de 4 % pour la production agricole, de 9 % dans l'industrie. Il les invite à mobiliser leurs ressources financières, à renforcer leurs capacités administratives et à accorder un soin prioritaire à l'éducation, la santé, la nutrition et la politique démographique. Il fixe ensuite les engagements de la communauté internationale — cent dix pays participaient à la conférence — pour l'actuelle décennie.

● *Augmentation du flux d'aide vers les P.M.A.* — Les « 77 » et la CNUCED demandaient : que les pays développés s'engagent à consacrer au moins 0,15 % de leur P.N.B. à l'assistance aux P.M.A. en 1981-1985 ; que le volume de cette aide double en termes réels durant la même période et quadruple d'ici à 1990 ; que pour 30 % l'aide bilatérale ou multilatérale à des conditions favorables soit attribuée prioritairement aux P.M.A.

D'une façon générale, les pays développés ne souhaitaient pas souscrire d'engagements à très long terme. Un quadruplement de l'aide en 1990 a donc été écarté d'emblée. De même, les 30 % ont-ils été jugés « *irréalistes* ».

En revanche, tous les pays donateurs — autrement dit, pays de l'Est, pays pétroliers, aussi bien que pays industrialisés à économie de marché — sont convenus de faire un « *effort spécial* » croissant en faveur des P.M.A. dans le cadre d'un accroissement général de leur aide.

Le plus petit commun dénominateur

La formule de compromis retenue par les représentants des principales forces en présence (*le Monde* du 15 septembre) ne lève pas toutes les ambiguïtés : elle n'assure pas, notamment, un doublement de l'A.P.D., en termes réels et selon un calendrier précis. Mais elle tient compte de la situation propre à chaque donateur et lui offre en quelque sorte un choix entre deux options : parvenir à 0,15 % du P.N.B. « *dans les années qui viennent* » ou doubler leur A.P.D. aux P.M.A. dans la même période. Cependant, il est spécifié qu' « *ensemble ces efforts aboutiront d'ici à 1985* « vraisemblablement » *à un doublement de l'A.P.D. allant aux P.M.A. par comparaison aux transferts effectués dans les cinq dernières années* » ; ce « *vraisemblablement* » semble introduire une nuance quelque peu restrictive.

En fait, s'élever à 0,15 % du P.N.B. représente, pour certains pays, un doublement ou presque. La France (0,8 % en 1979) a donné l'exemple en proposant de parvenir à 0,15 % en 1985. En revanche, d'autres pays, à commencer par les quatre principaux donateurs de l'O.C.D.E. en valeur absolue, ne paraissent pas pouvoir passer la barre à court terme (Grande-Bretagne : 0,14 %, en 1979 ; R.F.A. : 0,11 %), ou à plus long terme (Japon : 0,06 % ; Etats-Unis : 0,02 %), ce dernier pays étant, par principe, tout à fait hostile à tout engagement chiffré, comme l'a rappelé, lundi 14 septembre, leur représentant. Néanmoins plusieurs nations — et c'est cela qui compte — ont, après la France, annoncé publiquement durant la conférence une augmentation de leur contribution : la R.F.A., l'Irlande, le Japon, la Belgique, l'Italie, en particulier. D'autres ont, également, souligné leur volonté de poursuivre leur effort qui les place en tête : Norvège (0,30 % du P.N.B.), Suède (0,39 %), Pays-Bas (0,24 %), Danemark (0,23 %).

Somme toute, le compromis s'est fait, comme il est d'usage dans les conférences onusiennes de ce genre, sur le plus petit commun dénominateur. L'effort sera sans doute inégal entre pays donateurs. Les flux d'aide ne seront pas non plus aussi importants globalement que ce que demandaient la CNUCED et les « 77 » : un apport *additionnel de 5,7 milliards de dollars en moyenne par an.* Le secrétaire général adjoint de la CNUCED, M. Jan Pronk, estime que ce qui a été annoncé permettra à peine de maintenir les P.M.A. à leur niveau économique et financier actuel. Pour qu'ils puissent faire face à leurs besoins, a-t-il déclaré, il aurait *fallu* doubler tout de suite le volume de l'aide.

En revanche, au chapitre des modalités d'attribution de l'aide, les P.M.A. ont, dans une large mesure, obtenu gain de cause. *Ainsi l'aide sera-t-elle accordée,* en règle générale, sous forme de dons ou de prêts non liés, le pays donateur participant au financement des dépenses locales lorsque cela est possible. Les pays développés ont introduit des amendements pour améliorer les capacités d'utilisation de l'aide de la part des P.M.A.

● *Suivi.* — L'exécution du programme de Paris dépendra de la manière dont il sera appliqué dans chaque P.M.A. Les participants sont arrivés, à ce sujet, à un compromis équilibré qui tient compte à la fois des réserves des pays occidentaux à l'égard de la CNUCED — qu'ils jugent généralement trop « bureaucratique » mais surtout trop proche des « 77 », — ainsi que des rivalités entre organisations du système des Nations unies. La Banque mondiale est évidemment celle qui est, de loin, *la mieux armée pour servir de* cadre aux réunions des donateurs (Etats ou agences multilatérales). Elle le fait déjà dans un certain nombre de cas (Bangladesh, Tanzanie...). *Mais il lui serait difficile de s'en charger...* en Afghanistan et au Laos.

Dans ces cas, et dans d'autres, il pourra être fait appel comme groupe *consultatif* au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui coordonne dans des pays ou des régions du tiers-monde les activités des diverses organisations spécialisées de l'ONU. Les Etats d'Afrique centrale auront la possibilité, en outre, de s'adresser au Club du Sahel, une association qui regroupe les pays de cette zone, un certain nombre de membres de l'O.C.D.E. et des institutions de financement, y compris arabes.

Chaque P.M.A. choisira le cadre qu'il jugera le mieux approprié pour « suivre », à son niveau national, son programme d'action, mais il va de soi que les pays donateurs auront à cœur d'assurer le financement de projets dans le cadre qu'ils souhaitent *préférable* et que ce choix n'est pas neutre. A ce niveau, la CNUCED aura un rôle limité. Par contre, celui-ci sera primordial au niveau « *global* » — à condition qu'elle soit dotée des moyens financiers et administratifs *adéquats* — où elle assurera la supervision des opérations d'assistance lors des VIe (1983) et VIIe (1987) CNUCED, et à mi-parcours du N.P.S.A. en 1985. Cette périodicité devrait avoir *pour conséquence un rappel régulier* des objectifs définis à Paris.

Reste la répartition de l'aide entre les différents P.M.A. Comment *éviter qu'il y ait* certaines distorsions, et que des donateurs aient des préférences — celles en particulier que favorisent les liens traditionnels Nord-Sud ? Les conditions dans lesquelles se répartira le courant supplémentaire d'aide extérieure dépendra beaucoup des efforts de chaque P.M.A. et de ses « *capacités d'absorbtion* ». Certains (Mali, Burundi) *ont déjà pris langue ou* date avec des donateurs. On peut imaginer que des P.M.A. n'attireront pas les dons ou prêts occidentaux (Afghanistan, Laos...) et il est probable que dans ces cas les pays de l'Est seront invités à prendre leurs responsabilités.

● *Mesures commerciales.* — Partant du constat que les P.M.A. *ont de faibles possibilités* d'exportations et ne peuvent financer qu'environ la moitié de leurs achats avec le produit de leurs ventes, les pays développés ont fait un pas en leur direction. Ils se sont engagés à améliorer les préférences généralisées, à atténuer toutes les protections tarifaires ou non-tarifaires, peu nombreuses il est vrai, et à encourager la conclusion rapide d'accords de produits.

Le principe de l'extension du Stabex (système de stabilisation des recettes de certains produits d'exportation des pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique, associés à la C.E.E. leur apportant des compensations financières en cas de dépréciation des cours) devra être soumis à l'examen d'un groupe d'étude avant 1983. Les Etats-Unis ne sont pas favorables à ce système « *perturbant* » le libre jeu du marché, et le Japon ne souhaite pas son élargissement « *au stade actuel* ». Mais la Communauté européenne est acquise à cette idée, même si l'engagement de certains de ses membres à ce propos a pu paraître parfois timide (la France avait plaidé jusqu'à maintenant sans beaucoup de succès dans le sens de l'élargissement). Une telle mesure ne devrait pourtant pas entraîner un accroissement des charges financières important : seuls le jute du Bangladesh (mais c'est *la principale recette extérieure de* ce pays) et le café d'Haïti pouvant peut-être en bénéficier.

● *Energie.* — *Le N.P.S.A.* se contente, pour l'essentiel, de considérer « *avec inquiétude les problèmes énergétiques des P.M.A.* ». Il indique qu'ils devraient recevoir en ce domaine une « *assistance financière et technique substantielle* ». Dans de telles réunions, les pays producteurs de pétrole s'emploient toujours à éviter que ne soient mentionnées les difficultés rencontrées par les pays en développement à la suite des hausses des prix de l'énergie. Et les Etats-Unis, de leur côté, ont montré *cette fois encore qu'ils étaient* opposés à toute référence à des financements spécifiques pour développer les ressources énergétiques (tels que le projet de filiale énergétique de la banque mondiale).

Un climat de coopération

● *Politique alimentaire.* — Dans ce domaine, comme dans d'autres, les P.M.A. ont montré quelques réticences à ce que soient évoqués des problèmes qui, estiment-ils, relèvent de leur souveraineté. Le N.P.S.A. reprend la plupart des suggestions émises pendant la conférence : élaborer des stratégies nationales alimentaires ; améliorer les cultures vivrières ; mieux utiliser le fonds international pour le développement de l'agriculture financé notamment par des capitaux « pétroliers » ; établir des stocks nationaux et régionaux « *de sécurité alimentaire* » ; obtenir à « *bref délai* » un nouvel accord international sur le blé ; mettre en place les réserves alimentaires d'urgence, etc. Autant de secteurs où *la coopération internationale* est jugée « *la plus nécessaire* » pour appuyer l'effort de chaque pays pauvre.

Ce programme d'action est à certains égards plus précis que la stratégie internationale du développement. Le fait que chaque P.M.A. soit venu à Paris avec, au moins, présentes à l'esprit des demandes de financement, et que la plupart des grands donateurs aient pris des engagements publics d'augmenter leur A.P.D., lui donnent également un caractère plus concret. Cette première conférence des Nations unies s'est déroulée dans un climat de coopération. Ses résultats au demeurant modestes se mesureront à la volonté qu'auront tous les partenaires *de tenir leurs engagements.* Certaines délégations des P.M.A. ont laissé paraître leur déception. La conférence de Paris n'a certes pas résolu leurs problèmes, mais elle a mis en place un mécanisme. « *C'est à sa mise en œuvre que l'on verra s'il y a progrès ou non dans les P.M.A.* », a déclaré M. Stéphane Hessel, le chef de la délégation française.

GÉRARD VIRATELLE.

Libres opinions

La foule, les pays pauvres et le sous-marin

par GUY KONOPNICKI (*)

CHACUN sait qu'il y a de par le monde peu de nations développées et civilisées disposant, comme nous, d'un haut niveau de développement, et d'une belle harmonie sociale toute neuve. Nous ne sommes pas un pays arriéré, nous avons reçu nos parents pauvres, les pays les moins développés, et notre président les a gratifiés d'un de ces beaux discours dont il a le secret.

Ce jour-là, à la pointe de notre beau pays développé, le ministre de la défense lançait « notre » troisième sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire. *Unanimes*, tous les partis de France se réjouissaient. Le fils du général de Gaulle, dans son bel uniforme d'amiral, assistait à la cérémonie de mise à flot et il y avait foule à Cherbourg, foule de Français en plein état de grâce.

L'Humanité n'a pas voulu être en reste et a offert à ses lecteurs un joli couplet que n'aurait pas désavoué Déroulède : « *Il pleut sur Cherbourg, mais la population est venue nombreuse, assister à la cérémonie, aussi fière que ses pères, frères et fils, qui sont près de cinq mille à avoir donné forme à l'acier* » *(Sic l'Humanité* du 2 septembre 1981.) Et le journal que fonda un pacifiste irresponsable nommé Jaurès évoque avec enthousiasme le merveilleux arsenal nucléaire français, les sublimes décisions du gouvernement, qui nous donnera un quatrième sous-marin nucléaires de chasse, un sixième et même un septième sous-marin porte-engins sans compter les futurs porte-avions nucléaires que les ingénieurs du génie maritime et du C.E.A... *L'Humanité* n'est pas seule à se réjouir, et Hernu déclare fièrement que la grande victoire du gouvernement de gauche, c'est de pouvoir lancer ses sous-marins sous les vivats de la foule, car dit-il, « *voilà sept ans qu'aucun lancement n'a pu avoir lieu publiquement* ». Pensez, sous Giscard, les gens qui ont voté pour le changement manifestaient contre les lancements de sous-marins, tandis qu'aujourd'hui la foule émue applaudit « son » armée et « ses » sous-marins, *qui* nous protégeront comme les merveilleux bunkers de béton ultra-modernes qui longeaient le Rhin autrefois.

Donc, pendant que le peuple civilisé saluait avec fierté les joujoux de « sa » marine, pendant que la gauche en extase plaçait la France au rang qui lui convient dans la course aux armements, le président Mitterrand recevait les sauvages, les pays les moins avancés. Il y aura quatre milliards de pauvres en l'an 2000, disait-il. De deux choses l'une : ou les nations les plus développées auront alors utilisé leurs arsenaux nucléaires et il n'y aura pas quatre milliards de pauvres, *ou les sous-marins n'auront pas servi et* les quatre milliards de pauvres pourront alors faire le compte des dépenses occasionnées par les belles machines de mort, qu'ils pourront contempler en lieu et place des subsistances qu'ils n'auront toujours pas.

Plus simplement : que les armes entassées par les pays « avancés » servent ou non, des millions d'individus crèveront soit de la guerre, soit de la faim. Mais les pays « avancés » sont ceux où la foule salue ses sous-marins, avec autant de fierté que ses pères et grands-pères qui regardaient passer les beaux uniformes. En crevant de faim ou d'autre chose les « pauvres » pourront remercier, entre autres, Charles Hernu, la foule de Cherbourg et tous ceux que le spectacle a émus.

(*) Journaliste et écrivain.

EUROPE

Norvège

Le succès des conservateurs aux élections législatives a été acquis au détriment des partis du centre

De notre correspondante

Oslo. — Les travaillistes norvégiens sont rejetés dans l'opposition à la suite des élections législatives des 13 et 14 septembre, même s'ils restent la formation la plus importante avec 37,6 % des suffrages (— 4,7 %), et s'ils disposent de 66 sièges (— 10) au Storting. Les socialistes de gauche, qui d'habitude leur fournissent l'apport nécessaire, ont obtenu 4,9 % des voix (+ 0,8 %) et auront 4 députés au lieu de 2. Cela ne suffit pas pour donner aux socialistes la majorité dans un Parlement qui compte 155 sièges. Le grand vainqueur, comme on s'y attendait, est le parti conservateur. Avec 31,3 % des suffrages (+ 6,8 %) et 54 sièges (+ 13), le deuxième parti du pays est en mesure de former le prochain gouvernement, soit seul, soit avec les chrétiens-populaires et les centristes. Le dépouillement des votes par correspondance ne devrait guère changer ces résultats.

Le succès conservateur a été acquis partiellement, ce qui n'était pas prévu, au détriment des partis non socialistes du centre. Les chrétiens-populaires, avec 9,3 % des suffrages (— 3,1 %), n'ont plus que 15 sièges (— 7) et les centristes, qui recueillent 6,7 % des voix (— 1,8 %) n'ont plus que 10 députés (— 2). Le petit parti libéral conserve ses 2 sièges et a un peu amélioré son score : 3,9 % (+ 0,7).

En fait, les électeurs se sont prononcés dans leur majorité contre la politique fiscale des travaillistes. Ils souhaitent un allégement des charges des individus et des entreprises. En témoigne le succès du parti du progrès (à caractère poujadiste), qui préconise une liberté individuelle quasi illimitée. Il revient au Storting (où il ne figurait plus) avec 4 députés, ayant obtenu 4,5 % des suffrages (+ 3,7 %).

Enfin, les communistes n'ont recueilli, comme il y a quatre ans, que 0,3 % des suffrages, et n'auront aucun député, tout comme l'Alliance électorale rouge, qui a obtenu 0,7 % des voix (+ 0,1 %).

C. L.

M. Kaare Willoch

Une intelligence longtemps méconnue

Il a fallu du temps à M. Kaare Willoch pour se faire pardonner par les électeurs norvégiens ses qualités intellectuelles exceptionnelles. Il y est parvenu grâce à un travail systématique et parce qu'il a su perdre l'arrogance et la froideur qu'on lui reprochait, mais il continue de garder ses distances. Rares sont donc les Norvégiens qui s'identifient à lui, même si beaucoup d'entre eux apprécient ses répliques cinglantes.

M. Willoch, qui aura cinquante-trois ans le 3 octobre, est dans l'arène politique depuis l'âge de vingt-six ans. Il ne l'a quittée qu'à deux reprises pour des postes importants à l'Association des armateurs et à celle des industries. Il ne fut ministre qu'une fois : il fut chargé du commerce de 1965 à 1970 quand les sociaux-démocrates durent céder la place à une coalition « bourgeoise ». Il a été surnommé « l'éternel numéro deux », parce que, malgré ses capacités exceptionnelles, il n'avait jamais pu s'emparer, jusqu'alors, des rênes du pouvoir. La vague de droite ayant atteint la Norvège, le temps de M. Willoch est venu.

Le succès du parti conservateur n'est pas, loin de là, l'œuvre du seul M. Willoch. Il est dû autant à ses deux successeurs au poste de secrétaire général, MM. Erling Norvik et Jo Benchow (M. Willoch, qui fut secrétaire général de 1970 à 1974, quitta ce poste pour présider le groupe parlementaire après une période difficile pour son parti, et dont il était en grande partie responsable). C'est surtout M. Norvik, journaliste originaire du Finnmark, la région la plus septentrionale de la Norvège, qui a réussi à donner à cette formation le profil populaire dont elle bénéficie à présent. Le conservatisme de M. Willoch, très marqué dans les années 60, s'est bien atténué depuis lors. Fondamentalement, M. Willoch est un libéral. Cela signifie, dans le contexte norvégien, qu'il réclame surtout le relâchement du contrôle de l'Etat sur la vie économique sans pour autant remettre en cause les grands principes sur lesquels repose l'Etat-providence.

Ce spécialiste de l'économie, aussi longtemps qu'il resta dans l'opposition, fut le critique le plus sérieux de la politique de l'ancien ministre des finances, M. Per Kleppe, qui façonna l'économie du pays dans les années 70, quand apparut la perspective des richesses pétrolières. L'endettement était au premier plan des préoccupations de M. Willoch : il le jugeait démesuré par rapport aux capacités de production. Pour les travaillistes, cet endettement représentait la clef de voûte de leur pensée économique : ils estimaient qu'en attendant les revenus provenant du pétrole, il était possible de subventionner l'emploi pour éponger les effets de la crise économique internationale.

M. Willoch, lui, pensait que les coûts industriels étaient déjà trop élevés et que l'interventionnisme de l'Etat n'était pas justifié. Il préconisa donc une croissance économique fondée sur une réduction des impôts qui, selon lui, aurait dû encourager l'initiative privée.

Il s'est fait remarquer aussi par son attitude libérale en matière d'avortement, thème brûlant de toute campagne électorale. Le droit du libre choix en la matière est légal ; il se refuse à proposer une modification de la loi ainsi que le souhaite une bonne moitié de son parti. Quant aux tendances écologistes qui se manifestent surtout dans les rangs des jeunes conservateurs, M. Willoch ne veut pas en entendre parler.

En politique étrangère, il se situe parmi les avocats de la coopération atlantique, comme il est de règle dans son parti. A l'époque du référendum sur le Marché commun, en 1972, M. Willoch préconisa ardemment l'adhésion à la C.E.E. Mais, aussitôt après le référendum négatif, il refusa de se joindre à ceux qui n'entendaient pas tenir compte du résultat.

Il devra gouverner avec son parti dont en dix ans les effectifs se sont accrus de 15 %. Sa tâche n'en sera pas facilitée, car personne ne sait encore qui sont ces nouveaux conservateurs et quel sera leur comportement. Issu d'un milieu bourgeois qui l'a profondément marqué, le nouveau chef du gouvernement est éloigné de tout provincialisme. Sa base politique a toujours été, est et restera dans les travées du Parlement.

CATHRINE LOCHSTOER.

Grande-Bretagne

APRÈS LE REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

Toutes les responsabilités économiques sont entre les mains des fidèles de Mme Thatcher

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a remporté une victoire sur les « modérés » de son parti en procédant, lundi 14 septembre, à un *remaniement ministériel* beaucoup plus radical qu'on ne le prévoyait généralement. Ce remaniement affecte dix postes sur *vingt-deux dans le cabinet* proprement dit, et plusieurs autres portefeuilles dans le gouvernement élargi.

Les nouveaux venus sont tous des partisans de Mme Thatcher. Le premier ministre indique ainsi, à qui pouvait en douter, qu'elle poursuivra sa politique contre vents et marées. Même si elle n'a pas osé s'attaquer à tous les modérés du gouvernement, elle n'en a pas moins muté contre son gré M. James Prior du secrétariat d'Etat à l'emploi à celui pour l'Irlande du Nord, et elle s'est débarrassée — le mot n'est pas trop fort — de Sir Ian Gilmour, lord du sceau privé et adjoint du secrétaire au Foreign Office, qui n'avait cessé de mettre en cause la politique économique du gouvernement.

En formant sa première équipe, en mai 1979, Mme Thatcher avait dû tenir compte des tendances existant au sein de son parti, *tout* en s'entourant d'une « garde prétorienne » de fidèles tous acquis aux conceptions monétaristes. Arrivés à la moitié de la législature, elle recherche plus de cohésion dans le gouvernement.

M. Prior remplace, au secrétariat pour l'Irlande du Nord, M. Humphrey Atkins, qui devient lors du sceau privé, et secrétaire adjoint aux affaires étrangères, à la place de Sir Ian Gilmour. En faisant appel à M. Prior, qui possède des talents de négociateur et une réputation de conciliateur, peut-être Mme Thatcher ne veut-elle pas seulement éloigner un gêneur, mais aussi favoriser une nouvelle initiative propre à débloquer la situation en Ulster.

Parmi les autres *changements*, il faut noter le passage de Sir Keith Joseph de l'industrie à l'éducation et à la science où il remplace M. Mark Carlisle, qui quitte le cabinet. Inspirateur et éminence grise du premier ministre, on lui reproche notamment son « laxisme » vis-à-vis des entreprises nationalisées, auxquelles, malgré le credo gouvernemental, il a accordé des subventions de survie. Il est remplacé à l'industrie par M. Patrik Jenkin, ancien secrétaire aux affaires sociales, qui devrait mener une politique industrielle plus dynamique, tout en sachant résister aux demandes des entreprises nationalisées.

M. David Howell, ancien secrétaire à l'énergie, prend le portefeuille moins important des transports. Il venait de subir un sérieux échec avec le refus du gouvernement de participer à un projet de gazoduc qui devait amener le gaz de la mer du Nord jusqu'en Ecosse. Mme Thatcher avait *en effet* souhaité laisser cette affaire au secteur privé. Ancien sous-secrétaire d'Etat au trésor et monétariste convaincu, M. Nigel Lawson, proche de Mme Thatcher, devient secrétaire d'Etat à l'énergie. C'est un ami fidèle de la « *dame de fer* », M. Norman Tebbit, qui remplace M. Prior au secrétariat à l'emploi. Il sera certainement moins réticent pour appliquer vis-à-vis des syndicats la ligne dure que souhaite le premier ministre.

Le troisième exclu du cabinet est lord Soames, gendre de Churchill, qui était leader de la Chambre des lords, en charge de la fonction publique. Il avait été vivement critiqué pour son attitude lors de la récente grève des fonctionnaires. Son poste revient à la baronne Young, qui exerçait des responsabilités au ministère de l'éducation et qui devient ainsi la première femme leader de la Chambre des lords.

Enfin, Mme Thatcher a écarté le président du parti conservateur, lord Thorneycroft, qui, outre son grand âge, avait le tort d'avoir jugé inopportun un remaniement ministériel.

Si les syndicats ont immédiatement réagi, estimant qu'il s'agissait d'une équipe « *préparée pour la confrontation* », les observateurs sont unanimes à considérer que le chef du gouvernement s'est doté des moyens de sa politique. L'unité de vue n'est sans doute pas totale au sein du cabinet, où demeurent des personnalités réticentes aux thèses monétaristes, mais celles-ci n'occupent pas des postes de responsabilité économique qui sont tous désormais entre les mains des amis du premier ministre.

DANIEL VERNET.

LE NOUVEAU CABINET

Premier ministre : Mme Margaret Thatcher ;
Intérieur : M. William Whitelaw ;
Justice : lord Hailsham ;
Secrétaire au Foreign Office : lord Carrington ;
Chancelier de l'Echiquier (finances) : Sir Geoffrey Howe ;
Industrie : M. Patrick Jenkins (*) ;
Défense : M. John Nott ;
Lord président du conseil, chef de la majorité à la Chambre des communes : M. Francis Pym ;
Chef de la majorité à la Chambre des lords : lady Young (*) ;
Emploi : M. Norman Tebbit (*) ;
Lord du sceau privé (porte-parole du Foreign Office à la Chambre des communes) : M. Humphrey Atkins (*) ;
Agriculture : M. Peter Walker ;
Environnement : M. Michael Heseltine ;
Secrétaire à l'Ecosse : M. George Younger ;
Secrétaire au Pays de Galles : M. Nicholas Edwards ;
Secrétaire à l'Irlande du Nord : M. James Prior (*) ;
Services sociaux : M. Norman Fowler (*) ;
Transports : M. David Howell (*) ;
Commerce : M. John Biffen ;
Energie : M. Nigel Lawson (*) ;
Education et sciences : Sir Keith Joseph (*) ;
Secrétaire au Trésor : M. Leon Brittan ;
Trésorier - payeur général : M. Cecil Parkinson (*).

(*) Changement de titulaire.

L'HISPANISANT JEAN DESCOLA EST MORT

Journaliste, écrivain, historien, grand voyageur : Jean Descola, qui *est mort* à Paris le 12 septembre, a porté toute sa vie au cœur la passion de l'Espagne et des Amériques ibériques. Pendant plus de trente ans et des deux côtés de l'Océan, il a promené son bâton de pèlerin curieux de retrouver et de contempler les lieux où vécurent *ceux qui ont fait les plus belles heures* de l'Espagne-patrie. Des conquérants aux libérateurs, il a su redonner vie et relief aux audacieux chefs de guerre venus de leur lointaine Estremadure, comme aux chevaliers de l'indépendance et aux héros durs et mystiques du Siècle d'or. Ses *ouvrages sur l'épopée des Conquistadores* (1) et des *Libertadors* (2) ou sur *l'Histoire de l'Espagne chrétienne* (3) sont des classiques.

Cet hispanisant érudit, qui était le contraire d'un universitaire et un solitaire comme ses héros *favoris*, *est mort à sa table de travail*, mettant, malgré la grave maladie qui le handicapait, la dernière touche à une histoire de Pizarre, le conquérant du Pérou. Né à Paris en 1909, Jean Descola avait, dès son enfance passée en partie en *Ariège avec son père médecin, découvert* sa voie espagnole qu'il n'a jamais quittée, malgré un séjour à Ismaïlia comme attaché à la Compagnie du canal de Suez.

Conférencier. Il a sillonné les Amériques comme un *ambassadeur* de l'*hispanité, plus attaché aux liens culturels profonds* et *authentiques entre* l'Espagne et ses anciennes colonies du Nouveau Monde qu'aux aléas et avatars de la politique.

Ses *Illuminations de Frère Santiago* (4), où il a retracé avec familiarité et chaleur les aventures spirituelles du siècle de sainte Thérèse d'Avila et d'Ignace de Loyola, illustraient parfaitement sa *prédilection* pour les *moines-soldats* et les *ordres possédés par des passions exclusives. Interrogeant* témoins et *acteurs d'un drame* qui a brûlé la conscience de l'Espagne contemporaine, il avait retracé, dans *O Espagne* (5), une histoire apparemment désordonnée qui va de la désastreuse guerre hispano-américaine de 1898 aux promesses de l'Espagne démocratique de Juan Carlos. — M. N.

(1) et (2) Fayard.
(3) Robert Laffont.
(4) Albin Michel.
(5) Albin Michel.

R. F. A.

LE COMMANDANT DES FORCES TERRESTRES AMÉRICAINES EN EUROPE EST LÉGÈREMENT BLESSÉ DANS UN ATTENTAT

Heidelberg *(A.F.P., A.P., Reuter)*. — Un groupe d'inconnus a attaqué, ce mardi matin 15 septembre, la voiture dans laquelle le général Frederick Kroesen, commandant des forces terrestres américaines en Europe, se rendait à son bureau de la banlieue de Heidelberg. Selon les *premières constatations de* la police ouest-allemande, l'attentat s'est produit alors que le véhicule était immobilisé à un feu rouge. *Une* grenade a *fait* explosion, détruisant l'arrière de la voiture. Huit coups de feu ont été tirés au même moment. Mais le chauffeur du général a *réussi à poursuivre* sa route et son passager ne souffre que de blessures superficielles.

Cet attentat fait suite à trois autres coups de main anti-américains commis depuis quinze jours dans la même région. Le 31 août, l'explosion d'une bombe avait fait une vingtaine de blessés *sur la base militaire de* Ramstein. Le lendemain, des voitures appartenant à des soldats américains étaient incendiées à Wiesbaden. Samedi *matin 12* septembre, *enfin*, la résidence du consul des Etats-Unis à Francfort avait fait l'objet d'une tentative d'incendie criminel.

PROCHE-ORIENT

Égypte

M. Sadate reproche à M. Mitterrand la condamnation de la répression par « son parti »

Le Caire *(A.F.P.)*. — « *J'ai un reproche à faire au président Mitterrand, parce que son parti a affirmé que les mesures que j'ai prises sont contraires à la liberté et à la démocratie*, a déclaré, lundi 14 septembre, dans un discours à la nation le président Sadate. *J'aurais préféré*, a poursuivi le raïs, *que le président Mitterrand ne se compromette pas dans cette affaire, alors qu'il savait qu'un référendum populaire serait organisé et que les personnes arrêtées seraient jugées devant le procureur général socialiste et le tribunal des valeurs, instances chargées d'appliquer la « loi de la honte » pour ceux qui portent atteinte aux intérêts du pays.* »

Le président Sadate a ajouté : « *Je veux poser une question à M. Mitterrand. Quelle sera son attitude si l'un des ministres de Louis XVI revient à la vie et se met à comploter pour revenir au pouvoir ?* » Le raïs a cependant souligné qu'il acceptera la réponse du président français, car, a-t-il dit, « *je doute fort que M. Mitterrand accepte le retour au pouvoir d'un ministre de Louis XVI ou de Marie-Antoinette* ».

Dans son allocution, le président Sadate a annoncé de nouvelles mesures contre l'extrémisme religieux et l'indiscipline. A propos des intégristes, le raïs a annoncé que plus de huit cents d'entre eux avaient été arrêtés depuis le début du mois. Il a ajouté : « *Ils sont armés, disposent d'une infrastructure couvrant tout le territoire, sont bien organisés et comptent déjà sept mille militants actifs dans les universités.* »

L'agence soviétique Tass a vigoureusement démenti la nouvelle publiée par l'hebdomadaire du parti au pouvoir en Egypte *Mayo* selon laquelle les services de renseignements soviétiques auraient fomenté un complot contre le régime du président Sadate. *Pour l'agence, il s'agit* d'une « *farce bon marché* », destinée à « *noircir les objectifs de la politique étrangère de l'U.R.S.S. au Proche-Orient et de justifier la répression* ».

De leurs côtés, les « Forces libanaises » ont catégoriquement démenti l'existence de camps d'entraînement, pour des coptes d'Egypte, dans les zones sous leur contrôle, et dont avait également fait état *Mayo*.

L'ASSOCIATION DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE AU CAIRE DEMANDE L'ANNULATION DE LA DÉCISION D'EXPULSION DE JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

L'Association de la presse étrangère en Egypte a adressé lundi un message de protestation à M. Chafei Abdel Hamid, directeur des services égyptiens de l'information, demandant au gouvernement l'annulation de la décision d'expulsion notifiée à notre correspondant Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. L'Association exprime dans son message sa « profonde inquiétude à la suite de cette décision regrettable ». Elle souligne que l'expulsion de M. Péroncel-Hugoz a provoqué « un climat d'appréhension » parmi les correspondants de la presse étrangère en Egypte, et demande que les journalistes étrangers soient « assurés de pouvoir travailler librement » dans le pays. L'Association a également adressé un message au président Sadate pour lui exprimer son « inquiétude » après l'expulsion, trois jours auparavant, de M. Chris Harper, correspondant de la chaîne de télévision américaine A.B.C.

Iran

L'hodjatoleslam Ali Khamenei pourrait être le prochain président de la République islamique

Téhéran *(A.F.P.)*. — A dix-huit jours de l'élection présidentielle, les attentats se multiplient contre des personnalités du Parti de la République islamique (P.R.I.), formation majoritaire chargée de mener la campagne du candidat officiel.

Après une série d'attaques à la grenade ou au cocktail Molotov contre des permanences du P.R.I. à Téhéran, plusieurs autres ont été signalées lundi en province : à Mahchahr, au Khouzistan, les *locaux du P.R.I. ont été incendiés dimanche*, selon *République islamique*, l'organe du parti. Un attentat analogue s'est produit à Yazd, dans le centre du pays. Enfin, à Zandjan, *dans le Guilan* (Nord), une bombe a été désamorcée au siège du parti.

Dès la clôture des inscriptions lundi, quarante et un « *candidats à la candidature* » ont été répertoriés par le ministère de l'intérieur. Le porte-parole du ministère s'est refusé à tout commentaire sur les rumeurs d'une candidature de l'hodjatoleslam Ali Khamenei, l'imam de Téhéran, devenu le 1er septembre chef du P.R.I., qui ne s'est pas encore remis des blessures reçues fin juin lors de l'explosion d'un magnétophone piégé mais qui fait déjà figure de candidat favori à la présidence de la République.

Selon la Constitution, le président doit être iranien d'origine, « *vertueux, pieux* » et attaché à la religion chiite officielle. Sur la base de ces *critères*, les noms des candidats « *compétents* » seront annoncés avant le 19 septembre.

Les Moudjahidin Khalq qui semblent résolus à perturber cette élection, passent désormais pour les seuls responsables des derniers attentats contre de hautes personnalités, selon les dernières révélations de la justice iranienne. Dimanche soir, un Moudjahidin infiltré depuis un an dans les services officiels était désigné comme l'auteur de l'attentat qui, le 30 août, coûta la vie au président et au premier ministre.

Le coupable présumé, M. Massoud Kechmiri, dont on ignore s'il est mort, arrêté ou en fuite, était secrétaire du « *conseil de sécurité* » du pays. Il « *jouait très bien son rôle et savait beaucoup de choses* », a déclaré un haut magistrat.

Lundi matin, le procureur général de la révolution, l'hodjatoleslam Moussavi Tabrizi a imputé à un autre Moudjahidin l'attentat qui a coûté la vie, vendredi à Tabriz, à l'ayatollah Madani, proche de l'imam Khomeiny.

Liban

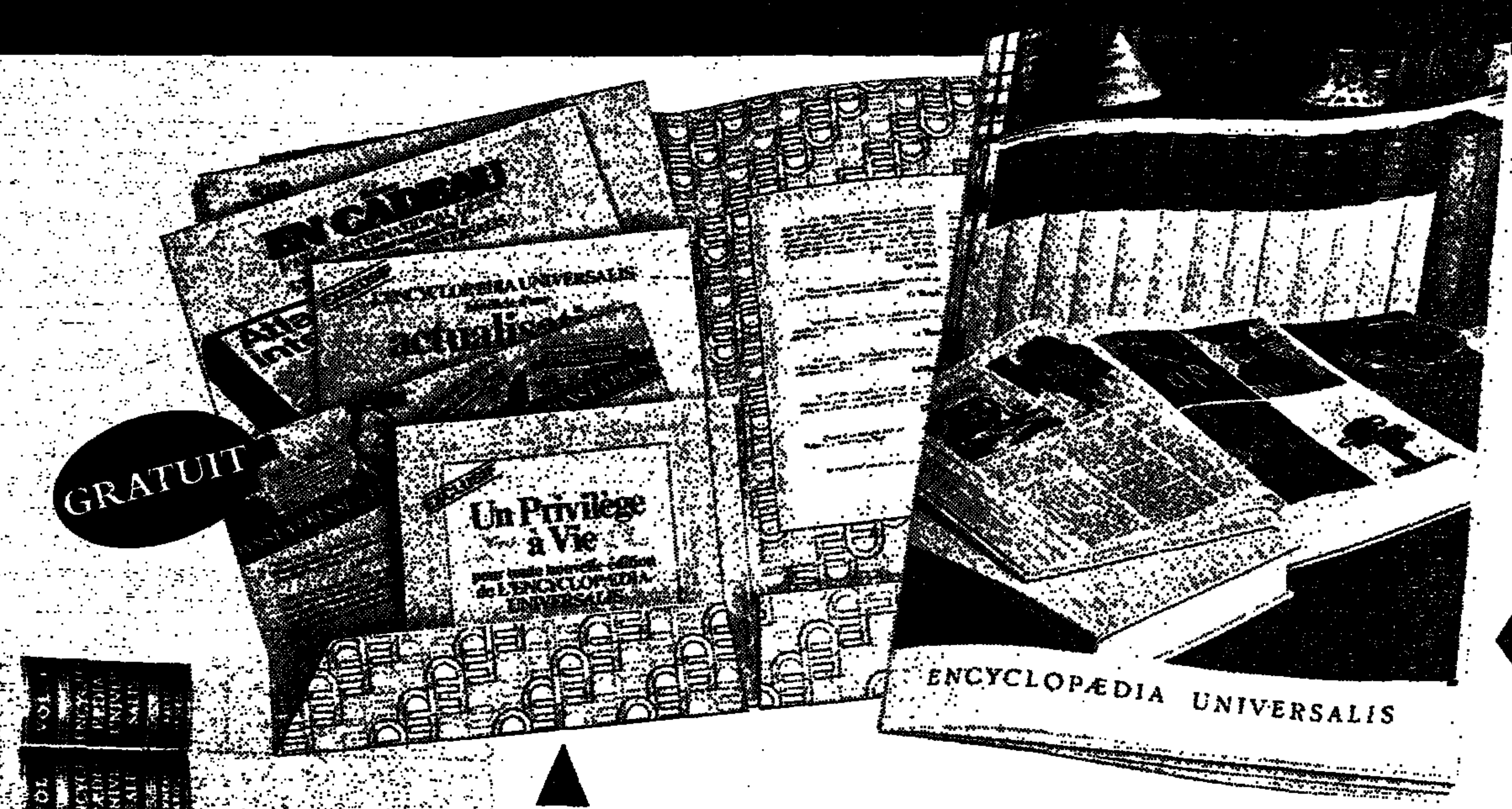
● *Un démenti de M. Charles Hélou.* — M. Charles Hélou, ancien président de la République libanaise, indique, dans un communiqué, qu'il a lu avec stupéfaction un paragraphe le concernant dans un entrefilet reproduisant les déclarations de l'hebdomadaire égyptien *Mayo*, au sujet d'un complot contre le président Sadate (*le Monde* du 15 septembre). « *J'y suis, dit-il, accusé de tenter de former un mouvement chrétien au niveau du Proche-Orient, à l'instar des Frères musulmans et de m'efforcer de rassembler des fonds auprès de la diaspora chrétienne de l'étranger.* »

M. Hélou « *oppose à cette allégation dénuée de tout fondement et d'ailleurs invraisemblable, un démenti formel.* »

هكذا من الأصل

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Pour la découvrir, demandez ce dossier Gratuit illustré en couleurs.



Tout sur l'Encyclopædia Universalis dans cette brochure de 32 pages.

© MUNDO DIRECT

EDITION MISE A JOUR
* 20 grands volumes, format 21 x 30 cm.
* 23.000 pages.
* 20.500 articles.
* 22.000 illustrations.

"Nous pensons que L'Encyclopædia Universalis est le seul ouvrage d'esprit vraiment moderne." **Le Monde**

Il vous sera envoyé par la poste sans engagement de votre part.

Pour vous présenter **la plus grande et la plus complète** des encyclopédies françaises, il fallait un dossier aussi important. Il contient notamment, sous forme d'une brochure, **toute la documentation** que vous devez avoir sur l'Encyclopædia Universalis pour la connaître et la juger par vous-même.

Une magnifique brochure de 32 pages uniquement disponible par cette offre.

Richement illustrée en couleurs, claire et passionnante, elle vous décrit d'une façon extrêmement **approfondie** l'Encyclopædia Universalis.

- Vous découvrirez que c'est une œuvre monumentale qui met tout le savoir humain **à votre portée.** Qui s'adresse à l'intelligence. Qui montre, détaille, **explique** à l'aide de textes concrets, de dessins, de schémas, de photos...
- Vous apprendrez que sa valeur scientifique est **sans aucun équivalent** puisque tous ses articles sont rédigés par **d'éminents savants** du monde entier – 4 000 au total!
- Vous constaterez que sa structure, **unique en France,** en 3 séries de volumes, vous permet de **la consulter facilement** et efficacement.
- Vous comprendrez enfin **quel enrichissement perpétuel** elle peut être pour vous et pour votre famille.

Les témoignages de personnalités célèbres.

A cette brochure sont joints de nombreux commentaires sur L'Encyclopædia Universalis. Signés par Pierre Desgraupes, Claude Roy... et par de grands journalistes, ils vous permettront de vous faire une idée encore plus précise de l'intérêt de cette prestigieuse encyclopédie en 20 volumes.

Des avantages précieux.

Votre dossier vous fournira également des renseignements sur les facilités et les avantages spéciaux qui vous attendent si vous souscrivez à l'Encyclopædia Universalis :
- des possibilités de crédit **intéressantes** pouvant aller jusqu'à 3 ans;
- **un privilège à vie** exclusif;
- un système exceptionnel faisant que l'Encyclopædia Universalis ne vieillit jamais;
- et, en plus, **un cadeau** de très grande valeur : **l'Atlas International** géant. Cet atlas, le plus complet jamais réalisé, est un chef-d'œuvre de la cartographie qui a nécessité... 10 ans de recherches et 12 millions de francs d'investissements!

Découvrez vite L'Encyclopædia Universalis sans aucun engagement de votre part. Renvoyez donc ce bon dès aujourd'hui **ou appelez le 723.89.90** *(répondeur automatique 24 h/24).*

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Bon pour une documentation Gratuite

Merci de renvoyer ce bon dès aujourd'hui au Club Français du Livre, 6, rue Galilée, 75782 PARIS CEDEX 16.

OUI, je désire faire plus ample connaissance avec l'Encyclopædia Universalis et connaître tous les avantages que vous réservez aux souscripteurs. Envoyez-moi par la poste, gratuitement et sans engagement, le passionnant dossier ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS.

Nom ______________ Prénom ______________

N° ______ Rue ______________

Code postal |_|_|_|_|_| Localité ______________

Offre valable uniquement pour la France métropolitaine et la Suisse.

044 3G01 074

Le Club Français du Livre
6, rue Galilée, 75782 PARIS CEDEX 16.

ASIE

Chine

Les raisons de l'arrestation de la fiancée chinoise d'un diplomate français restent mystérieuses

De notre correspondant

Pékin. — Un certain émoi règne dans la petite communauté étrangère de Pékin depuis l'arrestation, la semaine dernière, de la fiancée chinoise d'un diplomate français, M. Emmanuel Bellefroid (*le Monde* daté 13-14 septembre).

Les motifs et les circonstances de l'arrestation de Mlle Li Shuang, une artiste peintre de vingt-quatre ans, ainsi que les conditions de sa détention, suscitent en effet bien des interrogations. C'est à l'intérieur de la résidence réservée aux étrangers, où elle habitait depuis quelque temps avec son fiancé, que Mlle Li a été arrêtée. Pour s'emparer de la jeune fille, les agents de la sécurité chinoise n'ont pas hésité à créer un incident et à user de la contrainte, Mlle Li ayant refusé de les suivre volontairement et ayant même résisté à son arrestation. Or, en règle générale, la police chinoise se désintéresse ostensiblement, parfois au grand dam des résidents étrangers, des divers délits et conflits qui émaillent la vie quotidienne à l'intérieur de ces « ghettos ».

Les citoyens chinois ont besoin d'un laissez-passer spécial pour pénétrer dans ces résidences gardées par des soldats de l'armée populaire et des policiers, mais ces derniers tolèrent l'entrée de ceux de leurs concitoyens qui sont accompagnés par des étrangers.

Au malaise créé par les circonstances peu habituelles de cette intervention policière s'ajoute depuis dimanche une inquiétude qui concerne les véritables motifs de la détention de Mlle Li. Le respect des dispositions légales, auquel l'actuelle équipe dirigeante dit être très attachée, aurait en effet exigé que soit communiqué à la famille de la jeune fille un motif d'inculpation à l'expiration du délai de garde à vue (72 heures). Ce délai a pris fin samedi 12 septembre, mais lundi, ni les parents de Mlle Li Shuang, ni le diplomate français n'avaient reçu la moindre communication officielle. Les motifs de sa détention seraient-ils tellement inavouables ou à ce point inconsistants ?

Le plus étrange dans toute cette affaire, dont on veut croire du côté français qu'elle est née d'un malentendu, réside dans les contradictions qui caractérisent depuis le début l'attitude des diverses administrations intéressées. L'arrestation de Mlle Li est en effet survenue quelques jours seulement après que les autorités civiles compétentes de la municipalité de Pékin eurent fait savoir au diplomate français que l'autorisation d'épouser sa fiancée chinoise allait lui être prochainement accordée et que le ministère chinois des affaires étrangères, interrogé à ce sujet, eut indiqué qu'il ne voyait aucun obstacle à ce mariage.

Un règlement de comptes ?

Que s'est-il donc passé entre le moment où ces assurances ont été données et celui de l'arrestation de Mlle Li par la sécurité chinoise ? Assisterait-on à un sombre règlement de comptes, sur le dos d'un diplomate français, entre différents services chinois divisés sur l'attitude générale à observer envers les étrangers ? Ou bien faut-il comprendre cette action comme la revanche tardive et particulièrement maladroite d'éléments de la police chinoise, aiguillonnés en sous-main par certains diplomates de la République populaire en poste à Paris, qui n'ont toujours pas « digéré » l'échec de leur coup de main, en janvier, contre un de leurs ressortissants séjournant en France, M. Jiang Youlu ? Ce dernier, étudiant à Paris, avait fait l'objet d'une tentative d'enlèvement et de rapatriement forcé par des membres de l'ambassade de Chine. Avertie à temps, la police française avait pu intercepter le commando à l'aéroport de Roissy avant son embarquement pour Pékin, à la suite de quoi, M. Jiang Youlu avait demandé l'asile politique en France.

Sinologue particulièrement au fait de la réalité chinoise contemporaine, M. Bellefroid, après six ans de séjour en Chine, est un diplomate qui entretient de bonnes relations dans les milieux intellectuels et artistiques chinois. On n'ose penser que les autorités responsables chinoises, alors que la coopération culturelle bilatérale chinoise est en passe de se renforcer, puissent s'en prendre à lui, fût-ce indirectement, pour cette simple raison, ni qu'elles se laissent manœuvrer dans cette affaire par certains services nostalgiques d'un passé révolu.

Il y a quelques semaines, la police chinoise enlevait en plein Pékin une jeune danseuse mongole qui fréquentait un ressortissant canadien. Après une vigoureuse protestation des autorités canadiennes au plus haut niveau, la jeune fille était relâchée, et le couple est aujourd'hui marié. On espère que dans le cas du diplomate français et de sa fiancée chinoise, le dénouement sera aussi heureux.

MANUEL LUCBERT.

PÉKIN AURAIT FAIT A TAIWAN UNE NOUVELLE OFFRE DE « CONVERSATIONS » EN VUE DE LA RÉUNIFICATION

La Chine a *confirmé* récemment son intention d'ouvrir des conversations avec Taiwan, à qui elle proposerait un « partage du pouvoir » en tant qu'élément d'un plan de réunification des deux pays, selon des informations circulant dans les milieux procommunistes de Hongkong et qu'a rapportées le « Washington Post » dans un article repris par l' « International Herald Tribune » du 15 septembre. De hauts dirigeants chinois, y compris le président du P.C., M. Deng Xiao-ping, auraient, selon les mêmes sources, demandé à des visiteurs de transmettre aux dirigeants de Taipeh une nouvelle *offre* de « conversations sur une base d'égalité ». Ils proposent un arrangement prévoyant implicitement l'attribution *de postes* aux nationalistes dans un gouvernement une fois les deux pays réunifiés. Ces « propositions » sont apparemment *destinées* à faire pression sur Taiwan, qui a, jusqu'à maintenant, repoussé tout contact avec Pékin.

A TRAVERS LE MONDE

Grèce

● LE GOUVERNEMENT présidé depuis mai 1979 par M. Georges Rallis, a démissionné mardi 15 septembre. M. Rallis a remis sa démission au président Constantin Caramanlis qui l'a acceptée. Cette démission, prévue par la *Constitution*, était attendue depuis trois semaines. Elle a pour objet de préparer la voie aux élections générales qui doivent avoir lieu le 18 octobre prochain (*le Monde* du 15 septembre). Le premier ministre sortant a été chargé par le chef de l'Etat de constituer un gouvernement des affaires courantes. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● UN POLICIER A ETE TUE PAR BALLES lundi soir 14 septembre, alors qu'il sortait de la maternité de Magherafelt, dans l'ouest de l'Ulster, où il avait rendu visite à sa femme qui venait d'accoucher. A Maghera, la veille, un soldat de vingt ans avait été tué par un commando *terroriste* opérant en voiture. Une importante quantité d'explosifs a d'autre part été découverte au cours d'une perquisition à Belfast. Enfin, à la prison de Maze, un détenu républicain, M. Gérard Hodgins, âgé de vingt et un ans, a cessé lundi de s'alimenter, ce qui porte à sept le nombre des prisonniers *observant* actuellement une grève de la faim. — *(A.F.P.)*

Pologne

● DES DISSIDENTS RESTENT INCARCERES. — La Cour suprême a cassé lundi 14 septembre la décision prise *le même jour* par le tribunal de Varsovie de libérer trois dirigeants de la Confédération de la Pologne indépendante. D'autre part, une section de Solidarité a invité à venir s'informer sur place les ouvriers de l'usine *soviétique* Likhatchev, qui avait dénoncé l'activité du syndicat indépendant. Enfin, on apprend que M. Walesa viendra en France dans la deuxième quinzaine d'octobre. — *(A.F.P.)*

Sierra-Leone

● ARRESTATIONS. Pour la première fois, le gouvernement a rendu publique une liste de quatre-vingt-sept personnes arrêtées en vertu de l'état d'urgence proclamé le 1er septembre pour prévenir une grève générale ordonnée par la confédération des syndicats (*le Monde* du 5 septembre). Parmi ces personnes, dont les noms *ont* été publiés lundi 14 septembre au *Journal officiel*, figurent le secrétaire général de la *Confédération*, M. James Kabia, et le vice-président du Syndicat de la fonction publique, M. Baimbas Mansaray. — *(Reuter.)*

[A Paris, on indique de source bien informée que les affrontements entre *grévistes* et forces de l'ordre ont fait six morts, début septembre, à Freetown, la capitale du pays.]

Suisse

● *UNE MANIFESTATION NON VIOLENTE* groupant environ deux cents personnes représentants divers organismes, dont les commissions tiers-monde des Eglises catholique et protestante, s'est déroulée à *Genève, devant* le Palais des Nations unies, le lundi 14 septembre. Une liste des disparus au Guatemala et au Salvador a été remise au directeur de la division des droits de l'homme de l'ONU, qui ouvrait *le même jour une réunion du* groupe de travail sur les disparitions involontaires ou forcées. Au Guatemala, depuis 1978, *on compte* 10 000 disparus parmi lesquels 20 journalistes, 60 instituteurs et environ 40 responsables syndicaux. — *(Corresp.)*

Zaïre

● L'ANCIEN PREMIER MINISTRE DU ZAIRE, M. Nguza Karl I Bond, a évoqué lundi 14 septembre, à *Washington*, le risque d'un nouveau soulèvement au Zaïre et accusé de détournement de fonds publics le président Mobutu. Au cours d'un petit déjeuner de presse organisé par la revue *Foreign Policy*, M. Karl I Bond, qui vit en exil en Belgique, a déclaré que « *la situation à l'intérieur du pays était désormais mûre pour un nouveau soulèvement de la province du Shaba* » et que le président Mobutu n'avait pas les moyens de le maîtriser



AMÉRIQUES

Brésil

Les conflits pour la possession de la terre se multiplient

Mgr Arns, archevêque de Sao-Paulo, a nettement défendu, le dimanche 13 septembre, le « caractère constructif de l'action de l'Eglise brésilienne », action de nouveau critiquée par le gouvernement à propos des conflits pour la terre, qui se multiplient. Huit évêques de la région amazonienne ont, d'autre part, célébré dimanche, à Belém, une messe de solidarité avec les deux missionnaires français détenus dans le bas Araguaia, et qui auraient, dit-on de source diplomatique, été transférés à Belém, capitale de l'Etat de Parà.

Les conflits pour la possession de la terre se multiplient au Brésil, et l'Eglise, qui est engagée aux côtés des petits paysans, se heurte de plus en plus aux accusations de « *radicalisme* », voire de « *subversion* », lancées par le gouvernement.

Après l'arrestation de deux prêtres français et de treize paysans, au début du mois, dans la région du Bas-Araguaia, des troupes ont été envoyées pour « rétablir l'ordre » dans l'Etat du Para. En même temps, par souci d'apaisement, le ministre de l'agriculture, M. Amaury Stabile, a annoncé qu'une redistribution des terres serait faite prochainement afin de les confier « *à ceux qui les travaillent* ».

Des troubles se produisent loin du Bassin amazonien, y compris à proximité de cette métropole industrielle qu'est Sao-Paulo. Près de trois mille personnes ont envahi le dimanche 6 septembre, avec pioches et machettes, une propriété de 700 hectares appartenant à l'Etat, dans la grande banlieue pauliste. Les protestataires ont déjà divisé le terrain et se préparent à y construire des logements.

Selon l'hebdomadaire *Veja*, les invasions de terres à Sao-Paulo sont organisées par les communautés ecclésiastiques de base et par des éléments liés au parti communiste au Brésil (trotskiste). Le porte-parole de la présidence, M. Carlos Atila, a estimé que les conflits qui touchent diverses régions pourraient correspondre à une « *action coordonnée visant à provoquer un mouvement populaire* ». Il a cependant ajouté qu'il ne fallait pas confondre l'action de certains prêtres avec celle de l'Eglise.

La polémique s'aiguise à l'approche d'une échéance décisive : les élections législatives, régionales et municipales de 1982, qui permettront de former le collège électoral chargé de désigner, deux ans après, un nouveau président de la République, lequel pourrait être une personnalité hostile au régime militaire.

La question de l'alternance est donc posée. De nombreux militaires ont *répété*, ces dernières semaines, que le président Figueiredo s'était engagé à tenir le calendrier électoral et à respecter le résultat des urnes.

L'Eglise, certes, se défend de prendre parti dans un tel scrutin, mais des milliers de communautés ecclésiastiques de base, qui se réunissent régulièrement pour étudier les problèmes politiques et sociaux, constituent une force électorale sans commune mesure avec celle des partis politiques, pour la plupart composés de notables.

Le président du Sénat, M. Jarbas Passarinho, a accusé certaines de ces communautés de publier des brochures hostiles au parti gouvernemental (P.D.S.) en le taxant de « *parti de la bourgeoisie, des propriétaires terriens et des propriétaires d'usines* » et de plaider, en revanche, en faveur de l'opposition. Il s'en est pris également à l'activité de certains missionnaires étrangers et brésiliens, qui prônent, selon lui, la lutte des classes et incitent, voire organisent des invasions de terres. *(A.F.P.)*

● *La dépouille mortelle de Juscelino Kubitschek*, le dernier président brésilien à avoir achevé son mandat après avoir été démocratiquement élu, a été solennellement inhumée dimanche 13 septembre à Brasilia, en présence du président Figueiredo. Le bâtisseur de Brasilia, au pouvoir de 1956 à 1961, avait été déchu de ses droits par le régime militaire après le coup d'Etat de 1964. Rentré au Brésil, Juscelino Kubitschek est mort dans un accident de voiture en 1976. — *(Reuter.)*

Canada

A Montréal

M. ROCARD PROPOSE QUE LA « FRATERNITÉ » AVEC LE QUÉBEC DÉBOUCHE SUR DES RÉALISATIONS CONCRÈTES.

(De notre correspondant.)

Montréal. — Après une longue période consacrée au verbe, il est temps de passer aux actes pour « enraciner la coopération franco-québécoise dans les réalités économiques modernes ». A l'issue d'une visite officielle de quatre jours au Québec, précédée d'un bref séjour à Ottawa pour ménager la susceptibilité du gouvernement fédéral, le ministre d'Etat au Plan et à l'aménagement du territoire, M. Michel Rocard, s'est efforcé par cette affirmation, lundi 14 septembre, de dissiper les ambiguïtés et les malentendus qui empoisonnent depuis près de quinze ans les relations triangulaires entre Paris, Ottawa et Québec.

M. Rocard était visiblement soucieux de ne pas faire de déclarations qui pourraient laisser croire que le nouveau gouvernement français prend position en faveur du Québec dans le débat politique et constitutionnel en cours au Canada.

« Pour la France, a-t-il dit, le Canada est une puissance de droit international, membre de l'OTAN, *alliée de la France* ». Paris souhaite donc entretenir avec Ottawa des relations marquées par « le respect et l'amitié ». Pour caractériser les rapports avec le Québec, on parlera désormais de « fraternité » et de « solidarité » au nom des « émotions communes qui nous font vibrer ». D'un côté, des relations d'Etat à Etat que l'on souhaite normaliser et même peut-être développer, de l'autre, une sensibilité commune que l'on veut faire déboucher sur des réalisations concrètes. — B. L.-G.

États-Unis

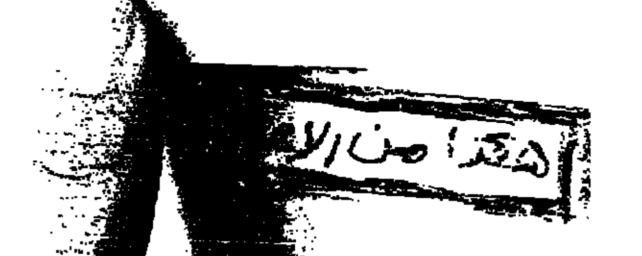
L'ARCHEVÊQUE DE CHICAGO DÉMENT AVOIR UTILISÉ DES FONDS DE L'ÉGLISE AU PROFIT D'UNE PARENTE

Chicago (*A.F.P.*). — Le cardinal-archevêque de Chicago, Mgr *John Cody*, a qualifié, samedi 12 septembre, de « fausses » les accusations de détournement de fonds portées contre lui depuis plusieurs jours. Il a affirmé que l'on cherchait à travers sa personne à atteindre l'Eglise catholique. *Le chef du plus important* diocèse des Etats-Unis (Chicago compte deux millions quatre cent mille catholiques) répondait pour la première fois à ses détracteurs. Il est notamment accusé par le *Chicago Sun Times* d'avoir utilisé certains fonds de l'archidiocèse dont il avait le contrôle exclusif, au profit d'une amie et lointaine parente, Mme Helen Wilson, âgée de *soixante-quatorze* ans. Ces sommes, selon le journal, pourraient dépasser un million de dollars.

Le Sun Times n'en poursuit pas moins ses accusations sur les liens entre le cardinal-archevêque et Mme Wilson. Dans son édition de *dimanche*, il *affirme que* cette dernière est bénéficiaire d'une police d'assurance de 100 000 dollars sur la vie de Mgr Cody, et que son fils, M. David Wilson, a bénéficié de très importantes commissions sur des contrats d'assurance souscrits par l'archidiocèse de Chicago.

● *Mort de l'éditorialiste William Loeb*. Connu pour ses prises de position ultra-conservatrices, William Loeb, éditorialiste et directeur de deux journaux du New-Hampshier, le *Manchester Union Leader* et le *New-Hampshire Sunday News*, est mort dimanche 13 septembre à l'âge de soixante-quinze ans. Malgré le tirage modeste de ces deux publications, William Loeb avait acquis une certaine *notoriété*, en raison du fait que le cycle des élections primaires qui précèdent l'élection présidentielle commence traditionnellement dans le New-Hampshire.

● *La commémoration de la bataille de Yorktown*. — Le président Reagan a donné, lundi *14 septembre*, le coup d'envoi des cérémonies marquant le bi-centenaire de la victoire franco-américaine de Yorktown sur les troupes anglaises, qui mit fin à la guerre d'indépendance américaine. « *Cet anniversaire est un moment opportun pour que nous nous rappelions l'aide que la France a apportée à la lutte révolutionnaire américaine* », a déclaré M. Reagan. Le président Mitterrand doit assister, les *18* et 19 octobre, à Williamsburg et Yorktown (Virginie), à la clôture de ces cérémonies. Il rencontrera à cette occasion le président Reagan. — *(A.F.P.)*



Maroc

Paris précise que sa « préoccupation » au sujet de l'arrestation des dirigeants de l'U.S.F.P. exclut toute idée d'ingérence

Commentant pour la première fois la récente arrestation de cinq dirigeants de l'U.S.F.P., le porte-parole du ministère français des relations extérieures a *déclaré*, lundi 14 septembre, que le gouvernement français avait « noté avec inquiétude qu'une opposition s'est manifestée au Maroc sur l'application de la résolution du sommet de l'O.U.A. sur le Sahara occidental ». « Nous considérons, a-t-il dit, que la mise en œuvre du référendum d'autodétermination est la base de tout règlement de cette affaire. »

« Nous sommes néanmoins préoccupés, a-t-il ajouté, de voir que ces manifestations d'opposition aient abouti à des arrestations, dont celle de M. Bouabid, personnellement très connu et très estimé en France. »

Le porte-parole s'est refusé à tout autre commentaire, en *indiquant que la justice* marocaine a été saisie de ces arrestations, et que toute autre remarque pourrait être interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures marocaines.

De notre envoyé spécial

Rabat. — La déclaration du Quai d'Orsay au sujet de l'arrestation de Mᵉ Bouabid et du référendum au Sahara occidental a été bien accueillie à Rabat et a incontestablement contribué à détendre l'atmosphère. Cela étant, les autorités marocaines à tous les niveaux continuent à commenter le communiqué du parti socialiste français « *exigeant* » la libération de Mᵉ Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.).

« Le P.S. doit comprendre que nous ne sommes plus le protectorat de la France. Le terme « exiger » était, en tout état de cause, inadmissible. Ce langage est celui d'une époque révolue. Le P.S. doit se rendre compte qu'en agissant comme il l'a fait, il donne à penser à l'opinion marocaine que l'U.S.F.P. est un parti de l'étranger », nous a déclaré M. Ahardane, premier ministre par intérim.

Toutefois, devant l'émotion soulevée par l'arrestation de Mᵉ Bouabid, les autorités s'attachent à la justifier. Le texte de l'U.S.F.P., soulignent-elles, contient des termes inacceptables qui mettent en cause l'autorité du roi, sont contraires à la loi et, au demeurant, ne font même pas l'unanimité au sein de ce parti. Les autorités mettent en cause en particulier le passage qui critique « *l'optimisme de commande* » avec lequel a été présentée au peuple marocain la résolution sur le référendum au Sahara occidental adoptée à Nairobi fin août par le comité *ad hoc* de l'O.U.A. De même, elles jugent avec une particulière sévérité le paragraphe dénonçant des méthodes qui « *ne peuvent que laisser supposer une prédisposition à la résignation, voire à l'abandon éventuel de la souveraineté marocaine sur les provinces du Sahara occidental* ».

Dans l'entourage du souverain on fait état de la lettre que lui a adressée M. Mitterrand peu après son élection, pour le presser d'accepter le référendum. On rappelle aussi qu'après le petit sommet de Nairobi, M. Claude Cheysson avait salué le « *courage* » de Hassan II qui avait accédé au vœu de la France et de la communauté internationale.

« *Or*, nous a dit M. Ahardane, *c'est cette attitude qu'ont critiquée quelques dirigeants de l'U.S.F.P. en des termes qui ont entraîné leur arrestation, conformément à la loi. Il y a donc quelque contradiction à voir le P.S. français voler à leur secours comme il l'a fait, au risque de donner l'impression qu'il défend des thèses contraires à l'autodétermination.* »

M. Ahardane s'étonne aussi de l'intransigeance des dirigeants de l'U.S.F.P., laquelle, dit-il, « *avait exprimé ses réserves à l'égard de la marche verte décidée par le roi en octobre 1975* » pour la récupération du Sahara occidental. Enfin les socialistes marocains ayant souligné que l'arrestation de Mᵉ Bouabid était sans précédent depuis l'indépendance, on précise dans les milieux proches du palais qu'il y a eu un cas analogue. « *Lorsque le Maroc avait reconnu la Mauritanie, en 1969 au sommet islamique de Rabat, le parti de l'Istiqlal, aujourd'hui au pouvoir, avait publié un communiqué contestant la décision du roi dans des termes qui font penser à ceux de l'U.S.F.P. Les membres du bureau de l'Istiqlal avaient alors été arrêtés à l'exception d'Allal El Fassi* », déclare-t-on dans ces milieux.

On précise aussi que si M. Bouabid n'a pas été épargné, contrairement au chef de l'Istiqlal, c'est parce que, lors de son interpellation, il a affirmé vouloir assumer seul la responsabilité de de la rédaction du communiqué en tant que premier secrétaire du parti.

Enfin, soulignant la primauté des intérêts d'État sur les sentiments personnels et les solidarités partisanes, les autorités notent qu'à la suite de l'élection de M. Mitterrand, Hassan II, en dépit de ses liens d'amitié avec M. Giscard d'Estaing, était intervenu auprès de plusieurs de ses pairs pour les dissuader de retirer des capitaux de France. Il avait également dépêché dans la péninsule arabique son plus ancien conseiller, M. Reda Guedira, pour expliquer aux dirigeants de la région pourquoi il convenait de faire confiance à la nouvelle *majorité*.

Les autorités marocaines estiment enfin que le communiqué du Quai d'Orsay leur donne acte, en quelque sorte, de tout cela, mais elles souhaitaient manifestement par leur déclaration que les opinions publiques en connaissent les détails, pour qu'il ne subsiste pas d'ambiguïté.

PAUL BALTA.

Tchad

DES SOLDATS SE SONT MUTINÉS DANS LE SUD

Des mutineries ont affecté, ces quinze derniers jours, les garnisons des FAT (Forces armées tchadiennes) dans le sud du Tchad, rapporte un envoyé spécial de l'agence Reuter dans cette *région*. Dans *plusieurs* locarités, notamment à Moundou, des unités, qui ne perçoivent plus régulièrement leurs soldes, ont saisi des fonds publics, mis aux arrêts des officiers et des fonctionnaires, a déclaré le colonel Kamougue, chef des FAT et vice-président du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition du Tchad). Le dirigeant « sudiste » aurait lui-même passé une nuit en prison début septembre.

Les incidents les plus graves se seraient déroulés à Sahr, troisième ville du pays, le 9 septembre, lorsque les soldats rebelles ont occupé la localité et neutralisé son aéroport. Selon le colonel Kamougue, qui « soupçonne » les Libyens d'avoir encouragé les mutineries, on ne déplore aucune victime dans le Sud, mais la situation y demeure délicate. — (Reuter.)

Gambie

● BILAN DES ARRESTATIONS. — Le nombre de détenus après le coup d'État manqué du 30 juillet à Banjul, s'élève actuellement à 814 personnes, selon une liste publiée ces jours derniers par le ministère gambien de la justice. Selon le dernier relevé effectué le 24 août par le même ministère, 607 personnes étaient détenues. Par ailleurs, Sir Dawda Jawara, président de la République, a proposé la création d'un « *comité politique sénégambien pour la coordination des actions des mouvements de masse des deux partis* » au pouvoir en Gambie et au Sénégal, le People's Progressive Party et le Parti socialiste. — (A.F.P.)

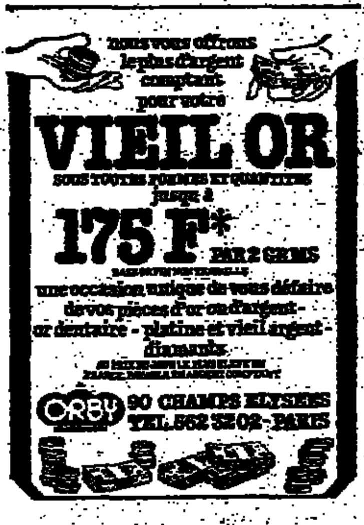
Namibie

Les Sud-Africains affirment qu'un millier de leurs adversaires ont été tués dans le Sud angolais

Un millier environ de soldats angolais et de guérilleros de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont été tués par les forces sud-africaines et territoriales namibiennes au cours de leur intervention dans le Sud angolais, *a déclaré*, lundi 14 septembre, à Oshakati, base sud-africaine du Nord namibien, le général Geldenhuys, chef de l'armée sud-africaine. Celle-ci a eu dix tués pendant cette opération, a-t-il ajouté.

Dressant le bilan de l'opération « Protée », le général Geldenhuys a précisé qu'elle avait eu pour objectif de détruire le quartier général militaire de la SWAPO dans la province angolaise de Cunene. Il a estimé qu'il faudrait « *un an ou plus* » à la SWAPO pour se remettre des coups reçus. L'armée sud-africaine aurait saisi entre 3 000 et 4 000 tonnes de matériel divers (du fusil d'assaut AK-47 au char amphibie PT-76, tous deux de fabrication soviétique), d'une valeur totale de 1,3 milliard de francs.

A Paris, l'attaché de presse sud-africain a déclaré que l'aviation de Pretoria s'était attaquée à des rampes de lancement de missiles Sam-3 et Sam-6 et que *neuf chars du type T-34* avaient été saisis. Selon les autorités de Windhoek, huit cents ressortissants angolais se sont réfugiés en Namibie depuis le début de l'opération sud-africaine. — *(A.F.P., Reuter.)*



Le Monde

politique

Grand-Orient - Grande Loge : deux discours différents

MM. Paul Gourdot et Georges Marcou, élus grands maîtres du Grand-Orient de France (G.O.D.F.) et de la Grande Loge de France (G.L.D.F.) (*le Monde* du mardi 15 septembre), ont présenté, lundi 14 septembre, les travaux des convents de leurs obédiences respectives, qui venaient de s'achever.

Ces deux obédiences maçonniques se veulent à la fois proches l'une de l'autre (la double appartenance est autorisée), et différentes. En comparant le discours des deux grands maîtres et les réponses faites à nos questions, c'est la différence qui apparaît surtout. Tous les deux, certes, prônent les idées de liberté, d'égalité, de fraternité et soulignent le rôle historique des loges dans les progrès de l'humanité vers une plus grande liberté de conscience, plus d'égalité civique et de générosité, notamment à l'égard des peuples du tiers-monde. Tous deux proclament qu'ils ne sont pas là « *pour gérer le quotidien* » (M. Gourdot parlera même du « *devoir d'utopie qui permet que les rêves d'aujourd'hui deviennent la réalité de demain* »).

Mais, tandis que l'accent est mis par M. Marcou, grand maître de la Grande Loge, sur le progrès intérieur des initiés, leur prise de conscience, et les mérites de la méthode maçonnique, M. Gourdot salue « *avec un préjugé favorable* les « *intentions* » du gouvernement, et propose des mesures ponctuelles, par exemple « *un moratoire immédiat des dettes, par tous les pays qui détiennent des créances sur le tiers-monde* ».

Le grand maître du Grand-Orient, après avoir fait le procès de l' « *économie de marché* » réclame aussi « *l'application d'une économie fondée sur une distribution plus égalitaire* ».

M. Marcou, tout en soulignant l'importance qu'a eue pour son engagement maçonnique la vision de « *la misère et de l'injustice du monde* » et tout en affirmant qu'un maçon « *ne peut se désintéresser des problèmes de la cité* », se défend de proposer des solutions économiques ou politiques : « *Nous ne nous laissons pas*, dit-il, *embarquer dans cette galère.* »

A propos de la laïcité, la différence est encore plus sensible : tandis que le Grand-Orient adopte une résolution demandant « *l'abrogation des lois antilaïques de l'enseignement dans les délais les plus courts* », et précise : « *lois Barangé, Debré et Guermeur* », M. Marcou déclare : « *Le problème de l'école est dépassé. Nous n'avons pas de directives à donner à nos frères.* »

Voici les passages principaux de ces deux « déclarations » :

M. PAUL GOURDOT : nous sommes la conscience des institutions républicaines

Après avoir rappelé les sujets traités au cours de l'année dans les colloques ou journées d'études, organisés par le G.O.D.F., le grand maître déclare notamment :

« *La franc-maçonnerie n'a pas vocation à gérer le quotidien et le conjoncturel, c'est là le rôle des partis politiques, des syndicats et des gouvernements. (...) Mais notre identité propre nous place en position de conscience des institutions républicaines et démocratiques, et nous serions vigilants à les sauvegarder si elles étaient menacées. (...) Les règles actuelles qui régissent les échanges de biens sont fondées sur l'économie de marché : les échanges se réalisent sur la base de la rareté des agents économiques, par une contrepartie monétaire qui quantifie ces échanges.*

» *Nous estimons que le moteur des évolutions est ailleurs que dans les équilibres de capitaux et la production de profits même étatiques. Il est dans la satisfaction des besoins économiques, sociaux, philosophiques et culturels des hommes. (...)* »

M. Paul Gourdot estime qu'il convient de modifier les rapports de travail et d'étudier ceux « *qui remplaceront demain ceux du salariat* ». Le développement de la vie associative lui paraît de nature à élargir « *le concept de démocratie et l'irréversibilité de son application* ». Il faut aussi redonner à l'enseignement « *son rôle central* ». Il conclut : « *Dans la poursuite de l'idée libertaire, la philosophie égalitaire, il faut aller vers la société solidaire.*

» *Après la liberté et l'égalité, la société solidaire est la manifestation collective de la fraternité.* »

M. GEORGES MARCOU : contre l'intolérance

« *La méthode maçonnique tend essentiellement à réaliser l'intégration des intelligences individuelles dans l'intelligence collective de la loge. Celle-ci est toujours supérieure à la somme des intelligences individuelles qui la composent. Cela veut dire que ce qui se révèle à chacun de nous par l'intelligence collective de la loge n'est pas communicable au monde profane.*

» *(...) Il existe encore en ce monde des pays où l'on assassine les francs-maçons et, jusqu'ici, la conscience universelle n'a pas donné l'impression de s'en émouvoir exagérément.*

» *Je sais de quoi je parle. La répression et l'intolérance, j'en ai été le témoin. J'avais dix-sept ans lors de l'armistice de 1940 ; j'en avais dix-huit en 1941 lorsque je me suis engagé dans la Résistance, à peine dix-neuf lorsque je fus arrêté en 1942 par l'Abwehr, et déporté à Mauthausen. (...)*

» *La détresse du camp, la misère et l'injustice du monde ont été pour moi les raisons essentielles de mon engagement au service des hommes qui est le sens profond de l'accomplissement maçonnique. (...) La franc-maçonnerie a toujours été une école de réflexion qui conduit naturellement à l'action et en fait une véritable école de vie.* »

A. G.

Le plan d'action contre le chômage

(*Suite de la première page.*)

Le ministre du travail, M. Jean Auroux, devrait d'autre part préciser, au conseil des ministres du 16 septembre, certaines mesures, notamment la décentralisation et la coordination de l'Agence nationale pour l'emploi et de l'Association pour la formation professionnelle des adultes, dont les effectifs seront sensiblement augmentés.

M. Pierre Mauroy devait, aussi, aborder le problème des droits des travailleurs. La réforme préparée par M. Auroux, — son rapport doit être prochainement remis au premier ministre — ne doit pas, selon Matignon, modifier profondément le pouvoir patronal. Si le rôle des comités d'entreprise (C.E.) et celui des syndicats doivent être renforcés, l'action des employeurs ne doit pas, pour autant, en être freinée. C'est la raison pour laquelle des mesures en faveur des P.M.E. seront proposées : le nombre des délégués pourrait être réduit en confiant plus systématiquement la fonction de délégué du personnel, par exemple, aux suppléants du C.E. ; en outre, le gouvernement envisage de réformer les seuils fiscaux et parafiscaux. Bien qu'aucune décision ne soit prise, il serait question d'élever de 10 à 12, voire à 15 salariés le seuil au-dessous duquel certaines taxes ne sont pas perçues.

Confirmant la volonté du gouvernement de mieux épauler les petites et moyennes industries, M. Mauroy pourrait annoncer d'autres décisions en leur faveur telles que l'étalement du paiement des droits de succession et le développement des prêts participatifs.

Les représentants des syndicats et du patronat qui ont été reçus lundi à Matignon ont certes apprécié la volonté de concertation du gouvernement, mais chacun reste réservé pour exprimer son jugement tant les orientations demandent encore à être précisées.

JEAN-PIERRE DUMONT.

APRÈS LES DÉCISIONS DU COMITÉ DIRECTEUR

M. Le Drian estime que les sanctions prises permettront le « retour au calme » dans la fédération socialiste du Morbihan

De notre correspondant

Lorient. — Après la décision du comité directeur du P.S., prise le 12 septembre, de dissoudre la commission exécutive fédérale du Morbihan et de traduire devant la commission nationale des conflits le numéro deux de cette fédération, M. Philippe Meyer, secrétaire aux élections, les socialistes morbihannais sont placés sous tutelle du bureau exécutif du parti jusqu'au congrès fédéral des 10 et 11 octobre prochain.

Ces décisions sanctionnent l'attitude des militants qui, lors des élections législatives, ont soutenu, contre la décision de la direction nationale du parti (qui en avait investi deux autres), deux candidats, MM. Le Robellec et Giovanelli, dont l'un, M. Giovanelli, militant socialiste de longue date, a été élu dans la sixième circonscription et s'est vu refuser jusqu'à présent, son intégration au groupe parlementaire socialiste. La direction du P.S. reprochait également à M. Giovanelli, maire d'Inzinzac - Lochrist, d'avoir « parrainé » la candidature à l'élection présidentielle de Mme Bouchardeau.

Il s'agit aussi de sanctionner le fonctionnement de la fédération (aucune instance fédérale ne s'est réunie, par exemple, entre le 22 mai et la fin du mois de juillet) composée de douze rocardiens (ces derniers sont majoritaires dans la fédération), de huit mitterrandistes, de quatre membres du CERES et d'un partisan de M. Mauroy.

De l'avis de certains mitterrandistes, réunir les instances fédérales aurait peut-être permis de dégager les voies d'un dialogue avec les instances nationales. Ils se demandent si les responsables fédéraux n'ont pas recherché cette situation avec l'intention de provoquer une crise avec la direction du parti. On peut en effet rappeler que l'ensemble des décisions nationales concernant le Morbihan ont été votées, la plupart du temps, à l'unanimité. (Toutefois, le courant Rocard n'a pas approuvé la dissolution de la commission exécutive fédérale.)

Le député et nouveau maire de Lorient, M. Jean-Yves Le Drian, de son côté, souligne que la décision prise permettra « *le retour à la sérénité* » dans la fédération et « *permettre aux militants de préparer le prochain congrès dans le calme et de retrouver, après Valence, les instances responsables correspondant aux réalités évidentes de la fédération* ».

Il n'empêche que la sanction prise samedi, à l'encontre des socialistes morbihannais, intervient un mois à peine après la publication dans *le Poing et la Rose*, organe interne du P.S., d'un texte signé, entre autres, par MM. Lionel Jospin, Jean Poperen, Pierre Joxe et Louis Mermaz, qui demandait clairement que le congrès de Valence se prononce sur l'attitude de cette fédération coupable « *de ne pas respecter les règles de vie commune qui sont une des conditions de la force, de l'efficacité du parti* ». « *La base d'une section, voire d'une fédération, voire d'une région, ne saurait avoir raison contre l'ensemble du parti. Le parti est un tout. Il n'est pas la somme de structures locales* », précisait ce texte.

JEAN-YVES MANACH.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 1er OCTOBRE 1981, à 14 heures - 2 LOTS
1) LOCAL COMMERCIAL au rez-de-chaussée. DEPEND CAVE - Jouissance courette
2) LOGEMENT sur deux niveaux comprenant Studio av kitchenette et w.-C., au 4e étage - Chambre avec salle de bains au 5e étage avec escalier particulier reliant ces deux niveaux dans le Bâtiment A d'un immeuble sis
41, RUE CLAUDE-DECAEN - PARIS 12e
Mise à Prix : 125.000 F - 75.000 F
S'adr. Me B. MALINVAUD, avocat, 19, avenue Rapp, PARIS (7e). - Tél. 555-86-37 - Tous avocats pr. Trib. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil

VENTE s/saisie immob. Palais Justice PARIS, Jeudi 24 septembre 1981, 14 h.
UN LOGEMENT
de 2 pces, dans imm. à PARIS (18e)
64, rue Philippe-de-Girard
et 23 bis, rue Pajol
Mise à Prix : 50.000 FRANCS
S'ad. Me Guy BOUDRIOT av. à la Cour 55, bd Malesherbes, Paris-8e - 522-04-38 s/pl. pr vis. le 18 sept. 14 h 30 à 15h30.

Etude de la S.C.P. Régis Odier et Cl. Milliand not. ass. à Toulon (Var) 8, av. Vauban. Tél. : (94) 22-52-51. VENTE AMIABLE aux ENCHERES PUBLIQUES EN UN SEUL LOT en l'Etude le mardi 29 septembre 1981 à 15 heures.
PROPRIÉTÉ A HYÈRES (Var)
Hameau de GIENS. Place de l'Eglise compr. : Maison pierre 4 niveaux, 3 logements, dépendances, terrain arboré 455 m2, vue mer LIBRE VTE.
M. à Prix : 2.000.000 F
Pr tous rens. s'adresser à l'Etude de Me ODIER — Visite sur place.

VENTE PALAIS JUSTICE CRETEIL Jeudi 1er octobre 1981 à 9 h 30
APPART. 42 m2 1er étage
LIBRE DE LOCATION
KREMLIN-BICETRE (94)
2, r. Voltaire et 9, av. P.-V.-Couturier
M. A P. : 70.000 F
S'ad. Me COPPER ROYER
Avocat Paris-17e, 1, rue G.-Berger T. 622-26-15. DOMAINES Bureau 218 11, rue Tronchet, Paris-8e
T. 266-91-40 (poste 815). Pr vis. s/pl. samedi 26 sept de 16 h 30 à 17 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 29 SEPTEMBRE 1981, à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT : Un
LOGEMENT
dans le bâtiment A au 4e étage, comp. d'une salle à manger, cuisine sur rue, entrée, deux chambres sur cours, et droit aux w.-c. communes du 3e étage. UNE REMISE dans la cour dans un immeuble sis à
BONDY
(Seine-Saint-Denis)
60 et 62, allée Thérèse et 84, rue du Coq-Gaulois
Mise à prix : 40.000 Francs
S'adresser à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A., ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocats au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-sous-BOIS. - Tél. 854-90-87

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 29 SEPTEMBRE 1981, à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT : Une
PROPRIÉTÉ
comprenant pavillon élevé sur s/sol à usage de cave et de garage — au rez-de-chaussée, chambre, salle à manger, cuisine, salle d'eau et W.C. - au 1er étage, deux chambres et grenier - JARDIN - contenance tot. 4 a 77 ca. sise à
NEUILLY-SUR-MARNE
(Seine-Saint-Denis)
25, rue Villebois - Mareuil
Mise à prix : 20.000 Francs
S'adresser à Mes Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A., ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocats au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-sous-BOIS. - Tél. 854-90-87

Vente au Palais de Justice de PARIS, LUNDI 5 OCTOBRE 1981, à 14 heures
LOGT - 10, rue de la Grange-aux-Belles, PARIS 10e - 40 m2 et 65-67, r. Bichat. M. à P. : 60.000 F. S'adr. Me Copper Royer
avocat à PARIS 17e, 1, rue G.-Berger ; tél. 622-26-15. DOMAINES, Bureau 218, 11, rue Tronchet, Paris 8e ; téléph. : 266-91-40 (poste 815). Sur place pour visiter le SAMEDI 26 SEPTEMBRE, de 12 h 30 à 14 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 29 SEPTEMBRE 1981 à 13 h. 30. EN UN SEUL LOT : Un
APPARTEMENT
au 4e étage, escalier C, dans le couloir, 2e porte gauche, comprenant deux pièces, petite entrée, cuisine dans un immeuble sis à
SAINT-OUEN
(Seine-Saint-Denis)
10, avenue du Capitaine-Glarner
Mise à prix : 10.000 F
S'adresser à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, Avocats au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc 93110 ROSNY-sous-BOIS. T. 854-90-87.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 29 SEPTEMBRE 1981, à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT : Un
PAVILLON
élevé sur sous-sol comp. une cuisine et cellier - rez-de-chaussée surélevé comp. deux chamb. et W.C. - JARDIN contenance totale de 465 m2 sis à
BOBIGNY
(Seine-St-Denis) 39, r. René-Camier
MISE A PRIX : 35.000 F
S'adresser à Mes Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A., ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocats au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-sous-BOIS. - Tél. 854-90-87

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRETEIL (94) le JEUDI 1er OCTOBRE 1981, à 9 h 30
UN APPARTEMENT à VINCENNES (94)
25 à 33, rue de la PAIX et 2 ter, rue des DEUX-COMMUNES Comprenant au 7e étage du bâtiment A B, escalier A, à droite en sortant de l'ascenseur, une entrée, 2 pièces principales, une cuisine, salle de bains, w.-c., dressing-room, terrasse et loggia, une cave au sous-sol du bâtiment A B.
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
Pour renseignements, s'adresser à 1) Me Chantal HERAN, avocat à PARIS, 17, rue Alphonse-de-Neuville (17e) - Tél. : 267-97-21
2) Au Greffe des Criées du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL, rue Pasteur-Valéry-Radot, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY (93) le MARDI 29 septembre 1981, à 13 h 30 - EN TRENTE LOTS :
1) UNE CAVE - Mise à Prix : 8.000 F
2) 29 PARKINGS - M. à P. : 6.000 F chacun
DANS UN IMMEUBLE **AU PRÉ-SAINT-GERVAIS**
34-38, rue Louis-Blanc, résidence « DANTON-LOUIS-BLANC »
Pour tous renseignements, s'adr. à Me DOLLA-VIAL, avocat à PARIS 7e, 242 bis, boulevard Saint-Germain ; tél. : 548-52-79 et 548-54-68, et au Greffe des Criées au Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 24 SEPTEMBRE 1981, à 14 heures
2 APPARTEMENTS DE 3 et 5 P.
6, RUE BARYE - PARIS (17e)
MISE à PRIX : 350.000 F - S'adr. Me Guy BOUDRIOT
avocat à la Cour, 55, boul. Malesherbes, Paris (8e) - 522-04-38

VENTE Palais Justice CRETEIL, jeudi 1er octobre 1981, à 9 heures 30
PAVILLON avec JARDIN - L'HAY-LES-ROSES (94)
288 m2 - LIBRE DE LOCATION 38, rue des PRIMEVERES
Mise à prix : 100.000 F. - S'adr. Me COPPER-ROYER, avocat
PARIS 17e, 1, rue G.-Berger ; tél. : 622-26-15. DOMAINES, Bureau 218, 11, rue Tronchet, PARIS 8 ; tél. : 266-91-40 (poste 815). Sur place pour visiter le SAMEDI 26 SEPTEMBRE, de 17 heures à 18 heures.

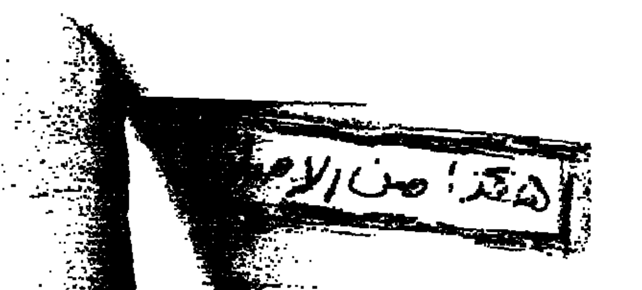
Vente sur licitation et sur surenchère du 10e au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 29 SEPTEMBRE 1981, à 13 h 30
EN UN SEUL LOT
ENSEMBLE IMMOBILIER DE RAPPORT
en majeure partie libre de location et d'occupation sis à
MONTREUIL (Seine-Saint-Denis)
35, rue FRANÇOIS-ARAGO et 15, rue GARIBALDI
MISE A PRIX : 1.078.000 Francs
S'adresser à Me J.-M. BRUNEL, avocat à PARIS 75006, 22, rue du Four ; tél. 329-33-60, Me Pierre-Jean REGNAULT, avocat à PARIS 8e, 43, rue de Courcelles ; tél. 763-33-37. Me Jean-Hubert ROBILLARD, notaire, 1, avenue Valvein, à MONTREUIL-sous-BOIS (93). Au Greffe des Criées du Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 29 SEPTEMBRE 1981 à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT : Une
MAISON
élevée sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée divisé en cuisine, salle commune, entrée et garage - Au 1er étage : 3 pièces d'habitation et cabinet de toilettes - JARDIN, contenance totale 3 a 41 ca, sise à
BONDY
(Seine-Saint-Denis)
196, avenue Galliéni
MISE A PRIX : 50.000 F.
S'adresser à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocats au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-sous-BOIS. T. 854-90-87

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 29 SEPTEMBRE 1981, à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT : Un
APPARTEMENT
au 3e ét. du bâtiment « CAMELIA » Prem. pte à gauche de l'esc. compt. : trois pces principales, cuisine, salle de bains, buanderie, w.-c., dégagement, rangem. et loggia. UNE CAVE au sous-sol. UN PARKING dans un immeuble sis à :
NEUILLY-SUR-MARNE
(Seine-Saint-Denis)
1, Esplanade de Chantilly.
MISE A PRIX : 20 000 F.
S'adresser à Mes Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocats au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-sous-BOIS. - Tél. 854-90-87

Vente sur saisie-immobilière à l'Audience des Criées du Tribunal de Gde Instance de VERSAILLES (78) MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1981, à 10 heures, de diverses
PARCELLES DE TERRE
d'une superficie tot. de 22a 31 ca Lieudit « La Vallée Soyer » (Chemin rural dit de Maule) à
BAZEMONT (78)
Mise à prix : 30.000 francs
Cabinet de Me Xavier SALONE, avt, 19, rue Ste-Sophie, 78000 VERSAILLES Téléphone : 950-01-60

VENTE sur subrogation, Palais de Justice de BOBIGNY
Mardi 29 SEPTEMBRE 1981, à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT
UNE MAISON D'HABITATION à SAINT-DENIS (93)
14, rue d'Argenteuil
SUPERF. 201 m2 - M. à P. : 20.000 F
S'adr. Me Alain FITREMANN, avocat, 11 bis, rue Portalis, Paris (8e) — Me Marcel JARRY, avocat à Paris (8e), 50, bd Malesherbes. Tous avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. — Sur les lieux pr visit.



هكذا من الاجل

POLITIQUE

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint de marcher au socialisme »

déclare l'O.C.I. (trotskiste)

Le comité central de l'Organisation communiste internationaliste (O.C.I., trotskiste), qui avait appelé à voter pour M. Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle, a rendu publique une déclaration, adoptée au début de septembre, dans laquelle il affirme que « *les capitalistes, effrayés par la volonté des masses laborieuses et de la jeunesse, telle qu'elle s'est exprimée en chassant Giscard, combattent toutes mesures réellement anticapitalistes, lesquelles sont pourtant indispensables pour sauver le pays de la crise, de la hausse des prix, du chômage* ».

Estimant que « *gaullistes et giscardiens contrôlent à tous les niveaux et dans tous ses corps l'appareil d'Etat* », tandis que « *la conjugaison de la crise du système capitaliste et du sabotage des capitalistes et de la bourgeoisie accélère la marche à la catastrophe économique et financière* », l'O.C.I. s'inquiète de l'aggravation de la hausse des prix, de la progression du chômage, de l'accroissement du déficit du commerce extérieur et de la baisse du pouvoir d'achat des masses. Elle admet que toutes les revendications ne peuvent être satisfaites à la fois, mais elle affirme : « *La satisfaction des revendications des masses laborieuses, l'élaboration d'un plan de développement économique pour en finir avec la hausse des prix, le chômage et la crise, plan fondé sur de vastes nationalisations qui correspondent aux intérêts de la classe ouvrière, de la jeunesse, des exploités, cela va de pair* »

L'O.C.I. se prononce pour des nationalisations sans indemnisation. Elle déclare : « *Il faut détruire l'Etat bourgeois, instituer le pouvoir des conseils, construire l'Etat ouvrier, exproprier le capital. L'« autogestion » dont il est question ne peut être dans les conditions actuelles que la « cogestion » dans le cadre du régime capitaliste, les travailleurs organisant leur propre exploitation. Ce dont il s'agit, c'est de réaliser un véritable contrôle ouvrier sur le crédit, comme il s'agit de le réaliser sur la production, la distribution, sur les prix (...). On ne peut aller de l'avant si l'on craint de marcher au socialisme.* »

L'O.C.I., qui se propose de « *construire un authentique parti de la classe ouvrière* », organise une série de meetings dans toute la France pour faire connaître ses positions.

ANCIENS COMBATTANTS

LA CÉLÉBRATION DU 19 MARS 1962

L'idée retenue par M. Laurain, ministre des anciens combattants, de faire du 19 mars une « date nationale » (le 19 mars 1962 se terminait la guerre d'Algérie) continue de provoquer des réactions.

● *M. Roger Fenech*, président-fondateur du Front national des rapatriés (F.N.R.), demande « l'annulation » de ce projet, qui est une « provocation ».

● *L'Union nationale des anciens combattants français musulmans de confession islamique* (U.N.A.C.F.C.I.) déclare que « *les anciens combattants français musulmans de l'U.N.A.C.F.C.I. ne peuvent s'associer au choix du 19 mars. Pour eux, il n'y a que deux dates nationales, le 11 novembre et le 8 mai* ».

● *L'Union française des associations de combattants et victimes de guerre (UFAC)*, qui regroupe plus de deux millions de membres, précise qu'elle n'a pas pris position au sujet de la commémoration du 19 mars 1962. Son bureau examinera jeudi cette question.

● *Le président de l'Union confédérale des combattants de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc (U.C.C.T.A.M.)* se déclare satisfait de la décision d'« *honorer ceux qui ont souffert en Afrique du Nord* ». M. Poujaud, président de l'U.C.C.A.T.M., déplore toutefois « *que la date du 19 mars ait été avancée* », et souhaite une concertation « *de toutes les parties afin de déterminer une date dans un esprit d'unité nationale et de conciliation* ».

● *Pour le Front national* (extrême droite), le choix du 19 mars « *est une insulte et une provocation grossière faite à ceux qui ont combattu pour le maintien de la présence française dans nos provinces d'outre-Méditerranée* ».

● *M. Jean Laurain* a tenu à préciser de nouveau lundi que « *la date et les modalités de la commémoration destinée à honorer le souvenir des victimes, des militaires et des civils, de la guerre d'Algérie, feront l'objet d'une très large concertation entre les parties concernées.* » Cette « table ronde » « *aura lieu le plus rapidement possible* ». Mais, « *en toute hypothèse*, a ajouté le ministre, *il a toujours été exclu d'envisager que cette commémoration puisse revêtir la forme d'une fête nationale.* »

● *M. Defferre*, ministre de l'intérieur, a déclaré au micro d'Europe N° 1, lundi 14 septembre : « *La fin de la guerre d'Algérie a été une étape décisive. C'est de ce moment que date le début de la réconciliation de la France notamment avec les pays du Maghreb.* » Aussi, à son avis, est-il « *de l'intérêt commun des Maghreb. (...) Alors, la commémoration de cet anniversaire se situe moins par rapport au passé que par rapport à l'avenir.* »

● *La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA)*, qui a pris l'initiative, depuis 1963, de la célébration du 19 mars, déclare, mardi 15 septembre, dans un nouveau communiqué :

« *Qu'on le veuille ou non, le cessez-le-feu officiel du 19 mars 1962, à midi, a mis fin à la guerre d'Algérie. Trois semaines plus tard, l'immense majorité des Français (90,8 %) exprimaient son approbation au référendum du 8 avril 1962. (...) Tout se passe pourtant, aujourd'hui, comme si la minorité d'alors prétendait imposer ses vues, comme elle pensait pouvoir couvrir la voix de la légalité par le bruit des attentats au plastic, de sinistre mémoire.*

» *Les anciens combattants en Afrique du Nord ont eu le souci, dès 1963, de rendre hommage à la mémoire des leurs. Ils ne sauraient retenir une autre date que celle qui mit fin officiellement aux combats. Enfin, ils demandent instamment au gouvernement de ne pas se laisser intimider par ces tribulations dépassées...* »

Les parlementaires de l'U.D.F. veulent être associés plus étroitement à la vie du mouvement

Les journées d'études parlementaires de l'U.D.F. ont pris fin mardi 15 septembre à midi. Réunis depuis la veille dans les locaux du Sénat, députés et sénateurs de l'Union pour la démocratie française (auxquels s'étaient joints les élus européens) ont examiné, au sein de groupes de travail, les principaux projets du gouvernement.

Le projet de budget pour 1982 a été condamné parce que néfaste « *pour le franc, pour le niveau des prix et, à terme, pour l'activité économique* ». A l'impôt sur le capital, les élus, réunis lundi et mardi, répondent « non » (1) parce que cet impôt « *touche à l'outil de travail* » et « *pénalise l'investissement productif* ». Le rapporteur du groupe de travail sur ce sujet, M. Blain, a souhaité que la discipline de vote soit effective face à ce projet. En revanche, en ce qui concerne l'abolition de la peine de mort, la liberté de vote sera la règle. Les élus ont regretté à ce propos que « *l'on n'ait pas trouvé le moyen de poser directement la question aux Français* ».

Commentant la diversité des attitudes adoptées par les députés U.D.F. lors du vote sur le projet de décentralisation, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a déclaré : « *Quand on évoquait naguère la multiplicité des courants et des tendances au parti socialiste, on y voyait un signe de richesse. Pourquoi en sera-t-il autrement pour nous quand s'exprime la diversité de nos sensibilités ?* »

Députés et sénateurs ont aussi débattu de leurs rapports avec l'appareil de l'U.D.F. et des partis constitutifs. « *Les parlementaires*, a déclaré M. Gaudin, *veulent être plus étroitement associés à la vie du mouvement, et pas seulement par l'intermédiaire des chefs de leurs partis respectifs.* » Comme MM. Gaudin et Chauvin siègent déjà au conseil national de l'U.D.F. en tant que président de groupe, cette revendication signifie que le conseil de l'U.D.F. sera ouvert à d'autres députés et sénateurs désignés par leurs pairs. « *L'U.D.F. doit être l'affaire des élus* », a déclaré M. Gaudin.

M. LECANUET : « Organiser la coopération avec le R.P.R. »

Mardi matin, au terme de leurs travaux, les parlementaires U.D.F. se sont prononcés pour le renforcement de l'unité aussi bien au sein de leur propre organisation qu'au sein de l'opposition tout entière. Ils entendent proposer au R.P.R. une coopération plus étroite. La première occasion pourrait être le débat sur les nationalisations. Les élus de l'Union pour la démocratie française souhaitent en effet ouvrir à cette occasion une « *bataille de procédure* » allant de l'« *exception d'irrecevabilité* » au recours au Conseil constitutionnel.

M. Jean Lecanuet, président du conseil de l'U.D.F., a déclaré dans un discours devant les parlementaires, puis à l'adresse des journalistes : « *Nous devons organiser une large union des démocrates, mais nous voulons aussi favoriser l'entente avec toutes les autres forces de l'opposition. Nous proposons au R.P.R. dans le respect mutuel de nos doctrines et de nos différences, d'organiser une structure de bonne coopération. Au niveau du Parlement en premier lieu, des contacts devraient être noués entre des délégations de l'U.D.F. et du R.P.R. De même des délégations des deux formations devraient définir un accord politique en vue des futures élections. Pour éviter le risque d'un retour aux errements qui ont nui dans le passé au succès de l'entente ; une instance d'hommes de bonne volonté armés de sagesse devrait être mise en place.* »

Le président de l'U.D.F. a aussi déclaré : « *En ce qui concerne l'action du gouvernement, le délai d'observation est terminé et nous permet de livrer nos constatations : le pays avait cru choisir un changement tranquille; il découvre aujourd'hui les risques d'une rupture de société. Le socialisme au pouvoir ne guérit pas la crise, au contraire il l'amplifie par l'archaïsme de sa doctrine et l'irréalisme de sa gestion. La nouvelle majorité agit comme si elle n'avait pas le temps. Cette précipitation révèle une fragilité. Une fragilité qui tient à la nature de la coalition au pouvoir. Cette coalition n'est pas une social-démocratie mais un social-communisme condamné à devenir de plus en plus dur.* » M. Lecanuet a conclu : « *Le parti communiste s'est installé au pouvoir au côté du parti socialiste. Il exercera une pression qui se renforcera à proportion des échecs du gouvernement. Le P.C. par tactique a intérêt à retarder la crise avec le P.S. Il la provoquera à l'heure de son choix après avoir contraint le P.S. à aller le plus loin possible sur la voie communiste.* »

(1) En janvier 1979, le premier congrès de l'U.D.F. avait adopté une motion demandant au gouvernement de M. Barre d'instituer une « *contribution de solidarité assise sur les patrimoines supérieurs à 2 millions de francs* ». Le premier ministre s'était montré très hostile à cette proposition, qui avait été « oubliée » lors des assises suivantes.

Le Club 89, proche de M. Chirac veut élaborer une doctrine pour l'opposition

Le premier club de réflexion politique proche de la famille de pensée gaulliste a été constitué le 10 septembre sous le nom de Club 89. Présidé par M. Michel Aurillac, conseiller d'Etat, ancien préfet, ancien député R.P.R. de l'Indre, il a pour secrétaire général M. Alain Juppé, inspecteur des finances, ancien directeur adjoint de la campagne présidentielle de M. Chirac, et compte notamment dans son bureau Mme Nicole Catala, professeur des facultés de droit, et M. Jean-Philippe Hubin, conseiller de Paris (groupe Union pour Paris). Une dizaine de groupes de travail spécialisés ont été constitués.

Le choix de la dénomination Club 89 a été fait à la fois par référence à la tradition républicaine et dans un souci de projection sur l'avenir. Les fondateurs de ce nouveau cercle de réflexion ont voulu tout d'abord répondre à la demande de nombreuses personnes qui ont apporté leur soutien ou leurs encouragements à M. Chirac pendant la campagne présidentielle et qui n'appartenaient pas au R.P.R. et ne souhaitaient pas y adhérer. Il s'agit maintenant pour eux d'élaborer une réflexion idéologique opposée à celle de la majorité nouvelle et de proposer à l'opposition un projet politique adapté aux évolutions de la société.

Le Club 89 se base donc sur une conception doctrinale contraire à celle des socialistes. Selon son secrétaire général, la référence aux principes républicains doit recevoir une traduction différente de celle qu'en donnent les socialistes. « *La liberté politique et économique*, estime-t-il, *implique la responsabilité individuelle et doit s'opposer à la notion de primauté de l'Etat sur l'individu* ». Selon M. Juppé « *l'égalité des droits ne doit pas être confondue avec le nivellement des conditions* ». Enfin, « *la fraternité n'est pas la lutte des classes. La solidarité sociale ne se réalisera pas par des transferts sociaux et une redistribution bureaucratique, mais par une action pour l'accroissement des revenus* ».

Le Club 89, qui tiendra son assemblée générale le 7 octobre, à Paris, et en décembre son premier colloque, compte environ deux cent cinquante membres qui se recrutent dans la fonction publique, l'université et les cadres du secteur privé. Des clubs de province sont en voie de constitution. Sans lien organique avec le R.P.R., le Club 89 veut cependant devenir un centre de réflexion doctrinal dans lequel *M. Chirac* pourra trouver un appui. Il entend aussi contribuer à l'élaboration d'un nouveau langage et de nouvelles solutions politiques pour les prochaines campagnes électorales de l'actuelle opposition. Cette création s'inscrit parmi les diverses solutions que le maire de Paris recherche pour rénover et relancer son action publique.

★ Club 89, 106, rue de l'Université, 75007 Paris.

POINT DE VUE

Quelle politique pour la France ?

II. — Ne pas briser l'élan en faveur des forces classiques

par YVON BOURGES (*)

Dans un premier article, l'ancien ministre de la défense s'est prononcé pour la modernisation de la panoplie nucléaire et, surtout, pour une priorité donnée à la construction de sous-marins nucléaires lance-missiles à plusieurs têtes explosives (le Monde du 15 septembre).

LA première question qui s'est posée à propos des forces terrestres est celle de leur organisation. Les contraintes financières avaient imposé un système qui distinguait trois catégories de forces : un *corps de bataille* pour le théâtre européen ; des unités d'intervention pour les théâtres extérieurs, et des régiments dits de défense du territoire (DOT) qui, faute d'une structure opérationnelle et de moyens valables, constituaient, davantage qu'une force militaire, une garde territoriale plus statique que dynamique. Il y avait ainsi deux armées de terre.

On conçoit que les cadres les plus valables rechignaient à des affectations de DOT ; je suis convaincu que le sentiment d'inutilité du service militaire chez beaucoup d'appelés a résulté de cette situation. Quant au plan de l'efficacité, on ne voit aucune justification valable à cet écartèlement. La réorganisation de l'armée de terre entreprise dès 1975 a unifié les types d'unités des forces, allégé le commandement, évité les subordinations multiples, redéployé les régiments sur l'ensemble du territoire. Elle se caractérise par la polyvalence des unités, une plus grande mobilité et une meilleure faculté d'adaptation. Conduite avec une détermination et une rigueur exemplaire par le général Lagarde de 1975 à 1980, elle a constitué un élément fondamental du redressement de la situation dans l'armée et de l'amélioration de notre potentiel militaire.

Il me paraît essentiel de ne pas la remettre en cause. La reconstitution (que certains, pour des considérations étrangères aux finalités militaires, préconisent) d'unités légères à vocation de défense régionale se distinguant des unités « endivisionnées » aux capacités plus réelles — les premières accueillant les appelés et les secondes étant réservées aux militaires professionnels — réduirait gravement la valeur de l'armée de terre sans contrepartie d'économies réelles et handicaperait dangereusement la crédibilité de notre appareil militaire.

Un effort important

La réorganisation de l'armée d'active s'est accompagnée d'une réforme parallèle des unités de réserve, qui a porté ses fruits pour ce qui concerne les régiments dérivés des corps d'active : rappel rapide des réservistes à proximité de leur domicile, équipements et armements des unités de réserve *entretenus en permanence* par le corps d'active, doublement des capacités de défense locale par des unités modernes face à des infiltrations ou à des parachutages. L'effort n'a pu être simultanément conduit par un emploi plus large des réservistes dans des missions de défense nationale et pour la constitution des régiments de couverture dans le cadre des divisions militaires territoriales.

Le second volet de l'effort fait pour la valorisation de l'armée de terre a été celui de son armement. Les insuffisances étaient flagrantes, et parfois graves. Je n'ai jamais compris que l'effort de redressement entrepris ait pu alimenter une campagne tendant à faire accroire que nous aurions sacrifié par-là les forces nucléaires. Que de pourcentages et de chiffres ne m'a-t-on opposés, alors que la réalité était *simple mais méritoire : nous* faisions, à la fois, un effort pour les forces nucléaires et pour les forces classiques parce que nous faisions, malgré les difficultés économiques, un effort important pour notre défense. Les prévisions de la programmation arrêtée en 1976 ont été très largement tenues, les quelques retards constatés (notamment obusier 155 G.C.T., blindé AMX 10-RC, fusil Famas 5,56) étant dus à des difficultés techniques dans la mise au point des armes ou de l'outil industriel.

Il est incontestable que les capacités opérationnelles de l'armée de terre sont en 1981 très supérieures à ce qu'elles étaient en 1974. Il reste beaucoup à faire, et d'abord à réaliser les programmes qui ont été lancés. De nouveaux programmes — dont certains majeurs, comme le futur char de combat qui remplacera à l'horizon 1990 l'AMX 30 et dont nous avons recherché la solution dans un char franco-allemand — devront être mis au point. L'élan a été donné, il ne faut pas le briser.

La rénovation de la marine

Pour la marine, le problème était *celui du remplacement des* unités vieillissantes et de disposer des moyens *logistiques* et de combat répondant aux exigences modernes.

La nécessité d'un programme cohérent de constructions neuves n'était pas discutée. La loi de programmation militaire de 1976 n'ayant pas pris une suffisante mesure du problème, je me suis attaché à la dépasser. M. Giscard d'Estaing, au cours d'une visite qu'il rendit à la flotte de l'Atlantique, à Brest, le 7 novembre 1977, *décida la mise au point d'un plan* de rénovation de la marine à l'horizon 2000. Il fut présenté en juin 1978 au conseil de défense et largement entamé au cours des quatre dernières années. Le programme comprend une flotte de cent douze navires de combat, vingt-six navires de soutien et — projet décidé en 1979 — onze navires de surveillance maritime.

La mesure de l'effort fait pour rattraper ces retards est donnée par les *chiffres suivants* :

— Les crédits consacrés aux constructions neuves de la flotte ont été quintuplés de 1977 à 1981 ;

— La moyenne annuelle du tonnage commandé, qui était de 6 300 tonnes de 1964 à 1975, est passée à 9 300 tonnes pour les années 1976 à 1981 ;

— Plus de 70 000 tonnes sont en construction en 1981 (dont 16 920 au titre du budget 1981), soit près du quart de la flotte actuelle.

La part, légèrement supérieure aux prévisions de la loi de 1976, *qui a été affectée ces dernières* années à la marine, ne doit pas être diminuée si l'on veut, comme il est nécessaire, disposer d'une armée de mer apte à satisfaire à ses missions.

Qu'on me permette de formuler ici un souhait : que le premier porte-avions nouveau reçoive le nom de *Charles-de-Gaulle*. Le *Clemenceau* ne peut avoir de plus légitime successeur. L'amiral Lannuzel et moi-même en avions *retenu le principe. Notre choix* puisse-t-il être celui du gouvernement lorsque viendra l'heure de la décision !

Un dernier mot pour la marine : il est nécessaire de renforcer les effectifs de cette armée, en officiers, officiers mariniers et marins. La capacité opérationnelle de la flotte et le développement de la force aéronautique stratégique l'exigent. Ce processus a été amorcé par la création de postes *budgétaires et l'aménagement* des carrières au cours des dernières années.

C'est pour l'armée de l'air aujourd'hui que des décisions importantes pour l'horizon 2000 *devront être prises*.

Le lancement du Mirage 2000 répondait à la nécessité d'un avion de supériorité capable de succéder aux Mirage F-1. Le choix fait en 1975 l'a été avec le souci de donner à notre industrie aéronautique des atouts supplémentaires. Matériaux nouveaux, aide électrique au pilotage, système d'arme adaptable à des missions de défense comme d'attaque au sol ou de reconnaissance, moyens informatiques de navigation, radar pulse-dopler sont des techniques dont le programme du Mirage 2000 a permis la maîtrise. Ce sont des acquis précieux pour la valeur de nos productions aéronautiques.

D'ores et déjà est posé le problème du choix de l'avion de combat futur. Les réflexions sur ce choix continuent tant chez les industriels qu'à la délégation à l'armement et à l'état-major de l'armée de l'air. La recherche d'une coopération avec l'Allema*gne fédérale et la Grande*-Bretagne que j'ai lancée en 1977 s'inscrit dans cette préoccupation. Je sais les énormes difficultés que pose une telle coopération pour définir d'abord, construire et motoriser ensuite un avion commun aux aptitudes assez étendues. Ce serait pourtant la voie la plus riche d'avenir pour les industries aéronautiques d'Europe et d'une portée exceptionnelle sur le plan militaire. Un tel projet est-il encore possible ? Une solution nationale sera en tout cas onéreuse. Permettra-t-elle de disposer d'un avion de combat ayant toutes les capacités souhaitables ? Le Mirage 2000 occupe un créneau qui donne le temps d'explorer toutes les possibilités.

Le Transall

On sait que le problème du transport militaire aérien à lon*gue distance était posé avec* acuité dès 1975. A la suite du refus du gouvernement des Etats-Unis de nous céder une dizaine de Starlifter C-141, nous avons décidé la relance de la fabrication du Transall avec un modèle amélioré dont 28 exemplaires ont été prévus pour le commandement du transport aérien militaire (COTAM) en renforcement des 51 Transall dont il dispose déjà. Pouvant franchir 7 400 kilomètres en vol direct ou 9 500 kilomètres avec ravitaillement en vol (contre 5 500 kilomètres dans la version originale), le Transall rénové permet de répondre à nos besoins immédiats et donne le répit nécessaire à l'élaboration d'une so*lution satisfaisante qui, compte* tenu du nombre d'appareils nécessaires et sauf une coopération européenne suffisante, devrait être l'acquisition du nouvel avion *de transport* militaire dont les Etats-Unis envisagent le lancement.

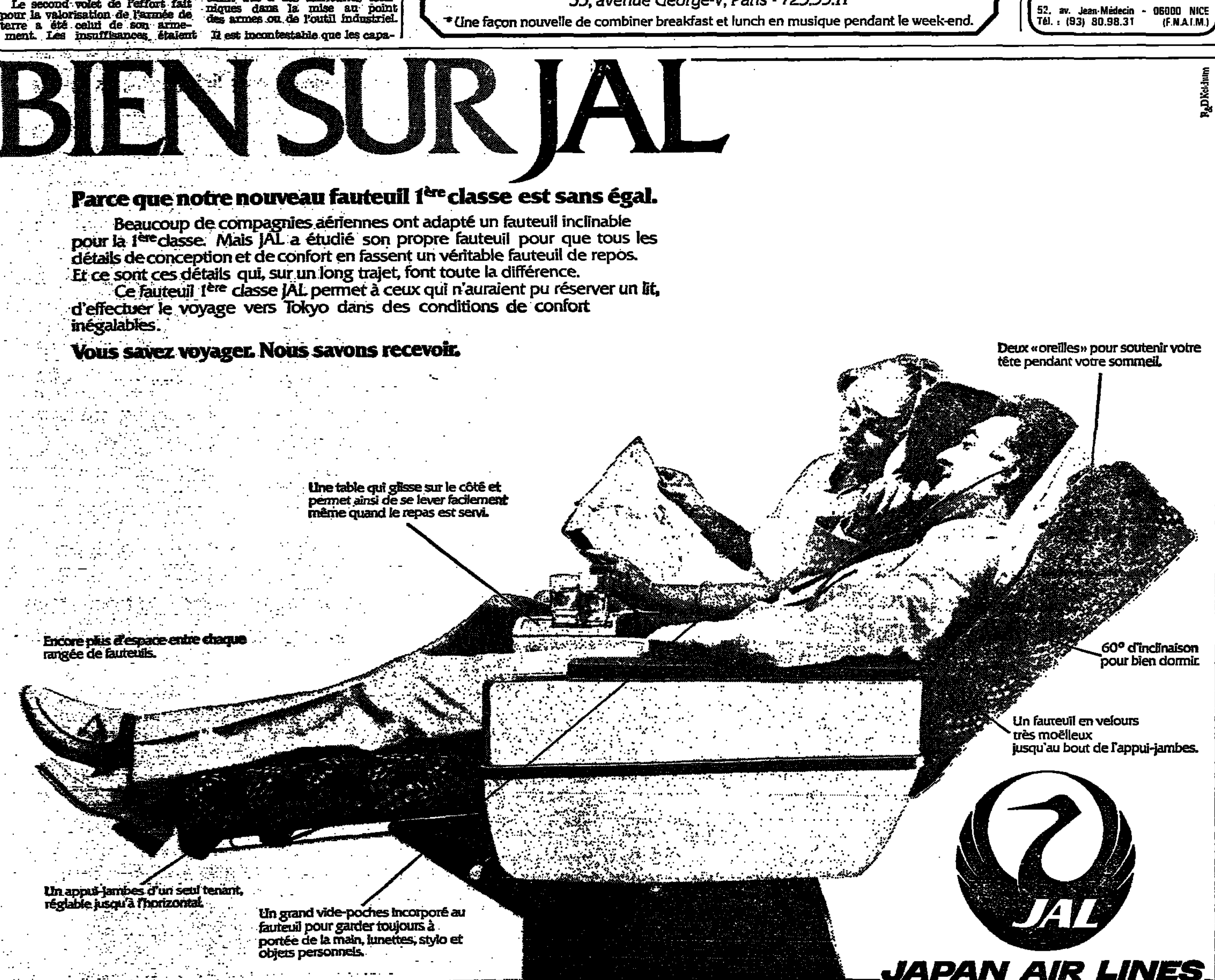
C'est également vers une solution de ce type que j'avais orienté la recherche d'un avion de surveillance de l'espace aérien en renfort du réseau radar *Centaure* et Aladin.

Au cours des six années écoulées, la protection des bases aériennes et l'armement des appareils en missiles et moyens de contre-mesures ont fait l'objet de programmes importants qui ont revalorisé incontestablement le potentiel de notre armée de l'air.

(*) Sénateur R.P.R. d'Ille-et-Vilaine, ancien ministre de la défense.

Prochain article :

UNE ARMÉE NOUVELLE



société

RELIGION

LE 90e ANNIVERSAIRE DE « RERUM NOVARUM »

Jean-Paul II consacre sa troisième encyclique à l'humanisation du travail

« *Je n'ai pu revoir de façon définitive* ce document, de manière à le publier au moment du quatre-vingt-dixième anniversaire *de l'encyclique « Rerum Novarum »*, qu'après mon séjour à l'hôpital. » Tels sont les derniers mots de l'encyclique « Laborem Exercens » datée du 14 septembre 1981. On y reconnaît cette touche d'humanité qui est la marque de Jean-Paul II, arraché à son travail le 13 mai, dans les conditions tragiques que l'on sait.

Le 16 mai 1891 est la date de la première encyclique sociale due à Léon XIII. Entre-temps, quatre ou cinq documents pontificaux essentiels ont été publiés. Voici donc près de cent ans que les papes écrivent sur ces questions capitales et que l'on a pu dire que l'Eglise avait « perdu la classe *ouvrière* », au moins dans certains pays. Une explication a été avancée : l'encyclique de Léon XIII avait paru vingt-quatre ans plus tard que « le Capital » de Karl Marx.

Avant d'ouvrir le document de Jean-Paul II, on ne saurait perdre de vue ce contexte historique. Ni oublier l'influence de « Mater et Magistra » de Jean XXIII en 1961 sans parler de la lettre de Paul VI au cardinal Roy sur les réalités socio-économiques.

Les atouts de Jean-Paul II sont connus. Son séjour en usine jadis, sa popularité, *son action — continue —* dans son pays natal, son soutien à Lech Walesa, contribuent quelque peu à faire basculer l'image de la papauté. A cet égard, même si « Laborem Exercens » n'apporte pas — hors le ton — des éléments extrêmement nouveaux, et si sa lecture est parfois un peu ardue, l'encyclique sera certainement bien accueillie et incitera, en tout cas, les chrétiens à approfondir les directives sociales de l'Eglise, qui, pour une appréciable part, rejoignent les aspirations de la masse.

Le pape des droits de l'homme ne pouvait pas ne pas attacher une *importance particulière* aux droits des ouvriers. On remarquera notamment les passages sur l'utilité des syndicats, sur le droit *de grève*. Dans « Rerum Novarum », Léon XIII disait que « ces chômages voulus et concertés » étaient une « plaie » à la fois commune et dangereuse. Jean-Paul II n'a pas éprouvé de difficultés à tenir un langage sensiblement différent qui est pourtant nuancé.

A propos de la solidarité ouvrière, il affirme qu'il faut toujours de nouveaux mouvements de *solidarité* « de » *travailleurs* et « avec » les travailleurs, particulièrement là où ces derniers sont exploités et condamnés à la misère et à *la faim*.

L'encyclique garde des pudeurs à propos du mot « nationalisation », qui est absent, alors que l'idée semble présente sous forme de « propriété collective ». On y lit aussi les mots de « socialisation » et de « socialisée » à propos de la propriété ou de la « copropriété » de certains moyens de production, et naturellement l'idée de « personnalisme », qui se trouve au centre de la pensée du pape et qui apparaît à plusieurs reprises comme une mise en garde contre les « abus » du néo-capitalisme ou du collectivisme.

Le dernier chapitre de l'encyclique, consacré à la « spiritualité du travail », n'est pas un appendice. Dès le point de départ du document, puis en cours de route, Jean-Paul II pose : « Au début du travail humain, il y a le mystère de la création. » « Cette affirmation, ajoute-t-il, constitue le fil conducteur du document. » Elle culmine dans l'exposé de l'origine et de la fin chrétiennes de l'espèce *humaine* éclairées par la croix et la résurrection du Christ.

Jean-Paul II cite pour finir Vatican II : « S'il faut soigneusement distinguer le progrès terrestre de la croissance du règne du *Christ*, ce *progrès a cependant* beaucoup d'importance pour le royaume de Dieu. »

HENRI FESQUET.

• Le chômage peut devenir une véritable calamité sociale
• La grève est un moyen légitime

Outre un permier chapitre introductif, l'encyclique Laborem Exercens *comprend quatre parties : 1) Le travail et l'homme ; 2) Le conflit entre le travail et le capital dans la phase actuelle de l'histoire ; 3) Les droits des travailleurs ; 4) Eléments pour une spiritualité du travail.*

Les nouveaux développements de la technologie, de l'économie, de la politique exercent autant d'influence sur le monde du travail et de la production que la révolution industrielle du siècle dernier, constate le pape dans l'introduction. Il évoque, au passage « *l'insupportable pollution du patrimoine naturel* » et insiste d'emblée sur le chômage de millions de travailleurs qualifiés.

« L'Eglise estime de son devoir de rappeler toujours la dignité et les droits des travailleurs et de stigmatiser les conditons dans lesquelles ils sont violés, et de contribuer, pour sa part, à orienter ces changements vers un authentique progrès de l'homme et de la société »

Jean-Paul II précise que : « *Si, autrefois, on mettait surtout en évidence, au centre de cette question, le problème de la « classe », à une époque plus récente on met au premier plan le problème du « monde ». On considère donc non seulement le cadre de la classe mais, à l'échelon mondial, celui des inégalités et des injustices, et, par voie de conséquence, non seulement la dimension de classe mais la dimension mondiale des tâches à accomplir pour avancer vers la réalisation de la justice dans le monde contemporain.* »

Nécessité de la solidarité

C'est dans l'Ecriture sainte et particulièrement dans l'Evangile que la doctrine sociale de l'Eglise, remarque le pape, trouve sa source. « *Le travail humain est une clé et probablement la clé essentielle de toutes les questions sociales.* » Dieu, dans la Genèse, ordonne à l'homme de « *se soumettre la terre* ». Jean-Paul II affirme que la technique est « *un élément fondamental de progrès économique* ». Mais surgissent aussitôt des problèmes « *éthiques et éthico-sociaux* » qui constituent un « *défi pour l'Eglise* ».

Il ne faut pas oublier que « *c'est en tant que personne que l'homme est sujet de travail* ». Le travail est de nature éthique. « *Les sources de la dignité du travail doivent être cherchées, non pas tant dans sa dimension objective, mais dans sa dimension subjective. Le premier fondement de la valeur du travail est l'homme lui-même.* » Le but du travail reste toujours l'homme lui-même.

Le travail ne saurait être compris comme une marchandise vendue à l'employeur possesseur du capital. Ce danger existe toujours selon les principes de « *l'économisme matérialiste* ». L'erreur du capitalisme primitif peut se répéter partout où l'homme est traité comme un instrument.

Le pape insiste sur la « *dégradation de l'homme comme sujet du travail* » et sur une exploitation inouïe qui a soudé, au siècle dernier, le monde ouvrier. Depuis, divers systèmes ont été imaginés créant de nouvelles injustices.

« *Pour réaliser la justice sociale dans les différentes parties du monde, dans les divers pays, et dans les rapports entre eux, il faut toujours qu'il y ait de nouveaux mouvements de solidarité des travailleurs et de solidarité avec les travailleurs. Une telle solidarité doit toujours exister là où l'exigent la dégradation sociale du sujet du travail, l'exploitation des travailleurs et les zones croissantes de misère et même de faim. L'Eglise est vivement engagée dans cette cause, car elle la considère comme sa mission, son service, comme un test de sa fidélité au Christ, de manière à être vraiment l'« Eglise des pauvres ».*

» *Et les « pauvres » apparaissent sous bien des aspects ; ils apparaissent en des lieux divers et à différents moments ; ils apparaissent en de nombreux cas comme un résultat de la violation de la dignité du travail humain : soit parce que les possibilités du travail humain sont limitées — c'est la plaie du chômage, — soit parce qu'on mésestime la valeur du travail et les droits qui en proviennent, spécialement le droit au juste salaire, à la sécurité de la personne du travailleur et de sa famille.* »

Suit un long développement sur la fatigue née du travail : fatigue « *pesante* » du paysan, du mineur, du sidérurgiste, de l'intellectuel, du chercheur, etc. Jean-Paul II rappelle la définition du travail de saint-Thomas : « *un bien ardu* ». Car, en travaillant, l'homme se réalise lui-même et il existe « *une ardeur au travail* » qui peut être une « *vertu* ».

Priorité sur le capital

L'Eglise a toujours enseigné le principe de la priorité du travail par rapport au capital. Le chapitre III étudie le conflit entre le travail et le capital dans la phase actuelle de l'histoire. Ce conflit, *commencé en termes socio-économiques*, est devenu ensuite idéologique : opposition entre libéralisme et marxisme, avec pour conséquence la lutte des classes organisée dont la pratique avait, elle aussi, un aspect politique. Dans ce contexte de conflit, Jean-Paul II rappelle la priorité du travail sur le capital, le primat de l'homme sur les choses. L'homme reçoit de Dieu les grandes ressources de la nature et l'héritage de tout le travail humain des générations passées. L'erreur, de l'économisme comme du matérialisme, est d'opposer le capital au travail *comme s'il* s'agissait de deux forces anonymes. Cette erreur atteint le travailleur. Quant au droit à la propriété privée, tout en le réaffirmant, l'Eglise considère qu'il est subordonné au droit à l'usage commun des biens pour le primat au travail. L'Eglise propose la copropriété des moyens de travail selon la conception personnaliste du travail.

La quatrième partie est longuement consacrée aux droits des travailleurs. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, Jean-Paul II insiste sur les tâches immenses que doivent accomplir à cet égard l'ONU, l'O.I.T. et la F.A.O.

D'abord le chômage, sur lequel l'encyclique s'exprime en ces termes :

« *Le chômage est toujours un mal et, lorsqu'il en arrive à certaines dimensions, peut devenir une véritable calamité sociale. Il devient un problème particulièrement douloureux lorsque sont frappés principalement les jeunes qui, après s'être préparés par une formation culturelle, technique et professionnelle appropriée, ne réussissent pas à trouver un emploi et, avec une grande peine, voient frustrées leur volonté sincère de travailler et leur disponibilité à assumer leur propre responsabilité dans le développement économique et social de la communauté.*

» *L'obligation de prestations en faveur des chômeurs, c'est-à-dire le devoir d'assurer les subventions indispensables à la subsistance des chômeurs et de leurs familles, est un devoir qui découle du principe fondamental de l'ordre moral en ce domaine, c'est-à-dire du principe de l'usage commun des biens ou, pour s'exprimer de manière encore plus simple, du droit à la vie et à la subsistance.*

» *Pour faire face au danger du chômage et assurer un travail à chacun, les instances doivent pourvoir à une planification globale qui soit en fonction de ce chantier de travail différencié au sein duquel se forme la vie, non seulement économique mais aussi culturelle, d'une société donnée ; elles doivent faire attention, en outre, à l'organisation correcte et rationnelle du travail dans ce chantier. Ce souci global pèse en définitive sur l'Etat mais il ne peut signifier une centralisation opérée unilatéralement par les pouvoirs publics. Il s'agit au contraire d'une coordination juste et rationnelle dans le cadre de laquelle doit être garantie l'initiative des personnes, des groupes libres, des centres et des ensembles de travail locaux.* »

Syndicats et partis politiques

L'encyclique traite, d'autre part, de la véritable promotion de la femme, du droit au repos, de l'importance des syndicats ; ce dernier passage sera lu avec attention par les Polonais. (« *Les syndicats ne devraient jamais être soumis aux décisions des partis politiques ni avoir de liens trop étroits avec eux. (...) Ce sont les porte-parole de la lutte pour la justice sociale.* »)

Pour la première fois un pape prend clairement position sur la grève :

« *Les syndicats ont également recours au procédé de la « grève », c'est-à-dire de l'arrêt du travail conçu comme une sorte d'ultimatum adressé aux organismes compétents et, avant tout, aux employeurs. C'est un procédé que la doctrine sociale catholique reconnaît comme légitime sous certaines conditions et dans de justes limites. Les travailleurs devraient se voir assurer le droit de grève et ne pas subir de sanctions pénales personnelles pour leur participation à la grève. Tout en admettant que celle-ci est un moyen juste et légitime, on doit également souligner qu'elle demeure, en un sens, un moyen extrême. On ne peut pas en abuser ; on ne peut pas en abuser spécialement pour faire le jeu de la politique. En outre, on ne peut jamais oublier que, lorsqu'il s'agit de services essentiels à la vie de la société, ces derniers doivent être toujours assurés, y compris, si c'est nécessaire, par des mesures légales adéquates. L'abus de la grève peut conduire à la paralysie de toute la vie socio-économique. Or cela est contraire aux exigences du bien commun de la société qui correspond également à la nature bien comprise du travail lui-même.* »

Le travail agricole, l'exploitation par les grands propriétaires fonciers, le problème des handicapés, l'émigration, sont enfin traités avant que le pape passe, dans une dernière partie, à la spiritualité du travail. Le travail est participation à l'œuvre de créateur et au mystère pascal. Le tout assorti d'innoubliables citations de l'Ancien et du Nouveau Testament.

JUSTICE

La chancellerie publie une mise au point sur la demande en révision du procès du maréchal Pétain

La chancellerie a publié ce *mardi 15 septembre* une mise au point sur la demande en révision du procès du maréchal Pétain. Dans nos éditions datées 15 septembre, nous avions indiqué que, contrairement à certaines de ses prédécesseurs, M. Badinter jugeait cette demande « *recevable en principe* ». Tout en estimant que cette décision ne préjugeait pas la suite qui serait donnée à cette demande, Mᵉ Jacques Isorni s'était félicité de l'attitude du nouveau ministre.

Le communiqué de la chancellerie insiste lui aussi sur le fait que cette attitude ne préjuge en rien la décision finale. Il explique : « *Mᵉ Isorni ayant déposé une nouvelle demande en révision, le garde des sceaux a estimé, contrairement à l'avis de M. Peyrefitte en 1978, que même une condamnation prononcée par la Haute Cour était en droit susceptible de bénéficier d'une révision. En conséquence, le garde des sceaux a accusé réception à Mᵉ Isorni de sa requête et lui a fait savoir qu'il la communiquait immédiatement aux services compétents de la chancellerie pour examen. Cette réponse ne préjuge en rien la décision qu'à l'issue de cet examen prendra le garde des sceaux.* »

Contrairement à M. Peyrefitte, la chancellerie estime aujourd'hui que la condamnation du maréchal Pétain par la Haute Cour de justice est susceptible de révision comme toute autre condamnation criminelle. Le communiqué rappelle ainsi que, « *à cinq reprises déjà, les requêtes en révision déposées par les défenseurs du maréchal Pétain, entre 1950 et 1972, ont été déclarées recevables par les gardes des sceaux successifs* ». Mais il remarque que, « *à chaque fois, elles ont été rejetées, le fait invoqué par les défenseurs du maréchal Pétain n'ayant pas le caractère de nouveauté requis par la loi en matière de révision* ». Cette remarque pourrait signifier que la nouvelle demande de Mᵉ Isorni n'a pas plus de chance d'aboutir que les précédentes.

La nouvelle requête en révision présentée par Mᵉ Isorni est fondée sur l'article 623 du code de procédure pénale selon lequel « *la révision peut être demandée, quelle que soit la juridiction qui ait statué, au bénéfice de toute personne reconnue auteur d'un crime ou d'un délit* » et plus précisément sur la quatrième condition fixée par cet article, c'est-à-dire « *lorsque, après une condamnation, un fait vient à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats sont représentées, de nature à établir l'innocence du condamné* ».

Mais cette procédure n'implique pas un examen préalable par le ministre de la requête qui lui est adressée. Elle se borne, à ce stade, à transmettre la requête à la direction des affaires criminelles et des grâces, où elle sera étudiée par un magistrat.

Ce n'est qu'au vu de son rapport que le garde des sceaux prend position soit en estimant que la requête doit être rejetée, soit au contraire en décidant de saisir la commission spéciale composée de trois magistrats de la Cour de cassation, qui, alors, formule un avis sur la valeur du fait nouveau invoqué.

Cet avis ne lie pas non plus le ministre, mais s'il juge à son tour que la *demande en révision* paraît devoir être admise il transmet le dossier de la procédure au procureur général près la Cour de cassation, qui, lui, saisit la chambre criminelle, qui examine l'affaire au fond et statue. Elle peut, elle aussi, juger la requête mal fondée. Dans le cas contraire, elle annule la condamnation prononcée.

Défense et continuité

(Suite de la première page.)

Quand, enfin, M. Giscard d'Estaing, récusant le « *tout ou rien* » en *matière de défense*, déclarait que la variété des moyens renforce la dissuasion, M. Mauroy affirme que *les forces classiques, valorisées par* des armes nucléaires tactiques, sont là pour interdire que la dissuasion *nucléaire, insuffisante à elle seule*, puisse être « *tournée* » par une offensive indirecte.

A quelques nuances près, c'est donc la constatation réitérée que la France est enserrée dans un environnement *européen en dépit du* fait que la possession d'un armement nucléaire indépendant aurait plutôt tendance à *l'isoler*. Reprenant la suggestion avancée par M. François Mitterrand d'un espace social européen, M. Mauroy a évoqué la perspective d'un espace militaire européen, comme l'avait fait en 1976 M. Giscard d'Estaing qui était, lui, partisan d'un espace judiciaire européen. Mais, tous deux conviennent aussitôt des obstacles sur la voie d'une organisation européenne de défense.

C'est, au demeurant, l'une des constantes de la politique de défense française. M. Michel Debré, alors ministre d'Etat chargé de la défense nationale, n'observait-il pas, en 1972, lui aussi, que la France ne refuse pas de prendre sa part à l'organisation d'une défense éventuelle de l'Europe, et que cette même Europe bénéficie indirectement de la stratégie française pour sa propre sécurité ?

La seule différence — de taille — entre les deux doctrines porte sur l'emploi ou la menace d'emploi de l'arme nucléaire tactique. Si l'ancien président de la République définissait ce dispositif comme, aussi, « *un instrument de la bataille* », le premier ministre socialiste lui attribue le rôle de « *restaurer* » la dissuasion stratégique pour démontrer la volonté du chef de l'Etat de recourir à l'usage des armes de destruction massive.

M. Mauroy avait prévenu, d'emblée, son auditoire que, même si le conseil de défense n'avait pas eu encore l'occasion d'arrêter les grands choix stratégiques sous la présidence de M. Mitterrand, le gouvernement avait néanmoins « *une idée précise* » de sa politique de défense. Après l'exposé du premier ministre, de nombreux auditeurs de l'I.H.E.D.N. partageaient le même sentiment : celui d'avoir entendu un discours non seulement précis, mais surtout dense et complet, puisque, concrètement, les militaires présents ne s'attendaient même pas à apprendre — comme M. Mauroy le leur a pourtant explicité — que des systèmes nucléaires, tel le *Mirage-IV* ou le Pluton, seraient remplacés.

Il revient au ministre de la défense, M. Hernu, le soin de traduire les orientations ainsi définies dans un projet de budget militaire pour 1982, qui *ne devrait pas marquer* de pause par rapport aux prévisions financières du régime précédent.

Selon de *premières indications*, le budget de la défense représenterait 3,89 % du produit intérieur *brut marchand en 1982 (au lieu de* 3,82 % en 1981) et 3,94 % en 1983, au terme d'un engagement gouvernemental *de deux ans qui* sera suivi par un plan quinquennal s'achevant avec l'actuel septennat présidentiel.

JACQUES ISNARD.





JUSTICE

L'AFFAIRE D'AURIOL ET LES DÉCLARATIONS DE M. DEBIZET

Le secrétaire général du SAC entend choisir ses interviewers à TF 1

M. Pierre Debizet, secrétaire général du Service d'action civique (SAC) n'a pas participé, ainsi qu'il était prévu, au journal télévisé de 13 heures, lundi 14 septembre, sur TF 1. Dans un communiqué adressé à l'A.F.P., M. Debizet déclare qu'il a *« refusé de cautionner par sa présence sur le même plateau que les réalisateurs de l'émission « Sept sur sept » les propos scandaleusement injurieux tenus le 8 septembre dernier par ceux-ci à son égard et envers son organisation, propos qu'il s'apprête à dénoncer en justice ».*

Le secrétaire général du SAC affirme *« qu'il avait accepté d'être interviewé le 14 septembre par M. Yves Mourousi »* et que *« brusquement, une demi-heure avant le rendez-vous convenu, la direction de TF 1 en la personne de M. Jean-Marie Cavada a prétendu lui imposer, soit la présence sur le plateau d'un autre journaliste, M. Jean-Louis Burgat, coresponsable de l'émission « Sept sur sept », soit la réception d'une équipe de l'émission « Sept sur sept » pour une autre interview à passer dans ce magazine ».*

De son côté, la direction de l'information de TF 1 précise tout d'abord que M. Debizet invité à participer au magazine « Sept sur sept » du 8 septembre avait refusé. On souligne ensuite que *« c'est lui qui a posé comme condition pour participer au journal de choisir ses interviewers et de récuser ainsi les journalistes qui avaient couvert l'affaire d'Auriol pendant l'été ».* La direction de l'information considérant cette condition comme *« purement inacceptable »* a proposé lundi matin à Mᵉ Mialou, avocat de M. Debizet, que le secrétaire général du SAC réponde aux questions d'Yves Mourousi, préparées avec les spécialistes du dossier, mais s'engage aussi à recevoir pour une interview l'équipe du magazine « Sept sur sept ».

Les socialistes sont divisés sur l'opportunité d'une dissolution

Invité du « Club de la presse », dimanche 13 septembre, sur *Europe 1*, et interrogé par Alain Duhamel sur sa position face à une nécessité éventuelle de dissolution du SAC, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, avait déclaré :

« Quand une partie d'un corps est gangrenée, cela peu menacer l'ensemble de ce corps. Je ne veux pas faire d'amalgame. Je ne suis ni procureur, ni juge, ni avocat ; je ne connais de cette affaire que ce qu'en disent les journaux. Je ne me suis pas senti le droit d'aller chercher ailleurs d'autres sources.

» Je dis qu'on ne peut pas, sous prétexte qu'il est peut-être difficile d'établir que tels ou tels responsables nationaux étaient au courant de cette tuerie qui s'est produite — car il y a quand même bien eu tuerie — mais sous prétexte que ce seraient simplement les responsables locaux ou départementaux, dire que c'est simplement une affaire de droit commun. On ne peut pas dire cela, personne ne pourra le comprendre. Mais si c'est une affaire locale, effectivement locale, cela retentit sur un ensemble, sur un corps complet, cela rejaillit sur lui, mais ça ne l'engage pas tout entier. Ce qui serait le plus salubre, c'est que ceux qui ont des responsabilités dans cet organisme contribuent à sa salubrité. »

Sur ce point précis, M. *Lionel* Jospin ne partage donc pas l'opinion de certains de ses amis politiques, notamment celle de M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, qui s'était prononcé, le 8 septembre dernier, pour la dissolution du SAC en déclarant : *« Il est grand temps de mettre un terme aux activités de cette officine malfaisante. La question de la dissolution est bel et bien posée. »* (*Le Monde* du 10 septembre 1981.)

M. DEFFERRE : pas sérieux !

Interrogé, lundi 14 septembre sur Europe 1, sur les déclarations du secrétaire général du SAC, proposant de mettre son organisation au service de l'opposition, M. Defferre a estimé que ces propos n'étalent *« vraiment pas sérieux ».* *« Le SAC on sait ce que c'est »*, a déclaré le ministre de l'intérieur, faisant référence à l'époque où *« les services d'ordre du SAC, composés parfois d'hommes, condamnés de droit commun, combattaient les candidats socialistes, armes à la main et, parfois, soutenus, encouragés par le gouvernement et par sa politique ».*

La septième victime ?

Ainsi M. Debizet serait la septième victime de la tuerie d'Auriol. On l'aurait incarcéré arbitrairement et l'« association » sur laquelle il règne sans partage aurait été mise en cause abusivement. Il l'a dit à sa sortie de prison et le répète depuis lors, assortissant ses protestations d'innocence d'une déclaration de guerre contre la nouvelle majorité (*le Monde* du 15 septembre).

En fait, cette incarcération était parfaitement justifiée dès lors qu'elle répondait, comme le prévoit le code de procédure pénale, aux « *nécessités* » de l'instruction. Lorsque Mme Llaurens-Guérin, le magistrat chargé de l'enquête, décide, fin juillet, d'écrouer le patron du SAC, elle sait qu'un différend entre chefs locaux de l'organisation *est à l'origine de la tuerie* et que les principaux protagonistes du drame en sont membres. Elle sait aussi que M. Debizet connaît les motifs de ce différend qu'on lui a demandé de trancher. Il apparaît comme celui vers qui tout remonte. Comme le chef incontesté d'une organisation *fortement hiérarchisée.* Comment des soupçons ne se porteraient-ils pas sur lui?

Le laisser en liberté ? Il faudrait avoir la certitude qu'il *n'est pas le mystérieux M. Z...* que Jean-Bruno Finochietti met en cause, ni le destinataire final des documents explosifs que les *membres du commando sont* venus récupérer. Trop d'ombres subsistent autour de lui à ce stade de l'instruction. Que n'aurait-on dit si Mme Llaurens-Guérin avait pris le risque de laisser le patron du SAC brouiller les pistes en toute liberté !

Cela ne signifie pas que *M. Debizet soit coupable ni* que cette ténébreuse affaire doive rejaillir sur ceux qu'il appelle les « *milliers de braves gens du Service d'action civique* ». Mais cela devrait au moins l'inciter à s'interroger sur la dérive inévitable d'une organisation qui tolérait dans ses rangs des hommes de la trempe de Jacques Massie.

Mai 68 a vu affluer au SAC des gens dont certains n'y avaient pas leur place, admet tout juste M. Debizet. Mais était-il si difficile de faire le ménage ? A moins que les actions, en marge de la légalité, couvertes sinon organisées par le SAC, aient imposé que l'on recrutât *ou* qu'on excusât des hommes de cet acabit.

Au gouvernement de trancher

La balle est aujourd'hui dans *le camp du gouvernement.* M. Sarre, qui appartient au CERES, demande la dissolution du SAC, comme l'ont fait au début de l'affaire les députés communistes. Plus magnanime, M. Jospin, premier secrétaire du P.S., pense que le ménage peut et doit être fait, comme avant lui Georges Pompidou. Une enquête nationale sur le SAC a été demandée aux renseignements généraux. Au vu de ses résultats, M. Defferre, le *ministre de l'intérieur, tranchera.*

M. Debizet a néanmoins perçu le danger. D'où son hommage appuyé, au gaullisme de toujours, et à celui d'aujourd'hui, le R.P.R. D'où sa volonté de donner une *« nouvelle dimension »* au SAC, à l'aube de la guerre idéologique — *seulement idéologique ? — qu'il veut* engager contre le nouveau pouvoir. Sous-entendu à l'intention des amis de M. Chirac : *« Nous sommes des vôtres. Nous avons les mêmes objectifs. Aidez-nous à passer ce cap difficile et nous saurons nous en souvenir. »*

Le gouvernement est prévenu. Loin de lâcher prise le SAC veut redoubler d'activisme. Ce qui pourrait passer pour une provocation ou une rodomontade doit être pris au sérieux dès *lors que M. Debizet cherche à* faire cause commune avec le R.P.R. et qu'il invoque sa protection. Que les amis de M. Chirac répondent ou non favorablement à cette offre de services, le gouvernement devra en tenir compte, lorsqu'il aura à trancher entre les sensibilités différentes qui s'expriment désormais au P.S. sur la dissolution du SAC.

BERTRAND LE GENDRE.

FAITS ET JUGEMENTS

Évadés et repris.

Deux détenus du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne), Pierre Dorkel, âgé de vingt et un ans, et Chadli Khazen, même âge, ressortissant tunisien, ont tenté sans succès de s'évader, le lundi 14 septembre. Les deux hommes, qui étaient en promenade dans la cour centrale, ont d'abord escaladé la clôture du grillage, puis, sous la menace d'armes *fictives (un pistolet façonné* à l'aide *de* papier mâché et « peint » au cirage noir et un faux couteau), ils ont contraint le conducteur d'une pelleteuse, dont l'engin se trouvait à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement, à les déposer sur le faîte du mur. De là, ils s'enfuirent en direction de l'hippodrome d'Evry, mais une patrouille de gendarmerie les intercepta à quelques centaines de mètres de la prison.

Pierre Dorkel est écroué depuis le 30 juin 1979. Il lui est reproché d'avoir provoqué la mort d'un gardien de la paix, le 2 juin 1979, à Herblay (Val-d'Oise), alors qu'il se *trouvait au* volant *d'une* voiture volée. Chadli Khazen est inculpé de plusieurs vols à main armée.

● *Marcus Simon Sarjeant*, le jeune Britannique qui, le 13 juin, avait tiré à blanc en direction de la reine d'Angleterre, a été condamné, lundi 14 septembre, à cinq ans de prison.

Le procureur a souligné que Sarjeant, *« fasciné par les assassinats politiques »*, avait vraiment eu le projet de tuer la reine, mais *« s'était rabattu »* sur un pistolet d'alarme, car il n'avait pu se procurer une véritable arme. Lors de la cérémonie annuelle marquant l'anniversaire de la souveraine, Sarjeant avait tiré six coups à blanc en direction de la reine qui passait en revue, à *cheval*, un *détachement* de gardes. — *(A.F.P.)*

L'EXORCISTE ASSASSINÉ

Un handicapé physique de nationalité portugaise, M. Luis Laurenco, se croyait possédé par des forces mystérieuses. Lundi 14 septembre, il a tué de deux balles dans la tête l'exorciste de l'évêché de Montpellier, le Père François Werberne. Il s'est ensuite rendu chez une voyante de la ville, Mme Mathilde Mathieu, dite Mme Mathilda, et a à nouveau tiré, mais, cette fois, il n'a que blessé sa victime qui a pu alerter la police.

M. Laurenco se trouve sous traitement médical. Le Père François Werberne, âgé de soixante-sept ans, d'origine néerlandaise, était curé du Pouget (Hérault) depuis douze ans. Son corps a été retrouvé dans son jardin.

En principe, il existe un exorciste dans chaque diocèse. Désigné par l'évêque, il est choisi parmi des *« prêtres pieux, prudents et intègres »* (Droit canon, 1151). L'intervention de l'exorciste, qui consiste à chasser le démon par imposition des mains et par une formule consacrée, est devenue extrêmement rare. *Une meilleure connaissance des* maladies nerveuses, le développement de l'esprit critique, une théologie plus sûre de l'intervention du démon dans les actes *humains*, conduisent les exorcistes à une grande circonspection.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article d'Isabelle Vichniac sur l'exploitation d'enfants du tiers-monde (*le Monde* daté 13-14 septembre) le nom d'un des experts a été mal orthographié. Il s'agit de M. Bouhdiba et non de M. Bourhdiba. D'autre part notre correspondante avait écrit que *« quatre enfants sur cinq appartiennent au tiers-monde »* et non *« quatre enfants sur un »*.

Trois militants des NAPAP amnistiés.

Conformément aux conclusions du ministère public, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a estimé, lundi 14 septembre, que MM. Frédéric Oriach, Michel Lapeyre et Jean-Paul Gérard, militants des Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP), pouvaient bénéficier de l'amnistie. Ils étaient détenus pour un attentat commis le 10 juillet 1980 contre les bureaux parisiens des chemins de fer ouest-allemands (Bundesbahn), (*le Monde* daté 13-14 juillet 1980). En revanche, la cour, suivant là aussi le ministère public, a rejeté la demande de mise en liberté de Mlle Nathalie Ménigon, exclue de l'amnistie pour avoir tiré sur les *policiers lors de son* arrestation (*le Monde* du 12 septembre).

Quant au cas des sept inculpés détenus dans l'affaire du hold-up de Condé-sur-l'Escaut, qui continuent leur grève de la faim, il sera examiné jeudi 17 septembre par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai (Nord).

Les militants qui se sont organisés en comité de soutien pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques se disent décidés à ne *« pas abandonner la lutte »*. Une pétition a notamment été signée par de nombreuses personnalités. Devant la prison de Varces (Isère), nous informe notre correspondant, un groupe de personnes a lancé lundi soir 14 septembre des projectiles et des pétards pour manifester son soutien à un détenu qui se réclame d'Action directe, M. Moumad Hamami, et qui fait la grève de la faim depuis une semaine.

● *Trois attentats à Ajaccio.* — Trois attentats à l'explosif ont été commis à Ajaccio, *dans la nuit* du 11 au 12 septembre, contre l'immeuble du rectorat de l'académie de la Corse, devant l'entrée d'un bâtiment de l'E.D.F., sur le rebord d'une fenêtre d'un hôtel réquisitionné pour le casernement de gendarmes mobiles. Les charges étaient de faible puissance. Ces actions n'ont pas été revendiquées.

Le Monde

régions

Auvergne — *LA LONGUE MÉMOIRE DE LA PROVINCE*

Le patrimoine parmi ceux qui le vivent

par MAURICE ROBERT (*)

« PATRIMOINE » conserve *une connotation* idéologique et juridique qui vient de loin : celle de biens matériels ou d'attributs de pouvoir en possession propre, et transmissibles à la discrétion d'un chef ou de son clan, selon les « lois » de sa lignée. De ce vieux contenu, le terme ne s'est quasiment pas débarrassé jusqu'à ce jour : malgré la nouvelle faveur accordée aux cultures populaires rurales (depuis qu'elles sont neutralisées socialement), c'est encore le monumental et l'artistique, civils et surtout religieux, qui fondent, pour l'essentiel, *le domaine du patrimoine*. A telle enseigne que, le droit suivant (de trop loin) le fait, rien dans les *textes en vigueur en 1981 ne permet*, sauf à les solliciter ou à les ignorer, *de classer ou de protéger* des objets de la culture dite mineure.

Le patrimoine, désormais, c'est l'église et le château, la crosse émaillée et le tableau de maître, certes, mais encore, autant et peut-être d'abord, le fuseau et la charrue, le marteau-pilon et les techniques du métal, le paysage, naturel et social, les savoirs populaires, les usages et les mentalités... Mais ce patrimoine n'est rien sans les acteurs économiques, sans les artisans, les ouvriers, les paysans, sans les groupes, les classes, les institutions. Et les sabotiers de la Corrèze *nous alertent et nous interpellent* sur la valeur profonde du concept, qui revendiquent toute leur *place, par la formule* : « Le patrimoine, c'est nous ! » (les journaux *limousins, été 1980*).

Quatre principes

Toute politique du patrimoine doit s'inspirer de quatre principes fondamentaux :

1) Le patrimoine est vivant, biologiquement, économiquement ou socialement, même oublié ou renié (la hache de silex comme la coiffe ancestrale) ; *il* est collections de biens signifiants, techniques, économiques, culturels, symboliques, que *les groupes sociaux ont élaborés* dans leurs activités quotidiennes ;

2) *Ce patrimoine*, qui appartient aux cultures locales (régionales ou de « pays ») et aux hommes et femmes qui les ont en charge et les élaborent, ne peut être étudié, conservé, utilisé, manipulé, sans leur concours, leur accord, leur participation la plus active et la plus directe ;

3) Le besoin culturel aussi *fondamental* et vital dans les sociétés démocratiques que le besoin d'éducation *ou le besoin de soins :* ce qui induit une nécessaire solidarité culturelle nationale ;

4) Toute culture populaire, exprimée par le patrimoine, a des accents d'universalité, que ce soit celle du village, celle du « pays » ou celle de la nation : ce qui imprime une marque résolument « régionaliste », décentralisée, aux actions culturelles.

Comme il n'est pas possible de recourir à des méthodes condamnées, il faut inventer des modalités de mise en œuvre en sollicitant les avis les plus nombreux : collectivités publiques et élus, associations, syndicats, professionnels de la culture, de la recherche et de l'expérimentation sociales, du temps libre, de la pédagogie...

Parmi ces modalités, on peut proposer : congé-animation (global ou fractionné) pour les travailleurs et employés qui participent à une opération *culturelle (collecte, inventaire, création...)* ; établissement et prise en charge, par la collectivité, d'un *« prix réel de journée » en faveur de* structures culturelles à plein temps de type musée-laboratoire (étude-conservation-animation) ou de stages de formation ; incitation bancaire et patronale à la création de « fonds d'acquisitions patrimoniales » destinés à financer la conservation ou l'achat de biens mobiliers et immobiliers déduction significative et incitative d'impôts pour les donateurs de biens culturels et les créateurs d'objets mobiliers, de tradition ou d'innovation création de commissions locales et départementales paritaires *(associations-collectivités)* d'étude, de conservation et d'illustration du patrimoine ; institution *d'un corps d'agents culturels auprès* des collectivités (chargés d'interventions diverses touchant au patrimoine) ; révision de la législation sur les monuments historiques, les classements, les fouilles, afin de favoriser la prise en charge associative et la responsabilisation ; faire des musées régionaux des lieux pédagogiques, de recherche, d'identité, d'animation, et favoriser l'éclosion d'espaces muséographiques intégrés aux itinéraires économiques et touristiques...

Ces propositions, pour insuffisantes qu'elles soient, si elles étaient retenues, se justifieraient véritablement et prendraient leur pleine efficacité dans le contexte global d'une politique dont on voit avec intérêt qu'elle se met en place, et qui doit être, tout particulièrement, attentive aux formes, contenus et techniques de l'enseignement et de la recherche, de la maternelle à l'université ; enseignement visant moins à fournir des *modèles qu'à favoriser le goût du* savoir, l'esprit critique et d'initiative et le sens de la responsabilité collective ; *recherche* visant à faire acquérir la curiosité scientifique et le sens de l'expérimentation, à développer le désir de connaissance. Politique attentive, aussi, à l'éducation du citoyen, appelé à participer, sur les lieux de sa vie quotidienne, à l'élaboration des projets et à la gestion des affaires.

Politique attentive, enfin, à modérer un scientisme béat, orgueilleux et dangereux, en offrant une place légitime aux sciences de l'homme dans tous les types de formation.

(*) *Ethnologue en Limousin* (C.N.R.S.).

UN LIVRE DE JEAN ANGLADE

LES « BOUGNATS » VIENNENT D'ICI...

L'Auvergne, pour ceux qui ne la connaissent pas, est souvent confondue avec le Massif Central. Elle n'en représente pourtant, avec ses deux départements et demi, que le noyau dur : la plus haute tour de cette région de château d'eau. Jean Anglade sait, connaît tout cela. On a lu ses romans auvergnats, dont la renommée a largement dépassé les limites de sa province ; on lira, après l'avoir feuilleté, l'album que viennent de publier les éditions Delarge dans leur collection « d'Hier à Demain », où a déjà paru une Bretagne et un Nord.

Le Massif Central, ce sont ces pays profonds qui, au cœur de la France, s'étendent de Moulins à Castres et de Privas à Brantôme. Terres et peuples de très anciennes traditions et qui, jusqu'au milieu de ce siècle, ont su vivre, parfois prospérer, sans *se laisser* dénaturer. Le sol et le sous-sol ont donné de quoi établir une agriculture très diverse et construire une industrie solidement ancrée dans les recettes de l'artisanat. C'étaient aussi les hommes qui manquaient le moins ; trop nombreux même, en bien des endroits, mais toujours disposés à s'expatrier pour, fortune faite ailleurs, « remonter » au pays. Jean Anglade décrit les lieux, situe les hommes, rapporte leur histoire, leurs mœurs, leurs rêves et leurs malheurs, leurs réussites.

Le style de la collection veut, fort heureusement, que le texte de présentation de ces grandes *régions françaises soit* abondamment illustré, coupé de nombreux « à part » anecdotiques, historiques. Le propos est aussi de prolonger jusqu'aux temps d'aujourd'hui l'évocation du passé. La façon de réagir de ces gens du Massif Central, on la retrouve jusque dans l'histoire la plus récente, et une parenté, qui n'est pas que littéraire, relie les croquants du seizième siècle aux résistants de la deuxième guerre mondiale et aux « mainteneurs » du Larzac qui fournissent à Jean Anglade l'occasion d'une conclusion très engagée : *« D'un côté, l'ogre étatique. De l'autre, le Petit Poucet et ses frères. J'ai toujours été, je serai toujours pour le Petit Poucet. »*

Jean-Pierre Delarge, spécialisé à l'origine dans les ouvrages de science humaine, de religion, les livres de jeunes, continue, avec ce « Massif Central », a explorer ce qui *« l'intéresse avant tout »* aujourd'hui : *« l'histoire des provinces, l'histoire de la France des profondeurs »*. Les récits des gens du terroir sont recueillis dans *les Mémoires du peuple ; les* retours aux sources des grands écrivains sont racontés dans les *Terres de mémoires*.

Ces deux collections et *surtout*, le plus original, les romans populaires paysans, permettent à cet éditeur modeste mais inventif d'espérer satisfaire *« ce grand désir des lecteurs de retrouver leurs racines . « Ce besoin d'authenticité »*, ajoute-t-il, *« n'est pas une mode, mais un antidote aux grandes métropoles déshumanisantes : un antidote qui durera longtemps. »* Le succès qu'il rencontre montre qu'il ne doit pas avoir tort. Ses romans populaires, aux titres apparemment inconnus, sont tirés à cinq mille ou six mille exemplaires et vendus pour 60 % sur la région dont ils parlent et pour 40 % sur le reste de la France. Chiffres modestes, mais combien de romans « parisiens », dont on parle beaucoup durant quelques semaines sur nos rives de Seine, peuvent-ils espérer un tel succès ?

J.-F. S.

★ *L'Auvergne et le Massif Central d'hier et de demain*, 220 p., environ 200 F.

● *Grand Vulcan.* — On peut raconter l'histoire de l'Auvergne de cette façon aussi, comme le fait René David : sous forme d'une fable chargée de sens dans laquelle un volcan, Vulcan, très réveillé, refuse d'anéantir les hommes qui commencent de l'encercler. Cela se passe il y a des milliers d'années ; cela est dit dans un langage éructant rappelant, référence obligée, les débordements céliniens. Livre très court ; livre poème. Léon Faure, éditeur. 14 F environ.

Nonette, Puy-de-Dôme

UN ÉDITEUR AUX CHAMPS

Maire, agriculteur, éditeur, Jean-Pierre Marty, quarante-quatre ans, partage son temps en trois pour diriger les affaires de la commune de Nonette, dans le Puy-de-Dôme, une exploitation de 30 hectares et les éditions CREER. Editeur-paysan ? L'image lui convient. Editeur-artisan ? Il l'est aussi, car il prend part à toutes *les étapes de la vie de* ses livres en dehors de l'impression. Jean-Pierre Marty cumule *les tâches* : maquettiste, attaché de presse, diffuseur. Le comité de lecture, c'est encore lui, *même si l'opinion* d'amis sur tel ou tel manuscrit entre en ligne de compte dans ses choix.

Poussière dans le monde de l'édition, Jean-Pierre Marty publie environ quatre livres par an *et dispose de moyens* ridicules pour en assurer la promotion... *« Je vis sur une autre planète que les grands »*, constate-t-il sans amertume. *« Mais exercent-ils tout à fait le même métier ? »* Il revendiquerait presque la marginalisation à laquelle le confine son statut de Petit Poucet; car il y trouve des avantages, et d'abord celui de vivre à son goût à l'entrée du village flanqué contre un piton rocheux, au-dessus de la plaine d'Issoire.

Que défend-il au juste ? Simplement une autre façon de faire des livres. Quand un auteur vient lui rendre visite, la rencontre peut durer deux à trois jours dans la maison ouverte, dans les petites rues de Nonette et dans les champs.

Une croisière racontée

Pour autant, l'image rurale et chlorophyllisée d'éditeur en sabots que le faux provincialisme colporte facilement ne colle pas à la réalité. La situation de Jean-Pierre Marty comporte aussi d'épaisses contraintes avec la gestion délicate d'un chiffre d'affaires de 800 000 F et la faible marge laissée au droit à l'erreur.

L'aventure commence en 1977, après sa mise à l'écart de la direction du parc des Volcans. Il en tire une profonde amertume, restée vivace. Il décide à l'époque d'autopublier un ouvrage sur la maison rurale en Auvergne, car il ne veut pas renouveler l'expérience désagréable pour lui de la grande édition. Il l'a vécue en effet à travers la publication d'un opuscule de commande sur les randonnées en Auvergne. Comme il faut nourrir les six enfants de la famille et que les 30 hectares de l'exploitation acquise ne suffisent pas, surgit alors l'idée de faire de l'édition un complément de revenu tout en satisfaisant à une passion dont les premiers signes remontent à l'enfance.

Le premier livre des éditions CREER est le point de départ d'une *collection* — *« Les cahiers de construction traditionnelle »* — qui compte à présent *cinq titres couvrant* l'Auvergne, la Normandie et le Pays basque, et bientôt sept avec le Maine et l'Anjou.

Jean-Pierre Marty réussit son premier bon coup *pratiquement à la même époque. On lui propose* la réédition d'un vieux livre de cuisine préfacé en 1935 *par Henri Pourrat*, le chantre d'une Auvergne quelque peu figée. *Margaridou, journal et recettes d'une cuisinière d'Auvergne*, figure aujourd'hui en tête de liste de la maison avec plus de dix mille exemplaires vendus. Le succès en incombe au thème et aussi, estime Jean-Pierre Marty, à la présentation de l'ouvrage. Il en a fait un livre vivant avec, inséré dans la jaquette, un sachet d'herbes locales. L'idée est reprise pour un ouvrage du même genre sur le Languedoc, préfacé par Gaston Bonheur, et un autre sur la Bretagne, présenté par Jakez Hélias. Viendra ensuite une période de tâtonnements avec deux mauvais choix, l'un sur un texte de politique régionale, l'autre sur *un récit d'aventures. Pour s'en* sortir, il exploite *un recueil* de Jean Anglade. *« Une opération commerciale »*, lâche-t-il.

CREER trouve là une relance salutaire. Sortie de l'anonymat grâce à *Margaridou*, la maison d'éditions de Nonette élargit son audience et surtout sa crédibilité avec un gros volume fort bien fait sur l'architecture régionale. C'est la consécration et la voie ouverte sur de nombreux projets dépassant le cadre strict de la région, que Jean-Pierre Marty considère *d'ailleurs* trop étroite.

Il aspire à une fonction d'éditeur régional (*« Il serait logique que les auteurs d'ici viennent me voir avant d'aller proposer leurs œuvres à Paris »*), mais il a beau la juger importante, il ne souhaite pas s'y cantonner. *L'essentiel de sa démarche se* situe ailleurs. Il travaille à dresser des témoignages culturels pour les bibliothèques dans cinquante ans : les moulins à papier d'Auvergne puis les moulins à scier des Vosges et de Franche-Comté vont ouvrir une collection sur la technologie des *métiers. Plus ambitieux* encore, un ouvrage sur la sculpture flamboyante européenne. Il exige *le secret pour d'autres projets.*

Prendre son temps pour aller au plus précis, au plus beau ; l'édition retourne peut-être ici à ses origines. *« Mon seul atout pour tenir, c'est l'assurance d'une certaine qualité et d'une certaine originalité »*, estime le petit éditeur de Nonette.

LLIBERT TARRAGO.

Télévision, cinéma, radio, disques, livres, théâtre: comment Télérama vous branche sur les bons spectacles.

Pour prévenir la téléindigestion.

La plupart des téléspectateurs se nourrissent mal. A raison de 25 heures par semaine, ils finissent par succomber à la téléindigestion, victimes de leur boulimie incohérente.

C'est parce que cette maladie chronique est par trop répandue que Télérama a imaginé une formule préventive originale. Pour chaque jour de la semaine, chaque émission, chaque film sont analysés, commentés, appréciés : de quoi vous composer au jour le jour un menu équilibré et frais, sans fadeur ni mauvaise surprise.

Mais au-delà de cet art de consommer la télé, qui n'exclut pas quelques gourmandises, Télérama déborde largement le cadre du petit écran.

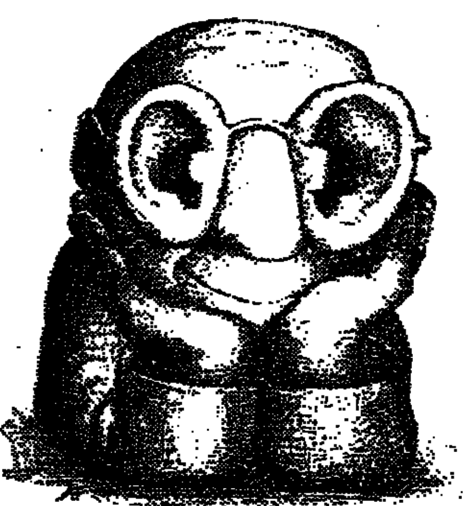
Vous aimez le cinéma, et vous faites une allergie aux navets ? Chaque semaine, Télérama voit tous les films qui sortent, vous les présente et les critique.

Vous voulez vous repérer dans les salles obscures ? Voici les portraits, les aveux et les révélations de ceux qui, créateurs ou acteurs, font le cinéma d'aujourd'hui.

Pour s'orienter dans la jungle-à-musiques.

Classique, rock, jazz, variétés, à nous, à vous toutes les musiques ! Parmi les milliers de disques nouveaux, Télérama vous livre ses coups de cœur, ses émerveillements.

Radio : c'est le seul hebdo qui vous





Pour détecter les ondes de plaisirs... et pour repérer les bons films dans les champs de navets.

donne tous les programmes de toutes les stations nationales. Amateurs de musique ou de grands débats, d'interviews-vérité ou de voyages au fond de la nuit : voici votre guide.

Certains soirs, Télérama vous pousse vers d'autres plaisirs : ouvrir un bouquin ou aller au théâtre. A vous de choisir suivant vos désirs.

Télérama : un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, le cinéma, la radio, les disques, les livres et le théâtre. Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, pour vous brancher sur les bons spectacles.

RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'avenir des comités économiques et sociaux

Légitime consultation

« Les comités économiques et sociaux doivent avoir la liberté de jouer pleinement et en toute autonomie leur rôle de partenaires des conseils régionaux », ont affirmé, au cours d'une conférence de presse lundi 14 septembre, les principaux porte-parole du comité économique et social d'Ile-de-France. Emus par les critiques émises sur les bancs de la majorité à l'Assemblée nationale, lors du débat sur la décentralisation, contre ces assemblées consultatives qui représentent les forces économiques, sociales et culturelles, ils ont voulu prendre la défense d'une institution qu'ils jugent indispensable au bon fonctionnement de la région. Dans une belle unanimité.

Pour une fois tous ces porte-parole étaient d'accord. Depuis M. Roger Belin, président du C.E.S. d'Ile-de-France et ancien secrétaire général du gouvernement des débuts de la Vᵉ République, jusqu'à M. Jean-Jacques Piette, militant socialiste, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à l'extension du secteur public, en passant par le président de la chambre de commerce de Versailles et les représentants de la C.G.T., de la C.F.D.T., de F.O. et de la FEN.

« Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain », ont-ils, en quelque sorte, déclaré. Ce n'est pas parce que des C.E.S. ont parfois dévié de leur rôle de simple assemblée consultative pour tenter de faire contrepoids à des conseils régionaux dominés par la gauche et ce n'est pas parce que dix-sept présidents de C.E.S. ont utilisé leur titre pour prendre une position politique en faveur de M. Giscard d'Estaing au mois de mai dernier qu'il faut condamner l'ensemble des comités.

Leur composition est sérieusement à revoir. Les employeurs, qui siègent tout à la fois en tant que représentants des chambres de commerce, des syndicats patronaux, des activités spécifiques de la région, voire de l'agriculture, sont « sur-représentés » par rapport à leurs salariés (1). Les activités socio-culturelles sont partout les parentes pauvres. D'autant que le précédent gouvernement s'était efforcé, lors du renouvellement des comités de province en décembre 1979, de faire partout la part belle à ses amis, fût-ce au détriment des chiraquiens. En ce sens, le renouvellement complet des C.E.S. finalement décidé par l'Assemblée nationale peut permettre d'améliorer les choses dans les prochains mois.

Certes, trop de comités n'ont pas su se contenter du rôle consultatif qui était et qui reste légitimement le leur et ont joué les « gens sérieux » donneurs de leçons aux élus, facilement taxés de « démagogie ». Mais *il ne faut pas oublier l'important travail de réflexion et de proposition effectué par d'autres*, d'autant que l'esprit régional a souvent plus soufflé dans les comités que dans les conseils régionaux, où le poids des départements reste fort.

Déjà le texte présenté par M. Defferre et voté par l'Assemblée nationale prévoit que la consultation des C.E.S. ne sera plus, dès l'entrée en vigueur de la loi en cours de discussion, systématique, comme c'était le cas jusqu'alors, mais limitée à la planification et au budget. Pour le reste, les comités devront s'en remettre au bon vouloir du président du conseil régional, qui, seul, aura le pouvoir de leur demander leur avis sur d'autres sujets.

Cela, les comités économiques et sociaux peuvent difficilement l'accepter. Comme ils ne peuvent admettre que ce soit le président de l'assemblée politique, héritier des pouvoirs du préfet, qui les convoque et fixe l'ordre du jour de leurs travaux. Le Conseil économique et social national, lui, a plus de liberté, puisqu'il siège de droit tous les trois mois au palais d'Iéna, que c'est son président qui le convoque et qu'il peut *de sa propre initiative appeler l'attention du gouvernement sur les réformes* » qu'il juge souhaitable en matière économique et sociale.

Ce qui est possible pour le gouvernement de la France ne le serait-il pas pour celui des régions ?

THIERRY BRÉHIER.

(1) En Basse-Normandie, par exemple, sur 50 membres, 13 représentent, à un titre ou à un autre, les employeurs du commerce ou de l'industrie, 10 les agriculteurs, 4 les artisans, 10 les salariés, 7 les activités socio-culturelles.

Ile-de-France

AU CONSEIL DE PARIS

• Sécurité : M. Chirac réclame trois mille policiers supplémentaires
• Transports : accord unanime pour la liaison Ermont-Invalides

Baptême du feu pour M. Jean Périer, le nouveau préfet de police (il remplace M. Pierre Somveille, qui a été nommé préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur), au Conseil de Paris, lundi 14 septembre. L'insécurité dans Paris et l'extension de la prostitution dans les bois de Boulogne et de Vincennes ont suscité, en effet, de vives questions du maire de la capitale et des élus, adressées au responsable du maintien de l'ordre de la ville.

M. Chirac a réclamé trois mille nouveaux policiers pour mettre fin, selon lui, « *à l'inquiétude de la population parisienne, face à l'insécurité régnant dans la capitale et qui a atteint la limite de l'intolérable* ». Le maire de Paris a également fait part de ses préoccupations à propos des attentats survenus ces derniers mois à Paris (rue Copernic et à l'hôtel Intercontinental notamment) et à la situation préoccupante du quartier des Halles et du secteur de la rue Saint-Denis, « *où règne un climat difficilement tolérable pour les riverains et les commerçants, qui ne s'y sentent plus en sécurité* ». « *Il en est de même pour les Champs-Elysées*, a ajouté M. Chirac, *où loubards et trafiquants de tout poil se donnent aujourd'hui rendez-vous.* »

Le maire de Paris a également souligné sa inquiétude à propos des bois de Boulogne et de Vincennes, « *pour lesquels la police a fait un effort, mais où les résultats ne sont pas encore satisfaisants* », et, enfin, « *à la veille de la rentrée scolaire, à propos du douloureux problème de la drogue* ». Pour conclure, M. Chirac a demandé à M. Périer « *si la compagnie de sécurité du métro, dont les résultats ont été particulièrement significatifs, allait être supprimée* ».

Prenant le relais du maire, deux conseillers de Paris ont posé des questions d'urgence au préfet de police concernant l'extension de la prostitution à Paris : M. Gilbert Gantier (P.R.) pour le bois de Boulogne et M. Paul Pernin (C.D.S.) pour le bois de Vincennes.

A ces questions, le préfet de police a répondu par des promesses beaucoup plus que par l'annonce d'actions concrètes. Cette attitude, a-t-il expliqué, est dictée par son souci d'« *éviter les déclarations prématurées ou insuffisamment étayées quelques semaines à peine après sa prise de fonctions* ». Néanmoins, M. Périer a annoncé qu'il comptait, dans les prochains mois, faciliter la création de commissariats et de postes de police dans les quartiers de la capitale et de tout faire, en collaboration avec la Ville, « *pour rapprocher les policiers de leur lieu de travail* ».

« *Il faut tout faire*, a-t-il déclaré, *pour resserrer les liens avec les Parisiens car la police est la garantie des libertés, le rempart de la démocratie.* » A propos de la sécurité dans le métro, M. Périer a affirmé que « *l'action entreprise sera poursuivie et, si possible, intensifiée, en modifiant son organisation* ». En fait, la protection des usagers des transports en commun ne dépendrait plus directement d'équipes volantes dans le métro, mais des commissariats de quartier. Enfin, répondant plus précisément à M. Pernin, le préfet a souligné qu'« *il fallait tenir compte des textes législatifs et de l'évolution des mœurs. Aucun ordre de ne plus appréhender les prostituées n'a été signifié, mais la répression du racolage et du proxénétisme va être réorganisée sur des bases plus solides* ».

M. Périer a donc levé le voile sur quelques points de la réforme qu'il entend mettre en œuvre pour mieux assurer la sécurité des Parisiens. L'importance de cette réforme est naturellement conditionnée par les crédits qui lui seront alloués par le ministère de l'intérieur et de la décentralisation. C'est peut-être ce qui explique la rapide réaction du groupe communiste de l'Hôtel de Ville qui, dans un communiqué, affirme qu'« *il suivra attentivement la mise en œuvre de ces orientations, notamment celle permettant aux commissariats de quartier de jouer un rôle plus efficace* ».

Enfin, au cours de la même séance du Conseil de Paris, les édiles de la capitale ont donné, à l'unanimité, leur accord pour la construction de la ligne S.N.C.F. Ermont-Invalides. Les élus de l'opposition (P.S. et P.C.) se sont montrés d'autant plus favorables à la réalisation de cette liaison ferroviaire que le ministre des transports vient de donner son feu vert au projet présenté par la Ville.

Le Conseil de Paris a aussi adopté à l'unanimité les diverses mesures sociales proposées par M. Chirac et notamment le remboursement du coupon de carte orange aux chômeurs habitant Paris depuis au moins trois ans.

JEAN PERRIN.

Rhône-Alpes

LE PROJET D'ACCÉLÉRATEUR DE PARTICULES DANS LE PAYS DE GEX

Le gouvernement engage la discussion avec les élus et les opposants

Une journée de consultation sur le projet de construction par le CERN d'un gigantesque accélérateur souterrain de particules (LEP) a eu lieu, le 11 septembre, à la sous-préfecture de Gex (Ain). La délégation parisienne était présidée par M. Achille Ferrari, membre du cabinet du ministre de la recherche.

La matinée a été consacrée à l'audition des maires et conseillers généraux de l'arrondissement de Gex. Ceux-ci, à l'exception d'un seul, ont réitéré leur approbation de ce projet. Ils ont toutefois réaffirmé que cet accord *était subordonné* au respect des engagements du gouvernement précédent sur la prise en charge par l'Etat des dépenses causées aux communes par sa réalisation.

M. Ferrari a répondu que les études étaient en cours sur le *montant des charges* et *que l'Etat* se refuserait à supporter le coût de travaux que les communes auraient dû en tout cas réaliser. L'après-midi, ont été entendus les associations ou syndicats ayant manifesté leur intérêt pour ce projet : notamment la *C.F.D.T.*, l'Agena (Association gessienne de protection de la nature), ainsi que la commune d'Echenevex.

Les délégués C.F.D.T. ont dénoncé « *le recours abusif par le CERN à des entreprises de travail intérimaire, ce qui lui permet de licencier sans responsabilité. En outre, ce personnel en cas d'accident grave, voire mortel, ne peut obtenir réparation du CERN. La direction de cet organisme refusant même en cas d'accident mortel la levée de l'immunité générale dont elle bénéficie* ».

M. Loiseau, préfet de l'Ain, a répondu : « *L'espèce d'invulnérabilité dont bénéficient les organisations internationales sur le territoire français me paraît souhaitable dans certains cas et inadmissible dans d'autres.* »

Le maire d'Echenevex, M. Jean-Roger Honorat, a demandé, compte tenu de cette immunité, quelle était la juridiction devant laquelle *il fallait demander réparation* en cas d'accident provoqué par les travaux dont le CERN est maître d'ouvrage. Aucune réponse n'a été fournie.

L'association des écologistes et le Syndicat des agriculteurs du pays de Gex ont réclamé des garanties à propos des risques de pollution. Ce syndicat s'est, en outre inquiété de la diminution des terres agricoles : l'extension constante du CERN s'ajoutant à la construction de villas. M. Ferrari a affirmé que « *conformément à la loi, les études menées par le CERN concernant les risques de pollution ou de tarissement des sources du Jura seraient contrôlées par les services français compétents* ».

Plusieurs intervenants ont fait remarquer que « *les estimations officielles du CERN sur le coût du creusement de ce tunnel de 27 kilomètres avaient triplé en un an* ».

Les explications du CERN

Au cours d'une conférence de presse, tenue lundi 14 septembre à Genève, la direction du CERN a indiqué que le projet LEP, déjà approuvé par huit pays, devrait l'être par les quatre *autres* lors de la session de ce conseil, le 30 octobre prochain.

En réponse à certaines objections, la direction a indiqué que les conséquences radiologiques du LEP seront mille fois plus faibles que l'irradiation naturelle. Les ouvrages d'art du LEP seront invisibles et la consommation d'électricité du CERN, qui emploie plus de trois mille personnes, n'augmentera que de 20 % en France et diminuera en Suisse.

Faits et projets

LE PRÉFET DE POLICE DE PARIS S'OPPOSE A DES CONCERTS

La président de *l'Association du* Festival de musique de chambre de Paris, Mme Geneviève Sego, a été informée le 10 septembre, par lettre du préfet de police de Paris, que les concerts prévus pour les 22, 24, 25 et 26 septembre, en l'église des Billettes et en celle de Saint-Louis-en-l'Ile, ne pourraient avoir lieu. Le préfet rappelle que les associations ne peuvent bénéficier que de « *deux autorisations par an au titre de séances occasionnelles* ».

Il ajoute : « *Si vous envisagez la tenue régulière de telles manifestations, il vous appartient soit d'obtenir une licence d'entrepreneur de spectacles auprès du ministère de la culture (...), soit de placer les concerts sous la responsabilité d'un entrepreneur de spectacles...* » Le préfet de police ayant déjà accordé cette année quatre autorisations de concerts à cette association, il refuse de lui en accorder d'autres.

UN CONTRAT POUR LES VALLÉES PYRÉNÉENNES

A l'occasion de l'inauguration d'un ensemble culturel et sportif à Saint-Lary, dans les Hautes-Pyrénées, M. François Abadie, secrétaire d'Etat au tourisme, a annoncé sa volonté de mieux répartir la fréquentation des Pyrénées et des Alpes — jusqu'ici privilégiées — par les estivants et les skieurs.

M. Abadie a notamment déclaré : « *Le premier jalon de cette entreprise sera constitué par le contrat station-vallée que j'ai décidé de proposer, dans le cadre du Grand Sud-Ouest, aux trois régions et aux départements qui l'accepteraient. Les objectifs de ce contrat à la conclusion duquel j'apporterai 1 million de francs par an, pendant trois ans, sont au nombre de quatre : améliorer la qualité des prestations offertes par la station-vallée sur le plan de l'hébergement, de l'équipement sportif et des loisirs ; organiser un système de réservation et de vente ; rechercher l'efficacité économique maximum en faisant un effort en direction de la double saison et rechercher une ouverture des possibilités de la station-vallée à un public de plus en plus large.* »

Jusqu'à présent, selon le secrétaire d'Etat, la région pyrénéenne a été la parente pauvre du ski français et des activités de montagne estivales : « *Grâce à la promotion touristique, les possibilités énormes de cette région seront mieux connues*, a promis M. Abadie. *Je sais que la confédération pyrénéenne œuvre dans ce sens. En faveur de cette confédération, j'ai décidé de porter l'an prochain la subvention de 700 000 francs à 1 million de francs, à condition qu'une réelle politique de concertation entre les partenaires existe et soit acceptée par tous le long de la chaîne.* » — (Corresp.)

CARNET

Naissances

— M. et Mme Daniel PORQUET, Bertrand, Anne et Catherine, ont la joie d'annoncer la naissance de

Odile,

le 9 septembre 1981.
105, rue de Prony,
75017 Paris.

Mariages

— M. et Mme Lucien CANCELLIERI ont la joie de faire part de la célébration, le 12 septembre 1981, à La Cordelle, Vézelay, du mariage de leur fils

Antoine
avec
Mlle Jeanne SCHNEIDER.

29, rue Coquillière,
75001 Paris.
56, rue Jean-Jacques-Rousseau,
75001 Paris.

— M. François BENAERTS et Mme Daniel de LABEAUME ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Laurence et Marc,

le samedi 19 septembre 1981.
3, rue de Breteuil,
94100 Saint-Maur.
9, rue Champollion,
75005 Paris.

Décès

— Mme Allégra Castro, son épouse,
M. et Mme Roland Castro et leurs enfants,
M. et Mme Samuel Cohen et leurs enfants,
Son frère, ses sœurs,
Et toute la famille,
font part du décès de

M. Albert CASTRO,

né à Salonique en 1896,
décédé à Paris, le 13 septembre 1981.
On se réunira à 16 heures au cimetière de Pantin-Parisien (avenue du Cimetière-Parisien), le mercredi 16 septembre 1981.
Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mlle Hélène Lepage,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre LEPAGE,
directeur adjoint honoraire
du Crédit national,
président-directeur général honoraire
de COFICHAL,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille des Engagés volontaires,

survenu le 10 septembre 1981, dans sa quatre-vingt-troisième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 septembre, à 10 h. 30, en la basilique Sainte-Clotilde (23 bis, rue Las Cases, Paris-7ᵉ), suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.
Cet avis tient lieu de faire-part.

38, rue de Varenne,
75007 Paris.

— Le docteur Monique Levy,

M. Robert Weill, ses enfants et petits-enfants (33 Talence),

Mme Alice Meyer (Ascona),

M. et Mme Lucien Kiefé et leurs enfants,

La famille, tous ses amis,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Mme Georges LEVY,
née Renée Weill,

enlevée le 9 septembre à leur tendre affection des suites d'une longue maladie.
6, rue René-Hirschler,
67000 Strasbourg.

— M. Pierre Raoult,
Jean-Pierre et Anne Raoult, Olivier et Elisabeth,
Annie Raoult et Claude Pucch,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre RAOULT,
née Suzanne Antonin,
professeur honoraire,

leur épouse, mère et grand-mère, survenu le 13 septembre 1981, dans sa soixante et onzième année.
La levée du corps aura lieu au funérarium de Suresnes (42, chemin des Cendres), à Nanterre, le 16 septembre, à 14 h. 30.
L'inhumation aura lieu le 17 septembre, à 11 heures, au cimetière protestant de Nîmes.
Ni fleurs ni couronnes.
Des dons peuvent être adressés à une œuvre de lutte contre le cancer.
« Va, avec cette force que tu as. »
(Juges VI, 14.)
10, rue Caulaincourt,
75018 Paris.
15, avenue Gambetta,
92410 Ville-d'Avray.
41, rue Monge,
75005 Paris.

— Mme Henriette Salmona, née *Lévy*,
M. et Mme Jean Salmona,
Marianne, Pierre et Isabelle Salmona,
M. et Mme André Lévy,
M. et Mme Raymond Lévy et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Salomon SALMONA,

leur époux, père, grand-père, beau-frère et oncle,
survenu le 6 septembre 1981, à Marseille, dans sa quatre-vingt-dixième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— Mme la générale Servais, son épouse,
Ses enfants, beaux-enfants, petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la très grande tristesse d'annoncer le rappel à Dieu du

général André SERVAIS,
lieutenant-général honoraire
de l'armée belge,
ancien chef d'état-major
des forces terrestres alliées
Centre-Europe à Fontainebleau,
grand officier
de l'ordre de la Couronne,
grand officier
de l'ordre de Léopold-II,
grand officier
de l'ordre Orange-Nassau,
grand officier
de l'ordre du Chêne (Grand-Duché),
commandeur de l'ordre de Léopold,
commandeur
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
croix de l'Yser,
croix du Feu,
étoile de service du Congo belge,
président de la Société royale
des officiers belges en France,
ingénieur A.I.A.,

né à Ostende (Belgique), le 1ᵉʳ mai 1896, rappelé à Dieu le 10 septembre 1981, muni des sacrements de l'Eglise, en l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris.

La *cérémonie religieuse* sera célébrée le samedi 19 septembre 1981, à 14 h. 30, en l'église de Saint-Julien-du-Sault (Yonne), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

Adresse : Mme la générale Servais - Familles Martin, Anssenard, Floquet, 157, rue de Fontenay, 94300 Vincennes (France).

[Né le 1ᵉʳ mai 1896 à Ostende (Belgique), de parents néerlandais, André Servais, artilleur de formation, a dirigé, après la guerre 1914-1918, des missions de cartographie dans le Bas-Congo et le Kasaï avant d'être affecté à l'état-major général. En 1940, il commande un groupe belge d'artillerie. Fait prisonnier, il le restera cinq ans en Allemagne.

Attaché militaire de Belgique à La Haye en 1947, il dirige ensuite à Java (Indonésie) les observateurs militaires détachés par l'ONU. Sous-chef « logistique » à l'état-major du commandement en chef des forces terrestres alliées Centre-Europe, il devient, en août 1953, chef d'état-major de ce commandement allié à Fontainebleau.]

— Le Seigneur a rappelé à Lui

M. Charles WALDSCHMIDT,
architecte en chef
des Monuments historiques,

pieusement décédé à Bourg-la-Reine, le 13 septembre 1981, à l'âge de soixante et onze ans.
De la part de :
Mme Waldschmidt-Delpierre, son épouse,
Dominique et Dominique Claudius-Petit,
Odile et Daniel Mortier,
Pascal et Cendrine Waldschmidt,
Luc Waldschmidt,
ses enfants,
Anne, Marie-Louise, Hélène, Pierre Claudius-Petit,
Clémence Mortier,
Fanny Waldschmidt,
ses petits-enfants,

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, le mercredi 16 septembre, à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Bourg-la-Reine.

Une messe sera célébrée le jeudi 17 septembre, à 11 h. 30, en l'église Saint-Eloi de Dunkerque.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.
On peut adresser des dons à la Ligue nationale française contre le cancer, 1, avenue Stéphen-Pichon, 75013 Paris.

Anniversaires

— En ce 16 septembre 1981, Mme Paul Jamati,
Ses enfants et ses petits-enfants, demandent une pensée pour

Paul JAMATI,

à l'occasion du vingt et unième anniversaire de la mort du poète.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée à la mémoire de

Mme Jacques MASSIN,
née Marthe de Lavergne,

le samedi 26 septembre 1981, à 11 heures, à Paris, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, sa paroisse.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à la Chapelle-Saint-Sauveur (Saône-et-Loire), le 7 août 1981.

Communications diverses

— NANE STERN, 25, rue de Tourville, 75007 Paris (Tél. 705-08-46) vous invite à venir voir les peintures de Jean-Pierre Guiot (du 15 septembre au 3 octobre 1981, de 15 heures à 20 h. 30. Sauf dimanche et lundi.)

— L'assemblée générale de l'Union des Français de l'étranger aura lieu le jeudi 17 et le vendredi 18 septembre, à l'hôtel Intercontinental, 3, rue de Castiglione.
Les questions sociales et l'enseignement des jeunes Français de l'étranger seront les principaux sujets traités.
Le déjeuner de clôture qui aura lieu le 18 septembre sera présidé par M. Alain Poher, président du Sénat.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Le 150ᵉ anniversaire de l'Association britannique pour l'avancement des sciences

Les riches heures de la vulgarisation

par XAVIER WEEGER

L'Association britannique pour l'avancement des sciences vient de célébrer, au début du mois, le cent cinquantième anniversaire de sa création, à York, dans la ville même qui l'avait vu naître en 1831.

Tout comme son homologue américaine, fondée en 1848, la « British Association », comme les Anglais l'appellent familièrement, a vu, avec les années, son rôle sinon s'amoindrir, du moins se transformer.

Créée à l'initiative de provinciaux, en particulier en réaction à l'impérialisme londonien et à un certain élitisme qu'on pouvait reprocher à la Royal Society (équivalent de l'Académie des sciences), l'Association eut à l'origine une fonction multiple : considérée par beaucoup comme le « Parlement de la science », ouverte à toute personne intéressée à ses buts, elle servait, tout à la fois, de forum où les savants d'alors faisaient part de leurs plus récentes découvertes, de lieu d'échanges où les scientifiques pouvaient discuter de leurs problèmes communs, et éventuellement chercher des subsides ; enfin, de lieu privilégié de vulgarisation de la science auprès du grand public.

Dès les premières années, la « B.A. » vit son influence s'établir très solidement ; dès la fin des années 1830, ses réunions annuelles, organisées successivement dans toutes les principales villes du Royaume, réunissaient plus d'un millier de personnes. L'assistance atteint parfois, au cours de notre siècle, plus de cinq mille personnes. Et la grande presse britannique n'a jamais cessé de marquer un vif intérêt pour l'Association.

Aujourd'hui, les réunions annuelles de la « B.A. » ont cessé d'être un lieu d'échange entre chercheurs ; le développement de la science et sa spécialisation inéluctable incitent les chercheurs actifs à réserver l'information sur leurs travaux à leurs « pairs », aux quelques dizaines de spécialistes qui travaillent dans le même créneau qu'eux, et qu'ils rencontrent au cours de réunions très spécialisées.

Parallèlement, les besoins, en croissance exponentielle, de la recherche, ont évidemment retiré tout rôle financier à une institution privée de ce type qui, de plus, a toujours des difficultés à se financer elle-même.

Par la force des choses, l'Association en a finalement été réduite à se focaliser sur son rôle d'information et de vulgarisation auprès du grand public. Une réussite incontestable est la création d'une branche spécialisée destinée aux jeunes de onze à dix-huit ans : les BAYS (British Association Young Scientists) sont, aujourd'hui, au nombre de quinze mille, qui organisent leurs propres réunions et débats ; leurs activités contribuent très efficacement à susciter, dans la jeunesse, un intérêt réel pour la science.

Plus largement, la « B.A. » organise, aujourd'hui, de très nombreuses réunions, symposiums et sessions, destinés aussi bien au grand public qu'à des assistances spécialisées (industriels, hauts fonctionnaires, parlementaires). Mais le point d'orgue régulier de son activité est sa réunion annuelle qui dure traditionnellement une semaine, début septembre.

Comme le montrent les quelques communications dont on trouvera ci-dessous des extraits ou des analyses, ces réunions offrent une très grande variété de sujets, de l'agriculture à l'économie, de la physique à la psychologie. Elles semblent surtout valoir par l'impact considérable qu'elles ont dans la presse anglo-saxonne, qui y délègue plus de deux cents journalistes et y consacre — presse écrite, radios et télévisions — des colonnes de textes et des dizaines de minutes d'émissions quotidiennes.

L'expérience de la « B.A. » (comme celle de son homologue américaine), qui garde ainsi un rôle précieux d'explication et de vulgarisation de la science et de ses implications économiques, politiques et sociales, mérite peut-être d'être méditée par ceux qui cherchent, en France, à mieux faire comprendre au public — ainsi qu'aux « décideurs » — les enjeux d'une recherche à laquelle il convient de redonner une place de premier plan.

Le développement cognitif de l'enfant : Piaget remis en cause

LES travaux de Jean Piaget sur le développement cognitif de l'enfant font encore autorité. Pourtant, estime un chercheur anglais, M. George Butterworth, de l'université de Southampton, de nombreux faits expérimentaux, dont certains établis récemment, tendent aujourd'hui à remettre en cause certaines des affirmations du célèbre chercheur suisse.

L'un des problèmes fondamentaux pour expliquer le développement cognitif est de comprendre de quelle manière le nouveau-né est relié au monde extérieur dont il va lui falloir prendre connaissance, a rappelé, lors d'une longue communication présentée à York, M. Butterworth. Pour Piaget, le nouveau-né est, à l'origine, un « égocentrique », qui ne fait pas de distinction entre lui-même et son environnement ; en particulier, un point important est, selon Piaget, que la structure de la stimulation sensorielle ne porte en elle-même aucune information qui permette à l'enfant de distinguer entre lui-même et son environnement, ou de rendre son expérience « objective ». Pour lui, l'objectivité dans la perception est progressivement bâtie à partir de schémas répétitifs, réguliers, qui apparaissent, dans la stimulation sensorielle, comme conséquence de l'activité motrice.

Selon cette approche « constructionniste », par exemple, la coordination des actions séparées de la vue et de l'ouïe est à l'origine du développement de la perception visio-auditive qui permet à l'enfant de savoir qu'un objet entendu implique un objet à voir. Et ce n'est pas avant l'âge de dix-huit mois environ que l'enfant réussit à construire un monde d'objets perçus comme permanents, identiques à eux-mêmes en dépit de changements de position, et indépendants de l'activité propre de l'enfant.

Depuis de nombreuses années, certains chercheurs, comme l'Américain Gibson, ont soutenu au contraire que la structure de la stimulation sensorielle elle-même portait des informations permettant à l'enfant de faire la distinction entre lui-même et son environnement stable et spatialement structuré.

Ainsi en va-t-il, par exemple, de la perception de la troisième dimension : selon Piaget, elle découle de l'activité motrice, qui permet l'établissement d'une échelle de distances ; la perception de l'espace dépend du développement de la locomotion active, de même que la perception de la substance des objets, de la coordination entre la vue et le toucher. Pour Gibson, au contraire, les propriétés mêmes de l'image qui impressionne la rétine, en particulier les structures invariantes qu'elle contient, suffisent à « spécifier » la troisième dimension.

En 1974, deux chercheurs montrèrent que des enfants de quinze mois utilisent l'information visuelle concernant un environnement stable pour contrôler leur posture : placés dans une pièce aux murs « mouvants », ces enfants compensent, selon les mouvements des murs, la perte d'équilibre dont leur vision leur fait croire — à tort — qu'ils sont victimes. Reprenant cette expérience avec des enfants âgés de six à douze mois, seulement capables de tenir la position assise, puis avec des bébés encore plus jeunes (deux mois), M. Butterworth et son équipe ont montré que, même à ce jeune âge, où l'enfant est juste capable de tenir sa tête et est inapte à toute mobilité indépendante, celui-ci utilise l'information visuelle pour contrôler ses mouvements. « *Cela suggère que le développement ne part pas nécessairement d'un adualisme absolu, puisqu'une information permettant au bébé de distinguer entre lui-même et son environnement lui est imposée par la structure* » des images perçues.

De même, soutient M. Butterworth, leur conduite suggère que les bébés ne sont pas totalement égocentriques et inconscients du fait que puissent exister d'autres « points de vue » que le leur propre. Ainsi a-t-on observé que, dès deux mois, les enfants sont capables de changer d'axe de vision quand un adulte, qui les regardait, change lui-même d'axe visuel.

(Lire la suite page 18.)

Échelles de risques

LA perception du risque par le public est largement influencée par des facteurs subjectifs. Aussi, beaucoup d'experts ont-ils, depuis des années, tenté de « remettre les choses en place », en comparant les risques que peuvent faire courir des sources de dangers jugés, par le public, graves avec ceux que ce même public accepte facilement dans la vie courante.

Reprenant ce flambeau à York, M. Trevor Kletz, professeur à l'université technologique de Loughborough et conseiller à la division de la sécurité d'Imperial Chemical Industries, a apporté de nouveaux éléments de comparaison.

Ainsi, a-t-il indiqué, un individu court le même risque mortel en parcourant 6 500 kilomètres en voiture, en fumant cent cigarettes, en faisant de l'escalade pendant deux heures, en travaillant dans l'industrie chimique pendant un an ou, tout simplement, en étant, pendant trente-six heures, âgé de soixante ans.

Si l'on pouvait éliminer toutes autres causes de mort, et en supposant que nous soyons immortels, l'espérance de vie serait, en moyenne, de six mille ans pour un travailleur (deux mille heures par an) dans la sidérurgie, trois cents ans pour celui qui conduirait une moto dix heures par semaine ; elle serait de dix millions d'années si l'on ne considère comme seule cause de mort que le fait d'être frappé par la foudre.

Si l'État décidait de taxer les activités ou les produits dangereux, en fixant un coût arbitraire de 10 millions de francs par vie, nous devrions payer 140 francs de taxe par paquet de cigarettes, 30 centimes par jour pour vivre avec un fumeur, 150 francs par an pour vivre dans une maison en granit (à cause de la radioactivité naturelle), 2 francs par an pour habiter à côté d'une centrale nucléaire et 10 centimes par steack grillé (à cause des produits cancérigènes synthétisés par la cuisson).

« *Ces comparaisons sont très intéressantes, mais sont-elles utiles ?* devait notamment déclarer M. Kletz. *Elles peuvent l'être, car elles peuvent nous aider à dépenser notre argent et notre énergie de manière intelligente au travail et à la maison* (cinq mille personnes meurent chaque année, au Royaume-Uni, d'accidents domestiques) ; *les risques encourus sur la route sont élevés, mais la plupart d'entre nous pensent qu'ils sont compensés par les commodités de la voiture. (...) Les risques domestiques sont plus grands que ce que croient la plupart des gens, mais nous pouvons les réduire, par exemple en achetant un système d'alarme contre l'incendie, en vérifiant que les produits dangereux sont clairement étiquetés et hors de portée des enfants et, surtout, en prenant des précautions contre les chutes (pas de sols glissants ou de tapis non fixés, tout spécialement dans les escaliers. Beaucoup de gens pensent que l'industrie chimique est dangereuse et que le travail à la ferme est une activité naturelle et sans danger : le travail à la ferme est plus meurtrier et tue aussi beaucoup d'enfants.* (vingt-deux enfants par an en moyenne au Royaume-Uni ; quinze morts accidentelles par an dans l'industrie chimique).

» *Il est absurde de plus se préoccuper des accidents dans le transport par la route du pétrole ou des produits chimiques, qui tuent chaque année deux personnes, que des accidents de la route ordinaires, qui tuent sept mille personnes par an,* a encore affirmé M. Kletz. *Il est absurde de s'inquiéter des radiations produites par une centrale nucléaire, quand nous en recevons trente fois plus du fait des briques de nos maisons.* »

Vie et surfaces

DEVANT maintenir en leur *milieu intérieur* des équilibres chimiques essentiels à leur métabolisme, les organismes vivants doivent interposer entre eux-mêmes et l'environnement extérieur des surfaces, peau ou carapace, dont les propriétés sont indispensables à leur survie. Plusieurs communications présentées à York ont illustré des caractéristiques parfois surprenantes que peuvent présenter des surfaces des règnes animal ou végétal, en particulier vis-à-vis de l'eau.

— John Noble-Nesbitt (University of East Anglia, Norwich) a ainsi exposé certaines propriétés de la cuticule d'un insecte vivant sur l'eau, *Podura aquatica*. La plupart des insectes possèdent un système trachéal qui leur permet de satisfaire leurs besoins en oxygène : le reste de leur corps peut alors être recouvert d'un cuticule imperméable qui empêche la dessication et constitue une surface repoussant l'eau. *Podura*, lui, n'a pas de trachée : il respire par la peau, mais celle-ci n'est pas mouillable ; en somme, commente Noble-Nesbitt, c'est « *l'imperméable idéal* » : une goutte d'eau qui tombe sur lui glisse « *comme sur le dos d'un canard* ».

Il est facile de montrer que, chez *Podura* comme chez beaucoup d'insectes, la cuticule est recouverte d'une cire naturelle, que feront disparaître des solvants. Mais cette cire imperméable à l'eau l'est tout autant à l'oxygène. Comment l'insecte peut-il alors respirer ?

(Lire la suite page 18.)

Racines

LA plupart des formes de vie terrestre ne pourraient pas exister sans l'action des racines du règne végétal, par lesquelles est extrait, par exemple, l'essentiel du calcium qui compose nos os, et une proportion importante de la vingtaine de minéraux essentiels à la vie de la cellule. Ainsi, devait souligner M. Michael B. Jackson (Letcombe Laboratory, Agricultural Research Council), on estime que les racines extraient du sol chaque année quelque 6 milliards de tonnes de minéraux — au moins cinq fois plus que l'homme.

Les racines jouent aussi un rôle essentiel en puisant l'eau qui sert, par la photosynthèse, à la fabrication d'hydrates de carbone, et qui contribue à la libération d'oxygène dans l'atmosphère. Et, récemment, on a montré que les racines servaient aussi à fournir aux plantes certaines hormones — en particulier des cytokinines — qui semblent nécessaires à la croissance.

Les racines ont des propriétés parfois surprenantes : un plant de seigle poussant avec un volume de terre limité à un vingtième de mètre cube peut développer en quatre mois près de quatorze millions de racines totalisant plus de 500 km et qui peuvent pousser au rythme moyen de 5 km par jour ! On a trouvé des racines de luzerne à 10 mètres sous le sol, tandis que celles d'un tamaris du désert peuvent descendre chercher leur subsistance à 50 mètres de profondeur. Le baobab, quant à lui, peut posséder des racines qui poussent latéralement à 100 mètres de son tronc.

Les racines ont naturellement tendance à descendre. Placées dans une direction horizontale, les racines de jeunes plants de maïs retrouvent une direction verticale de croissance dans un délai de six heures, le premier signe d'inflexion pouvant être noté entre huit et douze minutes après le début de l'expérience.

Comment la racine sait-elle où est le « bas » ? On pourrait penser, devait souligner M. Jackson, que la direction de l'attraction terrestre est « ressentie » par les cellules qui assurent la croissance de la racine à 2 ou 3 millimètres de son extrémité. Plusieurs expériences, dont certaines remontent au siècle dernier, prouvent, en fait, que c'est l'extrémité elle-même de la racine qui en est responsable. Le « capteur » dont serait muni cette extrémité serait constitué de grains denses d'amidon (statolithes). Le processus permettant d'infléchir la croissance de la racine pourrait être la libération d'une hormone inhibant la croissance cellulaire ; la répartition inégale de cette hormone induirait une croissance différentielle des cellules, d'où la courbure dans la direction voulue.

En fait, beaucoup d'éléments restent mal connus. Il en est d'ailleurs de même pour les facteurs qui gouvernent l'orientation des pousses elles-mêmes, selon la verticale ou en direction de la lumière. Certains manuels font encore mention d'hypothèses bâties dès le siècle dernier, en particulier par Charles Darwin lui-même, et qui donnent un rôle central à l'extrémité terminale de la pousse (l'apex), considérée comme une sorte de « cerveau » de la plante induisant, par un messager chimique, la croissance différentielle des différentes parties de la plante. En fait, devait montrer M. John Digby (université de York), ces hypothèses encore couramment admises « *doivent être considérées comme fausses* », ainsi que le montraient, dès le siècle dernier, certains auteurs dont les travaux avaient été ignorés.

Piaget remis en cause

(Suite de la page 17.)

Avec ses collaborateurs, M. Butterworth a confirmé et complété ces observations : de jeunes enfants, à partir de cinq mois, sont installés face à leurs mères; celles-ci, après avoir regardé leur enfant, fixent une cible parmi plusieurs autres accrochées aux murs du laboratoire: les enfants à leur tour fixent la même cible que leur mère. Selon M. Butterworth, la méthodologie employée pour cette expérience permet de conclure que « *l'orientation de la mère est le seul élément qui permette à l'enfant de trouver la bonne cible, et l'enfant est capable d'utiliser cette information. Cette conduite semble présupposer l'existence en commun avec l'adulte d'un monde d'objets permanents (...). Nos résultats suggèrent que, en l'absence d'un concept d'espace, des processus au niveau de la perception immédiate sont suffisants pour assurer une réciprocité entre le jeune enfant et l'adulte. L'idée que l'égocentrisme implique le fait d'être enfermé dans sa propre expérience doit être modifiée : même de très jeunes enfants sont capables de s'engager dans une communication préverbale par l'intermédiaire d'un monde d'objets permanents qu'ils ont en commun avec des adultes.* »

Le sens et l'apprentissage

De même, faut-il remettre en cause l'idée de Piaget selon laquelle, à la naissance, la vision, l'ouïe et le toucher sont des activités indépendantes entre lesquelles des relations ne s'établissent que peu à peu au cours des premiers mois, et selon laquelle ce n'est pas avant six mois environ que le bébé est capable de faire l'expérience d'objets ayant simultanément des propriétés auditives, visuelles et tactiles.

Plusieurs études, indique M. Butterworth, montrent en fait que l'enfant « *peut, par la vision, entrer en possession d'informations sur les propriétés tactiles des objets bien avant d'avoir pu faire l'apprentissage, jugé nécessaire, de coordination de ces sens (...). Des enfants, dès la période néonatale, se défendent contre l'impact apparent d'un objet qu'ils voient venir sur eux* ».

De même a-t-on montré que des nouveaux-nés sont capables d' « imiter » un adulte ouvrant la bouche ou tirant la langue, et « *ces observations ont été faites sur des bébés trop jeunes pour avoir pu construire par leur propre activité une correspondance sensorimotrice* ».

Piaget était convaincu que la conscience de la permanence de l'idendité des objets était subordonnée aux actions de l'enfant : il remarquait, par exemple, que, entre huit et onze mois, les jeunes enfants savent retrouver un objet qu'ils voient pendant qu'on le cache, mais qu'ils continuent de le chercher au même endroit alors qu'on le déplaçait sous leurs yeux. En fait, les expériences de M. Butterworth, et d'autres, semblent montrer que le succès de l'enfant, quand il cherche un objet caché, dépend beaucoup de l'environnement spatial (couleur de l'arrière-plan, couleur de la « cache », positions latérales) : « *Le bébé n'est pas conscient du fait qu'un objet garde nécessairement son identité en dépit de tous les mouvements qu'il peut faire, mais il peut percevoir qu'un objet unique a bougé quand le contexte spatial est stable et contient des repères suffisants pour que le déplacement de l'objet puisse être contrôlé.* »

Tout cela, estime M. Butterworth, « *suggère que bien avant que le petit enfant ait la capacité de réfléchir à la nature de son expérience, il expérimente déjà un monde structuré de manière cohérente (...)* ».

Vie et surfaces

(Suite de la page 17.)

La réponse ne peut être trouvée que grâce au microscope électronique : la cuticule forme de petits tubercules observables au microscope optique, et dont la surface est granuleuse ; au microscope électronique, il apparaît que cette surface très rugueuse — ce qui contribue au fait qu'elle n'est pas mouillable — est à son tour composée de minuscules tubercules dont l'extrémité semble coiffée par un couvercle de cire, qui repousse l'eau. Entre ces microstructures, la couche de cire semble très mince, voire absente ; c'est sans doute par ces interstices qu'ont lieu les transferts d'oxygène.

Une autre caractéristique de *Podura* illustre l'importance des propriétés de surface : quand l'insecte repose sur l'eau, ses pattes supportent son poids, sans pénétrer la surface du liquide ; seule la sorte de griffe qui les termine, où la cuticule cette fois est mouillable, pénètre dans l'eau, et fournit ainsi à l'insecte un *point d'appui qui lui permettra* de sauter. Là encore, c'est bien la structure microscopique des surfaces qui est en jeu : la cuticule de la patte est rugueuse ; celle de la griffe est, au contraire, lisse.

Podura aquatica possède aussi une sorte de tube ventral, normalement en contact avec l'eau, dont la surface semble bien avoir aussi un rôle important dans les échanges avec le milieu extérieur ; des études avec des isotopes radioactifs ont ainsi montré que, à travers cette surface, l'insecte est capable de prélever des ions sodium dans l'eau, voire de puiser l'eau elle-même.

Sir James Beament, professeur à l'université de Cambridge, s'est récemment intéressé aux propriétés extrêmement curieuses de l'œuf de moustique *Culex pipiens*. La femelle de ce moustique assemble ses œufs en « radeaux » de 450 œufs environ qui flottent à la surface de l'eau jusqu'à éclosion. Chaque œuf, d'environ 0,1 millimètre de diamètre, est muni à l'une de ses extrémités d'une sorte de collerette très hydrophile au contact de l'eau. Le radeau a la forme d'une soucoupe extrêmement stable. La collerette semble jouer un rôle important pour la maturation de l'œuf : un œuf qui est détaché de sa collerette se dessèche et n'éclôt pas.

En analysant la teneur de l'œuf en eau, puis en étudiant, au microscope électronique à balayage, la coquille externe de l'œuf, il montre que cette coquille, de 2 millièmes de millimètre d'épaisseur, joue un rôle très important : alors que sa paroi externe est très hydrophobe (plongé dans l'eau, l'œuf reste entouré d'une bulle d'air), sa paroi interne, au contraire, est très hydrophile ; l'œuf lui-même est ainsi entouré d'une couche d'eau qui doit empêcher sa dessiccation. Cette « gestion » de l'eau, par laquelle l'œuf pompe l'eau à travers la collerette (on pense même que, en s'évaporant au sommet de l'œuf, l'eau pourrait servir à le rafraîchir) est très différente de la solution à laquelle ont recours beaucoup d'insectes qui, pour empêcher la dessiccation de l'œuf, l'enrobent d'une couche imperméable.

La « technique du radeau », en elle-même, semble paradoxale : pourquoi le moustique assemble-t-il ainsi sa future descendance sous une forme qui doit la rendre très vulnérable aux prédateurs ? En fait, il s'avère que c'est probablement la meilleure solution pour faciliter l'éclosion. Les œufs sont stabilisés, grâce au radeau, en position verticale, ce qui permet à la larve, après avoir brisé la coquille, de plonger directement dans l'eau sans quitter le milieu aqueux. Alors que si l'on isole l'œuf, celui-ci bascule quand la larve tente d'en sortir, et celle-ci, au contact de l'air, n'arrivera pas à en sortir facilement pour plonger dans l'eau.

Cinquante ans de physique

LA CHASSE AUX INFINIS

A quelques kilomètres au nord-ouest d'Istanbul, l'université du Bosphore est située sur un éperon rocheux dominant le célèbre chenal qui sépare l'Europe de l'Asie. En cette année du centenaire de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne, c'est ce site superbe qu'a choisi la Société européenne de physique pour réunir sa cinquième conférence générale du 7 au 11 septembre. Environ six cents physiciens y participaient.

La conférence centrale avait pour titre : « *Développement de la physique fondamentale au cours des cinquante dernières années et perspectives futures.* » Elle était donnée par MM. Victor Weisskopf et Abdus Salam. Le premier fut l'un des participants directs de la révolution quantique des années 30. Le second a vu vingt cinq ans de contribution majeure sanctionnés en 1979 par le prix Nobel. M. Weisskopf a parlé du passé, et posé plusieurs questions « *auxquelles Abdus Salam va certainement répondre* ». Les questions étant parfaitement actuelles, ce dernier se garda bien d'apporter des réponses que nul ne connaît. Cela ne l'empêcha pas d'ouvrir largement l'éventail des solutions possibles.

Les réponses précises viendront plus tard, du travail patient des chercheurs, et non des élucubrations de quelque Nostradamus, dont M. Salam se sent certainement très éloigné : il précisa, à propos d'une tentative actuelle de synthèse des différentes théories par l'utilisation d'un espace à onze dimensions, qu'il était très satisfait de voir apparaître le nombre onze, auquel aucune civilisation n'a jamais accordé de pouvoir magique.

M. Weisskopf a rappelé les différentes étapes du développement de la physique fondamentale. Le point de départ est, il y a plus d'un siècle, la formulation par Maxwell des équations qui gouvernent les champs électriques et magnétiques. Elles gouvernent aussi la propagation des ondes électromagnétiques — donc de la lumière. Mais rien dans la physique classique n'indiquait quelle était la source de ces ondes ou pourquoi la matière chauffée émet de la lumière.

La nature du vide

Le premier pas fut franchi en 1927 par le physicien britannique Dirac, qui expliqua cette émission par le résidu d'oscillations que la mécanique quantique impose à tout système mobile — le repos absolu étant exclu par les lois quantiques. Cela changeait la nature du vide, celui-ci n'étant plus l'absence de toute chose, mais en quelque sorte l'état d'agitation minimale. Ensuite, Dirac formula une théorie quantique incorporant la relativité d'Einstein, qui changeait encore la nature du vide : celui-ci était peuplé de particules d'énergie négative — c'est-à-dire de particules qui, lorsqu'on exerce sur elles une force, partent dans la direction opposée. Ces particules sont inobservables, mais l'absence de l'une d'entre elles se manifeste comme un objet qui a des caractéristiques opposées à celles de la particule manquante et qu'on nomme antiparticule. La découverte expérimentale des positrons, antiparticules des électrons, venait bientôt confirmer la théorie.

Commence alors une longue période de « *lutte contre les infinis* » qui se terminera vingt ans plus tard par « *une coexistence pacifique avec l'hydre des infinis* » : des quantités infinies apparaissent dès 1930 dans les calculs, et leur compréhension sera difficile. Elle sera reliée, en fin de compte, au fait que le vide est un milieu complexe. La présence d'une particule modifiant les propriétés du vide au voisinage de cette particule, — on parlera alors de polarisation du vide.

La solution sera trouvée après la seconde guerre mondiale : essentiellement, on supprime, à chaque étape des calculs, certaines quantités infinies, ce qui en fait apparaître d'autres aux étapes suivantes — d'où la comparaison à une hydre. En renvoyant assez loin les infinis, on peut ainsi extraire de la théorie de Dirac — devenue l'électrodynamique quantique — des valeurs finies pour les grandeurs mesurables, valeurs que l'expérience a confirmées avec parfois une précision fantastique.

L'électrodynamique quantique gouverne le comportement des électrons et de la lumière. Dans la matière il y a, outre les électrons, des particules plus lourdes, *protons* et *neutrons*, qui constituent le noyau atomique et dont le comportement a résisté plus longtemps à l'analyse. Ces particules sont soumises à deux forces supplémentaires : l'interaction nucléaire, aussi appelée interaction forte, responsable de la cohésion des noyaux atomiques, et l'interaction faible, qui permet de transformer un neutron en proton et réciproquement.

Les quarks

Il faudra attendre le début des années 60 pour que les physiciens réalisent que protons et neutrons ne sont pas des particules élémentaires, mais sont des agrégats d'objets appelés quarks — exactement comme les noyaux sont des agrégats de protons et de neutrons. Sur le modèle de l'électrodynamique quantique, on créera alors deux théories. L'une, la théorie électrofaible, décrit simultanément les interactions électromagnétiques et faibles. L'autre, la chromodynamique, décrit l'interaction forte ; elle est ainsi nommée parce que le rôle que joue la charge électrique dans l'électrodynamique quantique est tenu ici par trois caractéristiques des quarks auxquels on a donné le nom de couleur et qu'on dénote conventionnellement par les qualificatifs bleu, vert et rouge.

A ce stade — actuel, — les théories semblent pouvoir rendre compte de toutes les expériences. Mais la situation n'est pas satisfaisante, car on ne peut expliquer les valeurs de certaines grandeurs fondamentales, comme la masse de l'électron ou les paramètres qui mesurent la force des interactions. En effet, pour supprimer les quantités infinies, pour couper les têtes successives de l'hydre, il faut introduire, à chaque étape, les valeurs expérimentales de cette masse et de ces forces ; il n'y a donc pas d'espoir de les déduire de la théorie.

Cela pourrait devenir possible si on unifiait les différentes théories. D'ailleurs, il semble que la bonne idée avait été émise dès les années 20 : introduire en sus des quatre dimensions spatiotemporelles (les trois dimensions d'espace et le temps) une cinquième dimension, qui serait « compactifiée », complètement « repliée » sur elle-même, et disparaîtrait donc en tant que coordonnée spatiotemporelle (1) ; la charge électrique serait une mesure de ce repliement, et l'interaction électromagnétique serait descriptible dans cet espace à cinq dimensions.

Reprise avec les connaissances actuelles, cette idée paraît fructueuse ; on pourrait décrire toutes les interactions connues par un formalisme utilisant un espace à onze dimensions, dont sept seraient ainsi compactifiées. C'est l'une des voies les plus prometteuses, mais pas la seule : une autre voie consiste à introduire une structure granulaire de l'espace et du temps. Cette unification semble, de plus, pouvoir supprimer complètement ces quantités infinies qui gênent les physiciens depuis cinquante ans ; on passerait ainsi de la coexistence pacifique à une victoire complète, mais on est encore loin de cet heureux temps où les physiciens ne se poseront plus de questions sur la nature fondamentale du monde qu'ils étudient.

MAURICE ARVONNY.

(1) On peut illustrer cette idée de repliement par l'image d'un tube cylindrique (surface à deux dimensions) dont le diamètre tendrait vers zéro. Le cylindre se concentrerait sur son axe, qui est une droite, donc un espace unidimensionnel ; la seconde dimension du cylindre disparaîtrait.

En toute logique

RETOUR A NIM

PROBLEME N° 206

Revenons à NIM, ce jeu où des tas de pièces (ou d'allumettes) sont sur la table. Chaque joueur diminue, à son tour, une pile de son choix de la quantité qu'il désire. Après une grande vogue il y a une vingtaine d'années, le jeu est moins connu maintenant, et de nombreux lecteurs s'interrogent sur ses stratégies.

Reprenons donc NIM sous sa forme la plus simple, où il y a *trois tas de pièces sur la table.* Celui qui prend la dernière perd.

Quelle stratégie suivre pour avoir les meilleures chances de gagner ?

SOLUTION DU PROBLEME N° 205

La suite

$$U_n = n + \frac{n - 12,5 + |n - 12,5|}{2n - 25}$$

donne tous les entiers sauf 13.

PIERRE BERLOQUIN.

L'équipement de la France en scanographes

Les représentants de l'hospitalisation privée critiquent les décisions ministérielles

La polémique provoquée par l'attribution de vingt-six nouveaux scanographes au secteur hospitalier public en 1981 (« le Monde » du 15 août 1981) est loin d'être close. Les responsables de l'hospitalisation privée, en effet, voient dans cette décision le symbole d'une attitude politique hostile, et le signe avant-coureur de menaces directes.

Ainsi, pour les responsables de la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.), la décision du gouvernement relative aux scanographes « n'est qu'un des éléments d'une politique de destruction progressive de l'hospitalisation privée ». Le docteur Henri Cavailher, président d'honneur de la F.I.E.H.P., a estimé que « cette discrimination menace l'avancement technologique du secteur privé tout entier et pénalise lourdement les malades ». Le secteur hospitalier privé, qui totalise 103 000 lits, n'a reçu l'autorisation — depuis les origines — d'acquérir que six scanographes. Le secteur public (480 000 lits) disposera, compte tenu des dernières décisions, de soixante-dix-sept appareils.

Or, ajoutent les responsables de la F.I.E.H.P., les cliniques privées assurent seules leurs investissements, y compris les plus lourds. Il n'en va pas de même dans le secteur public, où ce type d'investissement est couvert à 40 % par l'Etat (auxquels s'ajoutent 30 % sous forme de prêts sans intérêts de la Sécurité sociale et 30 % d'autofinancement par les hôpitaux). « Il faudrait chiffrer la charge que comporte pour la collectivité nationale l'achat de ces vingt-six scanners par le secteur public », conclut-on à la F.I.E.H.P. « Si un certain nombre de ces appareils avaient été affectés au secteur privé, une économie importante eût pu être réalisée par la collectivité. »

Ainsi, la F.I.E.H.P. a-t-elle demandé à M. Jack Ralite, ministre de la santé, d'accorder — sur les autorisations à venir — six scanographes aux établissements privés « et de revenir sur au moins six » des autorisations qu'il vient d'accorder. En outre, la fédération vient d'intenter, sur ce sujet, une action en Conseil d'Etat et a demandé à ses adhérents (1 250 cliniques, soit 71 000 lits) d'introduire de leur côté des recours devant les juridictions administratives.

L'Union hospitalière privée (U.H.P.), seconde organisation représentative de la profession, estime aussi que la décision prise par les services de M. Jack Ralite, décision qui imposera un « déséquilibre technique » entre les établissements publics et privés, « ne peut que recéler les germes d'une crise fort grave entre les deux secteurs de la médecine et de l'hospitalisation ». Les responsables de l'U.H.P. estiment que *M. Ralite mène une « action* personnelle » contraire aux assurances d'équité que M. François Mitterrand avait données au secteur privé au cours de sa campagne électorale.

Répondant à toute cette argumentation, M. Jack Ralite a affirmé que sa décision n'avait répondu qu'à un souci d'équilibre et à l'intérêt des malades. En outre, a-t-il ajouté, le secteur privé a obtenu, au cours de la période récente, l'autorisation d'installer quantité d'équipements lourds, notamment des appareils de scintigraphie, de cobalt-thérapie, d'hémodialyse, de lasers... Le ministre de la santé n'exclut d'ailleurs pas, a priori, d'accorder à l'avenir des autorisations au secteur privé. Il ne faut pas mêler à cela, a-t-il conclu, « les aventures politiciennes (...). Pour ce qui me concerne, cette question est close... ». — C. B.

DEUX POINTS DE VUE

Un appareil pour 250 000 habitants

par le docteur FRANCIS WEILL (*)

LA pénurie française en appareils de scanographie, tout à fait particulière en Europe, est *régulièrement déplorée* ; des *mois* d'attente pour un rendez-vous, alors que le diagnostic scanographique devrait désormais faire partie de la radiologie de *tous les jours* et de la *radiologie de l'urgence.*

Une étude comparative personnelle, portant sur dix-huit mois d'utilisation, confirme la possibilité d'obtenir, dans la plupart des processus pathologiques abdominaux, un *diagnostic positif par ultrasonographie. Elle confirme* que la scanographie est indispensable pour l'exploration de certains organes comme la surrénale. Elle confirme surtout que la scanographie est l'instrument unique et privilégié *du bilan et de la stratégie en cancérologie.* Les coupes scanographiques sont les seules qui permettent de préciser l'importance de l'extension locale et régionale de maints cancers, notamment thoraciques et pelviens. Elles corrigent et redressent très souvent la *stratégie* que l'examen clinique ou les examens radiologiques conventionnels *allaient faire adopter.*

Après avoir permis une dosimétrie (1) plus précise, la scanographie autorise aussi à *dépister de manière précoce des récidives, remplaçant* la ré-intervention chirurgicale exploratrice régulière qui était proposée il y a quelques années. Il faut donc espérer, *désormais,* que tous les cancéreux puissent bénéficier d'examens scanographiques répétés, lors du premier bilan mais aussi au cours de leur surveillance.

La planification actuelle, qui prévoit un appareillage de scanographie (utilisation neurologique comprise) pour six cent mille à *neuf* cent mille habitants, interdit évidemment une telle *utilisation*, à la fois systématique et diffuse, en *cancérologie*. La *parcimonie* de la répartition trouve quelques excuses dans le prix élevé des appareillages, aussi bien en ce qui concerne l'investissement initial que l'entretien. *Mais il existe sans* doute, à cet égard, un malentendu. Des appareillages onéreux de haute performance **sont** indispensables pour certaines utilisations neurologiques. *Un appareillage de ce type* par région doit sans doute être installé. Mais, *pour le* diagnostic carcinologique courant, des appareillages moins performants, fiables et *moins onéreux permettraient* d'atteindre une grande partie des objectifs de santé.

Serait-il déraisonnable d'implanter trois fois *plus* d'appareils d'un prix trois *fois* moins élevé ? On pourrait alors obtenir un scanographe pour deux cent cinquante mille habitants, ce qui correspondrait sinon à une situation idéale, du moins à une réponse modeste mais réaliste aux besoins. La rédaction *par les radiologistes généraux* d'un cahier des charges, un concours national, ouvert par le ministère de la santé, parmi les différentes marques européennes industriellement implantées en France pour une large commande groupée, permettraient, sans doute, de mettre à la disposition des médecins français et de leurs malades des appareillages dont le prix ne serait pas tellement plus élevé que celui d'installations radiophoniques conventionnelles, alors que celui des équipements de prestige proposés par l'industrie française à l'heure actuelle est de trois à cinq fois plus élevé.

La construction en *série* d'un appareillage fiable et meilleur marché, expérimenté à grande échelle dans les hôpitaux français, permettrait à nos industries radiologiques une percée sur le marché international, notamment dans les pays d'économie modeste : rien n'indique une telle percée à l'heure actuelle, peut-être précisément parce que des réalisations trop ambitieuses et un marché intérieur trop faible représentent des handicaps que connaissent bien les industries non médicales.

Si, répétant les échecs de *l'industrie française du matériel ultrasonore, nous renonçons à investir* ce créneau technico-commercial, d'autres, qui y travaillent à l'étranger, le feront à notre *place. Nos malades continueront* à souffrir d'un sous-développement technique et notre économie aura manqué une grande chance sur le marché international.

(1) Détermination des doses de rayons X nécessaires au malade.

(*) Professeur de radiodiagnostic à l'université de Besançon.

Aux limites de l'absurdité

par le docteur SERGE ERLINGER (*)

J'AI toujours été, et je reste, ce que l'on a coutume d'appeler, en France, *un homme* de gauche. Pour la première fois depuis que j'exerce mon droit de vote, j'ai donc été *immensément* heureux des résultats des récentes élections. Tout se présentait sous les meilleurs auspices.

Et voici que, dans un domaine qui me concerne particulièrement (ainsi que tous les citoyens), est annoncée une mesure qui est *techniquement* aux limites de l'absurdité et *politiquement aux confins* de l'inacceptable. Il s'agit de la décision d'installer vingt-six scanographes de type « corps entier » dans divers hôpitaux de France.

Techniquement, la décision n'est pas raisonnable. D'abord, par l'énormité des sommes qu'elle met, d'un coup, en jeu. Chaque appareil coûte près d'un *demi-milliard* de centimes. Il ne me paraît pas du tout acquis qu'une *augmentation* **brutale** du nombre des appareils conduise à une amélioration parallèle des possibilités de diagnostic et de soins.

Ensuite, et surtout, par les lieux *où l'implantation a été décidée* : un scanographe nécessite une équipe entraînée et compétente pour le faire fonctionner. Faute de quoi on court le risque de voir l'installation se *révéler inutile. Qui, en effet,* va être capable, du jour au lendemain, de mettre en œuvre un scanographe dans tel hôpital régional de trois cents lits et d'en interpréter correctement les résultats ? Et ce alors même qu'il *n'est pas prévu* d'appareil de type « corps entier » dans de nombreux centres hospitaliers universitaires, dont beaucoup regroupent plusieurs hôpitaux.

Là, le besoin, en revanche, s'en fait cruellement sentir, et des équipes déjà constituées pourraient au moins les faire fonctionner, poursuivre des recherches, ébaucher un enseignement.

Politiquement, la décision a été prise de manière à peine acceptable. A la hâte, pendant les vacances *d'été,* sans une large concertation préalable avec les intéressés — *contrairement* aux *déclarations quotidiennes* des membres du gouvernement ; elle rappelle fâcheusement les méthodes de la précédente équipe et *de son* président.

La nomination d'un spécialiste du cinéma au ministère de la santé m'avait déjà un peu surpris. J'avais cependant trouvé prudent d'attendre et de voir. J'ai peu attendu et peu vu, mais ce que j'ai vu est, pour le moins, inquiétant.

(*) Maître de conférences agrégé à la faculté Xavier-Bichat.

SPORTS

ATHLÉTISME

Le marathon de Montréal

Les travaux forcés de dix mille Québécois

Montréal. — L'Ethiopien Kebede Balcha, déjà *vainqueur en 1979,* a *remporté* le troisième marathon international de Montréal, dimanche 13 septembre, dans le temps de 2 h. 11 min. 10 sec. et amélioré de 20 secondes la meilleure performance d'Afrique ; il a devancé le Colombien Domingo Tibaduiza qui a terminé l'épreuve en 2 h. 12 min. 29 sec. L'Américain Dennis Rinde a pris la troisième place en 2 h. 13 min. 38 sec. La Coupe des nations, qui prend en compte les temps des cinq premiers des équipes nationales, a été remportée par le Canada *devant la Colombie,* l'Australie, l'Ethiopie *et* les Etats-Unis.

Chez les femmes, une étudiante canadienne, Linda Staudt a été la meilleure athlète en 2 h. 33 min. 33 sec.

Plus de dix mille athlètes classés en quatre catégories : élite, populaire, féminine et handicapés physiques ont participé à ce marathon qui a été suivi par plus de cinq cent mille personnes.

De notre envoyé spécial

Mais qu'est-ce qui peut bien faire courir les marathoniens ? Le succès des courses disputées dans le monde entier témoigne de l'intérêt croissant du jogging dont le marathon est le prolongement naturel. Il faut pourtant une bonne dose de courage pour se lancer dans une épreuve de 42 kilomètres en sachant qu'à un moment ou à un autre viendra l'heure de la souffrance, les jambes lourdes qu'on ne peut plus lever, les pieds qui brûlent, les genoux qui font mal, les points de côté qui s'installent sans jamais disparaître, le corps qui craque de partout à force d'être trop sollicité... Bref, les travaux forcés de l'athlétisme.

« *Tout le monde est vainqueur aujourd'hui* », affirment au terme de l'épreuve deux Québécois, Joan Lavoie, vingt-quatre ans, venait d'améliorer sa meilleure performance de cinq minutes et Gilles Martin, handicapé physique, avait lui aussi gagné trois minutes dans son fauteuil roulant. Car, à Montréal comme ailleurs, l'idéal des marathoniens est de dépasser leurs propres limites. Mais que d'efforts, que d'entraînement quotidiens ! Chaque semaine 150 kilomètres ! Pendant onze mois, aux dires des spécialistes.

A l'heure où les soixante-seize coureurs de la catégorie élite rentraient à leur hôtel, on pouvait apercevoir, du haut du pont Jacques-Cartier, ceux qui étaient loin d'en avoir terminé avec l'épreuve. Il était 15 h. 15. L'Ethiopien Balcha avait franchi la ligne d'arrivée depuis 3 h. 15 min. dans un état de fraîcheur remarquable.

Accompagné par son compatriote Beru, par le Tanzanien Martin et par le Colombien Tibaduiza, Balcha réussit, sans grand effort apparent, à décrocher tout son monde au trente-troisième kilomètre qu'il parcourut en 3 min. 45 sec. Etonnants Ethiopiens, dont on sait, depuis Abebe Bikila, vainqueur aux Jeux de Rome, en 1960, et de Tokyo, en 1964, qu'ils ont acquis sur les hauts plateaux de leurs pays une résistance hors du commun.

Moins d'une heure après la course, Ethiopiens, Colombiens et Australiens semblaient avoir récupéré de ce formidable effort qu'ils venaient d'accomplir. Ce n'était pas le cas des Japonais qui étaient allongés à même le sol de la salle de presse, longtemps encore après l'arrivée. Mais le docteur Croteau, directeur du centre médical, remarquait qu'« *aucun malaise sérieux n'avait été constaté* » et que « *seules les articulations et la musculature avaient souffert* ».

Le Canada traversé à pied

Le cas du Québécois Phil Latulipe est de ce point de vue étonnant. A soixante-deux ans, il a terminé l'épreuve en 4 h. 16 min., deux semaines après la traversée pédestre du Canada (Terre-Neuve - Vancouver), soit une distance de 8 767 kilomètres, en parcourant pendant quatre mois 62 kilomètres par jour. Exemple probablement unique dans l'histoire des coureurs de marathon. Mais le ministre des loisirs et de la chasse du gouvernement du Québec, M. Lucien Lessard, estime qu'il ne faut pas s'y tromper. « *80 % des Québécois sont malades, malades de ne pas faire suffisamment de sport. Ils se contentent,* dit-il, *d'une partie de tennis de temps en temps, d'une marche à pied hebdomadaire.* »

De son côté, l'organisateur et journaliste de télévision Serge Arsenault dénonce les mauvaises habitudes des Canadiens, qui « *passent leur temps devant la télévision, hot dog et canette de bière à la main* ».

Les deux hommes avaient de bonnes raisons de s'entendre. Le ministre voulait développer les activités de loisir et amener six millions de Québécois à pratiquer un sport ; le journaliste, de son côté, avait la volonté de secouer « *l'inertie de ses compatriotes et celle de la fédération internationale, plus soucieuse du développement de l'athlétisme sur piste que de celui du marathon* ».

Quand il se lance dans sa première organisation, Serge Arsenault sait ce qu'il veut. Il a besoin d'argent et frappe à la porte d'une grande brasserie canadienne, qui lui allouera 300 000 dollars chaque année. Le gouvernement du Québec apporte également une subvention de 300 000 dollars et des services, par exemple le concours de deux cent cinquante policiers, qui s'élèvent au total à 150 000 dollars. De grandes firmes participent également et fournissent notamment tous les produits alimentaires dont le marathon a besoin : 7 tonnes de melon, 3 tonnes de raisin, 3 tonnes de fromages, 20 000 yaourts, 20 000 bouteilles d'eau minérale, 10 000 bananes, 11 000 oranges.

En trois ans, le marathon de Montréal est devenu une affaire gigantesque dont les retombées économiques s'élèvent à 16 millions de dollars. Douze permanents *rétribués travaillent toute* l'année, et paradoxe sur le continent nord-américain, 2 000 bénévoles dont 200 médecins et infirmières concourent au succès de l'opération.

Les organisateurs n'ont pas l'intention d'en rester là et se proposent dans un avenir proche de mettre sur pied d'autres épreuves aussi gigantesques de ski de fond, de natation et de cyclisme. On estime que, sur les 500 000 personnes qui étaient sur le parcours du marathon, près de 150 000 s'adonneront à l'avenir au jogging.

GILLES MARTINEAU.

TENNIS

Sakamato, un demi-siècle après Ohta

La France a échappé, lundi 14 septembre à Roland-Garros, à l'opprobre d'une relégation en deuxième division de la Coupe Davis. Dans les deux derniers simples de son match de barrage avec le Japon, disputés devant deux cent douze spectateurs payants, les Français ont remporté deux victoires par Christophe Roger-Vasselin, qui a dominé Sakamoto 6-0, 6-4, 6-1, et *par Thierry Tulasne, qui a vaincu* Fukui 6-1, 8-6, 6-3. Ainsi, c'est par quatre victoires à une que les Français ont assuré leur maintien.

Malgré leur élimination, les Japonais n'auront pas été par trop « désorientés » de croiser la raquette, non plus dans les confidentielles îles australes, *mais sur le mini-Central* de la porte d'Auteuil. Le temps n'est certes plus pour eux où, comme au lendemain de la première guerre mondiale, leur équipe disputait le challenge round de la Coupe Davis aux Américains et où Shimitzu et Harada tenaient tête à Tilden et à John Stone. Le temps n'est plus des Satoh, Yamagishi, Makamo, qui comptaient des victoires en coupe sur les dieux de l'avant-guerre, von Cramm, Crawford ou Bromwich. Le temps n'est plus enfin — et c'est heureux — où un Japonais, un vaincu à la manière « saignante » de Sakamoto samedi 12 (6-0, 6-0, 6-0) par Tulasne, tentait de se suicider en sautant dans la mer depuis le bateau du retour. Pour la beauté de l'histoire, celui-ci *fut repêché : il s'agissait,* si notre mémoire est fidèle, d'un Nippon nommé Ohta qu'en 1927 Cochet, futur héros du *challenge round,* avait écrasé à Boston.

O. M.

● *La championne de France de tennis, Brigitte Simon,* a été éliminée le 14 septembre à Tours dès le premier tour du National féminin par Pascale Paradis, 6-7, 6-2, 6-2. Elève de l'INSEP, cette dernière, âgée de quinze ans et classée à — 2/6, a été finaliste du Critérium des deuxièmes séries et a déjà éliminé Catherine Tanvier dans les qualifications du National.

D'un sport à l'autre...

HALTEROPHILIE. — Le Bulgare Beroslav Manolov a conquis, lundi 14 septembre à Lille, le titre mondial dans la catégorie des 60 kilogrammes avec un total aux deux mouvements de 302,500 kg (record du monde égalé). Il devance au poids de corps (59,550 kg contre 59,650) le Cubain Daniel Nunez. Le Soviétique Yurik Sarkissian a terminé troisième avec 295 kg. Nunez a établi un nouveau record du monde à l'arraché avec 135 kg et Manolov un nouveau record du monde à l'épaulé-jeté avec 170 kg.

RUGBY. — Les trente-sept membres du conseil municipal de Chicago ont voté, lundi 14 septembre, à l'unanimité, une motion condamnant la venue aux Etats-Unis de l'équipe sud-africaine de rugby. Les Springboks, qui doivent jouer trois matches, dont un à Chicago le 19 septembre, sont arrivés aux Etats-Unis lundi.

Le Monde

culture

ACTION CULTURELLE

NOMINATIONS AU CABINET DE M. JACK LANG

La direction du théâtre et la mission de développement culturel seraient réunies et confiées à M. Robert Abirached

M. Jack Lang, ministre de la culture, a complété son cabinet et défini les attributions des conseillers techniques et chargés de missions. La direction du théâtre et des spectacles et la mission de développement culturel seraient désormais réunies et confiées à M. Robert Abirached. Ces nominations seront prochainement soumises au conseil des ministres, le 16 septembre, ou ultérieurement.

Les conseillers techniques sont M. Francis Beck, chargé du cinéma et de l'audiovisuel, et Mme Florence Colin-Goguel, nouvelle venue, qui suivra plus particulièrement les questions concernant la direction du patrimoine et la direction des archives.

M. Patrick Lamarque est nommé chef de cabinet. Il suivra les dossiers concernant la direction du livre. Outre MM. André Larquié et Claude Mollard, chargés de missions déjà définies précédemment, sont officiellement nommés MM. Christian Dupavillon et Jean Cazes, le premier prenant en charge les dossiers concernant les programmes et grandes opérations d'équipement, la création architecturale, les manifestations et célébrations nationales, les revues et les publications ; le second assurant la coordination des politiques relatives aux industries culturelles.

UNIVERSITAIRE ET HOMME DE THÉÂTRE

Né en 1930, M. Robert Abirached est ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé des lettres classiques et docteur ès lettres. Universitaire, il a d'abord été attaché de recherche au C.N.R.S. Puis, après un bref passage dans l'édition (directeur littéraire chez Tchou), il a été nommé successivement assistant à la Sorbonne, maître de conférences, puis professeur titulaire à l'université de Caen (chaire d'esthétique théâtrale). Il a fondé dans cette université, en 1970, un Institut d'études théâtrales, et il y occupait en outre les fonctions de directeur de l'U.E.R. des sciences de l'homme quand il a été appelé en mai dernier au cabinet de Jack Lang comme conseiller technique pour le théâtre et l'action culturelle.

Critique, après avoir tenu simultanément la chronique du roman à la N.R.F. et celle du théâtre à Etudes *(1956-1964), il s'est attaché exclusivement à la critique théâtrale jusqu'en 1972, notamment au* Nouvel Observateur *et à la N.R.F.*

Essayiste et écrivain, il a publié notamment Casanova ou la dissipation, *(Prix Sainte-Beuve 1961),* l'Emerveillée, *roman (1963),* Jean Vauthier *(1974),* Tu connais la musique ?, *pièce jouée à l'Odéon en 1972,* la Crise du personnage dans le théâtre moderne *(1978) ; sans compter de nombreuses préfaces et collaborations à des ouvrages collectifs, dont la dernière est* l'Acteur et Son Jeu *(dans* le Théâtre, *1980). Dans le domaine du spectacle encore,* Monoquinte, *joué en 1973 en Avignon à théâtre ouvert et trois nouvelles télévisées données à FR 3 au début de cettte chaîne. Membre de la commission d'aide aux compagnies pendant plusieurs années, il en a démissionné avec Renée Saurel, Bernard Dort et Alfred Simon, à la suite des déclarations de Maurice Druon sur* « la sébile et le cocktail Molotov ».

DANSE

Symposium à La Chaux-de-Fonds

(Suite de la première page.)

A La Chaux-de-Fonds, tous les textes préliminaires écrits par les participants (1) insistent sur la redécouverte du corps. Ils s'accordent sur la proposition d'une fonction de la danse mais la modulent diversement. Pour Maurice Béjart, la danse est un art de communication qui, à travers le corps du danseur, organise un rituel et ramène au sacré. Il développe un projet qui lui est cher : faire danser Monsieur-tout-le-monde, l'amener par la danse à percevoir le rythme universel. L'idée est séduisante, comme l'est son hypothèse d'une réconciliation de la danse classique (intellectuelle, rationnelle et périphérique) — qu'il assimile au principe mâle — et de la danse moderne, danse du plexus, très respirée, inventée par des femmes, leur accord amenant finalement l'union entre les sexes.

Pour Rosella Hightower, la danse permet le dépassement de soi : elle est vécue à la fois comme une ascèse et un épanouissement. Violette Verdy oppose l'harmonie du *« classique » au chaos du «* moderne » ; l'alternative qu'elle propose — Balanchine - Béjart — est plutôt restreinte. Luciano Bério prend prétexte de la gymnastique à *laquelle les Chinois se livrent dans* la rue le matin avant d'aller au travail, pour s'intéresser au geste quotidien qui permet une fuite du quotidien.

Jean-Blaize Grize, logicien, aborde la danse en tant que système de signes accessibles par une recentration, donc une plongée dans le temps, exprimant la spiritualité en *opposition par là même aux mathé*matiques, expression du rationnel située en dehors du temps.

René Girard, historien des religions, développe, à partir d'un texte *de saint Marc sur la Danse de Salomé,* une thèse séduisante où il présente le rite primitif du meurtre comme une mise en désordre de l'ordre social en vue du rétablisse*ment de l'ordre et met en avant la* fonction mimétique de la danse.

L'intervention très attendue de Michel Serres prend la forme d'un ballet verbal à mi-chemin entre le *raisonnement des Shadoks et le dis*cours poétique, magistrale pirouette à propos du corps du danseur, corps travaillé, corps privé de détermination, corps blanc, sur lequel le cho*régraphe peut écrire tous les pos*sibles. Ce jeu d'illusionniste s'appuie sur un texte original digne de figurer dans une anthologie de la danse.

Etalé sur trois jours, le colloque a *connu des moments de passion, mais* pas apporté tout ce qu'on en espérait. En raison peut-être de la présence de Maurice Béjart, les participants ont évacué des débats tout *un aspect de la* danse correspondant à l'évolution américaine des années 60 et à ses répercussions sur la danse européenne : refus, par exemple, de prendre en considéra*tion la différence* entre la danse « classique » — danse d'école parfaitement définie dans l'espace et le temps — et la danse « moderne » qui, en refusant les codes traditionnels ou en *les décortiquant* par une analyse systématique, ouvre à chaque danseur la possibilité d'une formulation personnelle. Aucune référence aux nouveaux rapports musique-danse-arts plastiques expérimentés par Cunningham avec Cage, Rauchenberg..., aucune allusion au minimalisme, à l'aléatoire, au répétitif, aux recherches sur le mouvement pur ; bref, tout ce qui ouvre à la danse contemporaine des champs multiples et contradictoires.

Certains aspects essentiels de la danse sont apparus au hasard des réflexions menées dans l'absolu par les non-professionnels. C'est ainsi que la proposition de René Thom *d'appliquer* à la danse la métamorphose du « champ générateur de formes », pourrait, par analogie, s'adapter au travail de Merce Cunningham. Son projet de classer les grands *mouvements* fondamentaux ramène à François Delsarte qui, dès le milieu du dix-neuvième siècle, appliquait la seméiotique au mouvement, et à Rudolph Laban — passionné de mathématiques et de philosophie — qui allait élaborer une véritable science du mouvement redéfinissant un espace à trois dimensions à partir du corps du danseur, de ses projections et de ses limites. Son analyse des variations du mouvement par rapport aux facteurs espace, temps, énergie, est à l'origine de toute la danse moderne.

De son côté, Jean-Blaise Grize en évoquant la mesure du mouvement par les instruments logiques et mathématiques débouche sur le problème de la réduction de la danse à un signe d'écriture, expérimenté dans les systèmes Benesch et Laban et qui semble convenir plus à la danse classique qu'à la danse moderne où intervient la notion essentielle de dynamique.

A plusieurs reprises d'ailleurs, les participants vont se heurter au problème du signifiant de la danse, soit que le ballet engendre par ses échanges multiples une confusion des signes, soit parce que le signifiant coïncide avec le signifié.

René Girard qui enseigne à l'université de Standford, en Californie, et n'ignore rien des courants américains actuels apporte en quelque sorte le mot de la fin en suggérant que la jeunesse, par son attirance pour la danse, participe à une forme contestataire de l'art moderne ; dans cette optique, la danse moderne et plus particulièrement la recherche d'un mouvement abstrait serait une manière d'échapper aux origines sacrificielles de la danse, ce refus de la conclusion étant considéré comme une *révolte* de l'art contre lui-même.

MARCELLE MICHEL.

(1) Ces textes doivent faire l'objet d'une publication aux Editions Flammarion.

MUSIQUE

La « Messe en si mineur » à Besançon

Philippe Herreweghe et le nouveau baroque

La vague du baroque atteint le trente-quatrième Festival de Besançon et de Franche-Comté, qui, par ailleurs, célèbre largement le centenaire de Bela Bartok. Une exposition d'instruments anciens, des conférences de Philippe Beaussant, une journée de travail en public sous la direction de Philippe Herreweghe, entourent les concerts donnés par l'ensemble Parnassus, Musica Antiqua de Cologne, Scott Ross et le Collegium Vocale de Gand avec la Chapelle royale. Ces derniers viennent de présenter à la basilique Saint-Christophe de Belfort et à la cathédrale de Besançon la Messe en si mineur *de Bach (retransmise le 12 septembre par France-Musique) dans une interprétation exemplaire d'Herreweghe, qui a beaucoup surpris.*

C'est que les perspectives ont changé. L'effervescence musicale due à une recherche très ouvragée sur les notes, la phrase, les timbres, le souffle, atténuent et estompent parfois les larges avenues des fermes polyphonies auxquelles nos oreilles étaient habituées depuis si longtemps. Le nombre restreint des choristes (vingt), le son souvent étouffé des instruments anciens, conquis sur une matière rebelle, mais si natif et pur, accentuent l'étrangeté de cet univers sonore fourmillant que l'oreille doit reconquérir pour y retrouver de nouvelles certitudes. Ce qui paraissait simple, clairement ordonné, se révèle fort complexe, susceptible d'une infinité de nuances et d'angles d'attaque. L'erreur serait d'ailleurs de considérer comme une interprétation définitive ce qui n'est encore qu'une recherche approfondie, souvent paradoxale en apparence, et qui n'a peut-être pas trouvé son équilibre.

Il faut distinguer dans la Messe en si mineur *des morceaux de style tout à fait différents : d'une part les architectures polyphoniques aux puissants effets de chœur, d'autre part des airs et ensembles pour solistes qui s'apparentent à la musique de chambre, tendres effusions, discours édifiants, méditations brillantes ou mystiques. Ce sont les premières qui étonnent le plus, car les richesses du détail, de l'ornementation, du rythme, du phrasé, brouillent la rectitude des entrées successives en imitations, comme au début du* Kyrie, *du* Credo *ou dans le* Resurexit. *L'accentuation très sélective des voyelles, notamment celles qui marquent l'élévation de la phrase, dans le* Confiteor *par exemple, fait planer une sorte de mélodie des timbres au-dessus de la polyphonie des lignes, en un effet très surprenant. Mais dans les pages les plus exultantes, les plus réellement baroques de Bach, tels le début du* Gloria, *le* Cum Sancto Spiritu, *le* Sanctus *surtout, éclate la splendeur sonore de cette interprétation aux mille efflorescences de lumière décorant le discours, où chaque note, chaque couleur, semble vivre de sa vie propre, à travers l'élan unanime qui soulève l'architecture.*

*Dans les airs et ensembles des solistes, on peut scruter à loisir le travail de détail de ce style, la perfection vivante du phrasé, l'expression ciselée par le souffle, creusée par la méditation, dont l'*Agnus Dei, *indéfiniment varié par René Jacobs, et l'adorable* Dominus Deus *en duo de Barbara Schlik et Howards Crook, dansant sur la calme démarche soupirante de la flûte.*

*Il reste que cette interprétation d'un niveau souvent exceptionnel, n'atteignait sans doute pas, dans les pages les plus mystiques, l'*Incarnatus *et le* Crucifixus *surtout, à la ferveur religieuse d'un Corboz ou d'un Klemperer, ni peut-être à l'intensité des* Passions *dirigées par Herreweghe à Paris. Mais la* Messe en si mineur *est une œuvre plus composite, plus « dogmatique » souvent, qui demande une longue maturation.*

JACQUES LONCHAMPT.

Riccardo Muti et le Philharmonia à Paris

MENDELSSOHN LE MAUDIT

Notaire élégant et facile pour Debussy, compositeur favori des gens qui aiment surtout la musique lorsqu'elle ne les dérange pas, Mendelssohn, dont l'unique tort a été de se prénommer Félix à l'époque où le génie fleurissait dans les tourments, est peut-être en fin de compte un musicien maudit. C'est tout juste si on lui reconnaît le talent de chalouper une barcarolle presque vénitienne, pour reprendre l'expression savoureuse d'un des plus spirituels disciples d'Eduard Hanslick.

Et, cependant, il mérite mieux. Non pas d'être pris au sérieux, mais plutôt à la légère, avec ce que cela comporte d'esprit, de clins d'œil, de sensualité et d'émotion fugitive. C'est trop demander sans doute, car sur dix interprétations du deuxième mouvement andante con moto *(littéralement : « allant, avec du mouvement ») de la* Symphonie italienne, *on n'en entendra pas une qui échappe à la tentation de la religiosité lénifiante sous prétexte que le compositeur s'y serait souvenu d'une procession à Rome pendant la semaine sainte. Voilà une excellente raison ! Et quand bien même on l'ignorerait, la tradition est là qui invite à la componction. Comme on craint d'ennuyer avec cet intermède compassé, on veillera à ce que les mouvements extrêmes soient animés de la plus grande vivacité, qu'importe si les vents de la tempête balaient l'espièglerie du premier mouvement ou si le* saltarello *final ressemble à une course à l'abîme. Quant à la valse-menuet (troisième mouvement), on prendra garde qu'elle ne s'envole : en la poussant un peu elle deviendrait tout à fait charmante.*

On ne prête qu'aux riches

Ces réflexions désabusées sembleront excessives sinon déplacées, car la brillante exécution de la Symphonie italienne *par le Philharmonia Orchestra, sous la direction de Riccardo Muti, au Théâtre des Champs-Elysées, a été chaleureusement applaudie ; elle n'en était pas moins désespérément conforme à l'image que nous en a légué la tradition : rapide, précise, bien enlevée, nuancée, mais sans effort d'imagination, sans fantaisie, sans chaleur. C'est en pareille circonstance que se vérifie le proverbe selon lequel on ne prête qu'aux riches, car dans la* Grande Symphonie en ut majeur *de Schubert, Riccardo Muti a prodigué tout ce qu'il avait refusé à Mendelssohn : du souffle, de l'esprit, de la fougue sans précipitation, de l'animation dans la lenteur.*

On savait déjà (le Monde du 14 mars 1980) que ce jeune chef italien possède non seulement du tempérament mais encore le don de galvaniser tout à la fois son orchestre et l'auditoire. Respecté des cuivres qui résistent à leur mauvaise habitude de couvrir les autres instruments, obéi par les cordes qui s'assemblent comme un seul homme, soutenu par les bois qui se plaisent à chanter sous sa main, Riccardo Muti a le geste vif, mais sait aussi laisser couler ce qui va de soi pour ressaisir ses troupes le moment venu. Le résultat est tout à fait saisissant ; aussi, tout en applaudissant vigoureusement des deux mains, la question se fait-elle plus pressante encore : ce qui est excellent pour Schubert ne l'était-il pas pour Mendelssohn ? A cela, on trouvera certainement des gens bien intentionnés pour répondre qu'il ne le méritait pas. On a toujours tort d'avoir tort mais ce n'est pas une raison.

GÉRARD CONDÉ.



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Locandiera.
Petit-Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : Tu as bien fait de venir, Paul.
TEP (797-96-06), 20 h. : King Kong ; Superman II (films).
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : la Vie parisienne.

Les autres salles

Antoine (207-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Atelier-Théâtre (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Faisons un rêve.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : Diable d'homme.
Comédie-Caumartin (272-43-31), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. : Freaks Society ; 21 h. 30 : Boris Supervian.
Edouard-VII (742-57-49), 20 h. 30 : Deburau.
Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h. 30 : D. Lavanant ; 21 h. 45 : On continue à l'appeler Pantalon ; 23 h. : Racontez-moi votre enfance.
Espace-Marais (271-10-19), 20 h. 30 : la Mouette ; 22 h. 15 : Si tu grimpes à l'arbre, rapporte-moi une vache.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : les Trois Jeanne.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Elle voit des nains partout ; 22 h. : Anatole.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge, 20 h. 30 : Douce ; 22 h. 15 : Un oiseau dans le plafond. — Théâtre noir, 22 h. 15 : J. Di Giacomo.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercices de style ; 22 h. : Ce soir, je sors. — Petite salle, 20 h. 30 : Un dibbouk pour deux personnes.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Œuvre (874-42-52), 21 h. : Pa.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 45 : Pauvre France.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : Accordez vos violons.
Roquette (805-78-51), 21 h. 30 : le Fétichiste.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h. 30 : le Charimari.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
TAI - Théâtre d'Essai (278-10-79), 18 h. 30 : la Famille Fenouillard ; 20 h. 30 : l'Ecume des jours ; 22 h. : la Métamorphose.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 15 : Essayez... c'est pas sorcière ; 21 h. 30 : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre en Rond (387-88-16), 21 h. : Douze hommes en colère.
Théâtre Présent (203-02-65), 20 h. 30 : 1929 ou le Rêve américain.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

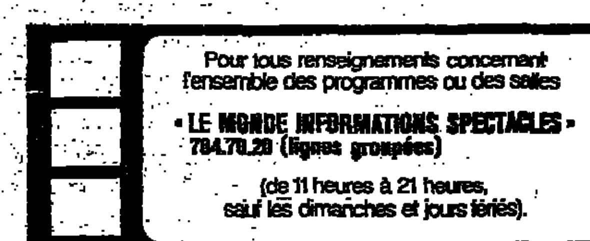
Les concerts

Lucernaire, 19 h. 45 : E. Pla Mancosu, S. Chiapparin (Monteverdi, Bach, Haydn).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Orchestre P. Kuentz (Haydn).

Festivals

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (633-61-77)

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Israel Baroque Players (Boismortier, Gabrielli, Telemann).



Mardi 15 septembre

La danse

Théâtre Noir (797-85-15), 20 h. 30 : Ballet Kodia.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. : M. Saury Jazz Fanfare.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : M. Gaudry, A.-J. Marie, A. Condouant.
Chapelle des Lombards (357-24-24), 20 h. 30 : Mojo Elem Blues Band ; 23 h. : Los Hijos del Rey.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : M. Solal.
Gibus (700-78-88), 22 h. : The Kingsnakes.
Jazz Unité (776-44-26), 21 h. : J. Lindberg.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Green.
New Morning (523-51-41), 21 h. : Caratini-Fosset.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : Sonny Grey, O. Hutman, D. Lemerle, C. Bellonzi.
Slow Club (233-84-30), 21 h. 30 : J. Milliet.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h., Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : le Crime des justes, de J.-Gehret ; 19 h., et 21 h., Films d'auteurs et films rares : 19 h., Tornade, d'A. Dwan ; 21 h., le Miracle des cloches, d'I. Pichel.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMANT DE LADY CHATTERLEY (Fr.-Angl.) (*), vers. angl. : Normandie, 8e (359-42-18) ; version franç. : Bretagne, 6e (261-50-32). U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
L'ANNEE DES TREIZE LUNES (All., v.o.) (**) 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
L'ANNEE PROCHAINE SI TOUT VA BIEN (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Caméo, 9e (246-66-44) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Monparnos, 14e (327-52-37).
LES ANNEES LUMIERE (Suisse), vers. angl. : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25)
L'ARME A L'ŒIL (A.) (v.o.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie 13e (580-18-03) ; Paramount-Monparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA BOUM AMERICAINE (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44).
CHARULATA (Ind., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE CHOC DES TITANS (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86)
LE CHOIX DES ARMES (Fr.) (*) Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
DE WITTE (Flam.) v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
ELEPHANT MAN (A.) v.o. : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
L'EQUIPEE DU CANNONBALL (A., v.f.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
EXCALIBUR (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) (*) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
LE GRAND ZORRO (v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; (v.f.) Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-10) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
L'HOMME DE FER (Pol., v.o.) : Forum, 1er (297-53-75) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)
LES HOMMES PREFERENT LES GROSSES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue, 15e (544-25-02) ; Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).



SPECTACLES

IL FAUT TUER BIRGITT HAAS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.). Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

JAZZ SINGER (A., v.o.), Marbeuf, 8e (225-18-45).

LILI MARLEEN (All., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).

MADAME CLAUDE N° 2 (Fr.) (**), Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (636-51-98).

MALEVIL (Fr.), Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Studio-Raspail, 14e (320-38-98).

MESSE NOIRE (A., v.o.) (**), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MOI CHRISTIANE F (All., v.o.) (*), Studio-Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

NEIGE (Fr.) (*), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Delta, 10e (878-02-18).

NEW YORK 1997 (A., v.o.), Studio Jean-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES OLYMPIADES 80 (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

OUTLAND (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nations, 12e (343-04-67).

LE POLICEMAN (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82).

PLUIES D'ETE (Brés., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

PRENDS TA ROLLS ET VA POINTER ! (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

REINCARNATIONS (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

TAIS-TOI QUAND TU PARLES (Fr.-Tun.) : Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

THE ROSE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

THIS IS ELVIS (A., v.o.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

TROIS FRERES (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

UN AMOUR INFINI (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont-Champs-Elysées (359-04-67) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88).

UNE MERE UNE FILLE (Fr.-Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

VIENS CHEZ MOI J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BIBLE NE FAIT PAS LE MOINE, film américain de Marty Feldman. — V.o. : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

POUR LA PEAU D'UN FLIC, film français d'Alain Delon (*). Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse, 14e (327-52-37) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

REGARDS ET SOURIRES, film anglais de Ken Loach. — V.o. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

RENDEZ-VOUS CHEZ MAX, film américain de Richard Donner. — V.o. : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67).

Les festivals

BILLY WILDER (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : le Poison.

COMEDIES ITALIENNES (v.o.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99) : 18 h. 20 : Nos héros réussiront-ils ? ; 20 h. 20 : les Nouveaux Monstres ; 22 h. 20 : le Sexe fou.

J. NICHOLSON (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Chinatown.

S. LEONE (v.o.), Grand Pavois, 15e (554-46-35) : Il était une fois.

FILMS SAIGNANTS (v.o.), Calypso, 17e (380-30-11), 16 h. 15 : Fog ; 18 h. 15 : Hurlements ; 20 h. 15 : Inferno ; 22 h. 15 : Possession.

ADIEU A STEVE MAC QUEEN, Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32) : Challenge One.

F. LANG (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Invraisemblable Vérité.

MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : la Soupe au canard.

PROMOTION DU CINEMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07) : les Uns et les Autres.

BUSTER KEATON (v.o.), Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) : la Croisière du Navigator.

MARAIS, 4e (278-46-90) : Steamboat Bill Junior.

LES GLAMOUREUSES HOLLYWOODIENNES (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Miss Manton est folle.

J.-L. GODARD, Studio 43, 9e (770-63-40) : Opération Béton ; Charlotte et son Jules ; Montparnasse-Levallois ; la Paresse ; Vidéogramme.

I. BERGMAN (v.o.), Escurial, 13e (707-28-04) : le Visage ; Sourires d'une nuit d'été.

Les grandes reprises

AMERICA, AMERICA (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

L'AMOUR FOU (Fr.) : Action-République, 11e (805-51-33).

L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).

LES AMOURS D'UNE BLONDE (Tch., v.f.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A.), v.o. : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). v.f. : Français, 9e (770-33-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-34-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-33).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).

LE CHEF D'ORCHESTRE (Pologne, v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN (A., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

CINEMA PAS MORT, MISTER GODARD (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-54-59).

LA CONSTANTE (Pol., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19), h. sp.

LE CONTRAT (Pol., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19), h. sp.

2001 L'ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77). — V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

LA DOLCE VITA (It., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15).

DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

F.I.S.T. (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), h. sp.

LE FORUM EN FOLIE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), h. sp.

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).

GIMME SHELTER (A., v.o.), Vidéostone, 6e (325-60-34).

LA GRANDE BOUFFE (It.) (*). — V.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; v.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

LE GUEPARD (It., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).

GUERRE ET PAIX (Sov., v.o.) (1re et 2e époque), Templiers, 3e (272-94-56).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

HAROLD ET MAUD (A., v.o.), Luxembourg, 6e (633-97-77).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.), Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) (**), Noctambules, 5e (325-42-34).

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.), la Banque de l'image, 5e (326-12-39).

KAGEMUSHA (Jap., v.o.), Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04). — H. Sp. Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), h. sp.

KASHIMA PARADISE (Fr.-Jap., v. jap.), Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LABYRINTHE MAN (A., v.o.), Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

LOLITA (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78).

LOVE (Ang., v.o.) (**), Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26).

MEDEE (It., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04). H. sp.

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

MONTY PYTHON (SACRE GRAAL et LA VIE DE BRIAN) (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

ORANGE MECANIQUE (Ang., v.o.) (**) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LE PARRAIN (I et II) (A., v.o.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

PECHE MORTEL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-54-59).

LES PORTES DE LA NUIT (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

SALO OU LES CENT VINGT JOURNEES DE SODOME (It., v.o.) (**) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

SANS ANESTHESIE (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

LA SCANDALEUSE DE BERLIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

SI DISNEY M'ETAIT CONTE (A., v.f.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Royale Disney, 8e (265-82-66) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

SILENCE ON TOURNE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

TAXI DRIVER (A., v.f.) (**) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LA TERRASSE (It., v.o.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).

LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

LES VACANCES DE MONSIEUR HULOT (Fr.) : Champollion, 5e (354-51-60).

LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Montparnos, 14e (327-52-37).

LES VISITEURS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES VISITEURS DU SOIR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) Studio Galande, 5e (354-73-71), 18 h. 10, Calypso, 17e (380-30-11).

CALCUTTA (Fr.) : Escurial, 13e (707-25-04).

CALIGULA (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 17 h. 30.

LE DERNIER TANGO A PARIS (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h. 20.

LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

HAMBURGER FILM SANDWICH (A., v.o.) Boîte à films, 17e (622-44-21) 20 h. 30.

L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (All., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33), 18 h. 15.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21) 20 h. 5.

L'INNOCENT (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 22 h.

JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99) 20 h. 15.

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 17 h. 45.

MAITRESSE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.

MARATHON MAN (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h. 30.

MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99) 18 h.

NEW-YORK NEW-YORK (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 18 h. 5.

OUT OF THE BLUE (A., v.o.) (**) Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82), 19 h., 20 h. 40, 22 h. 20.

PERFORMANCE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

REPULSION (Ang., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h. 50.

LA RUE SANS JOIE (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.

SERIE NOIRE (Fr.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) Luxembourg, 6e (633-97-77), 20 h., 22 h.

SHINING (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h. 10.

SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77) 24 h.

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (374-72-71), 20 h. 10 ; Boîte à films, 17e (622-44-21) 22 h. 15.

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) 22 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (374-72-71), 22 h. 15, 24 h.

RADIO-TÉLÉVISION

POINT DE VUE

Radios locales ou radios officielles ?

Adopté par le conseil des ministres le mercredi 9 septembre, le projet de loi visant à doter les radios libres d'un statut, sera débattu par le Sénat en première lecture le mercredi 16 et le jeudi 17 septembre. l'Assemblée nationale se penchera elle-même sur le projet gouvernemental le jeudi 24 septembre.

RADIO-FIL bleu, Radio-Cœur d'acier, Radio-Gilda ou Radio-Tomate... Ces centaines de radios locales de sensibilités politiques et culturelles différentes, qui se sont créées ici et là depuis les événements de mai 68, avaient toutes un même objet : contester la centralisation des grands moyens d'information et leur asservissement par le pouvoir d'État. Ces radios alternatives se sont identifiées au mouvement qui se développait en faveur du pouvoir régional, de l'expression des minorités et de la défense du citoyen contre l'omniprésence de l'État. A l'image de la France, on vit se propager un même type de contestation dans toute l'Europe. On se souvient de Radio-Caroline, avec ses émetteurs installés sur des cargos au large de la côte normande, qui lançait un défi à sa « vieille tante » la B.B.C. On se souvient aussi de Radio-Alice qui, à Bologne, contesta l'expression vieillotte de la R.A.I. en aimant le mimosa et en riant avec les fleurs.

Face à l'explosion des radios locales, chaque pays adopta une attitude propre. En Grande-Bretagne, par exemple, ce fut un « oui » démocratique et pluraliste. En Italie, ce fut un « oui » à tout et à n'importe quoi. En France, enfin, ce fut un « non » catégorique, appuyé par une législation répressive.

Le nouveau pouvoir d'État accepte d'ouvrir la voie à la création de radios locales. C'est bien. Mais le projet qui est soumis au Sénat laisse planer cependant un doute sur ses arrière-pensées véritables. Et on peut craindre sa triple mainmise.

D'abord, c'est lui, et lui seul, qui donnera les autorisations d'émettre : « Radio-Tomate », c'est bien ? « Radio-Nana », c'est mal ? Lui seul jugera.

Ensuite, la publicité. C'est le pouvoir d'État, et lui seul, qui décidera, selon ses propres critères, quelle sera la forme du message et son importance.

par BRIGITTE GROS (*)

Enfin, le pouvoir d'État s'apprête à organiser une concurrence déloyale aux radios locales privées en développant des « Radios-Lecat », sous-produit du monopole, dans toute la France. Ce serait la lutte du pot de terre contre le pot de fer. La puce contre l'éléphant. La radio officielle contre la radio locale.

Si le pouvoir d'État était vraiment favorable à la création de radios locales, il accepterait de soumettre les autorisations d'émettre et l'organisation de la publicité à un contrôle démocratique et de placer sous l'autorité des régions les nouveaux services décentralisés de Radio-France. Mais sur ces deux questions, c'est jusqu'à présent le refus et le silence. Pourquoi ?

(*) Sénateur des Yvelines (non-inscrit). Rapporteur des questions de presse et d'information.

VU

Peine de mort

Quand on promène un dossier de cette épaisseur, guillotine contre perpétuité, il ne s'agit pas, il ne s'agit plus, de venir plaider à l'antenne en multipliant les effets de manche et les belles phrases du genre... attendez, j'en ai noté quelques-unes au cours du débat sur Antenne 2 lundi soir (« Affaire vous concernant »)... Ah ! oui : « Faut-il tuer les gens pour leur apprendre à vivre ? » On a eu notre compte de ces formules, de ces aphorismes, de ces mots à l'emporte-pièce, mais non pas à l'emporte-conviction, depuis le temps. La seule chose à présent qui pourrait encore nous faire changer d'avis, ce sont des chiffres, ce sont des faits.

De ce côté-là, côté chiffres, on n'a pas été gâtés. Au lieu de nous en donner, de nous dire combien de crimes de sang exactement ont été commis l'an dernier dans tous les pays — nous en sommes entourés — où l'abolition est entrée dans les mœurs depuis belle lurette, l'expert de service, le professeur Léauté, a décollé, lui aussi, sur les ailes motorisées d'une éloquence ronronnant à petite vitesse.

Côté faits, en revanche, il nous aura suffi d'un, un fait divers, la mort d'une jeune femme, employée au Mammouth, assassinée avec deux de ses collègues par un récidiviste, pour donner à sa famille, interviewée en duplex, le poids d'une conviction plombée dans la douleur et l'indignation. La peine de mort, les parents étaient pour, et encore pour, et toujours pour. Quand, à la fin de l'émission, on a demandé à la mère de la victime ce qu'elle pensait de la plaidoirie assez pertinente de Mᵉ Lemaire, partisan de l'abolition, dont les petits airs supérieurs et agacés n'étaient malheureusement pas de saison, elle s'est écriée, murée dans sa juste colère : « Demandez-y de quel droit ils tuent, les meurtriers. »

On l'a aperçue aussi pendant les véhémentes interventions de Mᵉ Garaud en faveur du maintien, une espèce de torrent essoufflé charriant des idées en forme de vieux galets polis, arrondis, ayant perdu, à force d'avoir servi, tout leur impact. On l'a vue écouter ça sans réagir et puis, hop, plonger dans ce sombre fleuve limoneux, piquer sur un argument qui lui plaisait et relever la tête, contente de ce qu'elle venait de pêcher.

C'est bien ça : saoulés, butés, nous n'entendons plus que ce que nous voulons bien entendre. A présent, il faut nous donner à voir. Il faut inscrire au tableau noir de l'écran des statistiques, des courbes, des cartes géographiques. C'est le seul moyen de nous persuader de l'inutilité de l'élimination civique du coupable, sur le plan de l'exemplarité et du risque de récidive. C'est le premier, le grand point. A partir de là, on conviendra plus facilement que, à notre époque, le bon vieil « œil pour œil, dent pour dent », ça commence à dater vraiment.

CLAUDE SARRAUTE.

CORRESPONDANCE

Les charrettes de 1968

M. Emile Dana, ancien rédacteur en chef des journaux parlés de l'O.R.T.F., nous adresse la lettre suivante :

Au moment où rebondissent les problèmes de l'information à la télévision et à la radio, il était juste de saluer, comme cela a été fait dans ces colonnes (*le Monde* du 24 juin), l'action de M. Vital Gayman, à qui l'on doit notamment, sur les ondes nationales et en dépit des distorsions ultérieures, d'avoir établi un code d'expression équitable du pluralisme de l'opinion. Dans une émission d'« Apostrophes », Michel Droit (1) a rendu hommage à son tour à notre patron de naguère. Il faut le rappeler : des principaux dirigeants de la R.T.F., M. Gayman a été, avec une discrète dignité, la seule victime expiatoire des « événements » de 1958.

D'autres ont suivi. Le contingent le plus fourni — quelque soixante-dix journalistes — a été celui de 1968. Ce sont ceux dont on reparle le moins.

Il y a peut-être à cela une raison. C'est que la plupart de ceux qu'on avait mis à la porte sont rentrés par les fenêtres. Nul au demeurant ne le leur reprochera. A chacun de gouverner sa carrière comme il l'entend. Avec plusieurs confrères, au premier rang desquels Maurice Séveno, j'appartiens à un autre groupe : ceux qui ont rejeté — ou plus simplement évité — tout accommodement avec les tenants et, disons-le, avec les exécuteurs de la répression. Ces derniers règnent et pérorent toujours, dissimulés, l'aplomb et les années aidant, sous les dehors d'une sourcilleuse respectabilité. Le « professionnalisme » a bon dos.

Vieille affaire ? Oui et non. Car, s'il est vrai que mai-juin 1981 constitue l'écho assourdi, mais perceptible de mai-juin 1968, il y aurait lieu, maintenant, de rouvrir ce dossier. Il était vain de s'y risquer auparavant. On vous riait au nez. Demandez plutôt aux avocats qui ont tenté d'en saisir les tribunaux.

Les faits dans leur ensemble sont connus. En mai 1968, au moins 90 % des treize mille « agents » de l'O.R.T.F. avaient cessé le travail, pour ne rien dire *de ce qui se passait alors dans les* facultés, les bureaux, les usines. Le général de Gaulle exigeait des sanctions, lesquelles ne devaient frapper selon lui que des journalistes de la radio-télévision officielle. *Le chiffre des condamnés* a été probablement, à quelques unités près, fixé par le chef de l'État. Jusque-là les avis concordent. C'est à partir de là que se posent les questions. Et d'abord *celles-ci*. Qui a composé les listes définitives des licenciements, des mutations en province et des mises en « congé spécial » ? Selon quels critères ? Ou pour mieux dire — ce doit être le fond de l'affaire — pour assouvir quelles rancunes, éliminer quels rivaux potentiels, préparer quels lendemains ? *Tout s'est passé en effet comme si*, dix mois avant le départ attendu, *escompté*, préparé du vieux souverain, le dispositif se mettait en place, qui allait permettre *de donner les coudées franches* dans l'audiovisuel, à l'homme qui guettait la succession. Or il ne s'agit pas ici d'une thèse trop facilement élaborée aujourd'hui. *Dans une publication* datée d'avril 1969 (2) mais parue vers le 20 mars, c'est-à-dire un mois avant le référendum qui allait provoquer la chute du général de *Gaulle*, l'auteur de ces lignes démontait ainsi les mécanismes de ce qu'il désignait comme un « putsch à *froid* ».

A ce point précis de notre exposé, *il faut savoir* — et là réside le vrai scandale — que, aux côtés de quelques « *meneurs* », mais pas tous, aux côtés de quelques poids morts, comme il y en a *dans toutes* les *entreprises* privées et tous les établissements publics, on trouve dans ces listes des journalistes dont le talent, l'indépendance d'esprit et jusqu'au nom (on pense à Gilberte Pierre-Brossolette) sonnent à l'avance comme un reproche à ce qui va se produire. On en trouve d'autres comme Brigitte *Friang*, dont le passé de déportée et l'appartenance strictement gaulliste constituent autant de traits insupportables. On n'hésite pas, bien au contraire, à détourner et à trahir dans la *foulée* les ordres reçus. Ce n'est plus seulement le fait du prince. C'est surtout le complot des petits chefs. Alors disparaissent de l'O.R.T.F., de Gaulle régnant encore nominalement, les derniers gaullistes de la France libre, les derniers résistants. Alors, déjà s'instaurent un Thermidor pompidolien et un pouvoir opportuniste, qui, au moment où ces lignes sont écrites, se perpétuent aux yeux de tous.

Qui donc, encore une fois, a dressé ces listes ?

Evidemment, pas le général. Ni le premier ministre nommé le 10 juillet, M. Couve de Murville, lequel a laissé s'accomplir, non sans répulsion d'après ce que l'on sait, *une opération décidée avant lui*. (Les lettres de licenciement sont parties début août. Les exclusions, à la télévision et à la radio, remontent au 27 juin.) Pas *personnellement* son prédécesseur, G. Pompidou, encore que nombre de victimes — se reporter plus haut — donnent à ces charrettes une tonalité singulière. *Pas le ministre de l'information*, M. Gorse, renvoyé dès le 30 mai pour s'être montré trop conciliant. Ni même son successeur casqué et botté, M. Guéna, *trop ignorant quant à lui d'une* maison où il pénétrait. Encore moins J. Le Theule, qui remplacera M. Guéna le 12 juillet.

Dès lors, tout paraît *s'embrouiller, s'emballer*, et à l'Office, selon le langage du temps, les directeurs sautent comme des bouchons ; MM. Biasini (télévision) et de Boisdeffre (radio) le *3 juin, ainsi que M. Sablier* (actualités télévisées). Le 5 juin, M. J.-B. Dupont, directeur général. Le cas de M. Astoux, directeur général adjoint, est particulier : *gaulliste* fidèle mais lucide et probe, il est maintenu en fonctions jusqu'au 11 septembre. Il est néanmoins laissé à l'écart d'un mauvais coup qu'il réprouve et ne peut empêcher...

Alors ?

Alors, il y a là un point d'histoire, ou de petite histoire, qu'il convient une bonne *fois* d'élucider. *Une commission ad hoc* de la nouvelle Assemblée pourrait s'y employer. Ou n'importe quelle instance existante ou à créer. Il serait malsain d'écarter ou d'étouffer la recherche de ces responsabilités-là. Après tout, ces soixante-dix journalistes, mettons certains d'entre eux, ont cher payé l'honneur de servir de « fusillés pour l'exemple » aux dix millions de Français qui avaient eu le tort, en dépit des assurances de la Constitution, de se mettre en grève.

(1) Dans son journal des années 1958-1960, *les Lueurs de l'aube* (Plon, éd.), Michel Droit, alors collaborateur de la R.T.F., retrace certaines péripéties qui ont marqué le changement de régime dans les studios de Paris et d'Alger, notamment l'éviction de M. Gayman, qu'il considère comme une « grave erreur ».

(2) *Le Fait public*, n° 5, avril 1969.

Mardi 15 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 30 Feuilleton : Dickie roi.
D'après F. Mallet-Joris. Réal. : G.-A. Lefranc. Avec Dave, etc.
La vie tumultueuse de Dickie roi, idole des jeunes, aux prises avec la frénésie des fans.

21 h 30 Magazine : Sept sur sept.
Au sommaire : la peine de mort ; l'Irlande du Nord ; la nouvelle Renault 9.

22 h 30 L'art et les hommes.
Une émission de J.-M. Drot.
Alice Penalba, filmée dans sa maison du Marais et celle de Pietrasanta en Toscane, évoque une rencontre avec Matisse, etc.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 40 Les dossiers de l'écran : Comme des gens normaux.
Téléfilm américain de R. Hart (1979). Avec : S. Cassidy, L. Puri, etc.
Un couple de handicapés tente de retrouver une vie normale.

Vers 22 h Débat : Les handicapés peuvent-ils vivre comme des gens normaux ?
Avec : M. et Mme Meyers (couple de handicapés) ; M. R. Meyera ; Dr Mises (professeur en psychiatrie) ; *Mᵉ E. Auerbacher* (avocate handicapée) ; M. et Mme J.-C. Brunet (couple de handicapés) ; Dr J.-E. Laulla, médecin ; Mme S. Buffet, directrice de Logement pour handicapés ; Mᵉ R. Morin, avocat.

23 h 30 Sports : Haltérophilie.
Championnat du monde.

23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Cinéma : Lassie perd et gagne.
Film américain de R. Thorpe (1948), avec J. MacDonald, L. Nolan, C. Jarman Jr, L. Stone Jr, P. Kilbridge. Lassie (Rediffusion).
Drame et bons sentiments. Lassie, vedette canine, se montre comme toujours héroïque. Présence inattendue de Jeannette MacDonald qu'on entend chanter avec plaisir.

22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : Sciences de la vie et société, avec P. Mayer et G. Milhaud.
21 h 15, Musiques de notre temps : T. Nikiprowetzki.
22 h 30, Nuits magnétiques : Un train peut en cacher un autre.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (Festival estival de Paris, église Saint-Julien-le-Pauvre, en direct) : « Concerto en mi mineur pour flûte à bec, hautbois, violoncelle et basse continue », de J. Bodin de Boismortier ; « Sonate pour violon et clavecin », de Leclair ; « Deux ariettes pour soprano, violoncelle obligato et clavecin », de Gabrielli ; « Trio sonate en fa majeur pour flûte à bec, violoncelle et basse continue » et « Cantate der Werber Orden », de Telemann, par le groupe Israel Baroque Players.
22 h, Ouvert la nuit : Derniers accords pour douze orchestres américains, avec G. Vinnaver et B. Reynaud ; « L'autre modernité », avec le témoignage de E. Carter (Schönberg, Cage, Krenek, Carter).

Mercredi 16 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Jeu : Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
Les déménagements.
12 h 30 Midi première.
13 h *Journal.*
13 h 35 Portes ouvertes.
13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
Spécial 6-10 : Heidi ; Jacques Trémolin : Les infos ; Matt et Jenny ; La belle santé.
Spécial 10-15 : Les plongeurs professionnels ; *Les* pol-pot ; L'envie de lire ; De la musique avant toute chose : les percussions ; Les infos ; Super-Parade des dessins animés ; Studio 3.
18 h 25 Un, rue Sésame.
18 h 50 Avis de recherche.
Bernard Fresson.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
Alice Dona.
19 h 53 Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Les mercredis de l'information : Adoption, la filière colombienne.
Reportage B. Chambon.
21 h 30 Les grandes enquêtes de TF 1.
La Mafia : la nouvelle Mafia.
Réal. : J.-M. Charlier.
L'imagination de la nouvelle Mafia italienne sous l'impulsion de Luciano Liggio.
22 h 35 Journal.
23 h Spécial sports : Football.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Feuilleton : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : *Super Jaimie.*
Double identité.
16 h 10 Récré A 2.
La rentrée des classes.
18 h Les carnets de l'aventure.
Dans les brumes de l'or vert. Réal. : G. Prouin.
Guy Prouin et Jean Decraene partent à la recherche des aborigènes dans la jungle.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Sports : Cyclisme.
Le Tour de l'Avenir.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Elvis Presley.
21 h 30 Magazine : Grand stade.
De R. Chapatte et J.-R. Vivet.
22 h 20 Magazine : Zig-zag.
Babar a cinquante ans.
Laurent de Brunhoff, fils du créateur de Babar, parle de cet étrange personnage âgé de cinquante ans.
22 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Coup double.
18 h 55 Tribune libre.
Peuple et culture.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le chansonnier de l'histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : Morts suspectes.
Film américain de M. Chrichton (1978), avec G. Bujold, M. Douglas, E. Ashley, R. Torn, R. Widmark, L. Chiles.
Une jeune interne découvre que, dans l'hôpital où elle est attachée, trop de malades meurent de coma après des opérations bénignes. Elle risque sa vie dans une enquête terrifiante.
D'après un roman de Robin Cook, un film très angoissant, riche en péripéties, bien menée par le réalisateur et qui débouche sur un problème chirurgical réel.
22 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : En direct de Lyon.
8 h, Les chemins de la connaissance : Plantes nourricières et voyageuses, aujourd'hui familières (arbres fruitiers de chez nous et d'ailleurs) ; à 8 h 32, Les chants de l'airain : La mise au logis.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : Anthropologie de notre société.
10 h 45, Le livre ouverture sur la vie : Les éditions Chandia.
11 h 2, Perspectives du XXᵉ siècle : M. Constant (et à 17 h 32).
12 h 5, Nous tous chacun : Le Père Philippe.
12 h 45, Panorama : Les livres scolaires.
13 h 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h, Sons : Chang Chau.
14 h 5, Un livre, des voix : Jeunesse dans une ville normande, de J.-P. Amette.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : Apprenons à vivre avec les handicapés.
15 h 2, Points d'interrogation : L'accélération du progrès dans les images informatiques.
16 h 20, Actualité : Les soirées poétiques de Strouga.
16 h 50, Départementale : A Moulins.
18 h 30, Feuilleton : Les bas-fonds de Paris, d'A. Bruant.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : La Terre notre planète.
20 h, La musique et les hommes : Musiques d'église en Union soviétique.
22 h 30, Nuits magnétiques : Un train peut en cacher un autre.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Entrée des artistes : « David Munrow » (Susato, Purcell, Turgess, Henry VIII) ; 7 h 30, Anthologie du mois : J.-S. Bach ; 8 h 10, Kiosque : Informations sur les concerts, festivals et stages musicaux.
9 h 30, Les grands de ce monde : « Dufay » par D. Lemery, les ancêtres (de Machaut, Ciconia, de Vitry), l'influence anglaise (Dunstable, Dufay), la postérité (de Ockeghem, des Prez, Stravinsky).
11 h 30, Concert (Echanges internationaux) : Œuvres de W. Lutoslawski, par l'Orchestre symphonique de *l'O.R.T.F., direction W. Lutoslawski*, avec Shirley-Quirk, basse ; 13 h, Jazz vivant estival : Jam session à Nice le 19 juillet 1980 (Gershwin), Warren, Williams ; et le Quartette du saxophoniste Lou Donaldson à l'Espace Cardin, le 5 mai 1980 (Washington, Adair).
14 h, *Musique légère : Œuvres de J. Strauss, F. Lehar,* T. Rideout ; 14 h 30, Entrée des artistes : René Clemencic, instrumentiste (Susato, Vivaldi, anonyme) ; René Clemencic dirige (Monteverdi, Ciconia anonymes) ; « Musique sacrée », par M. Clary (Gabrieli, Pérotin le Grand, Tallis, Buxtehude, Des Prés, Charpentier, Torelli, Couperin, J.-S. Bach, Scarlatti).
18 h 2, Repères contemporains : J.-L. Florentz, « Tindé », par l'Ensemble de l'Itinéraire, dir. Boris de Vinogradov ; 18 h 30, Concerts : Auditorium du Centre d'échanges internationaux de Courchevel, 26-2-1979 : « Symphonie no 91 » de J. Haydn ; « Holberg » de Grieg, « Symphonie no 33 », de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine ; Grenoble 10 juin 1980 : « Hommage à Vivaldi » de A. Jorrand, par l'Ensemble instrumental de Grenoble, dir. S. Cardon.
20 h 5, Les chants de la terre : Musique traditionnelle d'Asie, d'Afrique et d'océan Indien ; 20 h 30, Concert (en direct de l'église N.-D. de Besançon dans le cadre du 34ᵉ Festival international de musique de Franche-Comté) — Récital de clavecin Scott Ross : « Suite anglaise no 3 », « Prélude fugue et allegro en mi bémol majeur » et « Toccata en mi mineur » de Bach ; « Sept sonates - K 208, 209, 211, 212, 215, 141, 482 » de Scarlatti.
22 h 30, Ouvert la nuit : Derniers accords pour 12 orchestres américains, l'initiation et l'enseignement avec le témoignage de Lukas Foss (Vivaldi, Ives, Ravel, Rorem, Foss).

A Radio-France internationale

TROIS JOURS AVEC Mme MICHÈLE COTTA

Mme Michèle Cotta, président-directeur général, devrait choisir prochainement le nouveau directeur de Radio-France internationale, qui remplacera M. Albert Aycard, dont l'ensemble des journalistes demandent depuis plusieurs semaines le départ.

Deux candidats : M. Hervé Bourges, directeur des services de l'information à l'Unesco, que l'on dit avoir été déjà pressenti par Mme Cotta, mais qui ne serait disponible qu'au début de l'année prochaine, et M. Claude Wauthier, rédacteur en chef à l'A.F.P., qui aurait, selon certains, la préférence des journalistes et du personnel des programmes.

Outre l'organigramme, de nombreux problèmes se posent à R.F.I., station méconnue des auditeurs français, et dont les services et activités sont multiples (chaîne sud émettant vers l'Afrique, chaîne est, émissions destinées aux immigrés en France, etc.).

Ayant promis aux journalistes de prendre elle-même en main le dossier, Mme Cotta a entrepris de passer trois jours à Radio-France internationale. Le 14 septembre, elle a pu entendre les journalistes, nombreux à vouloir lui exprimer de vive voix leurs doléances et revendications. Elle devrait continuer, les 15 et 16 septembre, son incursion au cinquième étage de la maison de la radio, en passant systématiquement dans tous les services.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

SERI RENAULT INGENIERIE

Recherche pour compléter les équipes locales de gestion et de réalisation d'un :

GRAND PROJET HOSPITALIER en IRAK

INGENIEUR ELECTRICITE

- Ingénieur diplômé (E.S.M.E., E.E.M.I., E.S.E., etc)
- possédant si possible une expérience des chantiers à l'étranger
- connaissance des British Standards appréciée
- capable de travailler en anglais

Le candidat retenu sera chargé entre autres de :

- la supervision technique des travaux électricité, de l'encadrement des réceptions et de la mise en service sur les différents sites.
- du lancement de la maintenance des installations
- des contacts avec les ingénieurs électriciens du client irakien sur chaque chantier.

Référence M 28-09

ATTACHE DE DIRECTION

- diplômé enseignement supérieur : I.E.P. Paris (option finance)Sciences Eco (gestion Dauphine), I.A.E...
- aimant manier les chiffres et familiarisé avec la comptabilité analytique.
- capable de travailler en anglais.

Le candidat retenu aura pour mission :

- le contrôle budgétaire des dépenses
- le suivi de l'ensemble des problèmes d'assurances en liaison avec le responsable assurances du siège (formation assurée).

Référence M 29-09

Ces 2 postes sont à pourvoir pour une période de 2 ans environ. Avantages liés à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant bien la référence du poste à :

Séri Renault Ingénierie

Direction du Personnel
Séri Renault Ingénierie
2, Av. du Vieil Etang - BP 19
F-78390 BOIS D'ARCY

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

OEB recrute

A MUNICH UN TRADUCTEUR

Pour la section française du service linguistique ; pour la traduction en français de textes à caractère technique, juridique, administratif et financier.

SONT DEMANDÉS :

– Diplôme universitaire et expérience professionnelle d'au moins deux ans ou expérience professionnelle équivalente ;
– Excellente connaissance du français et très bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais ;
– Élégance du style, clarté et précision de l'expression.

SONT OFFERTS :

– Un traitement élevé d'un niveau correspondant à celui des organisations internationales ;
– Diverses indemnités ;
– Congé annuel de trente jours, sans compter les jours fériés.

Les candidatures doivent de préférence être présentées sur formulaire spécial (délivré par l'O.E.B.) et parvenir au plus tard le 6 octobre 1981 au Directeur Principal du Personnel, Office Européen des Brevets, ERHARDTSTRASSE 27 - D 8000 München 2. Tél. : MUNICH 2399-4316.

POUR ALGÉRIE

(120 km d'ALGER)
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche

UN(E) COMPTABLE QUALIFIÉ(E)

expérimenté(e) ayant déjà eu un poste similaire, possédant bonne connaissance du plan comptable français, de la législation et de la fiscalité algérienne.

Env. C.V. + lettre manuscrite + photo et prétentions à :
F.L. Smidth et Compagnie France
55, rue Ampère, 75017 PARIS.

PECHINEY UGINE KUHLMANN

recherche pour ses filiales au
CAMEROUN
(électrolyse et laminage de l'aluminium)

UN SOUS-DIRECTEUR responsable de la gestion comptable

à l'établissement d'EDEA (120 km de DOUALA)

A la tête d'un groupe d'une vingtaine de personnes dont 4 cadres, il aura pour tâche d'animer opérationnellement son équipe, mais aussi de porter un diagnostic sur l'organisation du service et de proposer les aménagements et les schémas de fonctionnement à moyen et à long terme.

Une formation supérieure de style HEC, ESSEC, SUP. de CO., complétée par un DECS et une solide pratique de 5 à 10 années portant surtout sur la comptabilité analytique seront exigées, mais aussi des capacités particulières d'animateur et de formateur.

Le candidat bénéficiera de tous les avantages d'un contrat d'expatrié et d'un engagement de reclassement dans une filiale française ou étrangère du Groupe PUK, à l'issue d'une mission d'une durée approximative de 3 ans.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 1509 à BAILLY CONSEIL 40, avenue Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Nous sommes un cabinet international de conseils-psychologues dont la vocation principale est le conseil du management en matière d'efficacité de l'organisation en cherchant à obtenir par le biais de nos interventions et projets un équilibre optimal entre la mission de l'entreprise, les systèmes ou structures d'organisation et l'utilisation des ressources humaines existantes.

Nos contacts s'établissent au niveau de la direction générale ou du comité de direction soit aux Etats-Unis soit en Europe. En Europe, nous avons une équipe de 7 consultants (Londres 4, Bruxelles 3) que nous désirons compléter avec un

PSYCHOLOGUE - CONSEIL EXPÉRIMENTÉ

Maîtrise ou Doctorat **Siège : Bruxelles**

± 180.000 FF

Il sera chargé d'assumer avec une grande autonomie et un professionnalisme rigoureux des missions complexes auprès d'une clientèle existante et de nouveaux clients, ce qui rend indispensable une large compréhension des pratiques d'affaires et une longue expérience de ce qui constitue une organisation efficace.

Pour pouvoir être opérationnel dans d'autres pays en plus de la France, il doit maîtriser au moins l'anglais et si possible une autre langue telle que l'allemand, l'italien ou l'espagnol. Basé à Bruxelles, il doit être disposé à se déplacer très régulièrement dans différentes régions en Europe et parfois aux Etats-Unis.

Nous offrons d'excellentes opportunités pour un travail enrichissant au sein d'un groupe international avec des contacts stimulants entre collègues, des possibilités de formation continue sur le plan du développement professionnel et du développement de clientèle. Les perspectives d'évolution des rénumérations sont très compétitives avec notre système de bonus prévu après une période d'intégration de deux ans.

Adresser votre candidature à nos consultants-médias qui transmettront :
PAN MARKETING S.A., chaussée de Waterloo 771, 1180 Bruxelles.

---

importante entreprise française cherche

décorateur confirmé

- très sérieuse expérience bureau d'étude et chantier,
- connaissance contemporain et style,

pour étude, surveillance et coordination chantiers au Maroc.

envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

M. Jean Kaufmann
17, rue de l'Annexion
74000 Annecy

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Compagnie Française de Prospection Sismique

Filiale d'un important Groupe Américain dont le domaine d'activité est centré sur le secteur de la RECHERCHE PETROLIERE recherche pour renforcer sa ***DIRECTION TECHNIQUE***

SUPERVISEUR INSTRUMENT

Acquisition des données terrain en sismique terrestre conventionnelle et VIBROSEIS®. • Ayant plusieurs années d'expérience

OU

OBSERVER SENIOR

Minimum 7 années expérience sismique terrestre dont plusieurs années VIBROSEIS®. • Ayant forte aptitude au dépannage. • Niveau formation minimum : ***B.E.T. - B.T.S.***

Connaissances préférées sur équipements : DFS IV-V, SIE, INPUT-OUTPUT, PELTON. • Connaissance de la langue Anglaise (minimum technique) exigée. • Permis de conduire tourisme.

Affectation Siège Social VALBONNE Alpes-Maritimes.

(Nombreux déplacements sur missions à l'Etranger pour visites de routine et dépannage).

Il sera répondu à toutes les candidatures, lesquelles seront traitées confidentiellement.

Adresser C.V. détaillé, photo récente, rémunération actuelle à l'attention du SERVICE DU PERSONNEL - C.F.P.S. - B.P. 16 SOPHIA ANTIPOLIS - 06560 VALBONNE

Responsables Commerciaux

Abidjan - (Côte d'Ivoire)

Importante Société Multinationale recherche des responsables commerciaux ayant plusieurs années d'expérience de la vente à haut niveau en AFRIQUE.

La Base est ABIDJAN, mais le secteur d'activité couvre l'AFRIQUE de l'Ouest (Francophone et Anglophone).

Mobilité et pratique de l'Anglais sont nécessaires.

Une formation technique et/ou une expérience des produits techniques seront appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle sous réf. 951 à

MEDIA PA
9 Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

---

expert en équipement hospitalier

Afrique noire

Sema, l'une des premières sociétés européennes de Conseil, recherche un expert-conseil pour les problèmes d'équipement hospitalier.

Sa première mission de longue durée se situera dans un pays d'Afrique francophone. Il devra conseiller et assister les responsables de l'administration hospitalière dans l'aménagement et l'équipement de plusieurs hôpitaux; il les aidera en particulier à définir les besoins en matière d'équipement médical, médico-technique et hôtelier.

Le candidat, âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur ou 3e cycle, dans l'ingénierie d'hôpitaux ou dans le domaine des matériels ou équipements hospitaliers. Le poste implique des déplacements dans le pays. A la rémunération, s'ajoutent les avantages liés à l'expatriation.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 13015/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection, Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



Nous poursuivons notre développement très rapide à l'Etranger dans le domaine des

TRAVAUX MARITIMES ET OFFSHORE

et nous recherchons actuellement

- POUR NOS CHANTIERS OU BARGES

• **Chefs de projet.**
• **Ingénieurs confirmés.**
• **Conducteurs de travaux.**

ayant une bonne expérience des Travaux maritimes ou offshore, disposés à s'expatrier et parlant **Anglais couramment.**

- POUR NOS SERVICES FONCTIONNELS (Paris)

• **Ingénieur commercial**

ayant une première expérience en Génie Civil, portuaire ou offshore, disponible pour de fréquentes missions à l'Etranger et **bilingue anglais.**

• **Ingénieur contrôle-conception**

ayant une bonne expérience en bureau d'études et chantier dans notre spécialité.

- POUR ETUDES OU CHANTIERS

• **Ingénieurs débutants**

Formation E.C.P., E.N.P.C., A.M., E.S.T.P. ou équivalent. Parlant Anglais couramment.

Envoyer C.V., **photo** et prétentions sous référence 5381 à P. Thomasson
BOUYGUES OFFSHORE - La Boursidière
92357 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX

---

*annonce parlée**

Jeunes ingénieurs de grandes écoles

partir, pour aller plus loin

Oser partir, se confronter aux difficultés d'un métier de haut niveau technique, assumer de vraies responsabilités, seul ou presque à un âge où l'on est le plus souvent dépendant. S'engager physiquement, intellectuellement et humainement sous tous les climats, dans l'un des 75 pays où interviennent nos Ingénieurs au service de l'industrie pétrolière. Telles sont les exigences de notre métier, un métier d'homme qui forge les caractères et forme des managers.

Les perspectives d'avenir? Les rémunérations? À sujet entreprenant, traitement d'exception.

**Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information-Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 1120.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Comptables confirmés pour France et Etranger.

Notre C.A., qui se situe à l'Etranger à 85 %, progresse très rapidement et nous recherchons pour des affaires nouvelles (chantiers et filiales) ainsi que pour notre siège social, plusieurs comptables confirmés.

Si vous disposez d'une bonne formation (type D.E.C.S.) et d'une première expérience, de préférence à l'Etranger, si vous parlez couramment Anglais et éventuellement Espagnol, envoyez-nous rapidement votre C.V. avec *photo et prétentions sous référence 5319 CC* à :

P. Thomasson - *BOUYGUES OFFSHORE*
La Boursidière
92357 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX,

BOUYGUES OFFSHORE

GROUPE FRANÇAIS
recherche pour ses
FILIALES AFRICAINES

JEUNES DIPLOMÉS E.S.C.

Langue anglaise exigée.
Connaissance transit/transport souhaitable.
Formation assurée avant affectation en Afrique.
Perspectives d'avenir.

Adresser C.V., photo et prétent. s/nº 6909, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er).

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Le Groupe SCREG

recherche pour sa
Filiale « SCREG FINANCE » aux

U.S.A.
un Contrôleur de Gestion

De formation HEC, ESSEC, MBA ou similaire, le candidat retenu *justifiera de 4 à 5 années d'expérience. Il connaîtra la comptabilité* anglo-saxonne, l'informatique, et sera parfaitement bilingue Anglais.
Le poste est basé en **Louisiane.**
La rémunération est motivante.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. **9268** à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra



emplois régionaux

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF

GRENOBLE

DISPOSITIFS SENSEURS D'IMAGE A L'ETAT SOLIDE

recherche

INGENIEUR APPLICATIONS

Il sera chargé de la conception et de la réalisation d'équipements vidéo utilisant des composants Electro-Optiques et de traitement de signal.

Son rôle d'INTERFACE TECHNIQUE entre les ingénieurs produits et le commercial implique une formation d'ELECTRONICIEN (E.S.E., N.S.E.R.G., I.S.E.P. ...).

De bonnes connaissances en PHYSIQUE (optique en particulier) et l'aptitude au contact de la clientèle (quelques déplacements en Europe).

Quelques années d'expérience (2 à 5) en circuits et vidéo *sont un atout complémentaire.*

Ecrire avec C.V. *détaillé*, photo et prétentions au Service du Personnel - T.D.I. - B.P. 55 - 38120 SAINT EGREVE.

---

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DEVELOPPEMENT ET TRAVAUX

INGENIEURS DE CHANTIER

PROFIL :
- ayant un diplôme d'ingénieur, ils ont au moins, 5 ans d'expérience de chantiers / études dans l'industrie pétrolière, chimique, nucléaire et connaissent les techniques utilisées en chaudronnerie, charpente métallique, tuyauteries notamment.
Aptitude de l'anglais - Aptitude à l'expatriation.

MISSION :
Ils sont chargés de représenter le Groupe sur les chantiers, de coordonner les activités de contrôle qualité assurées par les Agents du Groupe et d'assurer un suivi du planning et une gestion des contrats et des coûts.

INTERET :
Basés à Pau en première affectation, ou à l'étranger en longue durée, ils pourront développer une carrière intéressante au sein d'un Groupe à vocation nationale et internationale.

Adresser CV et photo sous référence 7.957 à SNEAP - DC Recrutement 26, avenue des Lilas (Tour 12-04) - 64018 PAU CEDEX.

Groupe Financier

PRODUITS D'EPARGNE et D'ASSURANCES

de 1er Plan

EN FORTE EXPANSION

recherche
pour ses délégations régionales de
BORDEAUX – NANTES – NANCY

leurs Directeurs

– Formation supérieure.
– Expérience de la vente, du management, du commercial, sens aigu du marketing.
– Connaissances approfondies des produits financiers.
– Très à l'aise dans les contacts humains à tous niveaux.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous Nº 8036

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Organiser, gérer, animer un secteur « clé »

Formation Supérieure - 10 ans d'expérience

Traiter chaque jour 100 000 commandes, et parfois plus, nécessite de la part d'une entreprise de vente par catalogue une organisation parfaite. C'est pourquoi, aux 3 SUISSES, nous attachons une importance toute particulière au recrutement d'un homme-clé : le responsable de notre service « saisies de commandes ».

Celui que nous recherchons ? C'est un homme très complet :

- *Un manager : assisté de 2 cadres et de 25 agents de maîtrise, il dirigera les services vérification, enregistrement et* retour des commandes. Ses qualités d'animateur lui permettront de gérer et encadrer un effectif de plus de 500 personnes, en grande majorité féminin.
- Un gestionnaire : chargé de planifier l'activité du secteur (en fonction des périodes de pointe), il établira les budgets, les investissements et les besoins en personnel temporaire.
- *Un organisateur, qui saura initier et mener à leur terme les études d'organisation pour diminuer les coûts.*
- Mais surtout un homme de contact, un négociateur, capable d'entretenir de bonnes relations avec les services commerciaux, informatiques, production et les responsables du personnel, et de rester ouvert à l'évolution des problèmes humains et des relations sociales.

Rattaché au Directeur technique, ce poste de très haut niveau ne peut convenir qu'à un homme de formation supérieure (Ingénieur ou équivalent) possédant si possible de bonnes connaissances en informatique. Il justifiera par ailleurs de 10 années d'expérience professionnelle, au cours de laquelle il aura, pendant 3 ans minimum, prouvé ses capacités à encadrer un personnel féminin, si possible dans une unité de production de plus de 100 personnes.



Vous vous reconnaissez dans ce profil ? Proposez votre candidature aux 3 SUISSES - Direction des Relations Humaines - 12, rue de la Centenaire -59170 CROIX.

MEDIA PA

GROUPE CHIMIQUE D'IMPORTANCE MONDIALE

recherche

Cadre fonction personnel DÉBUTANT

pour seconder le Chef du Personnel d'une usine *située près de Dijon.*

Le candidat sera de formation supérieure (grande école de Gestion, IEP, Droit...) avec un goût marqué pour les problèmes de terrain et des facilités de contact.

Ce poste constitue une bonne formation pour une évolution, à terme, vers des fonctions plus larges au sein du Groupe.

Adresser lettre + CV + prétentions sous réf. 3408/S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

amp

ORGANISME FINANCIER MIDI - SUD-EST
recherche pour son service
ORGANISATION

ingénieur débutant

ou possédant une *petite expérience d'organisa*teur, de formation grande école ou universitaire, ayant de solides connaissances juridiques, droit du travail, gestion des ressources humaines.

Le candidat devra s'intégrer à une petite équipe *(4/5 personnes) et après un travail documentaire* important, susciter les besoins des utilisateurs en matière d'organisation et de méthodologie en leur proposant des solutions nouvelles.

Adresser C.V. (photo et prétentions) sous référence 7002 à

mab — marie-alix bordes
conseil en recrutement
3 place de valois 75001 paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LEADER EUROPÉEN DE SA SPÉCIALITÉ
70 % à l'exportation
recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

5 ans minimum dans responsabilité de production. Expérience souhaitée en montage électromécanique et fabrication tôlerie.
Qualités d'organisateur et d'animateur exigées.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

passionné par la fabrication, études de postes, automatismes.

Adr. C.V., photo et prétentions sous référence 11.172 à : P. LICHAU S.A. B.-P. 220, 75063 PARIS Cedex 02.

RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION D'UN GRAND PROJET A L'EXPORT

Notre entreprise, filiale d'un très grand groupe industriel français, développe ses activités de fournisseur et prestataire de services dans le domaine électronucléaire.

Chargée d'un important contrat à l'export, elle souhaite en confier la gestion globale à un Ingénieur ou Universitaire de niveau équivalent, âgé de 35 ans au moins (III A), *et ayant déjà participé* à la direction de grands projets.

Ce poste recouvre tous les aspects de l'exécution du contrat (techniques, commerciaux, budgétaires...), et implique de nombreux contacts internes et externes. Un esprit d'analyse, des qualités *relationnelles* et une bonne *maîtrise de l'anglais sont donc indispensables.*
Le poste est basé à Lyon.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 72393 M à notre conseil.

MILO M.R.H Place de l'Église 06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT

POLYCLINIQUE - 150 lits

RÉGION CENTRE-OUEST
Ouverture début 1982
recrute son

DIRECTEUR

- 40 ans environ.
- Expérience poste similaire indispensable dans établissements privés ou publics.
- RÉFÉRENCES EXIGÉES.

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite à : SOCIÉTÉ FINANCEMENTS ET INVESTISSEMENTS MÉDICAUX - « F.I.M. S.A. », 22, place Vendôme, 75001 PARIS.

URGENT

INGÉNIEUR

Institut de Formation, Normandie-Maine, ALENÇON recherche

INGÉNIEUR

Diplômé 2 à 5 ans d'expérience pour diriger département formation technique (électronique, informatique, pneumatique), 105.000 à 130.000 F annuel.

Adresser curriculum vitae à M. DOUCET, C.F.C.I.C. Centra 348, 94586 RUNGIS CEDEX.

SOCIÉTÉ DES CIMENTS FRANÇAIS

La Société des Ciments Français, C.A. 2,3 milliards, 3.900 personnes, 17 unités de production à taille humaine décentralisées, 20 filiales en France et à l'étranger, 300 millions de F. d'investissement/an, recherche pour renforcer ses équipes d'exploitation en usine

Jeunes ingénieurs grandes écoles

X, Centrale, Mines, A.M.,...

Les Ciments Français appartiennent à un des secteurs industriels ayant su traverser la crise économique en s'adaptant sans à coup. Ses cadres ont su particulièrement faire la preuve de leur dynamisme.
Vous apprendrez avec eux un métier exigeant, mais enrichissant pour lequel vous ne pourrez que vous passionner. Vous mettrez en oeuvre des techniques avancées, souvent sophistiquées, dans des domaines très variés : extraction et transformation des matières premières, énergétique, automation, environnement, maintenance et conception d'équipements industriels...
Votre responsabilité sera, non seulement technique, mais humaine. Vous aurez à animer, former et faire évoluer *les hommes et les femmes qui travailleront avec vous.*
Les nombreuses possibilités d'évolution de carrière qui vous seront offertes, tant en France, dans nos usines ou au siège social, qu'à l'étranger à l'occasion des missions que vous pourrez y effectuer, exigent de votre part la mobilité géographique. La connaissance d'une ou deux langues sera appréciée.
Vous êtes débutants ou avez un à deux ans d'expérience.
Nous attachons beaucoup d'importance à votre personnalité et à vos qualités d'autonomie, de sens des responsabilités, d'ouverture et de curiosité d'esprit...
Lieux de travail décentralisés en province. Logement assuré.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre man.,C.V. détaillé, photo et rémunération sous réf. 73568/M à *Mme* CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rd-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

TIOXIDE S.A. CALAIS

Filiale de TIOXIDE GROUP LIMITED (G.-B.)
1er producteur européen d'oxyde de titane
recherche

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

ENSP, ENSI ou équivalent
pour animer une équipe de recherche et développement produit.

La préférence sera donnée aux candidats ayant une première expérience industrielle ou universitaire (thèse 3e cycle) consacrée à l'étude des états de surface (physique du solide).

Anglais indispensable.

Les candidatures avec C.V., lettre manuscrite et prétentions sont à adresser à la Direction du Personnel TIOXIDE S.A. - B.P. 89 - 62102 CALAIS.

CRÉDIT AGRICOLE DE LA NIÈVRE
recherche

un INGÉNIEUR AGRONOME

(débutant)

pour son service
Financement Secteur Agricole

Adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo + prétentions à :
C.R.C.A.M. de la NIÈVRE
Service du personnel
Les Commailles - R.N. 7
58640 VARENNES-VAUZELLES

Vous êtes jeune diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion et d'Administration des Entreprises
Vous êtes attiré par l'informatique
Nous sommes une importante Entreprise industrielle de la région de LILLE.
Nous recherchons un

CADRE ORGANISATION

chargé de développer notre système informatique de gestion.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 6.261 à Pierre Lichau S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

---

cnet

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour un de ses centres afin de valoriser ses résultats d'études *en électronique, télématique, informatique un*

INGENIEUR GRANDE ECOLE

(ENST, ECP, MINES, SUPELEC, AM, ENSI . . .),

justifiant d'une expérience minimale de 3 ans en milieu industriel.

Ce poste recouvre les activités suivantes :
- Prospection des inventions.
- *Protection des inventions en liaison avec des cabinets de brevets* (en particulier, aide à la rédaction de brevets d'invention).
- Information et sensibilisation des inventeurs (recherche documentaire, formation . . .).
- Participation aux actions de transferts de technologies.

Ce poste s'adresse à un candidat alliant une bonne culture scientifique générale, un esprit clair et des qualités d'écoute.
Des compétences en Droit des brevets d'invention, ou dans des fonctions similaires antérieures, seront appréciées.
Une bonne connaissance de l'Anglais écrit et lu est nécessaire.

Lieu de travail : LANNION (22)

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à Monsieur TURPIN
CNET - LANNION (A) - Division Administrative
B.P. 40 - 22301 LANNION

NOUS RECHERCHONS DES

ACHETEURS

Vous êtes :
- Un commercial, apte à négocier et capable de réagir vite.
- Sup. de Co. *ou équivalent, ESAP, bilingue* Anglais.

Vous avez :
- Une expérience réussie d'achat de biens de consommation courante acquise en grande surface pendant au moins 3 ans.
- Une grande mobilité, une grande disponibilité et une préférence pour la région provençale.

Nous sommes :
- Une filiale française du 20e groupe agro-alimentaire français.

Notre C.A. :
- Plus de 400 millions de F.

Notre taux de croissance :
- Plus de 30 % par an.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

Réf. H.A.,
Direction du Personnel,
40, boulevard de Dunkerque,
13002 Marseille - (91) 91-91-48.

DEUX INGENIEURS ELECTRONICIENS

Spécialiste du contrôle industriel et de la robinetterie, SEREG fait partie du secteur MESURE et REGULATION de SCHLUMBERGER
Son usine de ROSHEIM (180 personnes), au cœur de l'ALSACE, fabrique des instruments de mesure et de régulation électroniques, électromécaniques et pneumatiques.
Pour enrichir sa nouvelle organisation, elle recherche un

INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONIQUES

(Grande Ecole, option électronique)

Sous l'autorité du Chef de Service - ingénieur lui aussi - vous aurez en charge, assisté d'une équipe de techniciens, le développement des produits analogiques.
L'expérience d'études, acquise dans une société fabriquant en grande série de l'appareillage électronique, constituerait le meilleur atout. En effet, elle vous a permis, notamment, d'assimiler les exigences de la production et du contrôle qualité, en un mot, de fiabiliser vos projets. (Réf. IE/M)

Elle propose également un poste d'

INGENIEUR QUALITE

Vous êtes Ingénieur Electronicien, débutant ou, sans être véritablement confirmé, possédez 2/3 ans d'expérience dans le meilleur des cas dans un service qualité.
Cet acquis professionnel vous permet de mener sans difficultés les activités suivantes :
- organisation, coordination, supervision des contrôles qualité depuis les entrées jusqu'aux sorties.
- responsabilité de la gestion de la qualité. (Réf. IQ/M).
Mais ce profil technique n'exclue pas un bon sens des relations humaines.

•

Si affronter des produits destinés à la clientèle industrielle, travailler en étroite collaboration avec la fabrication, vous installer dans une région où la qualité de la vie signifie quelque chose, et surtout bénéficier d'une possibilité réelle d'évolution de carrière au sein d'un groupe important, vous tentent, adressez lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions (en précisant la référence correspondante) à Jacques GENOT - SEREG, 100 rue de Paris, BP 65, 91302 MASSY CEDEX.

SEREG
Schlumberger

A VALENCE

Crouzet

Division Aérospatial
recherche

UN RÉDACTEUR TECHNIQUE

Formation ingénieur électronicien-logicien.
Connaissances microprocesseurs appréciées.

Adresser C.V., photo, références et prétentions sous le numéro de référence 210, à :

CROUZET S.A. - 26027 Valence Cedex.

UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour MOTTA, société spécialisée dans les crèmes glacées et les produits surgelés, un

ADJOINT AU CHEF DE PRODUCTION

pour son usine d'ARGENTAN, en Normandie

Le poste consiste à :
- *diriger un atelier de production de crèmes glacées (deux équipes de 100* personnes environ) ;
- réaliser des études d'organisation et les mettre en application dans le cadre de l'atelier de production : organisation générale de l'atelier, organisation des lignes de production...

Le profil recherché :
- Formation supérieure scientifique agro-alimentaire.
- Expérience nécessaire de 5 à 6 ans dans le secteur alimentaire.
- Connaissance indispensable de l'anglais.
- Capacité d'animation et de conduite des hommes.
- Connaissance ou expérience en organisation et méthodes.

Le poste est susceptible d'évolution tant en France qu'à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions (réf. XVI/81) au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

IBM 30XX. TÉLÉTRAITEMENT 200 TERMINAUX
recherche

INFORMATICIENS :

- **CHEFS DE PROJET** ayant une réelle expérience de plusieurs années en télétraitement et base de données.
- **INGÉNIEURS SYSTÈME** plusieurs années de pratique sous OS/VS ou MVS.
- **ANALYSTES PROGRAMMEURS** confirmés, formation supérieure.
- **INGÉNIEURS DÉBUTANTS** option informatique non indispensable.

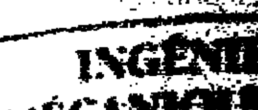
LIEU DE TRAVAIL : Est de la France

Faire offre avec C.V. détaillé sous numéro 7.051, *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMMOBILIER. AIX EN PROVENCE - MARSEILLE.

Important groupe H.L.M (Paris) souhaite confier le développement et la gestion de son activité - secteur France Sud - à un (e) représentant (e) régional (e) du groupe.
Le candidat devra faire preuve d'une réelle expérience dans la construction immobilière sociale et de la connaissance du contexte H.L.M.
Décrivez vos acquis, vos projets professionnels et vos souhaits de rémunération, sous réf. 10258 à

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105 avenue Victor Hugo 75116 Paris





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

INGÉNIEURS DÉBUTANTS MÉCANIQUE - GÉNIE ATOMIQUE

Filiale d'un groupe industriel français de dimension internationale, notre entreprise assure la conception et la fabrication d'équipements de haute technologie pour l'industrie électronucléaire.

Nous souhaitons renforcer notre potentiel d'étude et de développement de produits nouveaux et recrutons pour cela de jeunes Ingénieurs (Mécaniciens Grandes Écoles ou Génie Atomique).

Dans un environnement de très haut niveau technique *et au sein d'équipes motivées* par leurs résultats dans un domaine de pointe, ils participeront aux études de conception et de développement. Les mécaniciens pourront en outre participer à la mise en fabrication de prototypes. Quelques notions d'informatique et une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Les postes sont basés à LYON, et peuvent impliquer des déplacements occasionnels de courte durée.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 72382 à notre conseil.

MILO M.R.H Place de l'Église 06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT

MÉTALLURGISTE

Entreprise française d'ingénierie installée en **région Rhône-Alpes**, nous concevons et réalisons des équipements de haute technologie pour l'industrie nucléaire.

Dans le cadre d'une *rapide* croissance de nos activités, nous recrutons un **Métallurgiste, Ingénieur Grande École** ou **Docteur d'Université.**

Une expérience ou une formation en soudage (matériaux spéciaux) serait appréciée. Il aura la responsabilité de programmes d'essais dans les domaines de suivi de fabrication et de développement de matériaux.

Ces fonctions lui ouvriront diverses possibilités d'évolution dans l'entreprise ou dans le groupe industriel dont elle fait partie.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Une candidature, accompagnée d'un CV détaillé, est à adresser sous référence 72381, à notre conseil.

MILO M.R.H Place de l'Eglise 06810 Auribeau-sur-Siagne

HAVAS CONTACT



Directeur Administratif et Financier

Outinord *spécialiste du coffrage métallique*, 500 personnes, 180 millions de CA dont 55 % à l'exportation, recherche pour le siège social situé dans la région de Valenciennes, son Directeur Administratif et Financier.

Rattaché au Directeur Général, il assure le bon fonctionnement des services comptabilité générale, industrielle, trésorerie, paie, services généraux, secrétariat, service juridique et contentieux ; le suivi des budgets ainsi que l'évolution du service informatique. Il anime plus de 20 personnes. Il agit en tant que consultant auprès d'une Société sœur située en Haute Savoie et apporte son appui à la gestion des filiales françaises et étrangères.

De formation Grande Ecole Commerciale, agé de 35 ans environ, il justifie d'une réelle expérience de gestion *financière et administrative en entreprise industrielle. Une formation complémentaire juridique ou une expé*rience acquise dans ce domaine est indispensable. La connaissance des langues représenterait un plus.

La rémunération sera fonction de l'expérience et des apports du candidat.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 81214 M à Michel BARBEY qui vous contactera en vous garantissant la confidentialité.

EMPLOI **centor**

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53



Directeur Technique d'une S.S.C.I. 195 000 F ±

Rattachée à l'une des premières sociétés françaises de distribution de produits pharmaceutiques, notre S. S. C. I. bénéficie d'une structure nationale (7 agences), de moyens importants et de références solides et nombreuses auprès de nos clients : laboratoires d'analyses médicales, cliniques, pharmacies, . . .

Pour diriger une équipe, conduire des études, intervenir chez nos clients, nous créons auprès de notre Direction à Marseille le poste DIRECTEUR TECHNIQUE.

De formation ingénieur, il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans lui donnant une bonne maîtrise des problèmes d'analyse, une large expérience d'applications de gestion, la connaissance de plusieurs types de matériel.

Créatif, organisateur, homme de *dialogue, il devra faire preuve de réelles qualités de contact pour faire* passer ses idées aux clients et animer son équipe.

Ecrire sous référence 81818 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI **centor**

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT (AUBE 10)

Adjoint au responsable de la division comptable

30 ans mini, justifiant d'une formation supérieure comptable (E.S.C - E.S.C.P - E.S.S.E.C - option finances compta) ou de mémorialiste ou d'expertise, vous bénéficiez d'une expérience professionnelle de 5 ans mini en cabinet d'expertise ou d'Audit. Une expérience du monde de la coopération agricole et/ou de l'informatique est appréciée.

Centre comptable et d'économie rurale (Troyes - Aube) - 70 personnes - *10 MF* C.A, nous sommes dans une phase d'expansion et pour la maîtriser, autant que développer des techniques modernes d'intervention, nous entendons renforcer notre structure de direction et recherchons dans un premier temps à intégrer près de la D.G, L'ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA DIVISION COMPTABLE.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo, prétentions et salaire actuel sous référence O.C.T. 3835 [illegible] Conseil.
17 rue [illegible] B.P. 111 - 51064 REIMS CEDEX.
58 Avenue de Wagram - 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

escae
ou école commerciale de niveau équivalent



Promodès *17400 personnes en France*
1er grossiste multidistributeur en Europe
un des premiers distributeurs de détail en France
CA (groupe consolidé) 1980 : 11.750 Milliards de F.
propose plusieurs postes de

cadres de la distribution

dans sa branche :

Promogros

Commerce de gros et de proximité
(45.5 % du CA du Groupe).

Après une période de formation rémunérée, vous serez titularisé dans l'un *des secteurs d'activités suivants* : commerces, personnel, gestion, logistique, approvisionnement. Du fait du développement de notre groupe, une promotion rapide et personnalisée est certaine pour les candidats de valeur.

- Si vous êtes mobile géographiquement.
- Si vous possédez un tempérament affirmé.
- Si vous avez un goût marqué pour les tâches *concrètes et variées nécessitant initiative* et sens des responsabilités.
- Si vous êtes dégagé des obligations militaires.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. MS7 à Monsieur P. PÉRIVIER

Interactions
Recrutement-Formation-Conseil
groupe Promodès
Place de la Mare - 14000 CAEN.

Promodès

HAVAS CONTACT

250 000 francs +
Nous recherchons notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

Qui sommes-nous ?
Une affaire industrielle de moyenne importance, filiale d'un grand groupe international.
Nous fabriquons des biens d'équipement pour collectivités. Nous avons une très bonne image de marque dans la profession.
Notre marché est en expansion. Nous le sommes aussi.
Nous exportons 30 % de notre C.A.

Qui êtes-vous ?
Vous avez une formation supérieure de type grandes écoles commerciales ou d'ingénieurs.
Vous parlez bien anglais et éventuellement l'allemand.
Vous avez une expérience de 7 à 10 ans dans la vente et la gestion commerciale.
Votre famille souhaite vivre dans une agréable petite ville du centre de la France.

Que ferez-vous ?
Vous serez responsable de l'ensemble des activités commerciales de notre société : réalisation du C.A. avec le souci de la rentabilité, animation des équipes de vente, développement des produits et du marché
Vous ferez équipe avec notre Directeur Général et vous aurez de nombreuses liaisons *avec les sociétés du groupe.*

Vous êtes intéressé !
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 206 à Mme Giachetti, GKS Conseil, 69 rue de Monceau 75008 Paris.

CP — MEMBRE DE SYNTEC

média-system

mds
MDS FRANCE S.A.

EN MINI INFORMATIQUE
Nos résultats sont très bons.
Nous les voulons meilleurs.
Nos objectifs commerciaux sont précis.

Nous recherchons :

DIRECTEUR D'AGENCE A LILLE

Notre directeur d'agence est d'abord un vendeur.
Nous demandons :
- d'excellentes qualités commerciales
- une expérience informatique
- l'habitude des contacts de haut niveau
- une large capacité d'action
- une grande disponibilité

- Vous pouvez nous contacter au SICOB
Niveau 3 — Zone BC — Stand 3255

Adresser CV manuscrit et photo à :
P.J. CAULE
Directeur des ventes province
MDS FRANCE SA — 197 rue de Bercy
75582 PARIS cédex 12



SATMOR
SAGEMOR

« INGENIEUR » GENERALISTE

Société d'Economie Mixte d'aménagement, nous assurons le rôle de pilote et de coordinateur en ingénierie auprès des collectivités locales, et agissons comme conces*sionnaires, mandataires, ou prestataires de services.*

Dans le cadre d'une mission, chaque ingénieur (grande école technique ou commerciale) est responsable des tâches nécessaires pour mener les opérations à bonne fin, qu'elles soient administratives, commerciales, foncières, techniques, ou financières. La plage des qualités (à posséder) et *des connaissances (à acquérir) est aussi large que la variété des situations* rencontrées. La capacité de convaincre, celle de faire progresser ensemble les différents partenaires, l'aptitude au « reporting », sont néanmoins primordiales.

Si vous pensez trouver dans notre activité une occasion *plus pleine d'engagement et de réalisation, veuillez* adresser un dossier d'emblée très complet (C.V., réf., photo, indication de salaire) sous identification L.G. 831, au :

VANNES

CEIP Conseil d'entreprises, 56270 PLOEMEUR

THOMSON-BRANDT
ARMEMENTS

Pour son Bureau d'Etudes à la Ferté Saint-Aubin (LOIRET), 20 km Sud ORLEANS, recherche :

ingénieur

GRANDES ECOLES
Débutant ou première expérience industrielle.

Poste à pourvoir : CONCEPTION ET ETUDES DE MOTEURS FUSEES.

Envoyer candidatures et CV à :
THOMSON BRANDT - Centre d'Essais
45240 LA FERTE SAINT AUBIN.

pmp

SOGREAH Ingénieurs Conseils

«L'ETUDE DE L'EAU DANS LE MONDE»
recherche
pour son Service ELECTROMECANIQUE

UN INGENIEUR ELECTRICIEN

Spécialiste en Electrotechnique Courants Forts et Postes et Réseaux associés à des Centrales Hydroélectriques.

La profil souhaité :
- Ingénieur de formation IEG/Sup-Elec ou équivalent,
- Age minimum 25 ans,
- Anglais indispensable,
- Disponibilité pour déplacements fréquents de moyenne ou longue durée à l'étranger.

Les candidatures (lettres manuscrites + C.V. et photo) doivent être adressées à SOGREAH (Service du Personnel) - B.P. 172 X - 38042 GRENOBLE CEDEX.

Véhicules terrestres

Pour étoffer ses équipes techniques le **CENTRE TECHNIQUE MOBILITE** de la **DIRECTION TECHNIQUE** des **ARMEMENTS TERRESTRES** recherche :

DEUX INGENIEURS diplômés grandes écoles Mécanique Générale (A et M, ENSI...).

Poste a : Participation à la conduite et à la gestion des programmes de véhicules blindés. Suivi des études et de l'évaluation des matériels.

Poste b : Animation et conduite d'études à caractère technologique. Orientation vers une activité plus spécialisée dans le domaine des suspensions.

Pour ces postes il faut des qualités de dynamisme et une bonne disponibilité (déplacements courts mais assez fréquents).

Travail varié dans une ambiance jeune et formatrice.

Envoyer lettre, C.V., prétentions et réf. du poste à :

ETAS ΔTAT B.P. 4107 49041 ANGERS CEDEX

MEDIA PA

TEKELEC TA AIRTRONIC

recherche pour son Agence d'AIX EN PROVENCE

un INGENIEUR - TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera chargé de la vente de micro-*systèmes industriels.*

Une formation d'ingénieur ou un BTS en automatisme est nécessaire pour ce poste.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à
TEKELEC - AIRTRONIC
Service du Personnel
1, rue Carle-Vernet - 92310 Sèvres

Pub. Réunies



emplois régionaux

Cabinet international d'AUDIT d'EXPERTISE COMPTABLE et de CONSEIL recherche pour LYON

AUDITEURS SPÉCIALISTES BANQUE

les candidats ont une expérience de 2 à 3 ans dans un Cabinet d'Audit ou dans un établissement bancaire.

Larges possibilités de promotion pour des collaborateurs compétents et dynamiques au sein de notre « équipe banque ».

Envoyer lettre + CV à
Jeannine EMERIAU
HELIOS 7, rue de Chaillot
75116 PARIS

HAVAS CONTACT

Pour son usine de transformation de l'acier, située dans l'Est, à 300 km de Paris, un puissant *Groupe Industriel spécialisé dans la fabrication de* produits d'équipement destinés à la construction crée sa cellule **MARKETING** et recherche son

RESPONSABLE

Dépendant de la Direction Commerciale, il aura pour mission la RECHERCHE ET L'ÉTUDE DE PRODUITS ET DE MARCHÉS NOUVEAUX.

Pour y parvenir, il devra notamment :

- organiser les possibilités de développement de ces produits et de ces marchés ; études de commercialisation, de rentabilité, des moyens publicitaires et promotionnels ;
- assurer les études d'investissement et des moyens de production, aidé par le Service Technique.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum et justifiant d'une expérience confirmée en marketing industriel.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature accompagnée d'un C.V. détaillé, photo et prétentions au Nº 104.253 M, RÉGIE-PRESSE, 85, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Un ensemble industriel de plus de 2 000 personnes, premier fabricant français de *machines à laver et sèche-linge, filiale* THOMSON-BRANDT, *crée* à LYON

DIPLOMES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

deux jeunes candidats type HEC, ESSEC, SUP de CO désireux d'être formés par des missions opérationnelles diverses auprès de Chefs de Services responsables. l'un sur des problèmes de logistique (flux des approvisionnements, par exemple). l'autre sur des problèmes de personnel (communication à l'intérieur de l'entreprise, par exemple). Ils seront affectés ensuite à un poste de plus grandes responsabilités au sein du groupe à dimension internationale.

Ecrire au Cabinet Gatier,
32 rue Barrème 69006 Lyon,
sous référence 690

média-system

Cabinet Gatier

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS-BESANÇON recherche

SON ASSISTANT ÉCONOMIQUE

chargé des études documentaires et prospectives économiques et juridiques, du suivi du tableau de bord de l'économie du Doubs, de l'information économique du Président, des ressortissants et des services techniques et des relations *avec les organismes départementaux* concernés par les domaines du commerce et de l'industrie.

Formation :
- Supérieure économique ou école de commerce.
- Compétences statistiques et juridiques souhaitées.

Age :
- Minimum 30 ans.

Expérience :
- Au moins trois ans en entreprise.
- Connaissance des problèmes micro et macro-économiques et aptitude à l'analyse de conjoncture.
- Aptitude à l'analyse documentaire et à la rédaction de rapports.
- Sens du contact et des relations publiques.
- Aptitude à l'animation de groupes de travail et de formation.

Adresser *toute candidature* au : **Chef du personnel**, Chambre de Commerce et d'industrie du Doubs, 7, rue Charles-Nodier, 25042 BESANÇON Cedex.

Rech. pour SOLOGNE (Cher)

INFORMATICIEN
niv. licence, EFREI, EFP, programmation scientifique temps réel sur mini-ordinateur.
Adres. C.V. à Mme PICK, Observatoire de Meudon, 92190 MEUDON.

Distillerie VALLÉE DU RHONE rech. V.R.P. multicartes pour diffusion eau-de-vie poire Williams régionale. – Ecrire : HAVAS, *VALENCE, nº 10410.*

Entreprise spécialisée de transports et d'emballages d'œuvres d'arts recherche pour Nice, Collaborateur expérimenté. Ecrire HAVAS, B.P. 346, 06072 NICE Cedex, Réf. 00858.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Société Alsacienne de Supermarchés.
Groupe de 4500 personnes couvrant tous les secteurs de la distribution (Supermarchés, Hypermarchés, Cash, Entrepôts de Gros, Fabrications Industrielles, etc.) implanté en Alsace, en Lorraine et en région parisienne, recherche

CHEF DE ZONE

pour superviser un groupe de Supermarchés.

Outre le fait de manager un ensemble de magasins, il devra :
- conseiller les Directeurs;
- participer à l'élaboration de la politique commerciale des Supermarchés.

Le candidat retenu aura :
- une formation supérieure (ESC ou niveau *équivalent)*;
- une expérience de la distribution : soit comme Chef de Département; soit comme Directeur de Supermarché.

La connaissance de l'alimentaire n'est pas indispensable.

Veuillez adresser votre dossier sous réf. 863 M
Monsieur Dominique BALLOT

S.A.S.M.
117, route des Romains - 67200 STRASBOURG

HAVAS CONTACT

CLESID CREUSOT-LOIRE EQUIPEMENTS SIDERURGIQUES

80% du C.A. à la grande exportation recherche pour son Etablissement de SAINT-CHAMOND
DEPARTEMENT COULEE CONTINUE :

1 INGENIEUR METALLURGISTE

(MINES ou équivalent débutant ou ayant une première expérience de la fonction).
Il sera chargé des problèmes de développement et de l'assistance technique au bureau d'études en matière de procédés.

Déplacements fréquents en France et à l'étranger. Anglais indispensable.

2 INGENIEURS METALLURGISTES

chargés de mise en service des installations de coulée continue sur le site et de service après-vente en France et à l'étranger.

Expérience sidérurgique nécessaire - Goût des contacts - Capacité d'encadrement - Déplacements *fréquents en France et à l'étranger* - Anglais indispensable.

Adresser les candidatures avec C.V., photo et prétentions au Siège Social de CLESID 51, rue Sibert 42403 SAINT CHAMOND à l'attention de M. NEYME.



Nº 1 MONDIAL DE *L'OUTILLAGE ÉLECTROPORTATIF*
Recherche dans le cadre du développement de ses nouvelles activités

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Basé au siège social près de Lyon et rendant compte au responsable du bureau d'études électroniques, il participera au développement de nouveaux produits relevant de l'électronique grand public : études de faisabilité, conception, élaboration de prototypes.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur électronicien diplômé (ENSEEIHT, ENSERG, ESEO ou équivalent) débutant ou de courte expérience, justifiant de compétences en circuits électroniques analogiques et digitaux et en microprocesseurs.

La connaissance de l'anglais est rendue nécessaire par la dimension internationale de la société qui implique des contacts avec l'extérieur.

Ecrire sous référence nº 710 avec CV + prétentions à
BLACK & DECKER
à l'attention de C. NICOLAZZI
B.P. 417 - 69218 LYON Cedex 1.

Importante société recherche pour

VILLE DE L'OUEST

JURISTE

Connaissances approfondies en DROIT des SOCIÉTÉS. Expérience notariale et professionnelle souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 5460, à ORGANISATION et PUBLICITÉ 2, rue de Marengo 75001 Paris, qui transmettra.

Etablissement public à Amiens recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Expérience industrielle 1 à 3 ans pour contacts industriels et études techniques et financières de projets innovation.
Ecr. s/nº T028107M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT ORGANISME de RECHERCHES recrute pour son centre de NANTES

INGÉNIEUR

Haut niveau (ENPC, ECAM, ou équivalent) pour poste comportant travaux de recherche appliquée en dynamique des sols et études particulières *dans le domaine des fondations.* Connaissances en programmation FORTRAN, ainsi que pratique de l'anglais lu et écrit exigée.

Poste stable. Horaire 5 × 8. Cantine, avantages sociaux.

Ecr. avec C.V. et prétentions, s/nº 7841, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Office du Tourisme d'Ax-les-Thermes (Ariège) rech.
DIRECTEUR-ANIMATEUR
Références exigées.
Expériences commerciales dans le tourisme. - Joindre C.V. : avenue Delcassé, 09110 AX-LES-THERMES.

OFFRES D'EMPLOIS

Directeur Commercial
Paris



Contrôle Mesure Régulation

En 25 ans, nous sommes devenus une des plus performante entreprise spécialisée dans la détection et la surveillance de températures et de pression (échappements Diesel, paliers, fluides, etc.). Notre société est une PMI installée à **MARSEILLE**, possédant une implantation internationale, grâce à un réseau de filiales et d'agents.

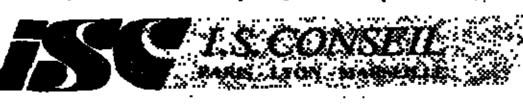
Notre PDG recherche pour **PARIS** son collaborateur direct qui prendra en charge la responsabilité de la politique commerciale.

Ce poste s'adresse à un homme de contact, ayant une dizaine d'années d'expérience professionnelle et sachant gérer un budget, animer une équipe, prospecter et faire signer des contrats en France et sur le marché européen. Il participera à la conception des nouveaux produits et assurera la coordination avec la production.

Une formation d'ingénieur spécialisé en électronique serait très appréciée. Pratique courante de l'Anglais indispensable. Allemand ou Espagnol souhaité.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo + *prétentions sous réf. 901/81 à* **I.S. Conseil** - 116, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS.

MEDIA PA



TERADYNE

ingénieur de maintenance

L'activité de notre société concerne, comme vous le savez sans doute, la fabrication et la commercialisation de systèmes de tests pour composants et sous-ensembles électroniques. Nos clients sont donc les fabricants et les utilisateurs de semi-conducteurs notamment.
Pour étoffer notre Service Maintenance, nous créons aujourd'hui un nouveau poste d'ingénieur. Il s'agit de réaliser l'implantation de nos systèmes, d'en assurer la maintenance et d'apporter à nos clients la formation technique nécessaire.
Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs en Electronique et vous avez de préférence une première expérience :
- soit dans l'implantation et la maintenance de systèmes ;
- soit dans la production de biens d'équipements électroniques.

De plus, vous parlez couramment l'Anglais et vous êtes disponible pour des déplacements en clientèle.
Si vous vous reconnaissez dans ce bref profil, nous serons heureux de vous rencontrer lors d'un prochain entretien qui viendra compléter cette annonce.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 5135 à Michel GARNIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE **IBD**
28, avenue de Messine
75008 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

média-system

CSNCR

BANQUE
Quartier Saint Lazare
recherche

EXPLOITANT
Responsable de Guichet

GRADE IV OU V

SA FONCTION :
- animation commerciale et gestion de guichets implantés à Paris.

SON PROFIL :
- sens commercial développé
- connaissance clientèle de particuliers

Envoyer C.V. manuscrit + photo ss no 08744 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

TEKELEC TA AIRTRONIC

92 SEVRES
recherche pour sa DIVISION INDUSTRIE

un ingénieur-technico commercial
EN AUTOMATIQUE

pour la commercialisation de séquenceurs et automates programmables, de matériels de contrôle et régulation.
Ce poste doit préparer à une évolution vers des fonctions de chef de département.

un technico commercial

ayant une bonne connaissance de la technique des automates évolués.

une assistante d'ingénieur

pour assurer le secrétariat technico-commercial de la division.

Ecrire avec C.V. détaillé à :
TEKELEC-AIRTRONIC, Service du Personnel
1, rue Carle-Vernet - 92310 Sèvres

P.R.

---

180 000 francs +

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Nous sommes une Industrie porcelainière du Berry. Notre image de marque est très bonne et nous sommes en expansion.
Nous employons 500 personnes.
Notre usine à feu continu, d'un niveau européen, est bien équipée en machines et fours.
Nous créons le poste de Directeur d'exploitation.
Les missions confiées : animation des équipes de fabrication (15 agents de maîtrise, 300 personnes), responsabilité des coûts de production et de la qualité, actions d'amélioration de la productivité, *direction* du bureau des méthodes et d'aménagement du travail et des équipes d'entretien.
Ce poste convient à un INGENIEUR A.M. (ou similaire) de 35 ans minimum, ayant une expérience industrielle de postes techniques et de fabrication.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre + photo) à notre Conseil sous réf. 21 M 177, CPA, 69 rue de Monceau Paris 75008.

média-system

CPA
MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes une *Société internationale* basée à Paris. Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée, traitée par *150 spécialistes.*
Notre département Législation Sociale recherche

2 juristes

pour conseiller ses interlocuteurs : chefs d'entreprises, responsables du personnel, avocats, cabinets fiduciaires.

Vous avez acquis une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une grande entreprise, qui vous a permis de maîtriser le droit du travail, la réglementation de la Sécurité Sociale, l'hygiène et la sécurité.

Vous êtes un homme de conseil.

Envoyez votre candidature détaillée, en indiquant votre rémunération actuelle, à SVP Direction du Personnel, 54, rue de Monceau 75008 PARIS.



IMPORTANTE BANQUE
Quartier Opéra
recherche

1 organisateur
CONFIRME

Ayant déjà acquis une expérience d'au moins 5 ans, de préférence dans le secteur bancaire. Il sera chargé de suivre des projets importants dans le cadre de groupes de travail.

Le candidat retenu sera motivé par le travail d'équipe, les contacts et l'animation.

Des connaissances informatiques seraient appréciées.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous no 07438 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche

A - Pour son Service Equipement Tourisme Urbanisme

un Chargé d'Etudes

Mission :
- gérer : 3 zones industrielles, 1 centre d'accueil
- participer à des études commerciales et économiques

Ce poste conviendrait à un candidat ayant :
- une formation économique de base à dominantes comptables et financières (IUT, BTS ou équivalent),
- si possible une première expérience professionnelle.

REF. 691

B - Pour son Service Industrie et Commerce Extérieur

un Adjoint

Il aura pour missions :
- d'analyser les besoins des industriels en matière :
  - de gestion,
  - de développement commercial,
  - d'exportation
- d'assurer des tâches administratives liées à l'activité du service,
- d'accompagner des créateurs d'entreprises.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant l'expérience du monde industriel.

REF. 692

Ces deux postes exigent : goût du travail en équipe, sens des contacts humains, organisation, méthode, esprit créatif, disponibilité et sont à pourvoir dans le département de l'Essonne.
- *Résidence en Banlieue Sud souhaitée.*
- *Voiture personnelle indispensable.*

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste au :

CEFAGI 87 - 89 Avenue Kleber 75784 Paris Cedex 16

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

patron de la production
électronique - métrologie
180/220.000 F an

Nous sommes une entreprise qui réalise du matériel de haute technologie.
Nous recherchons pour notre usine située dans le centre de la France, un Patron de la Production.
Excellent technicien et organisateur, il animera un effectif d'environ 200 personnes incluant la fabrication et les méthodes. *Le candidat idéal est un ingénieur plutôt jeune* ayant acquis son expérience dans l'électronique et/ou l'électromécanique et ayant été confronté de préférence tant *aux problèmes de méthodes que de fabrication* (des connaissances en physique seraient un atout supplémentaire). C'est un homme qui allie la fermeté à la *souplesse, capable de s'imposer d'une façon indiscutable* auprès de collaborateurs compétents. réf. M 903

direction comptable
Côte d'Azur
180/200.000 F an

Nous sommes l'un des tous premiers groupes français d'entreprises de bâtiment et nous recherchons le futur patron *comptable de notre filiale Côte d'Azur* (700 personnes).
Responsable de l'ensemble des problèmes relevant traditionnellement de la fonction, il animera une équipe d'une dizaine de personnes.
C'est bien entendu un professionnel confirmé et tout à fait familiarisé avec l'utilisation de l'informatique. D'intéressantes perspectives de carrière tant au niveau de la filiale qu'à celui du groupe sont possibles pour une personnalité solide, compétente et disposant d'un bon potentiel. réf. M 941 CK

directeur transports
220/280.000 F an

Nous faisons partie d'un grand groupe industriel et notre activité concerne tant la France que les marchés internationaux. Le bon fonctionnement des transports a donc pour nous une importance primordiale, que ce soit pour notre approvisionnement en matières premières, les relations entre nos sociétés et nos usines, les livraisons à notre clientèle.
Nous cherchons un cadre de valeur, dont l'expérience a été nécessairement acquise dans l'industrie et qui devra définir une politique et établir un « plan transport ». Il veillera *ensuite à son application à la tête de structures qu'il aura* mises en place et gérera au mieux un important budget.
Ce poste directement rattaché à la direction générale ouvre des perspectives d'avenir importantes par exemple au niveau de la direction logistique du groupe.
Siège : Paris ou Région Rhône Alpes. réf. M 931 AK

directeur
gestion - organisation - marketing
200/250.000 F an

Nous sommes un important groupe de distribution et recherchons pour l'un de nos secteurs d'activité un Directeur Gestion, Organisation, Marketing.
Le candidat idéal, 35 ans environ, dispose d'une formation supérieure, d'une bonne pratique de l'informatique et a acquis une solide expérience de la gestion à un poste *d'organisation dans une entreprise de distribution de* produits grande consommation. Très autonome il a un excellent sens des contacts et de l'animation des hommes *ainsi que le goût des problèmes commerciaux et de* marketing. Dépendant du Président, sa mission essentielle sera la mise en place des procédures de fonctionnement, des systèmes de gestion et l'élaboration des éléments de décision. Par la suite sa réussite lui permettra d'accéder à une fonction de Directeur Général au sein du groupe. réf. M 925 DS

marketing management
Europe
produits industriels
170/200.000 F an

Groupe multinational américain, une de nos divisions fabrique en France un matériel destiné à l'industrie européenne. Nous confierons son marketing à l'homme que nous recherchons. Chargé de la détermination de la politique produit, il sera l'interface entre les besoins de la clientèle d'une part, les départements R.D. et Engineering de *la société en France et aux USA d'autre part. Ayant sous sa* responsabilité les forces de vente des différents pays, le SAV et la publicité il déterminera et mettra en œuvre la politique *commerciale la plus adéquate pour nos filiales et nos distributeurs.* Il saura appliquer sa formation technique, sa connaissance de la mécanique et de l'hydraulique, son expérience de la vente de produits industriels au développement du matériel et de sa part du marché européen. Une belle évolution de carrière dans le groupe sera possible, en fonction de la réussite dans ce poste-clé. De nombreux déplacements sont à prévoir. La pratique de l'anglais et de l'allemand est nécessaire pour cette intéressante opportunité dont le siège sera situé à DIJON. réf. M 940 AK

Nous comptons parmi les plus importantes entreprises françaises dans notre domaine et nous rechechons :

TRAVAUX ELECTRIQUES

1 responsable commercial
Nord - Picardie
150.000 F an+

30 ans minimum, il a 5/6 ans d'expérience acquise à un poste de responsable d'affaires en entreprise électrique.
Il sera l'adjoint du Directeur Régional et aura à intervenir sur 4 centres d'activités industrielles et publiques réalisant un chiffre d'affaires d'environ 50 millions de francs/an. réf. M 936 DS

2 responsables d'affaires
Picardie / Bretagne
135.000 F an+

Il s'agit d'un ingénieur diplômé de 28 ans minimum dont une expérience de 3 à 4 ans dans la fonction lui permettra de prendre en charge le développement de notre activité Bâtiment industriel. réf. M 937 DS Picardie
réf. M 938 DS Bretagne

1 adjoint au chef d'agence
Bretagne
150.000 F an+

C'est de préférence un jeune ingénieur diplômé de 30 ans au moins, ayant acquis une expérience d'ingénieur d'affaires à qui nous confierons la charge de développer notre activité Bâtiment industriel.
D'excellentes perspectives d'avenir sont offertes à un candidat à fort potentiel. réf. M 939 DS

Envoyez votre CV en précisant la référence du poste aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris - Tél. 828.92.20

GFC

Important Etablissement Financier
recherche pour
son *Service Moyens Généraux*

un Responsable des Moyens Généraux
réf. CEP/1

pour superviser la gestion technique, les locaux, les achats, les *approvisionnements* et coordonner l'établissement des contrats.
Niveau d'Etudes Supérieures et 5 années minimum d'expérience technique dans ces *domaines* (dont responsabilité de projets).

un Responsable des Locaux
réf. CEP/2

pour assurer la gestion administrative et budgétaire des immeubles et veiller au bon état des locaux, à la fiabilité des installations techniques et à la sécurité.
Niveau d'Etudes Supérieures et une solide expérience dans un bureau technique ou dans un poste similaire en entreprise.

Adr. CV, phot., sal. et prét. en préc. la réf. du poste sous n° 8303 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tel. (1) 266.04.93.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tel. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tel. (20) 73.71.70.

Direction des ressources humaines

Votre tempérament : une certaine sensibilité,
un certain charisme, de la rigueur.
L'une de vos joies : entreprendre.
Votre métier : communiquer.

Aujourd'hui nous vous offrons **la direction de nos ressources humaines** si demain vous souhaitez, chez nous, évoluer vers une direction à dominante commerciale.
Notre entreprise emploie plus de 1 000 personnes. Nous sommes implantés dans 10 pays. Innovation, productivité, exportation constituent les mots clés sur lesquels nous fondons tous nos développements. Leader dans le domaine de la transformation des matières plastiques, nous fabriquons des biens de consommation semi-durables destinés à l'équipement de la maison. Nous commercialisons nos productions au travers de canaux du type grande distribution.
Intégré à l'état major de la direction générale, en étroite liaison avec l'ensemble de la hiérarchie de l'entreprise et les instances représentatives du personnel, à partir des données de terrain, vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de développement de l'ensemble des **ressources humaines** (ouvriers, employés, techniciens, cadres,...).
Agé de 35 ans, doté d'une formation supérieure (de préférence grandes écoles de commerce) votre expérience industrielle, votre style, vous ont permis d'avoir une approche plus sciences humaines que technique des organisations, et de comprendre, au-delà du slogan, que l'homme est la plus grande richesse de l'entreprise. Vos responsabilités de hiérarchique, ou de fonctionnel directif, vous ont conduit à engager une réflexion approfondie et efficiente sur les termes « efficacité - attentes des partenaires sociaux - consensus social,... ».

Directeurs du personnel, si, à terme, une direction à dominante commerciale vous séduit, votre candidature nous intéresse.

Ecrire à Hervé Zebrowski - Réf. M 11049 (Lyon).



FRANCE S.A.

recherche
pour sa Division Pièces Détachées, son

Responsable marketing

Le candidat retenu sera un commercial ambitieux et dynamique, capable de *motiver et d'entraîner une équipe de* collaborateurs et un réseau de concessionnaires.

Une solide expérience du milieu automobile et des réseaux de distribution sera appréciée.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Le lieu de travail se situe aux Mureaux.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo (retournée) et prétentions au **Service du Personnel 49, avenue d'Iéna-75016 PARIS**

amp

ALSTHOM ATLANTIQUE

Pour poste à créer dans un cadre d'expansion et recherche de produits nouveaux pour

EXPORTATION

Recrutons :

INGENIEUR CONFIRME

Formation : électricité

Expérience :
- matériel moyenne - basse tension
- installations électriques MT/BT
- pratique exportation.

Qualités requises :
- imagination, marketing et technique
- *sens de la négociation, animation, disponibilité et travail en groupe*
- organisation et méthode
- anglais courant, autre langue appréciée.

Age 35 ans environ.

Lieu de travail : PARIS.

Développement de carrière à *prévoir*.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à Direction Commerciale Exportation - 94, Avenue de Villiers 75017 PARIS.

SMITHKLINE
GROUPE MONDIAL

21 000 personnes - 50 filiales - 10 milliards de francs de C.A. représenté en France par les Laboratoires GREMY-LONGUET et *SMITH KLINE & FRENCH*
recrute pour son usine de LIMAY (78)

responsable gestion magasins

POSTE :
rattaché directement au Directeur de l'Usine :
- Animation, organisation, gestion des magasins, *des expéditions et des Services Généraux* (36 personnes, dont 2 cadres et 4 A.M.)
- Liaison avec les différents établissements du Groupe en France, les transporteurs, l'Administration et la clientèle.

PROFIL :
- Niveau études supérieures - Anglais
- Maîtrise des méthodes et procédures de *gestion des magasins (préférence industrie* chimique ou pharmaceutique)
- Expérience encadrement en Usine indispensable
- Connaissance et expérience *informatique*.

Le développement et les besoins du Groupe peuvent autoriser des perspectives d'évolution à terme éventuellement dans d'autres établissements.

Ecrire avec CV, photo, desiderata à
Direction du Personnel, Réf. PV
15, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX Cedex

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS D'ETUDES ET DE REALISATIONS MECANIQUES
recherche pour son Siège Social PARIS

rédacteur information technique interne

Chargé de participer à l'animation des communications internes, *il sera notamment responsable de :*
- la réalisation d'informations techniques, industrielles et professionnelles destinées au personnel dans le cadre des supports *existants*,
- la conduite d'actions de communications réalisées dans les unités en liaisons aves les responsables locaux (exposés, projections, montages ...).

Il apportera, en outre, son concours à la mise en place d'actions ou supports nouveaux de communication (conception, élaboration, évaluation).

Il sera répondu à toutes les lettres de candidatures mais la préférence sera donnée au candidat qui présentera une expérience pratique des langages et techniques de la communication, notamment dans le domaine de la vulgarisation scientifique, sera diplômé de l'enseignement technique ou scientifique supérieur et doté d'un *esprit créatif ainsi que d'aptitudes à l'animation*.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser lettre et C.V. très détaillé sous no 07965 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Pharma-Gummi France

Filiale française,
en croissance rapide du 1er fabricant européen de produits de conditionnement en élastomères pour l'industrie pharmaceutique
recherche

un jeune responsable des ventes

basé à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE avec de fréquents déplacements.

En collaboration étroite avec le Directeur Commercial, il sera chargé de :
- *développer les ventes,*
- assurer les relations commerciales et l'assistance technique des clients.

Le candidat retenu devra :
- *justifier d'une expérience réussie* de la vente de produits techniques à l'industrie pharmaceutique, chimique ou biologique.
- pratiquer couramment l'allemand ou à défaut l'anglais.
- *avoir acquis par des études supérieures* une bonne culture générale.

De réelles perspectives d'avenir s'offrent à un candidat de valeur.

La *rémunération* sera fonction du niveau du candidat retenu.

Adresser lettre, C.V. et prétentions à Monsieur le Chef du Personnel
PHARMA-GUMMI FRANCE - 38, rue Robert Degon - B.P. 26
02170 LE NOUVION EN THIERACHE.



Degrémont

Leader mondial du traitement des eaux
recherche

UN ELECTRICIEN ou TECHNICIEN SUP. expérimenté

ou INGENIEUR éventuellement débutant

Bonne connaissance de l'anglais parlé.

Il sera chargé de l'étude et de la réalisation d'installations d'électricité industrielle MT-BT.

Adresser C.V., photo et prétentions
au Département relations du travail s/réf. 255
183, avenue du 18 Juin 1940
92500 RUEIL-MALMAISON

Etre rapidement le patron d'une agence, c'est possible au Crédit Universel !

ESSEC, ESCP, EDHEC...

Les **jeunes diplômés ESSEC, ESCP, EDHEC et Grandes Ecoles de Gestion** que nous recrutons ont la volonté de réussir. Rapidement. Ils souhaitent accéder à des postes de responsabilité, donner des preuves de leur dynamisme, de leur ambition. Nous leur proposons les moyens de prouver leurs capacités à **développer, animer, gérer** : une formation solide et complète (en agence et au siège). La prise rapide de responsabilités en matière **bancaire,** la possibilité de justifier rapidement de leurs connaissances. Dès qu'ils en sont *capables ils deviennent Adjoint au Directeur d'une des Agences du réseau. Grâce à sa* forte croissance, le Groupe peut offrir **rapidement** aux meilleurs d'entre eux des postes de patrons d'Agences.

*Pour recevoir, **par retour**, un dossier d'information sur cette offre, faites-nous connaître* les raisons qui vous amènent à rechercher une telle opportunité.

Groupe du CREDIT UNIVERSEL
Recrutement Agences
152, bd Haussmann — 75008 PARIS

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

ÉLECTROMÉCANIQUE - EUROPE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Nous sommes une société française de *rang international* spécialisée dans du petit matériel électromécanique de haute technicité.

Nous recherchons un jeune ingénieur *ayant bonne* connaissance électronique ou électromécanique, capable d'assurer le suivi des affaires chez nos clients fabricants d'ordinateurs installés en Europe

La connaissance de l'anglais et une grande disponibilité pour les voyages sont indispensables.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 24447 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94300 VINCENNES

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA
3.000 personnes - C.A. : 600 millions de F.
Fabrication et pose de canalisations en béton
Engineering, *fourniture d'usines de préfabrication* produits en main - France et Etranger -
recherche
pour son Département Etudes et Projets à Paris

jeunes ingénieurs

PONTS ET CHAUSSEES – MINES – CENTRALE

Les postes conviennent à des Ingénieurs formés en Génie Civil - Hydraulique - Béton
et désireux :

a) - d'avoir dès le départ des responsabilités techniques sur des projets France et Etranger ;
b) - d'assurer les relations avec les services : Production - Travaux - Commercial et les clients;
c) - d'évoluer vers d'autres fonctions pour déboucher *sur des responsabilités plus étendues en* France et à l'Etranger.

Les postes nécessitent :
- de l'initiative,
- du caractère,
- le goût de la technique.



Ecr. avec C.V. et photo à
Société des Tuyaux BONNA
Boîte Postale 371 - 08
75365 Paris Cedex 08

REICHERT-JUNG France

recherche un

technicien informatique

Il sera chargé de la vente et du suivi des instruments scientifiques programmables (Basic, Fortran) destinés aux Laboratoires hospitaliers et industriels.

Une expérience de la maintenance de matériels similaires sera un atout supplémentaire.

Cette position entraîne de nombreux déplacements de courte durée.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo (retournée) et prétentions au Chef du Personnel
116, Bd Richard-Lenoir - 75011 PARIS

B.T.S. électronique ou +

Au sein d'une équipe, il sera chargé de répondre aux appels d'offres dans les domaines émission-réception, liaisons hertziennes et Audio-Vidéo.

Expérience Haute Fréquence/liaisons hertziennes (encadrement d'installations, ingéniérie...).

Connaissances **Audio-Vidéo** appréciées.

Ce poste requiert, outre les compétences techniques et professionnelles, une personnalité affirmée, dynamique, un esprit d'initiative en rapport avec son niveau d'autonomie et de responsabilité.

Anglais technique indispensable. Déplacements de courte durée à l'étranger.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + rémunération actuelle à Mr NARDOU sous réf. 15/N à

3M France
Service Recrutement
Boulevard de l'Oise
95006 CERGY-PONTOISE Cedex

3M

MEDIA PA

Importante Société Aéronautique située en Région Parisienne
recherche

un Ingénieur position III A

32 ans minimum.

FONCTION: établissement des *prix* commerciaux des pièces mécaniques et des équipements.

FORMATION: Estaca - Enica - EPF - AM ou équivalent. Connaissant les fabrications aéronautiques. Aptitude aux chiffres et calculs rapides.

EXPERIENCE: 7 à 10 ans de fabrication ou bureau des méthodes en pièces mécaniques pour avionneurs et sous-traitance.

Adresser lettre manuscrite + CV
+ photo récente à

CONSILIA **Conseil en Ressources Humaines**
5, rue Lincoln 75008 Paris



4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Manager fort potentiel
référence GV 151 CM

LE PREMIER GROUPE EUROPÉEN DANS SON DOMAINE (*secteur* **tertiaire - CA 3 milliards de dollars**) recherche un Dirigeant pour une de ses filiales françaises (100 personnes, CA supérieur à 250 millions de francs).

Ce poste conviendrait à un jeune cadre supérieur, désireux de valoriser une première expérience réussie de *8 à 10* ans, *lui* permettant d'accéder à des fonctions de Direction Générale.
De solides connaissances en gestion et/ou en organisation administrative sont indispensables, acquises dans l'exercice de *fonctions* type *audit, contrôle de gestion, organisation et informatique*... Il serait souhaitable que de telles responsabilités aient été assumées au sein d'un cabinet d'audit ou d'un grand établissement bancaire ou financier et que le candidat ait déjà exercé *des fonctions d'encadrement. Toutefois*, le choix *sera* surtout déterminé par la **personnalité** du candidat, qui devra être un gestionnaire rigoureux et énergique. La réussite dans ce poste lui ouvrira de larges perspectives de développement.
Poste à Paris.

Directeur administratif et financier
référence LM 144 CM

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE EUROPÉEN (CA 250 millions de francs), produits grand public, marque renommée, recherche son **Directeur Administratif et Financier.**

Rattaché au Directeur Général et membre d'un Comité de Direction, il participera pleinement à la vie et au développement de la société et assumera la responsabilité des activités financières et comptables, administration générale, personnel.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé grande école de gestion, ayant 10 ans d'expérience professionnelle et témoignant de qualités marquées de rigueur et de contact.
Connaissance allemand et anglais indispensable.
Poste à Paris.

Responsable de la logistique
référence KU 129 AM

LE PDG D'UNE SOCIÉTÉ DE "FAÇONNAGE" DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMÉTOLOGIQUES, 200 personnes, liée à un important groupe français, recherche pour lui être directement rattaché et créer la fonction, le **Responsable de la logistique.**

Ce poste conviendrait à un candidat, formation supérieure scientifique, de fort potentiel, ayant 5 ans d'expérience en gestion de production acquise dans une industrie similaire, capable de réorganiser et de diriger :
- les approvisionnements et achats
- la gestion des stocks
- le planning
- les magasins et les expéditions.

En outre, il participera à la mise en place de l'outil informatique et assurera le contact avec la clientèle quant au respect du planning. Situation évolutive pour un candidat dynamique et bon organisateur.
Poste : région Loiret
Ordre de grandeur de rémunération : 180 000 F +

Ingénieur chef de service prévention conditions de travail
référence RH 148 CM

POUR UNE USINE MODERNE DE 3 000 PERSONNES (rattachée à un des premiers groupes industriels français) nous recherchons un **Ingénieur** pour lui confier l'importante responsabilité du service "Prévention-Conditions de Travail".

Au sein de la fonction Personnel et Relations Sociales, il s'agit.
- d'une part, d'assurer l'application des dispositions légales concernant l'hygiène et la sécurité et d'impulser des *progrès significatifs en ce domaine en sachant* obtenir l'adhésion des individus et services concernés,
- d'autre part, de promouvoir et d'animer une politique d'amélioration des conditions de travail en faisant partager le *souci constant à tous les niveaux de l'entreprise.*

Le titulaire devra être à même d'obtenir l'implication étroite du service autonome de Médecine du Travail dans toute son action.
Il disposera des moyens et des ressources appropriées.
Ce poste conviendrait à un **candidat désireux de valoriser une solide expérience de la production, motivé par les relations humaines et témoignant des qualités marquées d'animateur.**
Il requiert des connaissances approfondies de la réglementation de la sécurité, des facultés d'autonomie et de gestionnaire.
Poste : ville Nord France. Rémunération : 150 000 F/an+

Jeune ingénieur développement et gestion équipements industriels
référence LT 115 CM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE filiale d'un puissant groupe automobile - usine proche ville universitaire région Est; recherche un **Jeune Ingénieur pour Service Développement des Équipements de la société.**

Il participera :
- aux études de faisabilité et aux calculs de rentabilité des projets
- au pilotage des études des équipements nouveaux ou des améliorations des matériels en service
- à la gestion des licences et du KNOW HOW.

Ce poste peut convenir à un Ingénieur diplômé grande école ECP, AM, Mines... ayant quelques années d'expérience dans engineering ou chez constructeur équipements (éventuellement débutant selon formation et stages).
Anglais indispensable.
Situation intéressante et rapidement évolutive pour candidat alliant goût de la technique au sens de la gestion et du développement.

Jeune chef de projet organisation informatique gestion de personnel
référence KZ 154 CM

UN PUISSANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE, 4 000 personnes offre un poste intéressant et de réelles opportunités de développement de carrière à un **Organisateur Informaticien.**

Sa première mission dans le groupe sera de donner une nouvelle dimension à l'ensemble des traitements informatiques concernant la gestion du personnel et d'assurer la mise en place de la mini-*informatique dans ce secteur. Il traitera des problèmes* complètement depuis l'analyse des besoins jusqu'à la formation des utilisateurs.
Ce poste conviendrait à un candidat
- *de formation supérieure,*
- ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle impliquant la responsabilité de projets plus particulièrement dans la gestion du personnel.
- *témoignant de qualités de gestionnaire* et d'animateur.

Poste à Paris.

etap — 4,rue Massenet 75016 Paris

Groupe Financier

PRODUITS D'EPARGNE et D'ASSURANCES

de 1er Plan

recherche dans le cadre de son développement
un

Spécialiste Marketing de très haut niveau

Qualités : d'étude - d'animation - d'organisation - de créativité - d'imagination - de persuasion - homme de contacts d'équipe.

Connaissances : produits financiers - produits d'épargne - vente - commercialisation.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous Nº 8030

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

IMPORTANT GROUPE FINANCIER NATIONAL
fortement implanté en milieu d'entreprises (assurance - retraite - gestion d'épargne - Produits financiers)

recherche
pour sa délégation ILE DE FRANCE

RESPONSABLE COMMERCIAL

- Dynamique, de formation supérieure (Economique et financière).
- Une pratique des contacts à tous niveaux.
- *Une expérience* bancaire (*vente de* Produits financiers) de 2 ou 3 ans serait souhaitable.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération *souhaitée* sous Nº 8039 à

PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

MODERNE MECANIQUE

PME, constructeur de machines, recherche

ingénieur technico-commercial

Formation mécanique souhaitée.
Son expérience lui permettra de seconder notre direction commerciale.

Adresser CV détaillé et prétentions à :
M. NATIS - MODERNE MECANIQUE
179, rue de Romainville
93100 MONTREUIL



recherche pour son service technique

UN INGENIEUR MECANICIEN

diplômé d'une école d'ingénieurs. Il sera chargé de l'étude et du suivi de réalisation de systèmes mécaniques complexes. Il aura une bonne connaissance des problèmes de vibrations et chocs.
Anglais souhaité.
Lieu de travail : *BOUTIGNY-SUR-ESSONNE.*
Déplacements de courte durée à envisager.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à VIBRACHOC
216 Bureau de la Colline — 92213 St-Cloud cedex

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base *assurée dans le cadre* d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat. avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 6.203 *Contesse Publicité* 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS
recherche

UN INGENIEUR FABRICATION MECANIQUE

Il aura, sous sa responsabilité directe, deux ateliers de fabrication du Département Construction et Ingéniérie. A ce titre, il devra plus particulièrement assurer les fonctions suivantes :

- *mise en place et démarrage de nouveaux moyens de production,*
- animation d'une unité de 80 personnes,
- élaboration et suivi des budgets d'exploitation.

Les candidats sont de formation A.M., I.C.A.M., I.N.S.A., ..., et ont une première expérience de trois à cinq ans en atelier de mécanique générale.
Ils maîtrisent bien l'utilisation des machines outils à commande numérique *et sont très motivés par la gestion d'une petite cellule de production.*
Enfin, ce sont des hommes de contact capables d'instaurer un bon climat relationnel au sein de leur équipe.
Il existe de larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Adresser Curriculum vitae + photo, sous réf. 3058, à **TELEX P.A.** *34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.*

Notre groupe, indépendant financièrement, est encore à taille humaine et son activité est diversifiée : pétrole, ingénierie en génie civil nucléaire et mécanique des sols... Dans le cadre de notre développement nous recherchons un

INGENIEUR EN ORGANISATION DE GESTION

Vous avez complété votre diplôme d'ingénieur par une formation à la gestion et vous avez acquis une dizaine d'années d'expérience en tant qu'ingénieur conseil en gestion dans un cabinet d'organisation. Vous avez ainsi réalisé avec succès, notamment auprès de P.M.E., des missions variées d'organisation administrative et financière, de mise en place de comptabilité analytique et d'informatique de gestion. Vous aimez votre métier mais vous souhaiteriez intégrer l'entreprise : nous vous offrons cette possibilité. En étroite liaison avec la Direction Générale du groupe vous serez chargé des problèmes d'organisation et de gestion des filiales Ingénierie du groupe. En vue de l'amélioration de l'existant votre mission recouvrira donc : analyse, proposition, mise en place du système et le suivi de leur performance, ceci dans un aspect opérationnel de contrôle de gestion.

Ecrire sous réf. 6521 M

Distribution alimentaire exclusive - Nous sommes l'un des leaders dans notre domaine. Notre activité est très diversifiée et notre marque est de grand renom tant en France qu'à l'étranger. Compte tenu de notre développement nous recherchons un

ADJOINT DIRECTION GENERALE

Vous êtes de formation supérieure, âgé de 35 ans minimum et vous avez acquis une expérience diversifiée qui vous permet de maîtriser tous les aspects de la distribution alimentaire y compris sur le terrain. Vous savez donc que c'est un métier passionnant mais astreignant. En étroite collaboration avec notre Direction Générale, nous vous conferons la responsabilité de missions d'analyse, d'organisation, d'harmonisation, d'amélioration des différents rouages de notre société. Pour être efficace et crédible à ce poste, vous devez au-delà de vos compétences professionnelles posséder des qualités d'animation et de communication indispensables à l'aspect relationnel de cette fonction. Une personnalité de valeur pourrait prendre progressivement une direction opérationnelle importante dans notre structure.

Ecrire sous réf. 6522 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon en précisant la référence; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE – 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10

MEMBRE DE SYNTEC

Pistin Champs



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION
CHIMIE ET DEVELOPPEMENTS INDUSTRIELS (CHIMIE FINE)
CENTRE DE PROFITS PARIS LA DEFENSE

INGENIEUR CHIMISTE

PROFIL :
Diplôme d'Ingénieur Chimiste avec une expérience de cinq ans au moins en recherche et/ou exploitation industrielle
+ *Intérêt pour les problèmes économico-commerciaux.*

MISSION :
- analysera les coûts de production (matières premières, rendements, procédés) d'une gamme de produits industriels
- proposera et animera une politique de développement (projets d'investissement, nouvelles applications, accords technologiques)

INTERET :
En fonction de l'expérience et du sens du commandement, des responsabilités de supervision et de gestion pourront être confiées rapidement.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous référence 7683
Service Recrutement ELF FRANCE 137, rue de l'Université 75340 PARIS CEDEX 07
Discrétion assurée.

Société filiale d'un Groupe international leader dans sa spécialité en France
recherche son

Directeur du Personnel et des Relations Humaines

En liaison étroite avec le Directeur Général, il participera à l'élaboration de la politique de la Société en matière de gestion du personnel et sera responsable de sa mise en œuvre dans les domaines du recrutement, de la formation, de la promotion, des relations sociales, etc ...
Il développera les instruments de gestion de sa fonction (mise au point d'un système d'appréciation, politique salariale ...) et assurera la gestion administrative du personnel.
Ce poste conviendrait à un cadre de bon niveau, 35 ans min., disposant d'une solide formation juridique notamment en droit du travail et d'une formation complémentaire en psychologie, ayant acquis son expérience dans un poste similaire en entreprise industrielle.
Le sens des négociations et le goût des contacts humains sont indispensables.
Déplacements fréquents dans l'usine de province.

Poste basé à Paris.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf. **116 à C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris**



Chantal Kenvyn



BUREAU D'ETUDES INDUSTRIELLES ET DE COOPERATION DE L'INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

recherche pour sa Division Projets Industriels :

UN DIRECTEUR TECHNIQUE

spécialisé dans la fabrication des bitumes pour prendre la responsabilité de tous les problèmes d'exploitation d'une usine de bitumes située en Afrique.
Il s'agit d'un contrat de deux ans renouvelable avec déplacement en famille.

Les candidats intéressés devront justifier d'une expérience réussie dans le domaine concerné.

Adresser candidatures avec C.V., photo et prétentions au
Chef du Département des Relations Sociales
232, avenue Napoléon Bonaparte - BP 213
92505 RUEIL MALMAISON Cédex *(sous référence 02 360)*

La Division Internationale d'un Important Etablissement Bancaire
recherche

un Spécialiste confirmé des Commodities

Son rôle sera de démarcher une clientèle de grands négociants internationaux et de leur assurer un service bancaire complet.
Une expérience bancaire de plusieurs années dans un poste similaire est indispensable.
Adr. CV, phot., sal. et prét. sous réf. 5366 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02

Philips

recherche pour le Service Juridique de son Siège Social situé à PARIS

UN JEUNE CADRE

- Maîtrise - D.E.S. Droit Privé
- De préférence avec une expérience d'un ou deux ans chez un avocat.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 520, à COMPAGNIE FRANCAISE PHILIPS
Département du Personnel, 50, avenue Montaigne 75008 PARIS.

L'AIR LIQUIDE recrute

Notre direction **INFORMATIQUE ET ORGANISATION** (65 personnes) recherche de jeunes ingénieurs diplômés de grandes écoles (ECP, MINES, E.S.E., TELECOMM...) débutants ou confirmés.

Les candidats fortement **motivés** par l'informatique et pleinement **autonomes** auront la charge :

- de concevoir et réaliser les applications de gestion ;
- de mettre en œuvre les techniques les plus récentes : bases de données, temps réel, télétraitement, etc. ;
- d'animer rapidement une équipe.

Il existe de larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

les dossiers de candidature avec CV + photo seront à adresser sous référence 3082 à

L'AIR LIQUIDE
Direction des Relations Humaines
75 quai d'Orsay, 75321 PARIS CEDEX 07

Ingénieur de Projet

Premier fabricant français de plaques de plâtre (700 millions de C.A. avec une progression de 17 % en 1980, 1.100 personnes, 3 usines), nous créons au sein de notre **Direction Technique** un poste d'**INGENIEUR DE PROJET.**
Il sera responsable de nos projets d'investissements, de leur conception à leur mise en place.
Ingénieur Grande Ecole, il possède *une expérience de 3 à 5 ans en* **Ingénierie.** Son expérience, sa forte personnalité et ses talents de *négociateur* lui permettent :
– de coordonner l'activité des *différents services internes dans lesquels il* puise les compétences nécessaires à l'aboutissement des projets.
– *de traiter avec les fournisseurs et les sous-traitants.*
Pour ce poste basé en Région Parisienne, la pratique courante de l'Anglais est indispensable.
Merci d'envoyer C.V. et prétentions à :

J.J. CRAMPE
BP 316
92506 RUEIL CEDEX

Placoplatre

MEDIA BA

Banque Populaire

LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES
offre à des

Jeunes diplomés(ées)

HEC-ESSEC-IEP

ou équivalent (double diplôme...)
dégagés des obligations militaires
la possibilité de débuter leur carrière dans son

inspection

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un *diagnostic* sur les divers aspects de la gestion d'établissements du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois/quatre mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des déjours plus brefs à Paris.

Ces fonctions, qui *nécessitent une forte personnalité* caractérisée par de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous réf. M1 à M. CASTETS

CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

mog carrières



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une importante Sté (eff. 800 - CA 500 M - 20 implantations en province), filiale d'un Groupe *français à vocation internationale dont l'activité est axée sur la gestion de*

L'ENERGIE

Le Groupe met en œuvre des moyens puissants de Recherche dans cette activité en pleine mutation : énergies nouvelles, innovations dans l'industrie du chauffage et de l'isolation, recherche d'économie... Pour étoffer nos équipes et assurer l'avenir, nous recrutons :

pour PARIS, un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

X, ECP, MINES... MINIMUM 3 ANNEES D'EXPERIENCE.

RESPONSABLE DEPARTEMENT GRANDES AFFAIRES

La personne recherchée aura notamment pour mission d'assurer la gestion et le contrôle technique d'unités industrielles représentant chacune un investissement de 50 MF.

Une réussite dans ce poste lui permettra d'accéder rapidement à une fonction de direction dans une des sociétés du Groupe.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 2762 M à D. DANGER - CORT 65 avenue Kléber 75116 PARIS.

pour PARIS et pour la PROVINCE, des

DIRECTEURS D'AGENCE

JEUNES INGENIEURS

ayant déjà eu une première expérience industrielle - 5 ans minimum - de préférence dans les domaines de la thermique, de l'électricité ou des microprocesseurs.

Suivant leur âge et leur expérience, et après une période de formation, ils seront affectés comme ADJOINTS ou DIRECTEURS D'AGENCE dans une région leur convenant (préciser les régions préférées).

L'expansion de notre Sté, appuyée par son Groupe sur un marché très porteur, permet une évolution de carrière rapide pour des Ingénieurs de valeur.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 2763 M à D. DANGER - CORT 65 avenue Kléber - 75116 PARIS.



Membre de SYNTEC

Roc carrières

STEIN HEURTEY

Fours et Equipements Thermiques Industriels

Société d'ingénierie thermique, construisant des matériels pour la Sidérurgie, la Métallurgie et l'Industrie du Verre, travaillant principalement à l'exportation, rattachée à un groupe international important

recherche

a) Ingénieurs diplômés grandes écoles

pour assurer la mise en service des installations. Déplacements permanents France et Etranger. Anglais et/ou Allemand indispensable.

b) Ingénieurs ou universitaires bac+5

débutants (es) ou quelques années d'expérience, mais formation approfondie de thermicien, pour calculs d'installations thermiques industrielles. FORTRAN courant. Anglais parlé indispensable.

c) Ingénieurs sup.elec., insa ou ensem

spécialité automatismes, pour bureaux d'études régulation. Anglais indispensable. Expérience souhaitée.

d) Ingénieurs diplômés grandes écoles

pour définition technique des installations, préparation et négociations techniques et commerciales des contrats au sein d'un Service «Projets». Débutants ou quelques années d'expérience en sidérurgie, industrie de l'aluminium ou du verre. Anglais et Allemand indispensables.

Adresser curriculum-vitae au Service du Personnel STEIN HEURTEY B.P. 69 - 91002 EVRY CEDEX, en précisant la spécialité concernée.

amp

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES TECHNIQUE OU GESTION POUR ENGINEERING INTERNATIONAL

Notre Société vend et construit des usines dans le monde entier. Elle appartient à un très grand groupe français, son siège est à Paris.
Nos domaines d'intervention vont de la Pétrochimie à l'Agro-Alimentaire, en passant par la Métallurgie, la Cimenterie, la Papeterie etc...

Comme chaque année nous proposons à quelques jeunes ingénieurs diplômés de grandes écoles de venir nous rejoindre : nous leur apprendrons notre métier et nous en ferons les responsables de demain.

Intervenant en opérationnels dès leur arrivée, ils ne se fixeront cependant pas dans une fonction avant d'avoir fait un tour très complet de l'Entreprise.

Si vous parlez Anglais, si le challenge international vous attire, si vous êtes disponibles pour des missions à l'étranger, prenez contact avec nous en écrivant à :
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra, sous référence No 8138.

ARJOMARI

Un des premiers
GROUPES PAPETIERS FRANÇAIS
recherche pour son
SERVICE ORGANISATION
un jeune

ingénieur

Travaillant au sein d'une petite équipe, il sera chargé de missions d'études (gestion administrative, commerciale ou industrielle), en liaison étroite avec les responsables opérationnels concernés. Il participera à la mise en œuvre sur le terrain des solutions retenues.

Ce poste de réflexion, méthode et contacts, conviendrait à un jeune INGENIEUR MINES, CENTRALE, A & M etc., DEBUTANT ou possédant éventuellement une première expérience dans l'Organisation.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2240 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT, 10, rue de la Paix 75002 PARIS.

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Jeunes Ingénieurs futurs chefs de projets

Parmi les premières sociétés françaises d'Ingénierie nous intervenons dans des domaines très variés, offrant ainsi à nos Jeunes Ingénieurs un très large champ d'expériences (pétrochimie, énergie, offshore, bâtiment, agro-alimentaire...).
Les hommes que nous recherchons ont un tempérament de leader. Si la technique les intéresse ils veulent également assumer les responsabilités d'affaires : animation de l'équipe de projet, gestion des coûts et des affaires, négociation à haut niveau...

INGENIEURS GRANDES ECOLES (débutants ou expérimentés) nous vous proposons une formation au métier de l'ingénierie qui passera nécessairement par une expérience de terrain et l'acquisition de diverses compétences techniques.
Nous vous demanderons de l'autonomie, le sens de l'organisation et des responsabilités, le goût des initiatives.
Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf. 558 à Joël Ollieuz, SERETE, 86 rue Régnault 75640 Paris Cédex 13.



Des équipes intégrées pour d'importants projets en France et à l'étranger

media system

CONTROLEUR DE GESTION DIPLOME HEC, ESSEC, SUP DE CO.

Environ 5 années d'expérience acquises dans un cabinet de conseil ou d'audit ou *dans une société dotée d'un outil de gestion moderne.*
Société de prestation de services, filiale d'un grand groupe français d'importance mondiale, nous diversifions nos activités de base et consacrons d'importants investissements dans tout ce qui concerne la gestion et l'utilisation rationnelle de

L'ENERGIE.

Nos structures : 20 implantations en province - CA : 500 MF. Effectif : 800.
Notre nouveau collaborateur participera à la mise en place d'un outil de gestion faisant appel à des moyens informatiques évolués et prendra en charge des missions ponctuelles très variées d'organisation et d'audit destinées à harmoniser les méthodes des agences, à les rendre plus performantes et à en contrôler la gestion.
Poste éminemment formateur et diversifié, au sein d'une équipe jeune et dynamique, dans une société financièrement très saine.

Ecrire avec CV, photo et prét. sous réf. 2754 M à D. DANGER - CORT 65 avenue Kléber 75116 PARIS.



MEMBRE DE SYNTEC

LES CAFES JACQUES VABRE

recherchent
pour leur département JURIDIQUE

juriste débutant

de formation Doctorat ou DESS Droit des Affaires.

Le titulaire du poste participe à tous les *aspects de la vie de l'entreprise.*

Une expérience de courte durée dans un *poste similaire serait appréciée.*

Pratique de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : MAISONS-ALFORT.

Envoyer C.V. et prétentions aux CAFES JACQUES VABRE
Département du Personnel
Z.I. des Petites Haies - 5, rue Charles Martigny
94701 MAISONS ALFORT.



COMPTOIR LYON-ALEMAND LOUYOT

groupe leader national dans la branche métaux précieux et spéciaux, recrute plusieurs

JEUNES INGENIEURS METALLURGISTES

formation : ECP - ENSAM - CNAM - ENSI - INSA etc...

débutants ou avec quelques années d'expérience.

Les postes à pourvoir, qui se situent dans nos usines de la Région Parisienne, concernent respectivement les domaines *suivants* :
- Fabrication (postes de commandement)
- Développement (mise au point industriel de nouveaux procédés)
- Qualité et Contrôle.

Des connaissances en fonderie seront appréciées.
Possibilités d'évolution importantes pour éléments de valeur.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. et photo sous référence 8006 à CLAL SP/51 - 13, rue de Montmorency 75139 Paris cedex 03.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES (proche Banlieue Sud-Ouest de Paris) d'une Société spécialisée en électronique de pointe recrute des

INGENIEURS GRANDE ECOLE dans le cadre du développement de ses activités en :

INFORMATIQUE POUR SYSTEMES EMBARQUES

dans les domaines :
- des architectures systèmes micro-informatiques - des logiciels et systèmes temps réel - du traitement du signal.

CHEFS DE PROJETS
Réf. P.
possédant 5 à 6 ans d'expérience minimum tant en matériel qu'en logiciel, microprocesseurs ou mini-ordinateurs pour application dans :
- conception et développement de systèmes d'armes
- élaboration d'architectures multiprocesseurs utilisant les fibres optiques.

INGENIEURS MATERIEL
Réf. M.
possédant une expérience de 3 à 4 ans *minimum pour participation à la conception* et au développement de matériels ou systèmes à base de microprocesseurs.

INGENIEURS LOGICIEL
Réf. LD.
EXPERIMENTES ou DEBUTANTS pour participation à la conception et développement de logiciels temps réel aussi bien sur microprocesseurs que sur mini-ordinateurs.

TELE-INFORMATIQUE ET PERI-INFORMATIQUE

dans les domaines : *- réseaux, - terminaux télé-informatiques*, et graphiques, - logiciels de base sur microprocesseurs.

INGENIEURS LOGICIEL
Réf. LT.
EXPERIMENTES ou DEBUTANTS pour participation à la conception et développement de logiciels temps réel aussi bien sur microprocesseurs que sur mini-ordinateurs.

Les dossiers de candidatures détaillés devront préciser la référence du poste choisi et être adressés sous no 08269 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra dans les meilleurs délais pour étude confidentielle.

Préciser éventuellement sur enveloppe intérieure cachetée contenant le C.V., les sociétés auxquelles CONTESSE ne devra pas transmettre le dossier.

---

responsable des études d'organisation comptable (HEC, ESSEC...)

Nous sommes un Groupe International de Services (25.000 personnes)

Pour notre Siège à Paris, nous cherchons un cadre, de formation Supérieure, ayant une expérience confirmée en comptabilité et des connaissances en organisation et en informatique.

Nous offrons des possibilités d'évolution de carrière au candidat ayant fort potentiel.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 11628 :
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.r.p.

Un financier tourné vers l'international.

Votre formation et vos activités actuelles de financier vous amènent à lire la presse économique. Vous savez donc tout sur notre Groupe, et notamment que notre secteur Bâtiment International connaît le développement le plus important de la profession.

Pour compléter le travail commercial et technique de nos Ingénieurs, nous avons aussi besoin d'hommes comme vous. Formé au sein d'un organisme financier multinational, ou ayant travaillé dans le secteur international d'une banque ou d'une entreprise à vocation internationale, vous avez une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.

Basé au siège, vous êtes libre pour des missions de courte durée à l'Etranger, où vous menez des études économiques sur les pays concernés, ainsi que des recherches et montages de financements internationaux.

Ce poste, de grand intérêt, peut conduire à des responsabilités plus étendues.

BOUYGUES

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5446 à G. DESRUELLES
Direction du Personnel - BOUYGUES - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

Un homme de valeur a sa place chez Bouygues.

Un ingénieur pour nos projets hydro-électriques en Amérique du Sud.

Dans le cadre du développement du Groupe à l'Export, notre Direction Travaux-Publics Etranger prévoit de grands chantiers hydro-électriques dans différents pays, et en particulier en Amérique du Sud. Pour mener à bien ces projets, elle recherche la collaboration d'un Ingénieur ayant une bonne connaissance de ce type de chantier.

Chargé des études préliminaires, il dirige, coordonne et accompagne les études de soumission pour les projets retenus. Il intervient également en soutien de nos commerciaux. Basé au siège à Clamart, il est évidemment disponible pour de nombreuses missions à l'Etranger.

Diplômé d'une Grande Ecole, c'est un Ingénieur Travaux ou Bureau d'Etudes ayant environ 5 ans d'expérience et une connaissance concrète et vécue de grands chantiers. Homme polyvalent, il est capable d'évoluer vers un poste *à grandes responsabilités techniques ou commerciales à l'Etranger. Il parle l'ESPAGNOL et/ou l'ANGLAIS.*



Merci d'adresser votre candidature sous référence 5333 PB à P. Barthélémy
BOUYGUES - Direction du Personnel - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX.

Un homme de valeur a sa place chez BOUYGUES.

IMPORTANT ORGANISME, PROFESSIONNEL

travaillant sur le marché financier recrute

JEUNE ASSISTANT STATISTICIEN

Homme ou femme

pour prendre en charge la gestion d'une Banque de Données et en développer les applications.

Ce poste suppose une solide formation en statistiques et en informatique (PL1 et COBOL) minimum DUT.

Une première connaissance du marché financier est un atout supplémentaire.

La rémunération ne sera pas inférieure à 75000 F

Faire parvenir lettre de candidature, CV et photo à
HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS,
Réf. 38389

HAVAS CONTACT



CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le CIC recherche pour son département de l'Organisation et de l'Informatique

CHEF DE PROJET EN INFORMATIQUE DE GESTION

Diplômé de l'Enseignement Supérieur.
— 5 années d'expérience minimum en informatique.
— Bonnes connaissances de l'organisation et de la gestion.

Lieu de travail : PARIS 9e.

Envoyez CV, photo et prétentions à CIC Ressources Humaines, 75452 PARIS CEDEX 09.

HAVAS CONTACT

GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES
recherche

AUDITEURS INTERNES CONFIRMES

— Formation supérieure + D.E.C.S.
— Connaissances informatiques
— Allemand ou Italien ou Anglais
— *Deux à trois ans d'audit interne.*

Les postes basés à PARIS, impliquent des déplacements équivalents à trois quarts du temps de travail.

Nous invitons les candidats ressortissants de la C.E.E. à adresser leur CV, photo et prétentions s/réf. 11629
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

J.r.p.

Important Groupe du tertiaire Paris
propose à

2 jeunes diplômés ESC débutants

de rejoindre la Direction comptable

pour occuper après formation poste à *responsabilités au sein* de ce département.

Dans un premier temps, ils participeront à l'exploitation et au contrôle des chiffres provenant des filiales du Groupe à l'étranger *et à différents* travaux concernant la confection des bilans.

Pour ces postes évolutifs une sérieuse formation comptable est nécessaire (DECS si possible) ainsi que des notions d'informatique de gestion.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous No 7.986 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour son Centre de Traitement de Chèques

Analyste Exploitation

réf. SB/GOR

pour participer à la mise en place des chaines d'exploitation, créer des méthodes et des outils d'aide à l'exploitation, optimiser les processus des traitements *administratifs et techniques existants, gérer les* documentations correspondantes.

DUT Informatique, Connaissance du Matériel BURROUGHS, Médium Système, 1 à 2 années *d'expérience.*

Adr. CV, phot., sal. et prét. en préc. la réf. à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 75300 Paris Brune

---



41, rue Cantagrel - 75013 PARIS
recherche

ingénieurs GRANDES ECOLES

E.S.E., E.N.S.T. ou équivalent, débutants ou ayant quelques années d'expérience, intéressés par une activité de conception et de réalisation de **réseaux de télécommunications** organisés autour *de systèmes de* ***commutation temporelle numérique*** *et* d'établissement de cahiers des charges concernant l'intégration de ces systèmes, tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

ingénieur électronicien

DEBUTANT, intéressé par la **physique des semi-conducteurs,** pour travaux d'étude et de développement au sein d'un laboratoire d'électronique intégrée.

Ecrire avec C.V. et références
à l'adresse ci-dessus
en indiquant le poste choisi.

Usine Métallurgique et Chimique
proche banlieue parisienne, recherche son

CHEF DE PRODUCTION

- **Mission :** Direction des ateliers (environ 120 personnes *dont* 30 C.A. et A.M.).
  Responsabilité totale de la production - qualité, délais, coûts - nombreux contacts.
- **Profil :** 30 - 35 ans minimum. Solide formation technique. Première expérience réussie en production permettant de prouver ses capacités d'encadrement ainsi que ses compétences techniques.

Poste stable et évolutif au sein du groupe.
Merci d'adresser C.V. manuscrit et prétentions sous la référence 1238 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 11 rue Royale 75008 PARIS (qui transmettra)



91 EVRY
recherche son

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE

Il assure la diffusion externe et interne des informations commerciales (produits grande consommation) en encadrant une équipe importante. Il étudie et met en œuvre les moyens (informatiques notamment) et *procédures nécessaires pour une bonne circulation* des informations et pour le contrôle et le suivi de toutes les instructions commerciales au sein de la société et vis à vis de la clientèle.

PROFIL RECHERCHE :
- 35 ans environ
- ayant une expérience commerciale et une connaissance des usages des relations avec la clientèle.

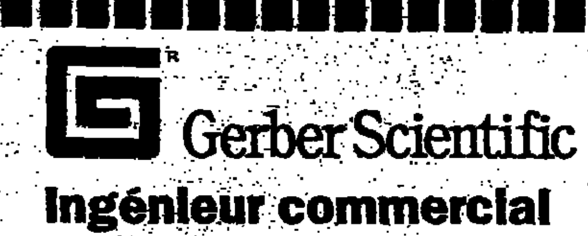
Le candidat devra avoir le sens de l'organisation, la capacité à animer une équipe, des facultés certaines d'imagination et d'adaptation aux situations commerciales.

Envoyer C.V. + prétentions + photo à
BISCUITS BELIN - Service Emploi Formation
Courrier d'Entreprise 1113, 91015 EVRY.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Ingénieur commercial

Nous vendons aux industriels des systèmes de CAO-FAO complexes, performants et... d'un prix abordable.

Agé d'au moins 27 ans, vous avez acquis une première expérience chez un constructeur de minis spécialisés, de machines outils à CN et vous souhaitez faire vos preuves.

Nous vous confions un territoire: l'Ile-de-France; à vous de nous montrer que vous savez prospecter, ouvrir les portes et démarrer des affaires dans un milieu *difficile.*

Votre rémunération (fixe + intéressement garanti la première année) est motivante; vous disposez d'une voiture de fonction; bureau à Paris.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4015 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Le Marché des Plats Cuisinés Surgelés est en plein développement et notre Groupe souhaite consolider son image et sa position dans ce secteur

un «patron» technique

en la personne d'un

spécialiste surgelé

est recherché afin de prendre la Direction du DÉVELOPPEMENT des produits. Sa fonction comprendra, EN FONCTION DE SON EXPÉRIENCE, la formulation et la mise au point finale des produits, la définition et la mise en place des procédés technologiques (process, et équipements de fabrication), ainsi que les améliorations des moyens existants tendant à optimiser la qualité et les coûts de production. Il sera également responsable du contrôle Qualité de la gamme de Production. Déplacements de courte durée en FRANCE et à l'ETRANGER sont à prévoir. Connaissance de l'ANGLAIS très souhaitée.

Envoyer V.C., photo et prétentions sous référence 919 M au :



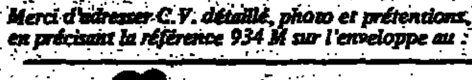
Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Important organisme socio-professionnel, composé d'associations d'intérêt public (2.000 pers.) recherche pour l'un de ses centres de TRAITEMENT DE L'INFORMATION

ingénieur ou diplômé (Ecole ou Université) informatique de gestion

disposant de deux à trois ans d'expérience dans le service informatique d'une Entreprise industrielle ou de services. Il participera, au sein d'une petite équipe, à la maintenance et au développement des applications sur grand système IBM. Il aura l'expérience ou la connaissance d'une méthode de travail d'analyse et de programmation et une pratique du télétraitement.
Connaissance du langage COBOL ou PL 1 indispensable.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant la référence 934 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



A Paris,
dans un secteur de pointe,
la responsabilité
d'un service Marketing

L'offre : vous devrez proposer de nouvelles orientations stratégiques précises pour le développement de notre société.
Pour cela, vous aurez à :
- définir une nouvelle gamme de produit, choisir une clientèle en France et à l'étranger, adapter nos techniques de ventes...,
- établir, avec l'aide du comite de développement, *les implications techniques et financières de ces propositions,*
- assurer, après la décision de lancement, les financement extérieurs et le déroulement du projet dans les normes établies.

Vous avez :
- une formation commerciale supérieure ou équivalent,
- une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une entreprise de taille moyenne où vous avez confirmé votre talent en matière de relations extérieures,
- un esprit créateur et de surcroît le désir d'utiliser votre sens de la négociation aussi bien en France qu'à l'étranger grâce à votre bonne connaissance de l'anglais.

Nous sommes :
- une société française tournée vers les technologies de pointe et les énergies nouvelles, essentiellement spécialisée dans l'Electronique et les Automatismes,
- notre acquis technique et notre volonté de développement nous ont permis d'obtenir une position dominante sur le marché européen.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 108251 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

NOUS SOMMES
UN DES TOUT PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS D'IMPLANTATION MONDIALE
nous rechercons pour notre service **BREVETS**

un ingénieur en propriété industrielle

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une expérience professionnelle de quelques années, dans le domaine de la mécanique et de l'électronique.

De larges perspectives de carrière seront offertes dans les différentes branches du groupe en France et dans le monde.

Adresser C.V. détaillé sous référence HURO, (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS & CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

DIRECTEUR GENERAL

Un groupe industriel international, spécialiste mondial des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte et aspersion, désire confier à un Directeur dynamique, le développement de sa filiale française, de taille encore modeste. Celle-ci possède une place d'avenir sur son marché grâce à des produits performants.

Il développera, avec un objectif prioritaire de rentabilisation des opérations, les activités commerciales sur l'ensemble de la France en recherchant de nouveaux marchés auprès d'une clientèle essentiellement agricole, et aura l'entière responsabilité de la gestion et de la bonne marche de la société. Il sera chargé de la stratégie commerciale : recherche et lancement de nouveaux produits et rachats possibles de sociétés pouvant permettre une meilleure pénétration des produits.
Répondant directement au General Manager Europe et Middle-East pour les résultats financiers de la société, il devra être habitué à travailler sur objectifs budgétaires.

Nous recherchons un homme d'environ 40 ans, de formation supérieure technique (ingénieur agronome), ou de gestion (HEC, Essec, Sup de Co) maîtrisant bien l'anglais et justifiant d'une solide expérience de direction opérationnelle à dominante *marketing industriel impliquant la responsabilité d'un centre de profit. La connaissance du milieu agricole,* le sens du développement des affaires et l'habitude des contacts à haut niveau seront des atouts particulièrement recherchés.

Le poste est basé en Provence. *Réf. M 172*

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Nous sommes un des leaders français dans le domaine du nettoyage industriel, filiale d'un important groupe anglo-saxon.

Notre politique de décentralisation autant que notre développement futur nécessiteront une meilleure organisation et coordination des systèmes, circuits et procédures administratives.

Le Président recherche un collaborateur qui s'y attachera. Bien entendu, votre responsabilité recouvrira aussi les budgets et plans, le reporting mensuel, la trésorerie, le personnel, l'informatique ainsi que les éléments d'analyse et de contrôle destinés à la Direction Générale.

Vous aurez toute latitude pour mener à bien votre tâche au sein d'une Direction Générale qui désire votre réussite.

Une position qui requiert une formation supérieure (type HEC, Sup de Co : option : Fin. Compta) *et/ou l'Expertise Comptable et* une solide expérience du contrôle de gestion, acquise de préférence au sein d'un groupe anglo-saxon. Cette expérience témoigne de votre fermeté, de vos qualités de négociateur et de contacts.
Il est indispensable de parler Anglais.

Ce poste, basé à Paris, nécessitera quelques déplacements. Réf. M 173

ANALYSTE FINANCIER

La filiale en pleine expansion d'un groupe international fabricant une des principales gammes mondiales de Hi-Fi, TV et vidéo recherche pour son siège à Paris un **Analyste Financier.**

Sous l'autorité du Contrôleur Financier et animant une petite équipe, il sera plus spécialement chargé, tant au niveau de la société que dans ses relations avec la maison-mère, de :
- préparer et coordonner les différentes phases de l'établissement du budget en collaboration avec les directions opérationnelles,
- définir et mettre en place des systèmes de prévision des performances,
- de préparer les rapports financiers mensuels, d'analyser les écarts entre réalisations et prévisions financières et de tenir les tableaux de bord,
- d'améliorer les outils de gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (option finances/compta), ayant une expérience pratique d'environ *4 ans acquise au sein du service financier d'un groupe anglo-saxon.*
Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Réf. M 174

INGENIEURS INFORMATICIENS EXPERIMENTES

SYSTEMA solide société de Conseil et d'Etudes en Informatique, chargée de projets de premier plan et correspondant d'un des plus importants groupes internationaux d'Audit, recherche des **Ingénieurs Informaticiens.** Réf. M 175

Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs de formation supérieure (Grandes Ecoles et/ou Maîtrise en Informatique), dont l'expérience aurait couvert les aspects suivants : schéma directeur, études, conception, encadrement et suivi de projets de réalisation.
Ils seront susceptibles de mener, tant en France qu'à l'étranger, toute action d'études et de conseil.
Nous leur offrons des perspectives de carrière au sein d'une société en expansion continue.

média-system

The Executive Group

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence correspondante à Rudolph von Raesfeldt, TEG, *Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine* 75755 Paris Cédex 15. Discrétion assurée.

Correspondant de SYSTEMA

Filiale de l'un des tous premiers groupes d'ingénierie, nous assurons **l'ingénierie des bâtiments tertiaires et des équipements collectifs** (hôpitaux)

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

adjoint au chef de service technico-commercial

dont la mission essentielle consistera à intensifier l'activité **ingénierie-bâtiment** dans le secteur HOTELIER. De formation Ingénieur ou Architecte ou les deux, le candidat âgé de 35 ans environ, aura eu **une expérience** du **milieu hôtelier**, soit comme architecte, soit comme exploitant, soit encore comme responsable d'affaires.

adjoint au chef du service opérations

Ce service assure la réalisation des affaires en prolongement de l'action technico-commerciale. L'adjoint recherché devra intervenir comme **Chef d'Affaires** sur certains projets importants.

De formation Ingénieur (ETP, INSA, Arts et Métiers), âgé de 45 ans environ, le candidat devra posséder plusieurs années d'expérience de **coordination générale** dans le secteur **génie civil Bâtiment** (hôpitaux, bâtiments complexes).

Pour ces deux postes, lieu de travail : proche banlieue Sud de Paris.
Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous références 66.23/CC/400 et 66.24/SO/401 à ADEQUATION, 62/64 Avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

IMPORTANTE FEDERATION NATIONALE
recherche dans le cadre de son développement

JEUNE JURISTE HF

Diplômé(e) d'Etudes Supérieures Juridiques ou/et Economiques, ayant au moins 5 années d'expérience dans la gestion immobilière : amélioration *de l'Habitat, rapports locataires/propriétaires...* Directement rattaché(e) au Directeur Général, il (elle) aura pour mission, au départ, d'assister et de dynamiser les structures existantes. Vivant et très formateur par la variété des tâches et des disci*plines qu'il permet d'aborder, le poste comporte de* nombreux contacts à tous les niveaux : municipalités, préfectures, ministères, chambres syndicales *adhérentes...* et de très fréquents et brefs déplacements en France. Il nécessite impérativement dynamisme, capacité de relation et d'animation, mais également rigueur dans l'étude des projets et des textes, dans l'établissement des statistiques *économiques et financières.*

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
sous référence 2760/M à D. Danger

CORT 65, av. Kléber - 75116 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

Filiale d'un très important groupe industriel, nous sommes spécialisés dans la recherche et l'industrialisation de systèmes de transmission. Nous développons notre structure «études» et recrutons des

Jeunes ingénieurs électroniciens

Vous êtes diplômé de grandes écoles, ESE, INSA, ENST... Débutant ou ayant une première expérience professionnelle, vous souhaitez *acquérir une compétence dans le domaine des techniques de pointe* que nous développons : transmissions optiques, transmissions de données.
Après formation à nos produits et méthodes, vous participez aux projets d'études et de développement de nouveaux équipements de *transmission.*
L'importance de notre groupe et ses structures internationales permettent d'offrir des perspectives de carrière très ouvertes dans le domaine technique, commercial ou export.
Jacqueline Sigolet vous remercie de lui écrire sous référence 5347M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Membre de Syntec



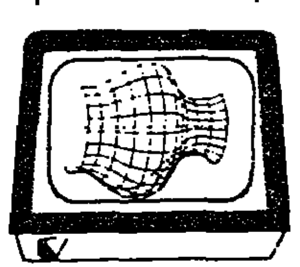
COMPUTERVISION EUROPE

Computervision Europe, présente dans quinze pays européens, appartient à Computervision Corporation, important groupe américain, leader mondial dans le domaine de l'étude, de la production et de l'installation de systèmes de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAO/FAO).

Computervision apporte aux utilisateurs une technologie de pointe, le soutien de ses services logistiques et leur permet ainsi d'augmenter leur productivité.

Nous sommes une organisation *jeune, dynamique, performante,* engagée dans un vaste programme d'expansion répondant à la demande du marché.

Computervision Europe Inc.



Productivity.. by Design

COMPUTERVISION EUROPE recherche un :

senior marketing executive

Pour jouer un rôle primordial dans notre stratégie commerciale européenne et rejoindre le no 1 mondial de la CAO/FAO.

Afin de maintenir notre leadership sur le marché international dans les prochaines années et de répondre à la croissance rapide et incessante de notre société, nous développons aujourd'hui notre potentiel commercial en Europe.

A cet effet, nous créons un certain nombre de postes clés destinés à développer notre stratégie commerciale à l'égard de nos clients européens les plus importants.

Reportant au Directeur Europe Corporate Account, vous serez basé à notre bureau de Paris. Intervenant aux niveaux les plus élevés, vous serez responsable de la promotion des produits, de la technologie et des capacités de notre société. Vous coordonnerez les activités de marketing et de ventes en France, en vous appuyant sur la stratégie globale de notre société. Vous avez une expérience des domaines technologiques assistés par ordinateur, un sens aigu des affaires ainsi qu'une solide expérience de la vente d'ordinateurs ou de biens d'équipement au niveau des directions générales d'entreprises importantes, ce qui exige un sens très développé du contact humain.

Ce poste comprend de nombreux déplacements en France et occasionnellement au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

L'intérêt que nous attachons à ce poste justifie l'importance des avantages (à négocier) dont il bénéficiera et qui, outre un salaire fixe substantiel, comprendront :
- plan de commission
- participation aux bénéfices
- *option d'achat d'actions*
- véhicule de société
- assurance-vie.

Merci d'écrire en envoyant
un dossier de candidature très détaillé à :
Jean Pierre BECQUET, Manager
Recrutment and Development Europe
COMPUTERVISION EUROPE Inc.
COMPUTERVISION CENTRE
1040 Uxbridge Road, Hayes, Middlesex, England.
Tel : London (01) 561.2626



Les entrevues auront lieu à notre Siège à Paris.

contrôle de gestion

Vous êtes de formation HEC, ESSEC, ESCP.

Vous avez une première expérience professionnelle de 2 à 5 années.
IBM France vous propose de participer aux activités de son Contrôle de Gestion. Un travail enrichissant avec de nombreux contacts à haut niveau vous y attend.
Ce poste est à pourvoir à PARIS.
La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence G/09 à :
Compagnie IBM France - Département Recrutement
2, rue de Marengo - 75001 PARIS





Cii Honeywell Bull

Lee Tourney Pub

Dans le cadre de ses activités d'études grands et moyens systèmes, recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles ou Universités, ils seront intégrés à l'unité responsable à la fois du support des interfaces logiciel, de la conception et du développement du logiciel de base d'un système d'exploitation. Celui-ci est orienté vers les fonctions de support des grands et moyens systèmes.
L'un de ces postes pourrait évoluer vers une responsabilité de chef de projet pour un candidat expérimenté.
Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78 - Yvelines).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 157 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G021C - 94, av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Poste d'avenir pour jeune Analyste-Programmeur

Une très importante compagnie de distribution d'eau recherche pour PARIS un jeune ANALYSTE-PROGRAMMEUR débutant ou possédant une première expérience.

Au sein d'une équipe chargée de la mise en place d'une informatique répartie (17 ordinateurs Hewlett-Packard modèle 3000) il se verra confier des études et des réalisations dans les domaines de la gestion commerciale ou de la gestion comptable et financière.

Ce poste intéressant conviendrait à un jeune DUT INFORMATIQUE justifiant d'une bonne connaissance de la programmation COBOL.

Pour un élément de valeur, le développement à terme du système d'information laisse entrevoir de larges perspectives d'avenir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe 947 M à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche PLUSIEURS

Négociateurs de Crédit à Moyen Terme à l'Exportation

Les candidats seront des cadres ayant pratiqué pendant plusieurs années la négociation de crédits à l'exportation dans un établissement bancaire et maitrisant parfaitement une ou plusieurs langues étrangères.
Une bonne connaissance des crédits en eurodevises liés aux crédits acheteur est souhaitée.

Adres. CV, phot., sal. et prét. sous réf. 8300 à CNCA Recrutement Carrières cedex 26 - 75300 Paris Brune

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE MÉDICALE

filiale d'un puissant groupe français
recherche pour la Direction des Etudes

(EA/I1) – INGÉNIEUR MÉCANICIEN CONFIRMÉ
Formation A.M., E.N.S.E.M., E.N.S.M.M. ou équivalent.
Bonne expérience en étude et *développement dans le domaine* de la micromécanique.
Connaissances appréciées en électronique et en acoustique.

(EA/I2) – INGÉNIEURS DIPLOMÉS
Formation physique chimie + électronique.
Connaissances souhaitées en acoustique et microélectronique.
Expérience acquise en étude et développement durant quelques années.

(EA/A1) – AGENTS TECHNIQUES DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS.
Formation électronique, mesures physiques appréciées.
Connaissances de l'acoustique et des matériaux composites.

Les postes proposés offrent un large éventail de techniques avancées dans la conception et le développement de sondes de diagnostic médical à ultrasons.

Les candidats sélectionnés auront un goût pour les réalisations concrètes et un caractère inventif et rigoureux.

Langue anglaise demandée.

Lieu de travail : région parisienne.

Ecrire s/n° 7.014 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Biscuits Delacre

Dans le cadre de son développement et de sa promotion recherche :

Responsable Centrales

Il assure la gestion et les relations avec les comptes-clés nationaux et régionaux, *dans le cadre de la politique* commerciale définie par la Société. Il apportera aide et assistance aux Chefs de Régions dans la mise en application de cette politique et de leurs relations avec les Centrales et groupements.
Homme de terrain, négociateur fin et habile, vous êtes aujourd'hui Directeur Régional, Chef des Ventes ou Comptes-clés et avez une expérience confirmée de la vente de produits de grande consommation. *Capable d'intégrer le marketing* mix global dans votre argumentation commerciale, vous trouverez chez nous, à Paris, un poste à votre mesure.

Chefs de régions

Région parisienne **Sud Ouest**

A Paris ou à Bordeaux, vous serez d'abord responsable de réaliser les objectifs de votre région.
L'application de notre politique commerciale (plans d'actions, politique produits, conditions tarifaires et promotionnelles) vous y aidera. Mais la qualité des relations que vous *saurez instituer localement* avec notre clientèle et le leadership que vous aurez sur votre équipe seront déterminants.
Vendeur habile et déterminé, rôdé aux méthodes modernes de commercialisation, ayant fait une première expérience d'encadrement, vous transmettrez à vos hommes votre tempérament de gagneur.

Marketing Manager

Chef de Groupe ou Chef de Produit Senior dans une société de produits de grande consommation, vous êtes intéressé par l'opportunité de créer le service de marketing de notre société française à Paris. Ce marketing opérationnel (études de marchés, gestion et développements produits, publicité, promotion...) s'inscrira dans le cadre du plan stratégique marketing de notre groupe au niveau européen.
Parlant couramment anglais, vous serez disposé à voyager, tant pour mesurer sur le terrain les résultats de vos actions, que pour harmoniser les politiques de la France avec celles de la maison-mère.

Si vous êtes l'homme de l'un de ces postes, adressez d'urgence votre curriculum vitae détaillé aux consultants de Sirca, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous la référence 813 600M, en précisant bien à quelle fonction vous postulez.

SOURCE

Nous sommes un important laboratoire, filiale française d'un groupe pharmaceutique américain. Nous recherchons pour notre ***Direction Exportation,*** *un*

AREA MANAGER

qui prendra en charge la gestion commerciale d'un secteur constitué de plusieurs pays ***africains*** *et, par l'intermédiaire d'un réseau de visiteurs médicaux, la promotion des produits (notamment* ***produits nouveaux****).*

Basé à Paris, ce poste implique des déplacements sur le terrain: environ 1/3 du temps.

Il conviendrait parfaitement à un candidat ayant une expérience de 3 ans (acquise sur l'Afrique) dans un poste similaire et ayant une bonne connaissance de l'anglais. Un diplôme de grande école serait un atout supplémentaire.

Écrire avec CV, photo et prétentions, sous réf. 72364 M à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

CABLERIE - REGION PARISIENNE -

CHEF DU SERVICE ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS

Notre société (région parisienne) spécialisée dans la cablerie destinée au transport de l'énergie et la téléphonie (580 personnes - 270 MF C.A) appartient à un groupe multinational.
Nous recherchons notre CHEF DU SERVICE ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS, responsable de la politique d'entretien dont l'objectif premier reste la maintenance immédiate et préventive, les études et réalisations propres à accroître la productivité et la rentabilité des moyens de production.
A 38 ans mini, ingénieur diplômé d'une grande école ou marine, ou équivalent, vous bénéficiez d'une expérience prouvée et réussie dans une fonction identique de 5 ans mini avec encadrement d'une équipe de plus de 50 personnes dans l'industrie électrique, automobile ou sidérurgique, ayant de grandes pratiques des techniques modernes de l'électronique, automatisme, automation, commandes numériques.
Merci d'adresser CV. détaillé avec photo et salaire actuel sous référence CE 3805 à notre Conseil.
17 rue Courmeaux - B.P. 111 - 51054 REIMS.
58 avenue de Wagram - 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

UNE EVOLUTION GESTION POUR UN INFORMATICIEN

C'est ce que notre Société (5000 pers), siège social La Défense, réalisant d'importants ensembles industriels liés à l'énergie propose à un Ingénieur de formation ayant une solide expérience en informatique et en gestion (3 ans minimum).

Il sera chargé de définir et mettre en place les systèmes d'information, les circuits et l'organisation nécessaire à la gestion et la réalisation de nos contrats.

En outre, il assurera les relations avec les utilisateurs et l'informatique, contrôlera la qualité technique, les délais et les coûts des systèmes mis en œuvre.

Le poste ouvre, en fonction des résultats obtenus, de réelles évolution de carrière.

Le dossier de candidature est à adresser sous réf. 6510 à rscg carrières 48 rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

Banlieue SUD EST

recherche

RESPONSABLES TECHNIQUES GRANDS PROJETS

Pour la coordination des travaux d'équipes pluridisciplinaires d'ingénieurs chargés de l'élaboration d'équipements de haute technicité.

Sont indispensables :

- une formation Grande Ecole (X, ECP, Télécomm., ESE, SUPAERO, ENSTA)
- de bonnes connaissances en électronique analogique et digitale, optique et mécanique
- l'expérience du développement.

La pratique de la langue anglaise est souhaitée.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel,
1, avenue Descartes
94450 LIMEIL BREVANNES

CADRES ET INGENIEURS COMMERCIAUX

INGENIEURS INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES ECOLE de COMMERCE - UNIVERSITES.

GRACE CRYOVAC ● LEADER MONDIAL de l'emballage plastique souple pour produits alimentaires frais, poursuit sa politique de developpement dans sa principale filiale européenne (1000 personnes et + 500 millions C.A.) située près de Rambouillet, à 45' de Montparnasse. Sont proposes des postes de :

ingénieur développement : études commerciales

Basé au siège, homme de TERRAIN et d'expérience (3 à 5 années) de formation agro-alimentaire LAITIERE de préférence il developpera et promouvra de nouvelles applications pour nos PROCEDES D'EMBALLAGES (sacs - films - *complexes et équipements), en France - Bénelux et Suisse. Il travaillera en etroite relation avec les hommes de l'usine,* des services d'assistance technique et de la vente. Il parle couramment l'ANGLAIS.

ingénieurs des ventes : responsables de secteurs

Debutants ou avec une courte expérience, ces hommes de CONTACT, bons negociateurs, seront totalement responsables de leurs secteurs. Ils commercialiseront nos PROCEDES D'EMBALLAGES (sacs - films - complexes et equipements) auprès d'une clientèle industrielle alimentaire. Ils participeront à des etudes commerciales et gereront leurs secteurs. Ils parlent sinon couramment, du moins assez bien l'ANGLAIS
Après une periode de formation et de preparation à Epernon (28) il leur sera confie un secteur, en France.

F. RAMON vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature avec photo a Societe GRACE - B.P. 10 - 28230 EPERNON.

GRACE

Choisir Hewlett-Packard

Choisir une entreprise qui cherche à vous valoriser est aussi important que se déterminer pour un poste.
Hewlett-Packard France c'est 9 % du C.A. en recherche; c'est aussi une forte et constante progression, mais c'est surtout grâce à une formation continue efficace, la possibilité de passer d'une fonction à une autre dès le moment où vous avez fait vos preuves.

En France, nous sommes plus de 1 700 personnes réparties en deux activités :
une activité commerciale dans 13 bureaux de vente implantés dans toute la France,
une activité de recherche et de production informatique à Grenoble.

Ingénieurs informaticiens ou Electroniciens

Diplômés d'écoles d'ingénieurs ou universitaires, génie industriel, DEA, DESS, MIAGE ou ingénieurs + MBA ou Ecoles de Commerce HEC, ESSEC, Sup de Co...

Débutants ou confirmés, votre formation vous permet d'accéder chez Hewlett-Packard France à des postes (à Paris et en Province).

- d'ingénieurs commerciaux et supports en *instrumentation scientifique,*
- d'ingénieurs commerciaux ordinateurs de gestion,
- *d'ingénieurs d'assistance logicielle,*
- d'ingénieurs et techniciens pour nos services après vente.

Outre les réelles opportunités d'évolution, nous vous offrons de 6 à 12 mois de formation comprenant un stage en Europe ou aux U.S.A., les produits issus de la technologie du 3e constructeur de mini-informatique, ainsi qu'un puissant support logistique.

Une voiture de fonction est également fournie pour les postes en clientèle.
Intéressement aux bénéfices pour tous

Les dossiers de candidature comprenant une lettre manuscrite, un C.V. et une photo sont à envoyer à Hélène Ducongé, HEWLETT-PACKARD FRANCE, Service du Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex. réf. 4243.



HEWLETT PACKARD

media-system

Postes à pourvoir immédiatement en Informatique Scientifique (Région Parisienne et Rhône-Alpes) et en Informatique de gestion (Région Parisienne et NANTES).

ELECTRONIQUE :

LA CARRURE D'UN CHEF D'ATELIER

Une carrure qui se mesure en formation (BTS DUT Electronique ou équivalent)... et en expérience : 5 ans au moins à un poste de bon niveau, de préférence au sein d'un service fabrication.
Atouts maîtres pour participer activement à la définition et la mise en place de moyens de fabrication (cablâge, montage, réglage...).
Cette mission bien menée, vous devenez responsable de l'ensemble de la fabrication des produits électroniques.
Deux mots quand même sur notre société : SEREG, spécialiste du contrôle industriel et de la robinetterie, fait partie du secteur MESURE ET REGULATION de SCHLUMBERGER.
C'est dans notre établissement de MASSY (accès RER) que vous prendrez vos fonctions.

Adressez votre dossier de candidature à Denis BELLOCQ, SEREG, 100 rue de Paris, BP 65 - 91302 MASSY CEDEX.

SEREG
Schlumberger

rscg carrières

UNILEVER FRANCE SERVICES

Recherche
pour une société spécialisée dans les crèmes glacées et surgelés, un

RESPONSABLE CLIENTS NATIONAUX

Le poste :
Au sein de la Direction des ventes, le titulaire du poste assure le développement des ventes auprès des centrales et groupements d'achats nationaux, interprète les objectifs marketing de la société en fonction des besoins de ces grands clients et leur propose des actions personnalisées.

Le profil :

- Formation Grande Ecole de Commerce.
- Expérience indispensable de la grande distribution de 5 à 7 ans.
- Connaissance souhaitée du secteur des produits alimentaires.
- Anglais indispensable.

Le poste est basé dans la proche banlieue ouest de Paris.



Adresser C.V., photo et prétentions (réf. XV/81 au
Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.



FICHET-BAUCHE

Groupe français
parmi les leaders mondiaux de la sécurité

recherche pour son activité
ALARME ET SYSTEMES

un chef de fabrication

formation Ingénieur - spécialité électronique complétée par une expérience de 5 ans minimum dans l'industrialisation, la fabrication et le contrôle de produits de petites séries mettant en oeuvre des électroniques avancées.

Il devra animer, diriger, faire évoluer avec efficacité un groupe d'une cinquantaine de personnes.

Anglais parlé.
Déplacements de courte durée France et étranger.
Lieu de travail Velizy.

Adresser CV manuscrit, photo, prétentions à la Direction des Relations Humaines
15 - 17 Avenue Morane-Saulnier
78140 VELIZY.

Ingénieur grandes écoles

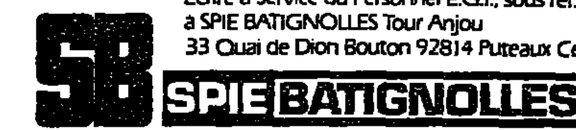
(X, Centrale, ESE option informatique)

Le département "entreprises générales industrielles" du groupe Spie Batignolles *réalise des unités industrielles importantes dans le monde entier.*

Pour assurer le développement de nos systèmes informatiques et de communication (gestion des affaires et des chantiers, gestion de materiel, CAO, télécopie, ...) le Directeur du departement recherche un jeune collaborateur à fort potentiel qui travaillera en liaison avec les services informatiques du groupe.

Le candidat aura environ 2 ans d'expérience industrielle ou d'études complémentaires aux U.S.A. et une bonne pratique de l'anglais.
L'évolution de carrière se fera vers la direction de projets importants.

Ecrire à Service du Personnel E.G.I., sous ref. 159
à SPIE BATIGNOLLES Tour Anjou
33 Quai de Dion Bouton 92814 Puteaux Cedex.



SB SPIE BATIGNOLLES

media system

SAT

41, rue Cantagrel - 75013 PARIS

recherche

ingénieur

Grandes Ecoles ou Universitaire

ayant quelques années d'expérience dans le domaine des **lasers** et de **l'optique infrarouge**, pour étude et mise au point de lasers CO2.

ingénieur électroncien

ayant 5 années d'expérience de chef de projet de laboratoire, possédant faculté d'adaptation rapide aux techniques nouvelles et aptitude à la gestion, pour service d'étude et de développement de **moyens nouveaux** dans le domaine de la **mesure gérée par microprocesseur**.

Ecrire avec C.V. et références
à l'adresse ci-dessus, en indiquant
le poste choisi.

Très importante société métallurgique française, recherche pour son
SERVICE INFORMATIQUE à PARIS

JEUNE INGENIEUR

diplômé grande école

ayant 2 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion.
Une pratique du temps réel IMS et/ou SNA, acquise si possible en société de services, serait appréciée.

Il aura la responsabilité de Chef de Projet dans le domaine de la **gestion de production**, et encadrera une équipe de 2 à 3 analystes-programmeurs.

Le poste implique des déplacements en province.
Des possibilités d'évolution à Paris et en usine sont ouvertes pour un candidat de valeur.

Adresser lettre de candidature et CV
sous référence 1409 à
BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises



COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 7 % de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement avancés

recrute pour son activité télécommunications

INGENIEURS INFORMATICIENS

Pour s'intégrer dans une équipe technique de développement de très haut niveau et participer à la conception et à la programmation de systèmes en temps réel.

A des candidats confirmés ou même débutants, nous offrons des *opportunités exceptionnelles de carrière, dans* des domaines en constante évolution : commutation électronique avec intégration de services nouveaux, Télématique, traitement de la parole, etc.

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée
au Service du Personnel
251, rue de Vaugirard
75740 PARIS CEDEX 15.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

LA DIRECTION DES ASSURANCES DE GROUPE
de notre société recherche pour son bureau d'études administratives à Paris, un

jeune cadre en organisation

Son objectif sera d'analyser les procédures existantes et de rechercher des solutions en liaison avec la Direction informatique.
Il sera chargé en particulier de l'animation de groupes de travail ainsi que de la présentation dans les services des mesures adoptées.
Les candidats devront justifier d'une formation supérieure en gestion (ESC. Maîtrise) et d'une première expérience (éventuellement stage) en organisation.



Département Recrutement
33 rue Lafayette
75009 Paris

média-system

Analystes expérimentés

Filiale chargée de la mise en œuvre des systèmes informatiques d'un très important groupe d'assurances recherche, pour intégrer à ses équipes de développement, des analystes expérimentés.

- puissants ordinateurs IBM sous OS (3033)
- utilisation de l'Assembleur IMS pour le réseau de télétraitement (1 200 terminaux), de DL1 pour les bases de données et de TSO pour le développement des programmes
- formation nécessaire assurée
- lieu de travail : La Défense

Envoyer CV et photo, sous réf. 6278 à Gie, Service du Personnel, Cédex 11, 92081 Paris La Défense.

média-system

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
à vocation culturelle et commerciale
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

- années d'expérience dans commerce-comptabilité ;
- Formation Grandes Écoles.

Fonctions :
- contrôle de production ;
- études de marchés et V.P.C.
- supervision commercialisation de détail ;
- analyses de résultats.

Adresser C.V., photo et prétentions à nº 8.519, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.

POUR ETOFFER SES EQUIPES, NOTRE SOCIETE RECHERCHE DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

BUDGET-CONTROLE DE GESTION

Un assistant du Responsable du Département «GESTION DES CENTRES D'ACTIVITÉS»- Diplômé ESSEC, SUP - de Co, Dauphine, ou maîtrise de gestion, il totalise quelques années d'expérience dans les domaines :
- du contrôle de la gestion par centre de responsabilités,
- du contrôle des programmes d'actions internes et des charges générales et logistiques.

Il aura à réaliser des travaux d'analyse économique et de synthèse d'informations de gestion ainsi qu'à mettre en place les procédures et systèmes d'informations correspondants.

Il devra également participer à diverses actions internes d'information et de formation impliquant dynamisme et aptitudes pédagogiques.

PLANS A MOYEN/LONG TERME

L'Assistant du Responsable de ce Département. Diplômé HEC, ENSAE, SUP de Co, Dauphine, il justifie d'une première expérience professionnelle dans le domaine des études stratégiques et des projections à moyen et long terme ainsi que dans la modélisation et l'organisation des systèmes d'information et des procédures correspondants.

La connaissance des problèmes de gestion des grands projets à long cycle de réalisation serait très appréciée.

Anglais et bonne base informatique nécessaires.

Notre Société, leader sur son marché a pour vocation la fourniture d'ensembles industriels clés en mains en France et à l'étranger.
Lieu de travail : LA DEFENSE - Adresser C.V. mentionnant éventuellement travaux personnels communicables, sous réf. 6490 M à rscg carrières - 48 rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

rscg carrières

FLONIC

développement de systemes électroniques

Au sein du groupe SCHLUMBERGER. FLONIC, société de 3 500 personnes, poursuivant son évolution, développe aujourd'hui une nouvelle activité : les Systèmes de Paiement électronique : Carte à mémoire électronique à Haute sécurité. Terminaux de saisie bancaire. Terminaux de point de vente. Machine de contrôle et de tri des billets de banque.
Pour le développement et l'industrialisation de ces produits de pointe, FLONIC renforce son potentiel technique en REGION PARISIENNE et recherche des

ingénieurs électroniciens ou informaticiens

Débutants ou confirmés, les candidats que nous souhaitons rencontrer seront diplômés d'une école d'Ingénieur (SUPELEC, TELECOM, ENSE (Toulouse, Grenoble), INSA ENSEEIHT...).
En fonction de leurs capacités d'adaptation, de leurs réalisations et de leur mobilité, ils pourront conduire leur évolution grâce à des expériences diverses possibles au sein des différentes sociétés du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Monsieur Claude SORRET, 12 Place des Etats-Unis, B.P. 422, 92541 MONTROUGE.



média-system

Une entreprise exportatrice performante réalisant grands ouvrages T.P.
d'ELECTRICITE et d'INSTRUMENTATION INDUSTRIELLES
recherche

Ingénieurs débutants

diplômés, option ELECTROTECHNIQUE

Après une période de formation en bureau d'étude puis sur chantiers, chaque titulaire deviendra CHARGE D'AFFAIRE, c'est-à-dire responsable de la gestion et du déroulement technique d'une affaire, de l'estimation du devis à la mise en route de l'installation sur site (principalement installations pétrolières).

De larges perspectives d'avenir sont ouvertes aux candidats qui présenteront les caractéristiques suivantes :
- solide esprit d'entreprise.
- grande disponibilité géographique, (majoration de salaire et avantages expatriation pour séjours à l'étranger).
- pratique de l'anglais courant indispensable.
- bonne aptitude au travail en équipe et aux contacts humains.

Poste basé à Paris.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous réf. 114-M à :
ETCHEVERRY S.A.
32, rue Pierret - 92200 NEUILLY.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
de réputation mondiale,
recherche pour ses Services de Documentation Médicale

TRADUCTRICE

expérimentée
ANGLAIS - ITALIEN
ESPAGNOL

Formation Études Supérieures.

La rémunération sera en fonction de la compétence professionnelle.

Adresser CV détaillé et photo sous le nº 41161 HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann 75008 Paris.

Association tourisme social à PARIS
recherche

RESPONSABLE GESTION VENTES FRANCE

Ce poste d'encadrement implique :
- Bonne connaissance procédures réservations lits (villages vacances, clubs, hôtels).
- Expérience budgets P.A.X. (participation à élaboration, suivi).
- Capacité à s'adapter à une mutation informatique.
- Aptitude à encadrement de personnel.
- Connaissance comités d'entreprise et collectivités appréciée.

Adresser C.V. + prétentions + photo sous réf. 4.481 à : O.P.F., 2, rue de Sèze, 75009 PARIS qui transmettra.



Responsable Comptable
Versailles

Nous sommes une très ancienne société de gestion immobilière. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons notre Responsable Comptable.

Diplômé DECS, ou équivalent, il aura une expérience approfondie de la comptabilité de Sociétés et des connaissances pratiques de la mise en informatique sur mini-ordinateurs.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle sous référence 81217 M à Madame Claude FAVEREAU

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

Filiale industrielle d'un des premiers groupes mondiaux d'emballage et de conditionnement (C.A. : 170 millions)
recherche un

CHEF DE PRODUITS

responsable de la recherche, de l'étude, de l'analyse de nouveaux marchés et produits.
Vous êtes diplômé d'École supérieure de commerce avec 2 à 4 ans d'expérience en Marketing, et vous parlez anglais.
Vous êtes imaginatif et vous dominez l'analyse.
Nous vous offrons une fonction intéressante dans le cadre d'une société en forte expansion.

Ecrivez-nous avec C.V. + photo + rémunération sous le nº 7061, le Monde Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.





Responsable Opérationnel Distribution

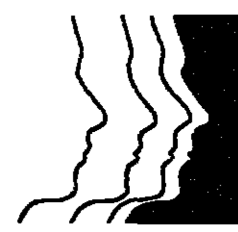
Les éditions FLAMMARION créent pour leur centre de distribution de Chevilly-Larue (94) le poste : responsable d'exploitation.

Rattaché au Directeur de la Distribution, il est responsable du bon fonctionnement des activités réception, magasins, mise à part, emballage, expéditions, retours. Il anime 90 personnes.

A environ 35 ans, ce cadre justifie d'une expérience similaire, acquise en tant que responsable dans une entreprise à taille humaine.

Ecrire sous référence 81715 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53



Jeune Responsable Export Produits Alimentaires

L'offre : vous serez l'adjoint direct de notre Directeur Export.

Votre mission première sera de prendre en charge la vente de nos produits sur les pays d'Extrême Orient, du Moyen Orient et de l'Amérique du Sud, à raison de plusieurs voyages par an vers ces destinations.

Vous êtes : jeune, doté d'un solide bon sens, et vous parlez bien anglais et allemand.

Dans l'idéal, vous avez une première expérience des produits de consommation périssables, ainsi qu'une bonne connaissance des problèmes de transit.

Nous sommes : une société de commerce international, ainsi que l'organisme export d'un groupe important spécialisé dans la vente de produits alimentaires de luxe.

Nous contribuons activement au rayonnement de la gastronomie française dans le monde.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 107236 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

JANUS INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEURS

TR, Réseaux logiciel de base.
D.E.C., MINI 6, D.P.S., SOLAR, micros.

Envoyer C.V., 36, rue de Constantinople, 75008 PARIS.

Collectivité locale + de 40.000 habitants proche de Paris
recherche pour poste de responsabilité à pourvoir mi-octobre.

ARCHIVISTE DE 1re CATÉGORIE

Diplôme d'archiviste paléographe exigé
Rémunération de début 5.000 F.
Primes et avantages divers.
Sécurité d'emploi. Possibilité carrière.

Adresser candidature et C.V. à Nº 104673, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LE CREDIT NATIONAL

IMPORTANT ORGANISME SPECIALISE dans le financement des investissements des entreprises
recherche pour
SES SERVICES JURIDIQUES

SIX JURISTES CONFIRMES :

- 1 spécialiste du contentieux ayant des connaissances financières
- 1 juriste ayant une solide formation fiscale pour son service d'études juridiques
- 4 spécialistes - de préférence notaires ou clercs - connaissant bien les contrats de prêts aux entreprises ou le crédit-bail immobilier.

Les juristes devront posséder obligatoirement :
- une maîtrise de droit au minimum
- plusieurs années d'expérience professionnelle dans leur domaine.

Il leur est offert :
- une rémunération compétitive
- des possibilités de progression
- de nombreux avantages sociaux.

Prière d'envoyer le C.V. avec photo au CREDIT NATIONAL Service du Personnel et des Relations Sociales
45, rue Saint-Dominique 75700 PARIS.

هكذا من الاصل

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE EUROPÉEN
cherche

SCÉNARISTE

confirmé pour créations comiques pouvant donner lieu à une exploitation en bandes dessinées.

Envoyer C.V. s/nº T 104.654 M à RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GRANDE ADMINISTRATION PARISIENNE
recrute

30 COMPTABLES

Par concours : Épreuves écrites le 19 octobre 1981.
Emploi : Secrétaire administratif catégorie B. Fonction publique.
Inscription : *Jusqu'au 30 septembre 1981. BAC ou diplôme équivalent exigé.*

Écrire avec C.V., B.P. 61984
75161 PARIS CEDEX-04.

---

chef de publicité

Venez développer le secteur P.A. Immobilier de

régie presse
Le Monde

Un poste de chef de publicité est créé. Le titulaire aura pour mission de développer sur la Région Parisienne une clientèle d'Agents immobiliers, promoteurs et notaires.

Nous souhaitons rencontrer un commercial à fort potentiel, justifiant d'une expérience réussie dans la vente et d'une parfaite connaissance du monde de l'immobilier.

Le salaire comporte un fixe plus un intéressement lié aux résultats d'ensemble du département.
Les perspectives d'évolution de ce poste sont intéressantes pour un candidat de valeur.

Envoyez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 17.529 à Régie Presse *le Monde*, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DIRECTEUR GÉNÉRAL
D'UN GRAND NOM DE LA PARFUMERIE

Entreprise française de renommée internationale en pleine expansion, situation PARIS centre recherche :

Directeur général (homme ou femme).

- Age : au moins 35 ans.
- Formation : grande école.
- Langue étrangère : anglais impératif.
- Expérience : très bonne expérience de la profession. Compétences commerciales et de gestion. Connaissance de l'informatique souhaitée.
- Rémunération : élevée, participation aux résultats prévue.

Envoyer C.V. + photo à INTERNATIONAL 3B
8, rue de la Michodière - 75002 PARIS

---

aerospatiale
Division Systèmes Balistiques et Spatiaux
Etablissement des MUREAUX (Yvelines)

recherche

INGENIEURS

diplômés Grandes Ecoles
(ENSAE - ECP - ESE - ENST - ENSEEIHT - IMAG)

pour ses DEPARTEMENTS INFORMATIQUES :

- UN INGENIEUR
  POUR SERVICE EXPLOITATION
  Expérience d'ingénieur systèmes MVS de 3 ans minimum
  Expérience dans le télétraitement et les bases de données

Ce poste requiert des aptitudes réelles à l'organisation et à l'encadrement.

- DEUX INGENIEURS SYSTEME
  s/gros ordinateurs (matériel IBM)
  Débutants ou 3 à 4 ans d'expérience
  Ingénieurs responsables d'un grand système/ordinateur IBM 3033, MVS/SP, ACF/VTAM, TSO/SPF, CICS etc.)

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Responsable du Recrutement de SNI AEROSPATIALE Route de Verneuil - B.P. No 2- 78130 LES MUREAUX.

GLAENZER SPICER

Filiale d'un important groupe international de MÉCANIQUE AUTOMOBILE située à POISSY (78)

Recrute pour son Département
Recherche appliquée - Développement

INGÉNIEURS

GRANDE ÉCOLE (X., Centrale, ENSAE, etc.)
de formation technique et scientifique, intéressés par :
- Calculs de mécanismes (cinématique, dynamique, résistance etc.)
- Dessin de conception, mise au point, essais.

Le poste est évolutif pour un candidat fortement motivé :

Ecrire avec C.V. photo et prétentions au Chef du Personnel
10, rue Jean-Pierre-Timbaud - 78301 POISSY.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE de la Région Parisienne
recherche **d'urgence**, son

chef du service financier et comptable

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour missions principales : • la prise en charge des opérations comptables jusqu'au compte d'exploitation et au bilan • l'établissement des déclarations fiscales et sociales • la gestion de la trésorerie • le suivi de la comptabilité budgétaire • la production de tableaux de bord financiers.

Le (la) titulaire devra : • être diplômé(e) de l'Enseignement supérieur • justifier d'une bonne expérience (sa connaissance du domaine immobilier serait un atout très apprécié) • avoir le sens des responsabilités et posséder des qualités de contact pour animer son equipe.

Lieu de travail : PARIS - MONTPARNASSE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 5440 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROCHIMIQUE
recherche pour son
siège social PARIS LA DÉFENSE

CADRE

de FORMATION UNIVERSITAIRE ou ÉCOLE
pour assister chef du Service des relations humaines.

- Expérience de la fonction indispensable : 5 à 6 années.
- Aptitude à être directement opérationnel dans domaines : administration, maîtrise du système informatique de gestion, formation, droit social...
- Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et photo sous nº 8.267 CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS. Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ MINIÈRE
SITUÉE QUARTIER MONTPARNASSE
recherche

AGENT ADMINISTRATIF

Titulaire du BTS de Secrétariat ou équivalent, ayant une bonne pratique de la sténodactylo et une expérience dans la gestion administrative et juridique des sociétés.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 24156 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94300 VINCENNES

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
ÉTABLISSEMENT PUBLIC
recherche

UN INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE CONFIRMÉ

Pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la THERMIQUE du BATIMENT avec comme thème principal les économies d'énergie.

Env. C.V. et prét. à Station de Recherche du C.S.T.B., Service Thermique et Aéraulique, 84, avenue Jean-Jaurès, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE.

---

spectral
SYSTÈMES INFORMATIQUES

Filiale de l'un des plus importants groupes français d'informatique
recherche
pour son département « Matériels Informatiques »

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour la vente aux grandes entreprises de matériels tels que :
- Systèmes temps réel multiterminaux de saisie des données à la source et de traitement réparti.
- Micro-ordinateurs de gestion.
- Systèmes multiprocesseurs pour réseaux informatiques.
- Expérience de 2 à 3 ans chez un constructeur.
- Fixe + intéressement.

ASSISTANTS (ES) TECHNICO-COMMERCIAUX (LES)

pour assistance démarrage en clientèle
- Disponible pour voyager en province.
- Expérience 1 à 2 ans chez un constructeur ou dans un atelier de saisie.
- Connaissance COBOL appréciée.

SECRÉTAIRES

- Expérimentées, connaissant l'anglais, pour assurer le secrétariat d'une équipe commerciale.

Envoyer Curriculum Vitae à :
SPECTRAL. Direction Commerciale
126, rue Jules-Guesde, 92300 LEVALLOIS-PERRET

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ETUDES ET DE CONSTRUCTION DE GROS MATÉRIEL THERMIQUE
située à VELIZY (78)
recherche

1 INGÉNIEUR DIPLOMÉ
ou
CADRE COMMERCIAL

Chargé de :
- Assistance des ingénieurs d'affaires
  - Négociation.
  - Rédaction des contrats commerciaux.
  - Prix.
  - *Financement.*
- Relations avec COFACE, banques, ministères.

Le candidat devra justifier :
- d'une grande expérience de l'exportation de biens d'équipement ;
- d'une connaissance approfondie des aspects administratifs, financiers et juridiques des grands contrats d'exportation.

Le poste comporte l'obligation de fréquents déplacements *à l'étranger et requiert la maîtrise de l'anglais écrit et parlé.*

La *rémunération sera fonction de l'expérience et de la* qualification du candidat.

Envoyer *C.V.* et prétentions + photo *s/réf. 2.842 M* à SWEERTS B.P. 269 - 75424 PARIS CEDEX 09.

Nous sommes une entreprise de renommée internationale dans notre secteur d'activités.
Dans le cadre de notre plan de développement informatique à 5 ans axés essentiellement sur le T.P., nous recherchons, pour élargir notre potentiel, des

ANALYSTES

De formation M.I.A.G.E. ou ÉQUIVALENT.
Ils devront avoir une connaissance de C.I.C.S. - D.L. 1 serait apprécié.

Une motivation pour l'animation d'une petite équipe de réalisation est indispensable.

Lieu de travail :

Proche Banlieue SUD-EST.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétent. sous nº 8.163. CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SEMICONDUCTEURS

INGÉNIEUR MARKETING SEMICONDUCTEURS DE PUISSANCE

Expérience de quelques années de laboratoire souhaitable. Domaine visé : thyristors, redresseurs, composants de protection.

Ecrire avec C.V., *photo sous nº 7.913, CONTESSE* Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Usine Métallurgique et Chimique
proche banlieue parisienne recherche son

CHEF COMPTABLE
HAUT NIVEAU

- **Mission :** Mettre en place la comptabilité analytique, assurer la comptabilité générale. Dépendant du *directeur de l'usine, il sera le correspondant des* autres services comptable et informatique du groupe. Il assure l'animation d'un groupe de 5 personnes.
- **Profil :** 30 - 35 ans minimum. Bon technicien autant qu'homme de terrain. Le candidat doit justifier *d'une expérience similaire en milieu industriel.*

Poste stable et evolutif au sein du groupe.
Merci d'adresser C.V. manuscrit et prétentions sous la reference 1227 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 11 rue Royale 75008 PARIS (qui transmettra)

IMPORTANT ORGANISME
RETRAITE ET PRÉVOYANCE
recherche pour son siège à PARIS

UN COMPTABLE

- Formation D.E.C.S.
- Quelques années d'expérience souhaitées.

Déplacements courte durée Province à prévoir.

Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions sous nº 8.148 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS, Cedex 01 qui transmettra.

Nous sommes une entreprise française à vocation et implantation internationales avec des produits « leaders » dans leur domaine.
Notre maison mère (production, commercialisation, administratif, etc.), représente environ 4.500 personnes.
Notre Direction Informatique recherche un :

JEUNE INGÉNIEUR
INSA - ENSI ou EQUIVALENT

Il aura pour mission le démarrage d'une fonction de GESTIONNAIRE de DONNÉES.

Après avoir établi une « carte » des systèmes informatiques existants, il participera au choix du dictionnaire de données,
Il sera par ailleurs, dans le cadre du plan informatique et à chacune de ses étapes, responsable de la définition des nouvelles données en liaison avec utilisateurs et informaticiens.

Lieu de travail :

Proche banlieue sud-est.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous le nº 8161, à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

T.R.T. TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
recherche

INGÉNIEURS Débutants

I - ÉLECTRONICIENS
  Pour la réalisation de systèmes de télécommunications embarquées par la marine.
  Fréquents déplacements à l'étranger.
  Anglais indispensable.
  - Pour l'étude de matériels en télé-informatique et en radiocommunication.

II - MÉCANICIENS
  - Intéressés par le développement en liaison avec les bureaux d'études de matériels de télécommunications.

Adresser curriculum vitae à T.R.T. - 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

AUDIT MANAGER FUTUR ASSOCIÉ

F. 250.000 ±

(à négocier en fonction de l'expérience)

Recherché par une importante société d'audit et de commissariat aux comptes, ayant une clientèle de groupes multinationaux.

Il est demandé :
- au moins 7 années de pratique en cabinet *international ;*
- l'expérience de l'organisation et de la coordination d'audits de groupes ;
- l'habitude des relations avec l'étranger ;
- une expérience bancaire n'est pas indispensable, mais constituerait un atout.

Env. curriculum vitae détaillé avec photo, en précisant la rémunération actuelle sous le nº 7.050, *le Monde* Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris. Discrétion assurée.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE
recherche

UN INGÉNIEUR

FORMATION ARTS et MÉTIERS ou ÉQUIVALENT (MÉCANIQUE - HYDRAULIQUE)

ayant acquis une expérience dans le domaine forage complétion pour études de conception, réalisations et essais sur chantiers équipements nouveaux.

Envoyer C.V. et prétentions à :
I.F.P., DIRECTION du PERSONNEL, 1 et 4 avenue de Bois-Préau, 92506 RUEIL-MALMAISON - Cedex.

T. R. T. Développant ses activités à l'Exportation
recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

I – *COORDINATEURS pour la réalisation* d'importants contrats à l'exportation, ils assureront, de Paris, la liaison avec les chefs de projets basés à l'étranger.
Postes proposés à de jeunes ingénieurs ayant acquis une première expérience en télécommunications.

II – SUPPORTS TECHNICO-COMMERCIAUX ils seront chargés d'assurer l'interface entre le service commercial d'une part, les départements techniques et clients d'autre part.
Postes proposés à des ingénieurs ayant acquis une expérience en transmissions numériques réseaux de commutation de paquets.

Adresser curriculum vitae à T.R.T., 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

AGENCE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT
recherche pour PARIS

CHEF de PUBLICITÉ

– Avide de responsabilités, capable d'assurer le traitement de budgets, services et industrie de haut niveau (réflexion, conception, recommandation) ;
– Formation souhaitée :
- Ecole supérieure de commerce (H.E.C., ESSEC...) ;
- Expérience agence grand public indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 028.743 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ORGANISME FINANCIER REGIONAL MIDI - SUD-EST
développant son service ORGANISATION recherche

organisateur confirmé

Diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO, ou grande école d'ingénieur, 32-35 ans environ, ayant quelques années d'expérience de l'organisation dans les domaines : Gestion, Economie, Marketing.

Le candidat devra s'intégrer à une petite équipe (4/5 personnes) et assumer les contacts avec les utilisateurs auprès desquels il aura un rôle de conseil, apportant des solutions nouvelles à leurs problèmes d'organisation.

La fonction implique des déplacements fréquents dans la région.

Un développement de carrière à l'intérieur du groupe peut être envisagé.

Toute candidature adressée sous réf. 7001 à notre conseil sera traitée avec discrétion.

mâb marie-alix bordes
conseil en recrutement
3 place de valois 75001 paris.

GROUPE INTERNATIONAL
Activités de Services
recherche

COLLABORATEUR JURISTE

Niveau maîtrise droit ayant acquis 4 à 5 ans d'expérience. Des connaissances pratiques en marques et assurances seront appréciées. Le candidat devra s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire. Le poste permettra un développement de carrière au sein de la Direction juridique du groupe. La rémunération compétitive sera fonction du niveau et de l'expérience.

Envoyer curriculum vitae + photo sous n° 028.923 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LIBRAIRIE LAROUSSE
RECHERCHE POUR SON SERVICE MAQUETTES

1 MAQUETTISTE EXPÉRIMENTÉ (ÉE)

(EXPÉRIENCE DE L'ÉDITION SOUHAITÉE)

Pour la mise en pages d'un grand ouvrage.
– Horaire de travail : 13 h. 30 à 21 heures.
– 5 jours par semaine.
– Statut cadre, 13 mois 1/2 - Restaurant d'entreprise.
– Contrat à durée déterminée éventuellement renouvelable.
– Le poste est à pourvoir immédiatement.

Les candidats (es) intéressés (ées) sont priés (ées) de bien vouloir adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à LIBRAIRIE LAROUSSE
Direction du Personnel
17, rue du Montparnasse, 75280 PARIS CEDEX 06.

CRÉDITS COMMERCIAUX

Société Leader dans sa branche
recherche

CREDITMAN

– Etude de la solvabilité des entreprises.
– Appréciation et suivi des risques de crédits commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.
Dynamiques, pragmatiques.
Intéressés par la matière financière et les contacts humains.
Aimant les responsabilités.
Disponibles pour postes à pourvoir à PARIS (quartier Etoile) et métropoles régionales.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente s/n° 8.023 CONTESSE Publicité, *20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01* qui transmettra.

ACCÉDEZ A DES POSTES DE RESPONSABILITÉ

- Chargé d'un secteur de vente, d'une clientèle.
- Ingénieur d'affaires.
- Ingénieur technico-commercial.
- Négociateur dans la vente de Services.

Le stage

MÉTHODES COMMERCIALES et NÉGOCIATION DE VENTE

du 21 septembre au 31 décembre 1981

est organisé à Paris (8e) par
l'Association Nationale pour le Développement des Techniques de Marketing
ADETEM - *Reconnue d'utilité publique*

Ce stage est réservé aux personnes domiciliées dans un arrondissement de Paris.

BOURSE COMPLÈTE :
RÉMUNÉRATION ET FRAIS D'ENSEIGNEMENT

Renseignez-vous sans délai à :
l'ADETEM, 30, r. d'Astorg, 75008 PARIS - 266-51-13.

DET NORSKE VERITAS (FRANCE), A.S. COMPUTAS
RECHERCHE

MANAGER, TECHNICAL ADVISORY SERVICES, PARIS

Pour développer nos services de conseils techniques
Nous recherchons

Un ingénieur diplômé d'une grande école

Ayant 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine du calcul des structures. Il sera responsable de l'expansion de ces activités dans le cadre de la division Europe à partir de notre bureau de Paris. La connaissance de l'Anglais est indispensable.

DET NORSKE VERITAS est un organisme indépendant ayant des activités multiples parmi lesquelles les plus importantes sont la classification et la qualification des navires, *des installations offshore et des installations* industrielles. La compétence de DET NORSKE VERITAS est largement soutenue par sa division de recherches, ainsi que par sa division informatique : A.S. COMPUTAS. L'organisme est présent dans plus de 100 pays et emploie plus de 2.200 personnes. Son siège est basé en Norvège à Oslo.

Toute candidature sera adressée avant le 1/10/81 en anglais à DET NORSKE VERITAS, 305, bureaux de la colline Saint-Cloud. *92213 SAINT-CLOUD CEDEX.*



Société française de contrôle de frais d'énergie - S.A.R.L.
Depuis plus de dix ans, nous sommes actifs dans la gestion de l'énergie.
En dehors de la France, nous avons des bureaux en Allemagne et au Benelux.
Notre C.A. est en augmentation constante de 20 % l'an.
Pour notre extension, nous recherchons :

UN INGÉNIEUR

DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLES

Connaissance de la production et de la distribution de l'énergie.
– Le candidat sera chargé des études techniques et économiques, dans le but de réduire le coût de l'énergie *de nos clients.*
– Le lieu de travail : Paris + déplacements en province.

Ce poste conviendrait à une personne jeune, dynamique, ambitieuse et disponible de suite, avec le sens des responsabilités.

Le candidat aura toute liberté dans son travail.

Ecrire avec curriculum vitae complet à G.F.E., 80, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS.

L'I.D. VENTE-FORMATION S.A.R.L.

pour Paris et la région parisienne

PROPOSE

1°) UN POSTE D' - ATTACHÉ (E) de DIRECTION COMMERCIALE -
afin de promouvoir sa méthode de gestion d'entreprise auprès des P.M.E.-P.M.I.
2°) Un salaire motivant qui devra atteindre très rapidement (fixe + commission) 8.000 à 12.000 F par mois.
3°) Une évolution de poste vers des fonctions de « chef de ventes » d'ici 1 à 3 ans.

DEMANDE

1°) Des qualités incontestables de vendeur (âge *indifférent).*
2°) Une connaissance initiale et un goût pour la gestion (formation continue par l'entreprise).
3°) Un moyen de locomotion (voiture, moto, etc.).

VENDEZ-VOUS à

L'I.D. VENTE-FORMATION,
23, rue des Clos-Moreaux, 92190 MEUDON.
Il sera répondu à tous ceux qui auront bien voulu nous écrire.

ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL
recherche

DIRECTEURS DE VILLAGES
plus de 500 lits

ayant une expérience en matière de gestion et d'animation de collectivités de vacances.
– Une formation gestionnaire.
– Un sens développé des contacts et des relations.
– Et qualités d'organisation, de diplomatie et d'autorité.

Adressez lettre manuscrite, C.V. + photo (retournée). N° 7450 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

DEMANDEURS D'EMPLOI
JEUNES NIVEAU BAC + 2
Devenez en 4 mois

INGÉNIEUR COMMERCIAL EN INFORMATIQUE

Aide au placement assurée, marché très demandeur, bonne rémunération et évolution de carrière. Renseignements et inscriptions :

Centre International de Traitement Informatique

Antenne Paris Buttes-Chaumont. Tél. : 205-24-63.

INFIRMIÈRES D.E.
JOUR/VEILLE/GARDE
G.S. MÉDICAL E.T.T.
6, Bd du Temple, Paris-11e
Tél. 355-08-40

ÉTABLISSEMENT FINANCIER *s'implantant sur :* LA SEINE-ST-DENIS (93) LE VAL-D'OISE (95) ET L'OISE (60) recherche

3 COLLABORATEURS COMMERCIAUX

pour les former à la profession de CONSEILLER en GESTION de PATRIMOINE.

VOUS AVEZ ACQUIS :
– Une formation supérieure.
– *Le goût des contacts* humains.
– La volonté de maîtriser votre réussite professionnelle.

NOUS OFFRONS :
– Une formation commerciale et financière.
– Une réelle sécurité d'emploi.
– Une rémunération élevée et très motivante.

Tél. pour prendre rendez-vous mercredi 16, de 9 h. 30 à *12 h. 30 à UNION FINANCIÈRE* DE FRANCE au : 820-61-64.

P.M.E. PARIS : Capteurs de Température, recherche

INGÉNIEUR FABRICATION

Jeune A.M., E.N.I. ou équivalent, Etude, *mise* en place méthodes Contrôle rentable atelier. Expérience soudage souhaitée. Ecrire s/n° *9.691 FRANCACIP,* 17, rue de la Banque, Paris-2e.

Etablissement d'enseignement technique privé hors-contrat recher. PROFESSEURS

COMPTABILITÉ

Ecrire s/n° 9.282, Publicité Meesters, 113, rue de Reuilly, Paris-12e, qui transmettra.

Publication commerce cherche

COLLABORATEUR POLYVALENT

*pour seconder Directeur-*Rédacteur en chef

Envoyer C.V. détaillé à n° 8.634 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL BATIMENT
recherche pour
CENTRE DOCUMENTATION YVELINES

DOCUMENTALISTE

Quelques années d'expérience maîtrise de préférence scientifique, diplômé (e) I.N.T.D., anglais indispensable, allemand souhaité.

Envoyer lettre avec C.V., photo et prétentions à n° 24.210 M, BLEU, 41, avenue du Château, 94300 Vincennes.

VILLE DE MEUDON (92190)
recrute
2 PUERICULTRICES D.E.
pour crèche collective.
Adresser candidature avec C.V. à Monsieur le Maire.

SOCIÉTÉ EDAP
Z.I. Nord, rue Jacques-Prévert, 77200 TORCY - Marne-la-Vallée. Tél. 005-24-50, R.E.R. à 150 m, recrute, pour Laboratoire de Recherche Médicale Ultrasons des Electroniciens :
INGÉNIEURS, FORM. SUPÉR. *2 à 3 ans expérience souhaitée.*

AGENTS TECHNIQUES
B.T.S. ou D.U.T.,
2 à 3 ans expérience.

AGENTS TECHNIQUES
Niveau III ou IV pour plateforme réglage.

TECHNICIENS EN MICROMÉCANIQUE
Niveau B.T.S.
Adresser C.V. et prétentions.

Importante administration recherche pour Paris

INGÉNIEUR ÉTUDES DE CIRCULATION DÉBUTANT

(CADRE A) 70.000 F/an brut Diplômé d'une école d'ingé*nieurs avec option dans ce do*maine. La personne recherchée sera chargée d'études de circulation, d'aménagements de voirie et d'études de régulation de trafic.
Ce poste comporte de nombreux avantages sociaux et dès possibilités d'évolution.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 8.014 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Institut Universitaire de Villetaneuse recherche chargés de T.D. (agrégé, certifié ou professionnel) en Gestion, pour enseigner la comptabilité analytique et la gestion prévisionnelle 4 h/semaine, mardi et vendredi après-midi.
Tél. 821-61-70, poste 48-32 (Mme Cairati)
mercredi 16 et jeudi 17 septembre de 10 heures à 12 heures.

SOCIÉTÉ DE DOCUMENTATION TECHNIQUE proximité Place de la République, Paris
recherche

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

RÉDACTEURS-ÉLECTRONICIENS

Pouvant assumer postes de RESPONSABLES D'AFFAIRES Conception et réalisation documents de synthèse concernant systèmes complexes et électronique avancée.

Adr. C.V. et prét. s/n° 8.049 à : Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

OPÉRATION 2.000 INFORMATICIENS

renseignements sur emplois et formations

CITI Centre International de Traitement Informatique

T. 205-24-63 +/238-14-58 +

Pour Groupe français CHIMIE

INGÉNIEUR FABRICATION

- Formation universitaire ou Ecole d'ingénieur chimiste.
- Minimum 32 ans
- Expérience usine dans le domaine, lessive, détergent, savon.
- Anglais indispensable.

140.000 F à 180.000 F.

Ecr. s/réf. 308, à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09.

THÉATRE PARISIEN subventionné crée un poste de

CONTACT MAN

pour développer ses relations avec Collectivités, Agences. H./F. sérieux, organisé, sympa. Ecrire à Ing. Co. Marketing 83, rue de Rennes, Paris 6e qui transmettra.

Importante revue professionnelle et technique recherche

JEUNE RÉDACTEUR

début. ou ayant un ou deux ans d'expér., ouvert aux techniques du bâtiment et des travaux publics, pour rédiger des articles sur les techniques nouvelles utilisées dans ce secteur d'activité. Prière d'adresser vos lettres de candidature avec C.V. détaillé, photo et prét. s/n° 104.311 à R.-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Centre de Calcul du C.N.R.S. (IBM 370/168 & V7, MSV. TSO) recherche

JEUNES INGÉNIEURS INFORMATICIENS (HF)

pour s'intégrer au groupe de services aux utilisateurs (assistance, formation, documentation)

INGÉNIEUR SYSTÈME IBM – MVS (HF)

débutant pour maintenance, adapt. mesures de perf. sur réseaux, conversat. sous TSO et WYLBUR, VTAM et TCAM. *Diplômes : ingénieur ou maîtrise* informatique, dég. O. M., nat. fr. Adresser C.V. + prétentions Secrétariat du CIRCE, Bât. 506, 91405 ORSAY Cedex.

Importante Société Pétrochimie rech. pour PARIS/LA DÉFENSE J.F. pour serv. ADMINISTRATIF et RELATIONS PUBLIQUES. Anglais et sténodactylo indispensables I.U.T. et expér. souhaitée. Ecrire avec C.V. + photo s/n° 1.316 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Important Etablissement Financier à PARIS recherche pour lui confier une fonction d'

ATTACHÉ FINANCIER

un jeune diplômé TITULAIRE DU DESS (OPTION FINANCE ou BANQUE) *ou I.E.P. SECTION ECOFI* + Maîtrise en Droit ayant une bonne aptitude aux contacts et à la négociation.
Il se verra confier des études financières devant permettre la mise en place des crédits d'investissements aux P.M.E.
La fonction implique des déplacements.
Envoyer C.V. + prétentions et photo sous réf. 6.263 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Sté d'Equipement Radiologique recherche

INGÉNIEUR TECHNICO COMMERCIAL

Expér. radiologique indispensab. Poste basé à Paris. Tél. pour R.-V au 255-98-31.

Etablissement sous contrat recherche

PROFESSEUR ESPAGNOL

Adresser C.V.
38, avenue du Président-Wilson, 94230 CACHAN.

SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

– Mini 6, HB 64, HB 66 + IDS/IDS/DM IV
– IBM + IMS/DL 1
– Mtra. Solar + temps réel.

BIO 53, rue Fondary, 15e, tél. : 577-93-66.

secrétaires

GLAENZER SPICER

Filiale d'un important GROUPE INTERNATIONAL *de mécanique automobile* situé à POISSY (78)
recherche pour sa Direction Générale

SECRETAIRE TRILINGUE

ALLEMAND - ANGLAIS

de formation supérieure et connaissant la sténo *française.*

L'expérience d'un SECRETARIAT DE HAUT NIVEAU et la stabilité seront déterminantes.

Rémunération intéressante.

Ecrire avec C.V., photo et *prétentions* au Chef du Personnel, 10, rue J.P. Timbaud 78301 POISSY.

SECRÉTAIRES qualifiées et **COMPTABLES**
sont demandés par profession libérale pour ville SAVOIE, bonne présentation, expérience, initiatives. Écrire SUDEM, 17, bd Colonne 73000 CHAMBÉRY N° 705.

P.M.I. SECTEUR AÉRONAUTIQUE recherche pour son service IMPORT-EXPORT

SECRÉTAIRE EXPÉRIMENTÉE

Sténodactylo bilingue, anglais courant exigé. Une expérience en gestion commerciale de produits industriels serait très appréciée. Env. C.V. et prét. à RECOULES, B.P. 28, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Société Paris-8e recherche

Sténodact. BTS comptab.

Env. C.V. s/n° 6.174 *le Monde* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BUREAU D'ÉTUDES BATIMENT 94 SAINT-MANDÉ recherche

SECRÉTAIRE

qualifiée, expérience exigée. Envoyer C.V., prétentions à M. BERGER, 29, rue Faidherbe, 94160 SAINT-MANDÉ.

Recherche

SECRÉTAIRE *QUALIFIÉE*

Bonne présentation, connaissant anglais, réf. exigées. Envoyer C.V. ou se présenter : C.E.S.R. 91, 3, *rue* Auber, 91700 FLEURY-MEROGIS.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE NIVILLERS, 7 km de Beauvais, Oise, recherche

UN SECRÉTAIRE

Capable assurer le suivi administratif des approvisionnements, gérer la documentation technique professeurs-élèves, participer à la gestion du personnel et des élèves, assurer la correspondance téléphonique. Connaissance dactylographie indispensable.

Envoyer C.V., photo sous réf. 1.856 M., à J.C.L.T., 17, rue Gerbert, 75015 Paris.

représentation offres

IMPORTANT FABRICANT produits de parfumerie recherche sur tous départements V.R.P. multicartes ou agents commerciaux introduits salons de *coiffure, parfumeries,* pharmacies. Très bon rapport prouvé pour éléments de valeur.

Ecrire avec références : HAVAS Grasse s/n° 844/R.

conseils en carrière

CADRES A LA RECHERCHE DE VOTRE 2e SOUFFLE

Le poste que vous avez accepté hier, le reprendriez-vous aujourd'hui ? Si, au fond de vous-même, c'est non, ne vous y résignez pas.

Nous aidons les cadres dirigeants à trouver leur deuxième souffle. Nous sommes les conseils en orientation les plus expérimentés en Europe.

Notre méthode consiste tout d'abord en une analyse en profondeur de votre cas. Puis nous vous aidons à obtenir les contacts qui vous conduiront à l'emploi le plus conforme à vos désirs.

Pour une évaluation, confidentielle et sans frais, de vos propres possibilités de redéploiement, prenez un rendez-vous par téléphone ou par lettre avec un de nos conseils en orientation :
Frédérick Chusid,
50, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris.
Tél. 574.24.24 - 574.25.30.

Nous ne recrutons pas. Meeting in English welcome.

FREDERICK CHUSID & CO
Vous cherchez, nous vous aidons à trouver.

formation professionnelle

ECOLE PRIVEE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

organise STAGES AUDIT Informatique CHEF DE PROJET

PLACES LIMITEES

INSCRIPTIONS : 294.98.61

capitaux propositions commerciales

SOCIÉTÉ NÉGOCE BATIMENTS SUD-EST (ville-préfecture)
Affaire ne demandant qu'à être développée.
C.A. : 10 MILLIONS
recherche en vue d'association personne dynamique.
Profil : 35-40 ans, possédant capitaux.
Ecrire s/n° 24503 DL - B.P. n° 10 x 38040 GRENOBLE Cedex

Ville importante Midi. Assureur 5 ans, retraite, portefeuille Commissions 900.000 F. Forte progress. Rapport 36 %. Étudie toutes propositions cadre sup. disp. capitaux suscept. adapt. rapide. Écrire HAVAS, réf. 81.094, MARSEILLE.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sér. référ. effectue rapidement travaux peinture, menuiserie, décorat., coordinat. tous corps d'État. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 et 893-30-02.

travail à domicile

Traitement textes frappés et prix imbattables. Courriers, thèse, rapport. - Tél. : 574-07-68.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

هكذا من الاصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE HAUT NIVEAU
43 ans, 15 ans expérience internationale : administration, finances, personnel, études économiques, lancement et suivi projets. Parfaitement trilingue anglais, arabe, français.
DIPLOME HARVARD BUSINESS SCHOOL
cherche poste à responsabilité France et étranger. Libre immédiatement.
Ecrire sous n° T 029.061 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

EX-CHEF D'ENTREPRISE DE SERVICES EX-CADRE SUPÉRIEUR INTERNATIONAL
45 ans
LUTTEUR
cherche collaboration polyvalente ou commerciale
Ecrire sous n° 103.672, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CADRE FEMME
Responsable service Achats Import-Export. Sérieuses références. Parfaitement bilingue anglais, avec sténo français/anglais, allemand et grec, cherche poste responsabilité Paris.
Ecrire s/n° 6176 le Monde Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame 50 ans, sténo-dactylo, notions comptabilité, cherche place secrétariat. Ec. sous n° 6.171 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 36 ans, cadre fin. export CHERCHE POSTE RESPONS. dans P.M.E. ou fil. de grde société Paris ou pr. banl. sud, biens et prod. ind., angl., esp. cour., banques dres cofaces, négoc. projets. Ecrire s/n° 1.670 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chef comptable, 42 ans, niv. DECS, exp. fiscal, informatique, social, cherche emploi, cabinet ou entreprise, région Provence-Côte d'Azur. Écrire N. PAPAMICAEL, 8, rue des Charretiers, 45000 ORLÉANS.

H., 30 ans, célibataire, brevet commercial cherche poste étranger Afrique du Nord, Moyen-Orient, Canada. Libre de suite. Tél. 260-27-27 à partir de 10 h.

Ingénieur chimiste géologue 18 ans expérience habitude formation gestion génie chimique ayant occupé poste direction, cherche emploi. Ecr. n° 4122 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHINE-EXTRÊME-ORIENT
Franç., 38 ans, conn. parf. ces rég. ayant d'excellents contacts. Achats/ventes, dans domaine Merchandising, habit. tact. actuel. en poste à Hong-Kong. Angl., all., esp., not. chinois, ch. nouv. situation en rsp. Etud. ttes propositions Europe, Asie, Amériques. (Achats/ventes.) Ecr. s/n° T 4125 M, R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE DESA
30 ans.
Solide formation, 3 langues : français, anglais, arabe, très bonnes connaissances de l'Arabie (5 ans) et le Golfe en général cherche
Poste ou mission dans la presqu'île Arabique et Moyen-Orient. Étudiera toutes propositions et tous secteurs. Réponse assurée, libre rapidement.
Ecr. s/n° T 28893, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 31 ans, Doctorat sciences humaines. Nombreuses exp. études enquêtes - sociologie. Spécialiste bilan social. Etudierait toutes propositions. Ecr. s/n° T 029053, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. diplômée enseignement supérieure. Exp. de la format. permanente, animation, gestion, pédag., disponibilité et mobilité, ch. emploi. Ecr. Mme CAGNOLI, 14 bd de Clichy, Paris 18e.

F. 34 ans, Sciences Po, anglais-allemand. Plusieurs années exp. secrétariat, direct. ht niv. qual., contacts et orga., ch. poste Relations Publiques PARIS ou LYON. Ecr. s/n° T 029108, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 36 ans, Sciences Po, géographie gestion. Plusieurs années exp., dévelop. écono. Contacts collec. locales, administr. milieu prof. Etudie ttes propos. Secteur bancaire organismes prof., cabinets conseils, relat. publiques. Ecr. s/n° T029106M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PROFES. d'ALLEMAND
orig. all., diplômé d'all. et de franç., très qual. longue exp., ch. poste sérieux pour cours adultes entrepr. Tél. 222-20-83.

H., 42 ans, recherche poste direction pédagogique, cadre éducatif, responsable internat, professeur de Sciences Eco., spécialiste audiovisuel, 7 années expérience, dans l'enseignement privé, diplômé ESCAE. Région indifférente. Tél. 442-80-40. Ecr. s/n° T029113M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 25 ans, maîtrise de droit, licence de littérature générale et comparée, licence de lettres modernes, exp. profess. enseignante à la Ch. de Commerce de Paris, pigiste, étudie toutes propositions. Téléphone : 242-79-88.

F. 44 ans doct. en lettr., angl.-all. ch. poste coll. ent. ensei. Ecr. s/n° 029.141 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Prof. français, maîtrise lettres, 4 ans exp. ch. poste enseignant. T. 224-48-84 de préf. apr. 18 h.

CENTRALIEN 47 ANS
pour maîtres d'ouvrages de programme immobilier ou génie civil industriel Afrique Nord-Ouest. Vous désirez être représenté efficacement. Ecr. s/n° T029012M, R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COMPTABLE, 24 ans, formation DECS juridique et fiscal, expérience 6 ans cabinet comptable PME cherche poste intéressant à mi-temps ou avec possibilité aménagement horaires. Ecr. s/n° T028860M, R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE FRANÇAISE parlant hébreu et anglais, télexiste, cherche place stable. Tél. : 229-35-01

enseignement

APPRENDRE L'AMÉRICAIN à
L'AMERICAN CENTER
261, bd raspail, 75014 PARIS
633-67-28
Cours de conversation dans la journée et le soir. Pour avancés, conversations à partir de cassettes vidéo sur l'actualité diffusées par ABC TV News (matériel fourni par Center For Media Art).
Lycéens à partir de 15 ans. Inscriptions immédiates. Début 5 octobre. Cours privés, préparation au TOEFL. Cours pour enfants : début 30 septembre.

formation professionnelle

FORMATION GRATUITE POUR DEMANDEURS D'EMPLOI
Réservée exclusivement aux personnes ayant droit aux
INDEMNITÉS DE FORMATION VERSÉES PAR LES ASSEDIC
GESTIONNAIRE D'ENTREPRISE
Pour être formé aux techniques de gestion des entreprises.
– Durée : 800 heures + stage pratique en entreprise de deux mois.
– Début du stage : 26/10/1981.
– Lieu : PARIS.
– Nombre de places limité
Pour inscription adresser C.V. et lettre de candidature à : I.F.L.P. 37, rue de Châteaudun, Paris-9e.

I.U.T. DE CACHAN
ÉTUDIANT
NIVEAU DEUG A ou MATHÉMATIQUES SPÉCIALES
Vous pouvez obtenir en UN AN à temps plein LE D.U.T. D'ÉLECTRONIQUE.
Date limite de dépôt des dossiers : 18 septembre 1981. Admission sur tests et entretien.
Renseignements : Service de la Scolarité I.U.T., 9, avenue de la Division-Leclerc, 94230 Cachan. Tél. 664-10-32.

information divers

Pour bien choisir votre métier FRANCE CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

propositions diverses

Pr connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Amériques, Asie), demandez la revue spécial MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon, 75428 Paris cedex 09.

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS chez les marchands de journaux.

Cadre technico-commercial, 53 ans. Polyvalent. Expérience vente biens d'équipement industr. nécessitant contacts haut niveau. Grandes facultés adaptation. Anglais, italien. Ch. poste actif responsab., rég. paris. Téléphone : 751-48-99.

Sociologue ruraliste, DESS économie, recherche emploi dans aménagement du territoire, région Sud-Est. MALTESE B., Les Combettes, 05500 Saint-Bonnet.

Jeune homme, DESS droit des affaires et fiscalité, ch. stage conseil juridique. CEPRIKA, 23, villa d'Este, 75648 Ced. 13.

Rechercherions travail toutes sortes pour étudiants : association Apil, 33, place Maubert. 326-77-51

J.F. 40 ans, rédactrice sinistres, ch. emploi mi-temps quatre après-midi par sem. Paris ou banl. est. Tél. : 859-22-93.

HAITIEN 33 ans, maîtrise DEA Sc. éco, doct. en cours, exp. 4 a. ens., étud. ttes prop. Ecr. : Cadet, 37, bd Jourdan, Paris-14e.

JEUNE FEMME TRADUCTRICE ANGLAIS (B.T.S.) et secrétaire B.T.S. trilingue ANGLAIS, ALLEMAND, cherche poste fixe. Ecr. s/n° 3912M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE expérimenté, dynamique, aimant contacts clients, apte à former vendeurs, diriger services administratifs et commerciaux. Peut seconder utilement dirigeant P.M.E., région indifférente. Libre de suite. Ecrire : Havas 06072 Nice Cedex, B.P. 346, réf. 0862.

Diplômé journalisme, 21 ans, recherche place stable édition, publicité, journalisme, petite entreprise. GRENIER, 5, rue Faustin-Hélie, 75016 PARIS. Téléphone : 503-32-00

Architecte expérience grandes opérations, direction grands chantiers France et étranger. Etudie toute offre. Ecrire s/n° 1667, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR CHANTIER, longue expérience Moyen-Orient, bilingue anglais, recherche poste similaire, disponible immédiat. Etudie toutes propositions. Téléphone : 569-07-05.

J.H. 27 ans, irlandais, 7 ans expér. de laboratoire, production, exportation, législation, spécialité confiture, biscuits, chocolat, en Irlande, ch. empl. rég. parisienne. Libre imméd. Permis de conduire. Ecr. : K. O'Sullivan, 29, rue de Bellefond, 75009 Paris, ou tél. au 280-45-21.

Licencié pour raison économique, importante firme auto. recherche emploi réception, commerce automobile. – Tél. 307-65-70.

Cadre 50 ans Rompu aux affaires, peut prendre Direction agence. Autres opportunités. Marseille et région. M. BACCINO. 36, rue d'Artagnan, 13014 Marseille

Fme exp., 22 ans, immob. lic. économique ch. empl. commerce Ecr. n° 4119 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE FEMME 28 ANS
EMPLOYÉE DE BUREAU
dactylo, bilingue allemand, notions informatique, cherche
TRAVAIL A MI-TEMPS
le matin.
Ecrire s/n° 6.162 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. FEMME, thèse de 3e cycle nutrition et alimentation maîtrise de physiologie animale et de biochimie, niveau 4e année de médecine. 3 ans d'expérience de laboratoire de recherches, cherche poste paris ou Province Ecr. s/n° 029128M, R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DOCTEUR
EN PSYCHOLOGIE SOCIALE
35 ans, 10 ans d'expérience techniques promotionnelles et relations publiques, spécialiste des problèmes de stratégie et de communication au niveau théorique mais ne craignant nullement l'épreuve de la réalité. Libre tous déplacements, cherche emploi dans fonction commerciale ou dans l'animation de séminaires ou de psychologue d'entreprise. Ecr. s/n° 1.662 le Monde Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

ING. TECH. COMMERCIAL, 53 ans, spécial. fours équip. thermiques, pratique import., anglais, italien usuels, ch. poste actif base PARIS. – Accepte déplacements. J. MAHIEUX, 107, r. Dr-Guionis, 92500 RUEIL-MALMAISON.

J.F. 28 ans, excellente présentation MAITRISE de PHYSIQUE, MAITRISE de PHILO, cherche emploi responsabilité, initiative dans presse ou édition. Ecr. s/n° T029000M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE D.P.L.G.
28 ans, cherche tous travaux assistance, création, collaboration. Tél. : 340-54-78.

Ingénieur généraliste + I.A.E. 30 ans, 6 ans expérience société multinationale. Connaissance Proche-Orient et Maghreb. Anglais courant, Polonais, notions arabe. Recherche poste responsab.
INTERNATIONAL
(Ingénierie, Ass. techn., Gestion contrats, Achats).
Ecrire s/n° 8984, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 24 ans, libre O.M. Bac. Prépare B.T.S. com. int., ch. empl. transit, transport. 358-34-87.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.
Vend R 18 TL 72 - Mod. 73 4.000 F. 135.000 km. Tél. 808-24-74 après 20 h.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

QUAI DES ORFÈVRES
Rare, étage élevé, vue s/Seine, 2 p., 810.000 F. - 527-41-01.

2e arrdt

RÉAUMUR (Saint-Denis)
Petit hôtel indépendant, 3 étages, 110 m², possib. professionnel, à rénover, exceptionnel. 670.000 F. – 206-15-30.

3e arrdt

Marais-Ste-Claude. 354-95-10
STUDIO CHARME

5e arrdt

MAUBERT - 4 PIÈCES DUPLEX. Rénovation caractère, asc., clair, soleil. - 285-82-51.

CLAUDE BERNARD
2 P., coin cuis., r.-de-c., cft, calme. 258.000 F. 331-88-46.

CONTRESCARPE, grand séjour + chambre, soleil, lumière, confort. Téléphone : 326-35-81.

6e arrdt

Près carrefour ODÉON BD SAINT-GERMAIN APPTS 90 m² et 180 m² 723-78-11

BEAUX-ARTS
Très beau studio restauré, calme, soleil, vue sur jardin. Téléphone : 261-27-46

SAINT-GERMAIN
Dans imm. restauré, beaux appts aménagés du studio au 3 p. duplex, charme, cft. 261-27-46.

7e arrdt

INVALIDES
PLEIN SOLEIL S/JARDIN
Dernier étage, 86 m², appt de CARACTÈRE, ÉTAT NEUF.
A. 13 - 296-59-59

R. UNIVERSITÉ
Dans hôtel XVIIIe restauré, APPARTEMENT EXCEPTIONNEL, environ 400 m² sur JARDIN, grande hauteur sous plafond, boiseries. Prix élevé justifié. Téléphone : 261-18-50.

8e arrdt

QUARTIER EUROPE, 2 appts 200 m², standing, possibilité de réunir les deux, dernier étage, balcon, usage professionnel possible. Tél. : 260-67-36 ou 67-66.

PROX. MADELEINE, TRONCHET, soleil, parf. état, 4/5 pièces. Tél. : 260-67-36 ou 67-68.

PARC MONCEAU
STAND. 60 m², dernier étage. 780.000 F. - 527-41-01

10e arrdt

ST-VINCENT-DE-PAUL
Imm. pierre de taille
APPARTEMENTS OCCUPÉS
2 P. 6e ét. asc., 90.000
3 P. 3e étage, 146.000
2 P. 1er étage, 115.000
TÉLÉPHONE : 281-27-59

11e arrdt

RICHARD-LENOIR
POUR INVESTISSEUR
2 p. 37 m². Loc., gestion assurée. 300.000 F. 322-70-12.

12e arrdt

Me GARE DE LYON, 2/3 P., 4e ét., soleil, s. d'eau, cuis. équ., 360.000 F. Sertorius, 723-78-20.

14e arrdt

CŒUR MONTPARNASSE DUPLEX 6 P. CHARME, CARACTÈRE. JARDIN 136 m². Prix : 1.360.000 F - 322-69-10.

DENFERT, vue agréable, soleil, 4 pièces, confort, salle de bains cab. toil. Prix 830.000 F. Téléphone : 320-28-35. MARTINE IMMOBILIER.

Pte Orléans, pr. facultés, bel imm., studio, cuis., bains, w.-c., cave, px 90.000. F. 224-18-42.

15e arrdt

AV. BRETEUIL Propriétaire vd 3 pièces tout confit, refait neuf, 68 m². 500-54-00

FALGUIÈRE 1 P. avec eau 1er étage. Clair, calme. 43.000 F. - 575-23-75.

ROSENWALD, imm. stand. magn., 2 p., 50 m², cuis. équip. liv. + chb, s. de bns, w.-c., park., calme, s/jardin. 261-83-16.

16e arrdt

COLOMBIE - MUETTE
HOTEL PART. 470 m²
Verdure - Soleil - 354-95-10.

148, R. de la POMPE
APPTS 3 P. OCCUPÉS.
Imm. pierre de taille. cft. S/cour-jardin. MARDI, MERCREDI, 14 H/17 H 30.

PIED-A-TERRE raffiné 1 living.
1 ch. 1.100.000 F - 387-01-77.
Les Belles Demeures de France

PORTE DAUPHINE
Imm. récent grand stand., 4e ét. asc., sur jardin charmante studette, salle d'eau avec douche kitchen. Excellent placement. 140.000 F. 728-78-63.

17e arrdt

AMPÈRE-NIEL
SUPERBE DUPLEX 190 m² tt cft, ét. élevé. 766-50-45.

TERNES Dans très bel Imm. 6 Pces TOUT CONFORT - 766-50-45

PRÈS Me et RUE LEGENDRE Direct. belle rénov. en cours
15 STUDIOS
CINQ 2 PCES et DUPLEX
Reconstruit 100 %, grand confort, plac. idéal. Location garantie net d'impôts 5 ans. Toutes surfaces poss. en état ou rénovées. - EUROVIM - 723-41-00

GUY MOQUET, dans petit imm. entièr. rénové reste qques appts (studios et 2 p.), cuisine équipée s. de bns, prestations de qualité, proximité nombreux commerces, idéal investisseur. 261-83-16.

17e TOCQUEVILLE. MAISON INDÉPEND., av. petite cour, jard., 140 m² s/3 niveaux, à aménag. 272-40-19.

18e arrdt

120.000 av. 25.000 F
Petit imm. 3 étages, ravalé à neuf, studio av. cuis., s. d'eau, w.-c. Parf. ét. Moquette. Location 1.000 F assurée pour investisseur. Voir pptaire : mardi, mer. 14 h 30-19 h, 34, r. du Nord.

RUE LAMARCK
2 et 3 P. OCCUPÉES, imm. pierre de taille, ascenseur. 526-54-61.

19e arrdt

Près BUTTES-CHAUMONT part. vd 2/3 pces, 60 m², 530.000 F, imm. stand., cuis. 10 m², équip. chêne, visite s/place mercr. 16 de 10 h. à 19 h., 40, r. d'Hautpoul. Imm. A.

Me CRIMÉE, Buttes-Chaumont bel imm., 2 P., cuis., bains, w.-c., cave, 175.000 F. 520-13-57.

78-Yvelines

BOUGIVAL - GARE
Mod. 4/5 pièces 112 m², 3e ét. dans grand parc, piscine. MICHEL & REYL 265-90-05

91 - Essonne

A VENDRE
Banlieue Sud
APPARTEMENT
Résidence « Les Ruelles d'Egly » (à 500 m de la gare d'Arpajon) Entrée, salon, salle de séjour 2 chambres (balc. dans chaque pièce), cuisine, salle de bains-w.-c. Cave. Parking. Parfait état. Téléphone : 490-09-55, après 19 heures.

LONGJUMEAU - Dans imm. récent, 3 P. 60 m², balc., garage, chauff. individuel électrique. Prix : 340.000 F. Tél. : 261-81-15, P. 489.

92 Hauts-de-Seine

LE PLESSIS-ROBINSON
Dans résidence calme. Appt 4 P., 78 m², tt cft. Balc., cave. Garage. Prix : 510.000 F. T. : 261-81-15, P. 469.

94 Val-de-Marne

CHARENTON
50 m du bois, dans rue calme, Pptaire vend grand 2 pièces, 65 m² + s. de bains, cuis., w. c., entr. R. d. C., sur rue, hall d'entr. Px 360.000 F. Tél. 357-98-02

Province

Haute-Savoie, CHATEL, emplacement exceptionnel. Studios 4 pers., à partir de 261.000 F. Location assurée. ERIGE, B.P. 18, 74240 GAILLARD. (50) 38-52-89

appartements achats

ACHÈTE Studio 2 pièces Comptant. Paris Mme LEULIER : tél. 261-39-78 ou le soir : 900.84.25.

RECHERCHE 2 à 4 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e. 566-00-75, recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeubles. Paiement comptant.

RECHERCHE URGENT
3 à 8 pièces tout cft, 8e, 16e, 17e MICHEL & REYL. 265-90-05.

URGENT, recherche appts PARIS, 1 à 5 pièces, ts arrondissements. SOCIÉTÉ GERARD - 806-33-97.

hôtels particuliers

VILLA MONTMORENCY
Très bel hôtel particulier R + 3 à rénover. Px exceptionnel. Téléphone 553-91-45.

ENGHIEN-LES-BAINS
Hôtel particulier 12 pces, 350 m² hab., dépend., jardin, prestations de luxe, idéal habitation et professionnel, prix intéressant. Rens. : A.C.I. (91) 53-25-00

BOIS DE VINCENNES
Très bel hôt. part., récept. 120 m² 6 chbres, maison gardien, terrain 2.000 m², arbres, soleil. prix : 2.900.000 F
Téléphoner le matin au 873-02-25 ou au 261-83-48.

ROUEN - 24, RUE THIERS Hôtel particulier, 226 m² au sol + 2 niveaux. Prix intéressant. Ecr. s/n° T029028M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES LOUEZ
vos appartements sous 24 h. Nous garantissons vos loyers. Service gratuit - 233-71-14.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavill. ttes banl. Loyer gar. 5.000 F max. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

LOCATIONS CHÈRES ET GARANTIES
HABITAT - 551-66-99

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. POUR PERSONNEL d'AMBASSADE PETITS APPTS de FONCTION. Studios, 2 et 3 P. - 562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. - 281-10-20.

locations non meublées offres

Région parisienne

Près PONTOISE, à SAINT-OUEN-L'AUMONE, luxueux 6 pièces, grand confit., 11e ét., 2 asc., vue panoramique, px 2.000 F. Tél. : 225-86-82.

Province

A louer appt caract., de château, entre Nevers et Moulins, gd cft, av. parc et dép., bail 3, 6, 9, surface 100 m² pour 900 F. Tél. chez notaire (70) 46-05-78.

constructions neuves

LE PETIT MANSARD MEUDON BELLEVUE
Gare à 100 mètres, immeuble Pierre de Taille, 10 appartements de grand standing 4 et 5 PIÈCES
Sur place du jeudi au lundi de 15 heures à 18 heures 4, rue Albert-de-Mun ou Téléphoner à 562-06-06

immeubles

BONNE OPÉRATION
marchand de biens ou promoteur, cède cause maladie, Lyon bien placé sur son terr., bel imm. bourgeois rez + 5, 1.700 m² développés, façades et toiture refaites. Prévoir asc. + cage escal. Prix intéressant. Ecr. n° 80, Publicité Truche, B.P. 69, 69600 OULLINS.

Levallois, 50 m. Neuilly et métro, rue commerç., mur rest., rap. 48.000 an, loyer net imp. 5 ans. EUROVIM - 723-41-00.

pavillons

IVRY près Me Porte-de-Choisy
COQUET 5 PCES CUISINE
85 m², cft, sous-sol, jardin. 480.000 F. 585-15-21.

villas

Bordeaux Blanquefort - Part. vd villa stg. Parc am. 7.000 m². Piscine, tennis. - (56) 30-41-44.

CROISSY-SUR-SEINE
Résidentiel 12 minutes R.E.R. agréable MAISON rez-de-ch. + 1er étage, surface habitable 150 m², garage, jolie jardin clos. AGENCE DE LA TERRASSE LE VÉSINET – 976-05-90.

78 - CHATOU CENTRE - RER 5' Maison avec jardin, entièrement rénovée Séjour 50 m² cheminée + 3 chambres, cuisine aménagée + salle de bains + salle d'eau + 2 W.-C. + garage. Prix : 1.100.000 F. Agences s'abstenir. Tél. travail : 071-53-94. Tél. domicile : 071-29-45.

BUTTES-CHAUMONT PARIS CALME
PROP. VEND MAISON 190 m². Terrasses, terrain clos 350 m², garage, 2 entrées, convient également professions libérales ou artisans Prix : 1.450.000 F. Tél. : 208-39-11, jusqu'à 21 h.

maisons de campagne

Réf. 1087 - Dans vallée cévenole, agréable, très belle maison de village en pierre, tout confort, avec garage, jardin, dépendances, écuries. Beaux arbres. Bien située. Prix : 500.000 F. SOCAVI, 20, rue Daru, Montpellier. Tél. : 16 (67) 58-81-99.

Part. vd MONTENDRE (17) Belle maison CHARENTAISE pierre. Proxim. commerce, 6 p. princip. (167 m²), grande dépend., site agréable, 3.700 m² de ter. 380.000 F. (46) 49-46-85.

fermettes

Part. vd jolie ferme anc., à 15 km de Cognac (16). Gros œuvre en bon état intérieur à aménager. 100 m² + grenier + dépendances, eau, élect. 2.400 m², prés et bois, calme, vue exposée sud. Prix 140.000 F. à débattre. Téléphone : (76) 71-09-62.

bureaux

Ventes

AVENUE KLEBER - 16e VEND 1 BUREAU 32 m² + jouissance salle d'attente REZ-DE-CHAUSSÉE. 723-78-11

Locations

SIEGE SOCIAL
BUREAUX meublés - TELEX
CONSTITUTION STÉS
Prix compét., délais rapides
ASPAC 293.60.50
C P A 355.17.50

STÉ LOUE DIRECTEMENT 1 ou plusieurs bureaux dans immeuble bon standing.
– A Neuilly 758-12-40
– A George-V 723-55-18
– Aux Ch.-Elysées 563-17-27.

SIÈGES DE STÉS
av. secrétariat, tél., télex. CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A. - 261-80-88 +

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat, tél., Formalités.
CONSTITUTION
de Société – TELEX
S.M.P. – 268-08-90

Bureaux à louer toutes domiciliations, R.M., R.C., SARL à partir de 80 F/mois. 526-23-10.

boutiques

86, BD DE CHARONNE Murs libres, BOUT. 37 m² + 1 BOUT. occupée. 723-78-11.

RUE DES DAMES, 17e Murs boutique louée, locataire 1er ordre. - Téléph. : 723-78-11.

10 % NET
EN ACHETANT DES MURS DE LOCAUX COMMERCIAUX LOUÉS.
Baux de 9 ans, indexation annuelle locaux à partir de 100.000 F. F.F.U. - 533-56-58.

R. Sébastien-Mercier, 15e Boutique 45 m² avec locataire. 1er ordre, rapport 25.200 F ANNUEL - 723-78-11.

Société de textile recherche dans Paris et Porte de Paris BOUTIQUE ou LOCAL A LOUER pour la vente de vêtements de 300 m² à 1.500 m², ou 2 000 m² avec BELLE FAÇADE. Ecrire Société NEW-TIME, 182, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

locaux commerciaux

LEVALLOIS MAIRIE 385 m² bureaux loués 220.000 F an. PLACEMENT SÉRIEUX Mme Fleury. 633-33-67.

Les Halles, rue Etienne-Marcel. Bail à céder, local 2.200 m² sur 3 niveaux. Façade 14 m, pour supermarché, drugstore, vidéo, cinéma. 723-78-11.

propriétés

Suisse
Riviera vaudoise - Dans magnifique cadre de verdure vue sur le lac et les Alpes, à vendre TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ 8 pièces. Tranquillité absolue. Parc arborisé 2.500 m². SFr. 980.000. Régie Mercier - Novimmob S.A., 26, av. de Lavaux CH-1009 Pully (021) 288756.

Achète GRAND DOMAINE à vocation forestière et chasse, préférence départements 45-41-18-89-58. Ecrire Havas Paris, n° 200566.

Vallée de l'Eure près MAINTENON
propriété 1 ha, arboré, verger. MAISON de constr. récente. 240 m² + sous-sol 100 m², très grande récept., bureau, s. de jeux, cuis. aménagée. A l'étage : 3 chambres, 3 salles de bains. Prix 1.600.000 F. Tél. 255-04-25 le matin 874-39-82 après-midi.

TOURAINE SUD MAISON
2 pièces de 50 m² chacune, 3 chambres, cuisine. Confort, dépendance terrain, 6.000 m² Me NOEL, notaire 37220-ILE BOUCHARD.

chalets

COTENTIN Chalet tt conf., 6 pces 72 m² + gar., ter. 900 m², vue imp./mer, acc. dr. à la pl. Px 300.000 F. T. (1) 585-39-58 ap. 18 h.

terrains

CHATOU
Très résidentiel dans parc privé beau TERRAIN boisé 800 m² en partie clos. AGENCE DE LA TERRASSE LE VÉSINET – 976-05-90.

EN PROVENCE A 8 km FAYENCE
LA CHESNAYE
TERRAINS A BATIR boisés
2.959 m² à 8863 m², sup. moyen. 5.000 m². Px 140 000 F à 158.000 F H.T. Créd. poss. Doc. grat. sur dem. (38) 95-00-24 ou (94) 76-21-59.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris-11e. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viager. Expérience, discrétion, conseils.

Société spécialiste viagers
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00
Prix indexation et garantie. Etude gratuite discrète.

PRÈS PORTE CHAMPERRET Me Louise-Michel, beau 3/4 pces tt cft. BEL IMM. 4e ÉT. ASC. 30.000 F + 3.700 F. occupé.
F. CRUZ, 266-19-00.

locaux industriels

CHERCHE LOCAL 150 à 300 m², RÉGION PARIS-RAMBOUILLET. TÉL. : 052-17-80, M. SEGOT.

fonds de commerce

A VENDRE MAGNIFIQUE RESTAURANT
de spécialités italiennes
dans le plus luxueux shopping Center de MIAMI FLORIDE, shopping Center COCONUT GROVE, quartier résidentiel face au port de plaisance, bar avec licence, 2 salles de restaurant + terrasse à la lumière du jour, 200 places. CA annuel 1 million de dollars, très grosse possibilité d'augmentation rapide, forte rentabilité, conditions exceptionnelles.
Téléphoner : GENÈVE 41 (0) 22-31-09-49.

A VENDRE MAGNIFIQUE RESTAURANT
de spécialités italiennes
Shopping Center COSTA MESA SUD CALIFORNIE entre Los Angeles et San Diego. 2 salles, 200 places + bar avec licence et terrasse. CA annuel 1.300.000 dollars, prévisions 1982 1.800.000 dollars. FORTE Rentabilité, prix intéressant, conditions exceptionnelles.
Téléphoner : GENÈVE 41 (0) 22-31-09-49.

GROUPE HOTELIER
achète hôtels, Paris, 40/150 chbres. Acceptons intermédi. 727-10-00. Mme RUMMEL.

A vendre, Paris-11e, magasin de chaussures Hommes, Femmes, Enfants, cause retraite. Prix : 140.000 F. Téléphone : 805-76-60.

AVENUE MONTAIGNE
emplacement exceptionnel, pas-de-porte, rez-de-chaussée, 51 m² + sous-sol 43 m², pour tous commerces de grand luxe. Ecr. : SANTANDREA France, 20, place Vendôme, 75001 PARIS.

Particulier cherche petite AUBERGE, région touristique et verte, possède 100.000 F. Ecr. s/n° T029148M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Les hommes de cet hiver et de l'été prochain

Comment se présente la mode masculine pour cet automne ou cet hiver prochains ? Comment se prépare-t-elle pour le printemps ou l'été 1982 à travers les projets des fabricants ?

Après quelques saisons d'essais réussis en pantalons de ski, voici les tissus extensibles en costumes de ville. En draperies de laine traditionnelles, en cotons ou en mélanges de fibres naturelles et synthétiques, l'élasthanne de *Dupont de Nemours* apportent jusqu'à 25 % d'extensibilité aux carrures des vestes et aux articulations des pantalons, ces vêtements reprenant la forme et le pli initial, sans trace de pochure. Résultat : un confort accru aux entournures, l'entretien facilité pour le consommateur et, pour le détaillant, moins de retouches.

On commence à trouver ces nouveaux extensibles, à tous les niveaux de prix. Ainsi à *Carrefour*, le pantalon de velours côtelé beige en coton et polyester se vend-il 165 F. *Bidermann* taille des costumes entiers dans



(Croquis de MARCQ.)

MARCEL LASSANCE DIFFUSION : costume 3 pièces en tweed gris moucheté et rayé à carrure sportive, col et revers moyens et poches à rabats. 1 090 francs aux Galeries Lafayette et dans les magasins Armand Thierry & Sigrand.

ce genre de tissu à vestes trois boutons et pantalons sans revers (695 F environ chez *Robinson*, 240, faubourg Saint-Honoré) alors que *Bruno Saint-Hilaire* a préféré un côtelé bronze à col moyen et revers étroits (1 200 F environ chez *Brummell* au *Printemps*).

Droit et extensible ou croisé à quatre ou à six boutons, le costume de la rentrée se distingue par ses coupes en souplesse en draperies légères ou moyennes. Les timides et les casaniers le choisiront en deux ou trois pièces d'une seule couleur. Les bruns mouchetés, les rustiques gris verdis et les tweeds aux teintes d'automne viennent rejoindre les gris et les bleus de toujours.

Fabricants et détaillants s'accordent sur les recherches de prix accessibles au grand public. Dans cet esprit, *Marcel Lassance*, le tailleurs du président Mitterrand, sort ses premiers ensembles réalisés par le groupe industriel *Weil* de Besançon : costumes de 800 à 1 100 F, vestes de 500 à 700 F, pantalons, de 200 à 300 F, chemises de 150 à 250 F.

Chez les couturiers, Gérard Penneroux de *Christian Dior* élargit aussi la gamme de prix de ses costumes, tricots et cuirs.

Nino Cerruti joue le ville-sport avec des vestes droites de tweed moucheté vert loden ou brun avec des chemises à petit col en camaïeu, des gilets de cuir et de beaux pantalons de suédine à pinces.

Lucien Foncel préfère les vestes courtes et ajustées pour le sport, à boutonnage transformable sur chemises en lainages imprimés de petits dessins cachemire sur fond beige et knickers de cuir.

Pierre Cardin, en dépoussiérant la tenue tyrolienne de chasse, a conquis le monde de la mode masculine en 1966. Aujourd'hui, il s'en inspire encore aussi bien pour le sport que la ville en flanelle, agneau velours et tricot.

Patrick Lavoix chez *Lanvin* superpose les unis et les tissus à dessins avec une élégance empreinte de discrétion. Ainsi *constitue-t-il une panoplie à partir* d'une chemise unie à petit col pointu et cravate de cachemire, sous un gilet gansé et boutonné en cardigan, à boutons de cuir comme la veste en prince de Galles en camaïeu de beiges et bruns, étirée pour couvrir les hanches sur un pantalon de flanelle grise.

De toutes les couleurs

Première manifestation professionnelle de la rentrée, le Salon européen de l'habillement masculin attire toujours les acheteurs des quatre coins du monde, supporters actifs de la mode française. A leur intention, la *Fédération parraine, avec le soutien* des quatre grands du textile français (1), la présentation collective du Club des créateurs. Y participent *Christian Aujard*, *Cacharel*, *Façonnable*, *Daniel Hechter*, *Marcel Lassance*, *Mic-Mac*, *Saint-Clair* et *Jeff Sayre*.

Il s'agit de modèles de loisirs et de vacances en tissus légers avec une palette comprenant toutes les variantes des couleurs primaires.

Parmi les meilleurs, *Façonnable* a choisi ses vingt modèles en mélanges de marine, jaune et blanc à rayures, destinés à la plage et au bateau, avec des blousons, shorts et pantalons, chemisettes. Un blouson-spencer est orné d'une double rangée de boutons dorés.

Le blanc ivoire du tennis des années 20 ressort parmi les tenues d'*Aujard* porté en pantalons larges, vestes et tricots gris foncé.

Daniel Hechter introduit des couleurs éclatantes jusque dans les « Mae West » gonflées en tons de citron, bleu gitane, jade et rouille, portées avec des *tee-shirts rayés et des pantalons* larges.

Jeff Sayre arrondit les angles de ses carrures avec de bonnes vestes bleu canard, pull rayé rouge et blanc, chemise rayée et pantalons larges.

Les coloris éclatants ressortent chez *Mic-Mac*, dont des blazers rose saumon ou cyclamen sur des pantalons noir.

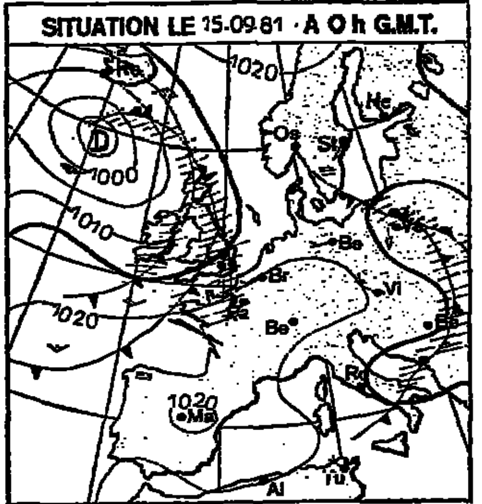
Mais la couleur joue aussi un rôle très important, notamment chez Bernard Lavoix de *Lanvin*, Gérard Penneroux chez *Christian Dior* et *Cerruti*, dont les costumes sont portés dans le monde entier. Ils utilisent des palettes subtiles de tissus exclusifs, parfaitement accessorisés jusqu'au moindre détail.

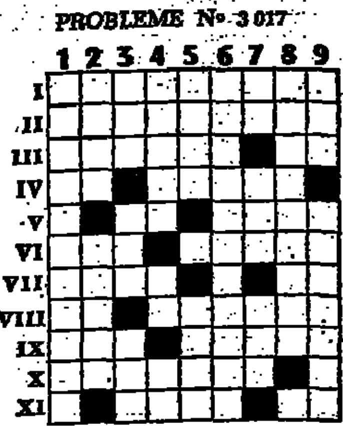
La griffe « Maxim's » de *Pierre Cardin* sort au printemps. Il s'agit d'une panoplie complète, à base de pantalons de tennis de flanelle blanche à la Borotra, à porter pour le jour avec des blousons ou des vestes de tweed. Les smokings noirs classiques sont complétés d'amusantes chemises à mini-cols cassés et nœuds papillons de mêmes dimensions rose, rouge, fuchsia ou or.

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) *Adidas, Bidermann, Vestra et Weil.*

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 septembre à 0 heure et le mercredi 16 septembre à 24 heures :

Mercredi, de la Lorraine à l'Alsace, à la Franche-Comté et au Lyonnais, le temps pluvieux le matin sera suivi dans la journée par un temps plus variable.

Sur nos régions méridionales, après dissipation des brumes matinales dans l'intérieur, le temps sera ensoleillé. Sur le quart nord-ouest de notre pays, des éclaircies se produiront en matinée, puis le temps deviendra nuageux, avec des pluies en soirée sur la Bretagne et la Normandie.

Les vents seront modérés de secteur ouest sur la moitié nord de notre pays.

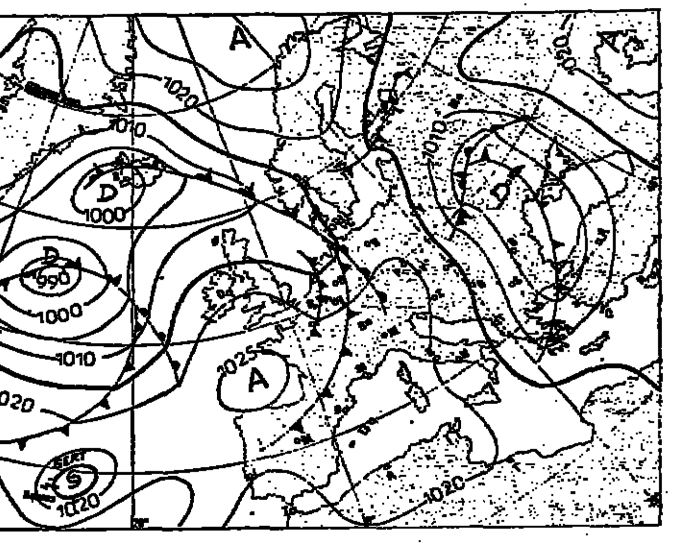
Sur la moitié nord, une légère baisse des températures sera observée le matin.

Le mardi 15 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 019,4 millibars, soit 764,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 septembre; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 24 et 12 ; Bordeaux, 25 et 10 ; Bourges, 22 et 12 ; Brest, 18 et 16 ; Caen, 19 et 17 : Cherbourg, 16 et 15 ; Clermont-Ferrand, 20 et 9 ; Dijon, 17 et 12 ; Grenoble, 23 et 9 ; Lille, 19 et 13 ; Lyon, 20 et 9 ; Marseille, 25 et 16 ; Nancy, 19 et 11 ; Nantes, 22 et 14 ; Nice, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 18 et 14 ; Pau, 25 et 11 ; Perpignan, 29 et 15 ; Rennes, 20 et 17 ; Strasbourg, 20 et 10 ; Tours, 22 et 15 ; Toulouse, 25 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 18 et 12 ; Athènes, 27 et 20 ; Berlin, 18 et 9 ; Bonn, 18 et 6 ; Bruxelles, 19 et 12 ; Le Caire, 34 et 20 ; Iles Canaries, 26 et 22 ; Copenhague, 18 et 9 ; Genève, 19 et 10 ; Jérusalem, 27 et 14 ; Lisbonne, 31 et 18 ; Londres, 18 et 14 ; Madrid, 31 et 20 ; Moscou, 10 et 3 ; Nairobi, 25 et 10 ; New-York, 30 et 22 ; Palma-de-Majorque, 28 et 13 ; Rome, 27 et 16 ; Stockholm, 14 et 7.

PRÉVISIONS POUR LE 16 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



DE JEUDI A DIMANCHE

Jeudi 17 : sur les régions méridionales, temps brumeux le matin dans l'intérieur, puis assez ensoleillé dans la journée, plus chaud près de la Méditerranée. Ailleurs, doux et très nuageux avec pluies passagères le matin.

Vendredi 18 : persistance d'un temps chaud avec températures de l'ordre de 25 à 26 degrés et assez beau près de la Méditerranée. Sur la moitié nord-ouest du pays, temps variable avec éclaircies, averses et vent assez fort d'ouest près des côtes.

Samedi 19 : Encore chaud et assez beau sur la Corse et la Côte d'Azur. Au nord de la Loire, doux et pluvieux le matin, variable l'après-midi. Ailleurs, souvent nuageux avec des pluies plutôt l'après-midi.

Dimanche 20 : encore assez beau sur la Corse. Des Pyrénées aux Alpes et au littoral méditerranéen, quelques pluies, mais des éclaircies l'après-midi. Ailleurs, temps plus frais avec éclaircies et averses.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3 017

HORIZONTALEMENT

I. Son tempérament la porte à grossir. — II. Qui sortent peu. — III. Sombre dans la débine. Terre féconde. — IV. Adjectif. Est pris à la ligne. — V. Interjection. Nuit à la belle étoile. — VI. Navigateur. Dicte des exercices. — VII. Souverain éclairé. Article. — VIII. Ville. Des timbres rares les enrichissent. — IX. Entraîne des déplacements souvent chers, mais sans « frais ». Distribution faite quelque temps après une quête. — X. Art. — XI. A prendre en main. Conjonction.

VERTICALEMENT

1. Ils suivent prudemment des routes où les lacets ne manquent pas. — 2. Projection en relief. Invite à déguerpir. — 3. Port du Japon. Interjection. Osée fut une personne qui fit comme lui. — 4. Des fondants entrent dans sa préparation. Préfixe. Bout de pain. — 5. Perdre contenance. Anciens corps d'armée. — 6. Ne mérite pas une poupée. — 7. Centre de recherches. Rage que provoquait la peste. Pour la couronne. — 8. S'applique à l'écrit. — 9. Orientation. A souvent l'occasion d'éplucher des navets.

Solution du problème n° 3 016

Horizontalement

I. Pêcheuses. — II. Aviatrice. — III. Mouche. — IV. Immeubles. — V. Nu. Crues. — VI. Rod. — VII. Reines. Ça. — VIII. O.P. Ruban. — IX. Milliards. — X. Ecu. Egare. — XI. Eté. E.S.E.

Verticalement

1. Palindrome. — 2. E.V. Mu. Epice. — 3. Ci. Ri. Lut. — 4. Hameçon. — 5. Etourderie. — 6. Urubu. Suage. — 7. Sicles. Bras. — 8. Eches. Cadre. — 9. Sées. Danse (cf. « Guimbarde »).

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* daté 14-15 septembre :

DES DECRETS

● Portant création des réserves naturelles du marais d'Yves (Charente-Maritime, de Sabot-de-Frotey (Haute-Saône), du côteau de Mesnil-Soleil aux monts d'Eraines (Calvados) et de Saint-Philippe-Mare-Longue (Réunion).

UN ARRETE

● Fixant la valeur du point de retraite dans le régime de retraite complémentaire des assurances sociales (Ircantec).

PARIS EN VISITES

JEUDI 17 SEPTEMBRE

« Musée de la Seita », 15 h., 12, rue Surcouf (L'art pour tous).

« La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie », 15 h., 12, rue Daru, Mme Ragueneau.

« Jardins et vestiges à Saint-Germain-des-Prés », 15 h., métro Mabillon, Mme Imbert (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h. 30, 29, rue de Rivoli, salon d'accueil, Mme Ferrand.

« Du Luxembourg jusque chez Procope », 15 h., métro Luxembourg, Mme Hager.

« De Châteaubriand au bal Bullier », 15 h., 92, avenue Denfert-Rochereau, M. Boulo (Histoire et Archéologie).

« La cristallerie de Baccarat et ses collections », 15 h., 30 bis, rue de Paradis, M. Jaslet.

« Maisons du Moyen Age, place Maubert », 14 h. 30, église Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h. 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« L'hôtel Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Les Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« Synagogues de la rue des Rosiers, le couvent des Blancs-Manteaux », 14 h. 30, 3, rue Malher, M. Teurnier (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

18 h. 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, B. Doray, M. Khatchadourian : « Le taylorisme aujourd'hui ».

BREF

COLLOQUES

URBANISTES A LILLE. — La ville de Lille organise, sous la présidence de la Société française des urbanistes, avec le concours de la région Nord-Pas-de-Calais, un colloque sur le thème « la reconquête des centres, un impératif pour la survie des villes », les 24 et 25 septembre.

★ Régis Caillau, mairie de Lille, 59800 Lille, tél. : (20) 56-92-71.

FÊTES

MUSIQUE A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — Les Jeunesses musicales de France proposent, le dimanche 27 septembre, de 15 heures à 20 heures, dans le jardin des Arts et salle Maurice-Denis, à Saint-Germain-en-Laye, un après-midi de musique. Concert promenade ; vente et dédicace de disques ; concert par Frédérique et Renaud Fontanarosa. Prix des places : 50 francs.

★ Location : hôtel de ville de Saint-Germain-en-Laye, centre municipal des Côteaux-du-Bel-Air, librairie Le Portulan, 5, rue André-Bonnenfant, à Saint-Germain.

AUTOMOBILE

UNE NOUVELLE GAMME RENAULT

La R9 : luxe, astuces et sobriété

Prenez un cadre métallique (un berceau), fixez-y un moteur préalablement équipé, sa boîte de vitesses, ses transmissions et les roues avant, ajoutez les suspensions et réglez bien le tout. Jusqu'ici tout est simple, abordable, contrôlable facile. Maintenant, attention ! Une carrosserie arrive : allez-y, soulevez et accrochez le berceau. Hop, quatre boulons et voici une R 9 !

La Régie a tout lieu d'être fière de sa dernière-née : ce qui se conçoit bien se fabrique aisément. C'est tellement vrai que, jamais dans l'histoire de la firme, on n'a si bien « prévendu » un modèle. Autrement dit, avec ou sans robot, les industriels — en Afrique du Sud, en Asie du Sud-Est et en Amérique du Nord — se sont bousculés sur la R 9 avant le public.

Ce n'est d'ailleurs pas un mais dix modèles (dont huit pour la France) qui arrivent aujourd'hui sur le marché. Une gamme déjà riche avant même l'apparition d'autres versions — c'est là l'avantage des chaînes hyper-automatisées de Douai que de permettre une production continue de véhicules variés : une automatique, au printemps prochain, puis une diesel (le voyant existe déjà !), une turbo et, pourquoi pas, un break ou une « bi-corps » quand la R14 aura vécu...

La R 9, en effet, s'apparente à la « poire » sur de nombreux points, bien que tous ses éléments soient nouveaux (excepté les moteurs, utilisés sur les R 5 et R 18) : mêmes cotes — extérieures, habitabilité et coffre, au cabas près, — même souci de l'équipement et une remarquable allégresse sur les versions les mieux motorisées. Mais la R 14 souffre de son moteur (pas de possibilité de boîte automatique et d'amélioration du train avant) et de sa forme : il n'y a que le classicisme qui permette les très grandes séries pour une familiale de première monte. Et sur ce point la R 9 est une réussite : personne ne la remarque !

A l'intérieur, pourtant, deux évidences : le luxe et l'utilisation astucieuse de l'espace. La R 9 possède tout ce que l'on peut espérer pour cette classe de modèles, y compris — en option — l'air conditionné (1). L'équipement des versions « E » préfigure même ce que seront les futures Renault, petites et moyennes : des véhicules cossus où le manque de volume est pallié par un « confort de situation »... et quelques astuces comme ces deux sièges à bascule — ils se bloquent à la position voulue — qui coulissent sur deux rails très rapprochés. Non seulement ils permettent le repos du passager avant sans danger de glissement en cas de collision, ainsi qu'une meilleure assise du conducteur, mais ils dégagent un espace suffisant, à leur base, pour que les passagers arrière puissent y glisser leurs pieds et même leurs jambes.

Sur la route, pas de (mauvaises) surprises. On ne lance plus de voitures dangereuses aujourd'hui, et les progrès concernent surtout la facilité de conduite et l'« accroche » du véhicule. La R 9 n'est pas bruyante, sa direction est douce même en manœuvres, bien que son volant — confortable — soit d'un petit diamètre, sa boîte se manie aisément et la marche arrière dispose d'une sécurité. On peut noter un raffermissement des suspensions (toujours à grand débattement) limitant le roulis en virage et un guidage précis du train arrière qui procure une excellente tenue de route.

Pour le reste, la protection contre la corrosion s'avère importante, tout comme l'attention portée aux frais de maintenance. A signaler : l'apparition de l'allumage électronique *intégral* sur tous les moteurs 1 400 cm3. Un produit Renix (Renault-Bendix) produit en très grande série grâce auquel la Régie fait son entrée chez les grands de l'électronique automobile.

Pour l'utilisateur, la R 9 est donc un cocktail d'astuces et de solutions modernes sous une robe très classique. Cela suffisait pour assurer son succès. Mais c'est à la pompe qu'elle devient brillante : un record, moins de 7 litres en moyenne, toutes versions confondues. C'est 15 % de moins que les concurrentes les plus récentes, soit 15 centimes de moins au kilomètre !

MICHEL BERNARD.

(1) Mais pas de direction assistée.

CARACTERISTIQUES : longueur, 4,06 m., largeur, 1,65 m., quatre portes, cinq places, quatre roues indépendantes, moteur transversal, boîte en bout, freinage assisté en série. Coffre : 402 dm³.

● Versions C (C, TC, GTC) : 1 108 cm³ (5 CV), 47,5 ch. DIN, quatre vitesses, 138 km/h. Consommations : 5,4 l. - 7,4 l. - 7,1 l. Prix : de 35 900 à 39 900 F.

● Versions L (TL, GTL, TLE) : 1 397 cm³ (7 CV), 60 ch DIN, option cinq vitesses, 150 km/h. Consommations : 5,7 l. - 7,5 l. - 7,4 l. et 5,4 l. - 7,3 l. - 7,4 l. (cinq vitesses). Prix : de 38 800 à 43 800 F.

● Versions S (GTS et TSE) : 1 397 cm³ (7 CV), 72 ch DIN, carburateur double corps, cinq vitesses, 161 km/h. Consommations : 5,4 l. - 7,2 l. - 8,8 l. Prix : de 41 800 à 46 500 F.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	[illegible]	[illegible]
II. — SUISSE, TUNISIE	[illegible]	642 F	915 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

POINT DE VUE

L'impôt progressif sur la fortune assassinera les moyennes entreprises

par YVON GATTAZ (*)

LE projet d'impôt progressif sur la fortune présente des dangers d'une extrême gravité pour les entreprises personnelles et familiales, et plus particulièrement pour les moyennes entreprises dont la valeur dépasse très largement les seuils d'exonération *prévus*. En effet, ces *seuils* de 3 et 5 millions de francs, intéressants pour les artisans, les *commerçants et les toutes* petites entreprises, sont insignifiants pour les moyennes entreprises dont l'actif net est dix ou vingt fois supérieur.

Sur les 32 500 moyennes entreprises françaises de cinquante à deux mille personnes, 2 500 sont des filiales de grands groupes souvent cotées en Bourse et 30 000 sont des entreprises indépendantes appartenant généralement aux dirigeants ou à une famille, et souvent *même* aux fondateurs de *l'affaire*. Cette *catégorie* représente 40 % de la valeur ajoutée du *secteur privé et emploie cinq millions* et demi de salariés. Elle est considérée *comme* le fer de lance de notre économie.

Une erreur économique

Or, le projet d'un impôt progressif *sur la fortune lui portera un coup* fatal.

En effet, une moyenne entreprise représente souvent une valeur importante avec des actifs de plusieurs dizaines et parfois même de plusieurs centaines de millions de francs. Cette valeur sera d'autant plus grande que les dirigeants auront réinvesti toutes les disponibilités en n'effectuant eux-mêmes aucun prélèvement personnel, dans le but civique de favoriser l'expansion de leur affaire.

Ce capital important est « piégé », puisque les titres ne sont généralement pas introduits en Bourse et que, de ce fait, ils sont très difficilement négociables. Les « *patrons-propriétaires* » *sont en réalité* « *dépositaires* » d'un outil de travail, *souvent conséquent, mais dont* ils n'ont pas en fait la libre disposition personnelle. Or l'impôt progressif sur la fortune n'ayant *pas* retenu la déduction totale de l'outil de travail, les entrepreneurs se verront à l'évidence dans l'impossibilité de le payer.

Prenons l'exemple concret d'une moyenne entreprise industrielle de *cinq cents salariés dont* la valeur est d'environ 100 millions de nouveaux *francs*.

Pour de tels capitaux, le dirigeant devra *payer annuellement* et à *titre* personnel, outre 0,5 % de 5 à 7 millions, soit 10 000 F et 1 % de 7 à 12 millions, soit 50 000 F, le taux maximum et confiscatoire de 1,5 % sur 88 millions, soit 1 320 000 F, représentant une « pénalité » annuelle totale de 1 380 000 F (138 millions de centimes !).

Ces chiffres sont sans rapport avec les appointements que le fisc *l'autorise à s'attribuer. Il sera alors* acculé à l'une des deux solutions suivantes :

— Ou bien prélever ces sommes sur l'entreprise elle-même *par* des distributions de dividendes massifs qui saigneraient à blanc l'entreprise et compromettraient souvent sa survie. Dans notre exemple précédent d'une moyenne entreprise de 100 millions de francs, ces dividendes exceptionnels devraient être annuellement d'environ 2 500 000 F représentant 5 000 000 de francs de bénéfice d'exploitation. Ce montant dépassera souvent les *résultats* mêmes de l'entreprise. Celle-ci sera *donc condamnée ;*

— Ou bien tenter de vendre l'entreprise *pour payer* cet impôt. Il sera dans ce cas contraint de la « brader » soit à un grand groupe, provoquant ainsi une concentration pas toujours efficace, soit plus probablement à des étrangers qui profiteront de l'aubaine et ne paieront pas, eux, cet impôt sur la fortune.

Cette situation générale créerait d'ailleurs un effondrement des cours *de ces entreprises qui*, probablement, ne trouveraient même plus acquéreurs suivant la règle brûlante du jeu du furet dans lequel le dernier possédant est pénalisé.

Cet impôt progressif frappant les outils de travail, malgré des promesses renouvelées, est plus que *confiscatoire*, il est suicidaire pour les moyennes entreprises et leurs emplois.

Cette erreur est sans doute due à la méconnaissance générale des *moyennes entreprises* trop souvent assimilées aux petites.

Des aménagements s'imposent :

— Ou bien supprimer cette pro*gressivité néfaste et établir un taux* fixe de 0,5 % maximum comme l'a fait l'Allemagne fédérale ;

— Ou bien permettre la déduction totale de tous les outils de travail quelle que soit leur importance. Il suffirait, pour ce faire, que les actionnaires-propriétaires prouvent qu'ils consacrent bien leur activité professionnelle à la gestion de leur entreprise.

Le projet actuel est plus qu'une injustice, c'est une erreur écono*mique et une erreur pour l'emploi.*

(*) Président du mouvement ETHIC (Entreprises de taille humaine industrielles et commerciales).

M. MONORY PREND LA PRÉSIDENCE D'UNE ASSOCIATION DE DÉFENSE DES ÉPARGNANTS

Pressenti à plusieurs reprises pour prendre la tête d'un groupement de défense des actionnaires de sociétés nationalisables, l'ancien ministre de l'économie du dernier gouvernement Barre, M. René Monory, avait indiqué qu'il souhaitait élargir son action à celle de l' « épargne active ».

A cet effet, M. Monory vient de prendre la présidence de l'Association de défense des épargnants, qui entend se prononcer à la fois sur l'impôt sur la fortune, la réforme du quotient familial, la *révision* des modalités d'incitation à l'épargne et d'autres questions qui ont conduit les ministres de l'économie et du budget à demander la constitution d'une commission d'étude *sur le* développement et la protection de l'épargne.

Récemment mise en place sous la présidence de M. Dautresme, direc*teur général adjoint du Crédit* Lyonnais, cette commission procédera à quantité d'auditions : celle de M. Monory, élu sénateur en juillet, est tout à fait probable.

Préoccupée par le même sujet, une autre association qui regroupe plus d'un millier d'adhérents, l'Union des épargnants de France, suggère que soit confiée à MM. Pierre Mendès France et Antoine Pinay une « mission nationale de conciliation » sur ce dossier des nationalisations et de l'épargne de façon à « dépassionner le débat avant qu'investisseurs et épargnants se découragent ».

AFFAIRES

ANIMÉE PAR JIMMY GOLDSMITH

La Générale occidentale cède ses activités bancaires au Crédit lyonnais

La Générale occidentale, société française détenue et animée par l'homme d'affaires franco-britannique Jimmy Goldsmith, va, à compter du 22 octobre 1981, transférer à la Société de Banque et de Crédit (S.B.C.), filiale du Crédit Lyonnais, les activités bancaires, en France et en Angleterre, de sa filiale, la Banque Occidentale pour l'Industrie et le Commerce (BOIC), banque d'affaires dirigée par Mme Gilberte Beaux.

Cette opération prendrait la forme d'une cession de fonds de commerce de banque, y compris le nom commercial, de la clientèle, des activités gestion de portefeuille et changer, moyennant l'obligation, pour la Société de Banque et de Crédit, de prendre en charge les dépôts, dettes et engagements hors bilan, ainsi que l'intégralité du personnel (cent dix employés) affecté à cette activité.

La BOIC serait radiée de la liste des banques, mais conserverait ses activités de holding et prendrait le nom d'Occidentale de participation, avant d'être absorbée par la Générale occidentale dans les premiers mois de 1982.

La Société de banque et de crédit est une petite banque d'affaires, acquise en 1969 par le Crédit lyonnais, qui emploie cent cinquante personnes environ avec un *bilan* avoisinant 2 milliards de francs. Elle va *acquérir, pour 1 franc, le fonds de* commerce de la BOIC, dont les *créances et les dettes s'équilibrent*, avec des dépôts s'élevant à environ 1,7 *milliard* de francs. L'accord des pouvoirs publics a été obtenu.

Pour la Générale occidentale et M. Goldsmith, une telle opération présente deux avantages. Tout d'abord, elle leur permet de faire échapper à la nationalisation les actifs non bancaires détenus par la BOIC, qui leur seront conservés.

Ces actifs comprennent, entre autres, la majorité du capital de la société Application des Gaz, entreprise fort prospère qui fabrique et diffuse du petit équipement sous la marque Camping Gaz, et des participations dans Salomon (chef de *file mondial des fixations pour skis*), Fenwick (manutention), Nadella (roulements à *aiguilles*), *le Jouet Français* (qui éprouve de graves difficultés). Le plus piquant de l'affaire est que la majeure partie de ces actifs lui avaient été fournis au printemps 1979 par le Crédit Lyonnais, qui, en apportant sa filiale à 42 % Sofinex, obtenait 21 % de la BOIC qu'il va conserver.

Le deuxième avantage pour M. Goldsmith et son groupe BOIC est qu'ils se désengagent au profit d'une banque nationalisée, de leurs activités *bancaires en France*, qui, de toute façon, allaient s'exercer désormais « *suivant une autre philosophie* », qu'elles soient ou non nationalisées.

L'accord donné par les pouvoirs publics à cette cession explique *peut-être qu'elle ait été effectuée* gratuitement, bien que les résultats de la BOIC soient *redevenus* satisfaisants.

M. Goldsmith, ajoutons-le, aura plus de chance que la famille Rothschild, *qui ne pourra peut-être pas* sauver de la nationalisation ses intérêts miniers (Imétal), fusionnés en 1979 avec leurs activités bancaires.

ÉTRANGER

En U.R.S.S.

Le gouvernement annonce une forte hausse des prix de l'essence, de l'alcool du tabac et des produits de qualité supérieure

De notre correspondant

Moscou. — Des queues inhabituelles se sont formées, lundi *14 septembre*, à Moscou, devant les pompes à essence, les bijou*teries et les marchands de vodka*. La rumeur s'était rapidement répandue d'une hausse des prix imminente touchant plusieurs produits considérés par le gouvernement comme n'étant pas de première nécessité. Cette rumeur n'a pas tardé à être confirmée puisque, au journal télévisé de 21 heures, M. Nicolas Glouchkov, président du comité d'Etat pour les prix, a annoncé le doublement *du prix de l'essence* (qui passera pour le litre de super, de 20 kopeks, soit 1,60 franc, à 40 kopeks) l'augmentation de 17 % à 27 % du prix des boissons alcoolisées et du *tabac, et l'augmentation de 25 %* à 30 % des bijoux (à l'exception des alliances), des tapis, des fourrures, des vêtements de cuir, des objets de cristal, des châles de *laine* et d'angora de qualité supérieure, des services de porcelaine de qualité supérieure, etc. Le précédent train de hausses comparables avait eu lieu en 1979.

En revanche, des baisses de 12 % à 37 % affecteront les prix *de certaines fibres synthétiques* (nylon, capron), de certains médicaments, produits de beauté et articles ménagers.

M. Glouchkov a fait observer que le prix des produits de consommation courante restait inchangé *depuis* des décennies : le pain, l'huile, le sucre, le poisson, depuis 1955 ; le lait et la viande depuis 1962 ; quant aux loyers et aux tarifs de gaz et d'électricité, ils n'ont pas été ma*jorés depuis cinquante ans*. « *Toutefois*, a dit M. Glouchkov, *l'application de la politique de stabilité des prix de détail des principaux articles ne signifie nullement le blocage et l'immuabilité de tous les prix. L'augmentation des dépenses requises par l'extraction des matières premières, la garantie d'une utilisation rationnelle des ressources et de certains articles, imposent des corrections s'appliquant à des articles de prestige et de mode.* »

L'agence Novosti indique que cette « restructuration » permettra à l'Etat de continuer à subventionner les transports, le logement, l'alimentation et servira à financer les augmentations des pensions de vieillesse et d'invalidité, des allocations familiales et de maternité et certaines augmentations de salaires.

Si la hausse du prix de l'alcool et du tabac correspond à la volonté du gouvernement de lutter, pour des raisons de santé publique, contre une consommation abusive, et si celle de l'essence répond à la nécessité d'économiser l'énergie, l'ensemble de ces mesures a aussi pour but d'éponger une épargne jugée excessive — objectif qui pourrait appeler tôt ou tard, si l'on en croit certaines rumeurs, une importante réforme monétaire.

THOMAS FERENCZI.

Après la dévaluation de la couronne suédoise

La Finlande ne modifie pas le cours du mark

De notre correspondant

Helsinki. — Alors que la Finlande avait suivi la Suède lors de la dévaluation de la couronne suédoise en avril et en août 1977, la Banque centrale a décidé cette fois de ne pas modifier le cours moyen du mark finlandais. M. Karjalainen, le gouverneur de l'institut d'émission, estime que la situation économique, jugée satisfaisante, et la bonne *compétitivité des entreprises finlandaises* ne justifiaient aucune mesure. Les autorités finlandaises soulignent aussi que l'industrie du bois, dont la Suède est le *principal concurrent sur le marché* international, et qui souhaite par conséquence une dévaluation de la devise finlandaise, a largement bénéficié ces derniers *temps de la hausse du dollar*.

Etant donné que le cours extérieur de la devise finlandaise est calculé selon une corbeille de devises étrangères (la Suède en représentant 17 %), la couronne suédoise a diminué par rapport au mark finlandais de 8,1 %, alors que les autres devises étrangères ont augmenté d'environ 2 % en moyenne (rouble + 0,9 % ; D.M. + 2,5 % ; franc suisse + 3,4 % ; livre britannique + 0,2 %). Pour les six premiers *mois de 1981, la Suède représentait* 12 % du commerce extérieur de la Finlande. — P. P.

● *Une augmentation générale de 15 %* sur les prix des produits *de base a été décidée le 14 sep*tembre en Israël. Cette hausse concerne notamment le lait, la viande congelée, les œufs et le poulet. La veille, le prix du pain avait augmenté de 20 à 27 %, et celui des cigarettes de 9 %.

● *Le gouvernement norvégien* n'envisage pas de dévaluer sa monnaie dans l'immédiat à la suite de la dévaluation de la couronne suédoise, a affirmé, le 15 septembre, le ministre des finances, M. Ulf Sand, cité par le journal *Dagbladet*. Selon ce quotidien, la dévaluation de la monnaie suédoise entraînera cependant une perte commerciale pour Oslo d'environ 1 milliard de cou*ronnes norvégiennes (170 millions* de dollars). Pour les six premiers mois de 1981, les exportations de la Norvège vers la Suède ont représenté environ 4,2 milliards de couronnes norvégiennes *(0,7 milliard de dollars)*. — *(A.F.P.)*

INFORMATIQUE

I.C.L. et la tentation japonaise

International Computer Limited, premier constructeur européen d'ordinateurs, négocie un accord avec la société japonaise Fujitsu, a confirmé, lundi 14 septembre à Paris, M. Wilmot, directeur général d'I.C.L. depuis quatre mois.

I.C.L., qui se targuait d'être le seul constructeur européen *encore indépendant* des Américains et des Japonais, change de cap. Sous l'impulsion de sa nouvelle direction, mise en place en mai, elle privilégie une nouvelle approche du marché de l'informatique qui vise à faire de I.C.L., plus un ensemblier, un vendeur de *réseaux*, de systèmes, dont les différents éléments constitutifs viendront d'un peu *partout*, qu'un *fabricant* d'ordinateurs disposant de sa propre *technologie*.

Pour comprendre ce virage, il *importe de revenir quelques* mois en arrière. Au printemps, *I.C.L. se retrouve, pour diverses* raisons, au bord de la faillite *avec, notamment, une perte en* six mois de 500 millions de francs. Deux voies s'offraient alors aux actionnaires et aux pouvoirs *publics*, qui ont toujours suivi de près et aidé l'entreprise : soit vendre tout ou partie d'I.C.L. à un groupe américain (Burroughs et Univac étaient sur les rangs), européen (Philips) ou japonais. Soit don*ner un ballon d'oxygène* financier à la firme, bâtir un plan de redressement et tenter de *pré*server l'intégrité insulaire de son capital.

Cette seconde solution fut finalement choisie *en mai*. Les nouveaux dirigeants d'I.C.L. obtiennent un *prêt* de 200 millions de livres, ferment des usines, licencient (quatre mille deux cents personnes au Royaume-Uni), nettoient les stocks, « serrent les boulons ». Leur mission est de remettre d'abord de l'or*dre dans les finances. M. Wilmot*, qui vient de l'industrie des circuits intégrés, va donc repenser la stratégie de la société en fonction, d'abord, de ce critère.

I.C.L. entend « *être présent sur tous les créneaux de l'informatique* », notamment sur celui des « minis », qu'elle avait délaissé. « *Le marché est un puzzle*, explique M. Wilmot, *avec les composants, la téléphonie privée, les grands et moyens ordinateurs, les petits, les terminaux, les réseaux, les services, etc.* » La société veut donc proposer des solutions d'ensemble à ses clients.

Mais, limitée dans ses moyens *financiers et absente de cer*tains créneaux, elle doit trouver *les produits qui lui manquent* chez d'autres constructeurs et nouer, au coup par coup, pour chacun des éléments du puzzle, des coopérations. Déjà, I.C.L. a signé un accord avec la société américaine Three Rivers pour commercialiser un terminal graphique. Avec Fujitsu, M. Wilmot confirme que des négociations sont menées, la société britannique envisageant de mettre à son catalogue, voire de fabri*quer, les moyens et grands ordi*nateurs de la société japonaise.

I.C.L. ne va-t-elle pas se transformer, comme d'autres secteurs *de l'industrie britannique, en un* « porte-avions » nippon à desti*nation du marché européen ? Ne* va-t-elle pas se faire progressivement absorber par Fujitsu ? M. Wilmot estime qu'il y aurait danger si I.C.L. « *multipliait les accords avec le Japon sur plusieurs éléments du puzzle* ». Or il veut « panacher » et équilibrer un accord avec Fujitsu sur le *haut* de gamme par des coopérations avec des sociétés améri*caines et européennes sur* d'autres créneaux. Ainsi, il se dit prêt à examiner avec des *firmes* françaises d'éventuelles coopérations dans les composants, les télécommunications, voire tout autre domaine.

Il reste que la nouvelle stratégie d'I.C.L. vise à privilégier les intérêts financiers et commerciaux de la société, à en faire une « grande société multinationale » qui vend des maté*riels dont* elle ne maîtrise pas forcément les technologies de base. *Une politique qui ressem*ble peu ou prou à celle de C.I.I.-Honeywell-Bull ces dernières années... et qui avait été critiquée alors par les équipes d'I.C.L. qui l'accusaient d'être un *cheval* de Troie des Américains.

Or c'est au moment précis où, en France, mais aussi à Bruxelles, on songe à revenir à une *politique* plus européenne, moins soumise aux technologies amé*ricaine et japonaise*, qu'I.C.L. risque d'ouvrir une voie royale à *Fujitsu, déjà présent en Eu*rope à travers ses accords avec Siemens.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

● ERRATUM. — *Dans le dossier* consacré aux nationalisations industrielles publié dans *le Monde de l'économie* du 15 septembre, un mastic a rendu incompréhensible *le petit portrait de M. J.-P.* Bouyssonnie (et non Boussonnie, *comme nous l'avions écrit* dans nos premières éditions). Il fallait lire à la fin du premier paragraphe : « *A la mort du président Richard, en juin 1976, il prend la présidence de Thomson C.S.F.* ». Le reste sans changement.

SOCIAL

LES CRÉDITS CONSACRÉS A LA RÉNOVATION DES HOSPICES SERONT QUINTUPLÉS EN 1982

Visitant l'hospice de personnes âgées de Pont-Sainte-Maxence *(Oise) le 12 septembre, M. Fran*ceschini, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, a qualifié de « *véritable scandale* » les conditions dans lesquelles cet établissement héberge les vieillards. « *Ceux qui ont laissé faire cela ont commis un crime* », a-t-il dit. Selon les responsables locaux, tout était prêt, depuis deux ans, pour la construction d'un nouvel édifice, bloquée par le refus du ministère de la santé. Un nouvel hospice va être construit. De son côté, Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, en réponse à une question sur la *rénovation* des hospices de vieillards, a indiqué sur *Antenne 2* le 14 septembre que dans le budget 1982 les *crédits* consacrés à cette action seraient plus que *multipliés par cinq*.

● *Le personnel de l'Union agricole de Cornouaille* (UNACO) (quatre cent cinquante personnes), à Briec-de-l'Odet (Finistère-Sud), a *repris* le travail le lundi 14 septembre, après une semaine de grève. La plupart des revendications ont été acceptées par la direction, et notamment l'une *de celles particulièrement* défendue par les ouvriers : la garantie de « *bonnes relations à l'intérieur de l'usine et le respect de chacun* ».

LA C.G.T. DEMANDE LA CRÉATION D'« UN STATUT DE L'IMMIGRÉ »

La C.G.T. juge « globalement positives » les mesures gouvernementales dans le domaine de l'immigration. « Elles correspondent pour l'essentiel à ses propres orientations », a déclaré M. Apostolo, responsable confédéral du secteur « main-d'œuvre étrangère ».

La C.G.T. loue l'esprit de concertation du gouvernement et propose un « statut de l'immigré à caractère social et démocratique », qui devrait prendre en compte les critiques du syndicat au gouvernement. Par exemple, la circulaire du 11 août (« le Monde » du 18 août) ne dit rien des travailleurs intérimaires ou saisonniers. La C.G.T. dénonce l'argument selon lequel l'immigration implique le chômage et réclame que cette notion disparaisse des textes relatifs au renouvellement des titres de travail et de séjour.

Pour lutter contre les employeurs qui refusent de régulariser la situation des travailleurs clandestins, la C.G.T. propose d'augmenter le nombre d'inspecteurs du travail. Elle veut faire de la rencontre nationale des responsables cégétistes des travailleurs immigrés, les 26 et 27 novembre 1981, à Paris, un « tremplin » *de la préparation du quarante et unième congrès de la C.G.T.*, en juin 1982.

● *Grève du personnel à Air France.* — Les personnels chargés de l'approvisionnement des *avions d'Air France en matière* d'hôtellerie ont déclenché, lundi 14 septembre, une grève illimitée, soutenue par la C.G.T. et la C.F.D.T.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U. ...	5,6315	5,6360	− 5	+ 40	− 55	+ 10	− 310	− 140
$ can. ...	4,7140	4,7190	− 150	− 90	− 290	− 220	− 715	− 530
Yen (100)	2,4875	2,4915	+ 195	+ 225	+ 400	+ 445	+1145	+1245
D.M.	2,3975	2,4015	+ 100	+ 130	+ 180	+ 225	+ 465	+ 560
Florin ...	2,1675	2,1715	+ 20	+ 110	+ 150	+ 190	+ 400	+ 485
F.B. (100)	14,8500	14,6750	− 300	+ 450	−1120	− 700	−2490	−1800
F.S.	2,8145	2,8195	+ 180	+ 195	+ 310	+ 360	+ 820	+ 960
L. (1 000)	4,7155	4,7205	− 400	− 300	− 855	− 730	−2495	−2180
£	10,2545	10,2600	+ 225	+ 370	+ 435	+ 510	+ 980	+1355

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	11 1/2	11 5/8	11 7/8	12 1/4	11 15/16	12 1/4	12 1/4	12 5/8
$ E.-U. ..	16 3/4	17 1/8	16 7/8	17 1/4	17 1/4	17 5/8	17 5/8	18
Florin ...	10 3/4	11 3/4	12 1/8	12 7/8	12 1/8	12 7/8	12 1/4	13
F.B. (100)	N.C.		14 1/2	18 1/2	20	21 1/2	18 1/2	20 1/2
F.S.	4 3/8	5 1/8	10	10 1/2	10	10 1/2	10 1/8	10 1/2
L. (1 000)	N.C.		25 1/2	27 1/2	26 3/4	27 1/4	28 1/4	29 3/4
£	13 1/2	14 1/4	14	14 1/2	14	14 1/2	13 7/8	14 5/8
F. français	17	18	19 1/2	20 3/4	21	22 1/4	21 1/4	22 1/2

AFFAIRES

UN ASPECT DES NATIONALISATIONS

MATRA, HACHETTE ET LA PRESSE

par JACQUES SAUVAGEOT

La presse est majoritaire au sein des Messageries. Que la Librairie Hachette soit contrôlée par Matra ne saurait donc en rien affecter l'indépendance et l'impartialité de la distribution. Si l'on conteste ces affirmations péremptoires, faute de pouvoir mettre l'inquiétude (1) sur le compte de l'ignorance, il ne reste plus qu'à invoquer une exceptionnelle *mauvaise foi*.

Or — et voilà qui prêterait à sourire s'il ne s'agissait d'un problème sérieux, — l'annonce d'une prise de participation de l'Etat à hauteur de 51 % dans le groupe Matra suffit à modifier ou plutôt à renverser le raisonnement.

Les mêmes qui s'indignaient il y a un mois qu'on puisse suspecter Hachette d'exercer la moindre influence sur la distribution de la presse et brandissaient *le bouclier du statut coopératif* aujourd'hui feignent l'inquiétude : si l'Etat devient partiellement propriétaire, voilà la presse en passe d'être collectivisée et sa distribution soumise aux caprices politiques du pouvoir. *Ceux qui ne trouvaient que vertus républicaines chez les industriels de l'armement décrivent déjà les tourments des journaux soumis à la bureaucratie, à la subtile censure des fonctionnaires.*

Pour y voir clair dans cette *ténébreuse* affaire, un rapide retour en arrière s'impose.

Avant la dernière guerre, la Librairie Hachette régnait presque sans partage sur l'acheminement des *journaux*, *traitait* souverainement avec les dépositaires et les éditeurs, favorisait ou défavorisait les titres à son gré. Vint la Libération, ses enthousiasmes, ses utopies, vint une organisation coopérative de la distribution, les Messageries françaises de presse, dont la brève *histoire* s'acheva en 1947 par une faillite spectaculaire. Sans moyens, sans expérience, trop sensibles aux pressions partisanes, les administrateurs des M.F.P. firent une bien fâcheuse démonstration : la presse n'était pas suffisamment *majeure* pour *prendre en main sa distribution.*

Réintroduire Hachette dans son statut de quasi-monopole, nul n'y songeait, mais la compétence, la « technicité » de la Librairie, apparurent alors nécessaires. C'est ainsi que la loi du 2 avril 1947, toujours en vigueur, après avoir fait obligation aux journaux qui assurent une diffusion groupée d'adopter un statut coopératif, admet la création de sociétés commerciales, concourant à la distribution, à la condition que les coopératives de presse soient majoritaires dans le capital.

Quatre puis cinq coopératives *de presse détiennent donc* ensemble 51 % du capital des Nouvelles Messageries de la presse parisienne. La librairie Hachette y souscrit 49 %, et la loi est formellement respectée.

Cependant, pendant vingt-cinq ans, de 1947 à 1972, le paravent du statut coopératif masque la toute-puissance miraculeusement retrouvée par ceux qui règnent sur le plus puissant empire de presse et d'édition ; on ne parlait pas alors de communication.

Aux N.M.P.P., le directeur général nommé dans les statuts est la Librairie Hachette, personne *morale, qui nomme le directeur* général, personne physique, et l'on ne peut oublier le règne de M. Lapeyre, que l'on aurait fait sourire si l'on avait évoqué devant lui le « pouvoir de la presse », fût-ce le moindre pouvoir de contrôle. On ne se préoccupait pas même alors de sauvegarder au moins les apparences et, sans susciter surprise ou réprobation, M. Henri Massot, directeur *ou* gérant de *Paris-Presse*, puis de *France-Soir*, fleuron du groupe Hachette, présidait sereinement la coopérative des quotidiens de Paris, contrôlant ainsi 20 % environ des parts du capital. On imagine mal désormais comment le « directeur général Hachette » aurait pu redouter, avec ses 49 %, de se trouver désavoué.

La loi du 2 avril 1947 ne s'était pas bornée à disposer que les *coopératives* devaient être majoritaires en capital, elle stipulait une « participation majoritaire à la direction ».

Les présidents des cinq coopératives étaient donc gérants des N.M.P.P. avec trois gérants désignés par la Librairie Hachette. Telle était, telle est encore la situation. Mais, de 1947 à 1974, le système était à ce point verrouillé que les pouvoirs du directeur *général définis dans* les statuts ne pouvaient être modifiés qu'à la majorité des deux tiers du conseil de gérance, c'est-à-dire avec six voix sur huit. Autant dire que rien ne pouvait changer, à jamais, puisqu'il fallait la voix de Hachette pour modifier les pouvoirs... de Hachette !

Enfin, la Librairie était rémunérée à raison de 1 % du chiffre d'affaires et d'un pourcentage sur les bonifications et le « trop perçu », qu'on aurait baptisé ailleurs bénéfice s'il ne s'était agi d'une société à statut coopératif : l'excédent des recettes est donc reversé chaque année aux coopérateurs, c'est-à-dire aux journaux. Un tel système de rémunération assurait à la Librairie Hachette un revenu croissant non seulement en fonction de l'inflation et de l'augmentation de la vente des titres — ce qui aurait été logique — mais aussi en raison de la hausse des prix de la presse qui a, tout au long des trente dernières années, été plus rapide que celle du prix des autres produits, à cause notamment du coût de... la distribution.

Les réformes

Ce statut par lequel la presse était théoriquement majoritaire mais pratiquement pieds et poings liés, cette rente de situation, portaient en eux-mêmes les germes du scandale, mais le pouvoir politique et les journaux dans leur grande majorité se gardaient de mettre en cause une aussi considérable et despotique puissance. On n'oubliera pas que M. Lapeyre, empereur des N.M.P.P., fut « remercié » en vingt-quatre heures par M. Meunier du Houssoye, président de la Librairie, payant ainsi son soutien à M. Lecanuet lors d'une *certaine campagne* présidentielle en 1965.

Ce fut le mérite de M. Simon Nora, qui, avec M. Gérard Worms, quitta, en août 1971, le cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas pour rejoindre Hachette, de comprendre qu'il fallait, sans attendre d'y être éventuellement contraint par des changements politiques, permettre la modification d'un système aussi bloqué. Bientôt, M. Henri Massot quitta la présidence de la Coopérative des quotidiens de Paris et aucun des cinq gérants représentant la presse n'était plus désormais *lié* à Hachette. Telle était la condition non suffisante, mais nécessaire.

Puis vint la modification des statuts. Désormais, les pouvoirs du directeur général peuvent être modifiés à la majorité simple par le conseil de gérance, *éventuellement* avec *les seules* voix de la presse, et un nouveau mode de calcul de la redevance est instauré. On y sépare les loyers des locaux dont la Librairie Hachette est propriétaire et qui, attribués aux N.M.P.P., sont payés selon les normes habituelles des loyers commerciaux de la redevance proprement dite, qui varie selon une formule d'indexation complexe, non seulement en fonction du chiffre d'affaires, mais selon le tonnage, le nombre des exemplaires transportés et le « taux d'intervention », cette fraction de la commission versée par les journaux qui sert à assurer le fonctionnement des N.M.P.P., indépendamment de la rémunération du réseau de vente. Plus ce taux d'intervention est faible, plus la redevance de la Librairie Hachette *s'accroît*, ce qui est de bonne logique, le directeur général subissant la sanction positive ou négative de sa gestion.

Ce que M. Simon Nora avait permis ne fut pas défait et, sous la présidence de M. Jacques Marchandise, assisté de M. Gérard Worms, les rapports entre la presse et la Librairie Hachette furent, pendant six ans, sérieux et efficaces.

M. Jean Bardon, directeur général, nommé avec l'assentiment des gérants représentant la presse et, disons-le, sur leur proposition, n'est pas homme à concevoir ses rapports avec les journaux dans le style de ses prédécesseurs, et les cadres des N.M.P.P. qui l'entourent ont cet « esprit papier » qui caractérise les hommes de presse. Le contrôle de la gestion est convenablement assuré et la redevance ne fut pas seulement réduite en théorie puisque, calculée selon l'ancienne méthode, elle aurait en 1980 atteint 40 millions au lieu des 30 effectivement versés.

Problèmes actuels

Après ces rappels historiques, on comprend mieux pourquoi il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de veiller au respect du statut coopératif.

Le groupe Hachette-Matra est devenu un si puissant conglomérat de presse qu'il sera bientôt techniquement impossible de trouver cinq gérants représentant des journaux qu'il ne contrôle pas, directement ou indirectement.

On s'interroge depuis 1947 sur la compatibilité entre la double position d'éditeur et de distributeur. L'interrogation se fait plus pressante à l'heure où la concentration des titres chez Matra-Hachette fait apparaître comme enfantines les entreprises de M. Robert Hersant.

Il faut associer mieux encore *la presse à la gestion, mieux* garantir — bien que de nombreuses dispositions y concourent déjà — la distribution des petits titres et des nouvelles publications ; il faut aller plus loin dans la réforme du calcul de la redevance, car autant il est légitime de payer le directeur général, autant il est anormal de rémunérer, comme le soutient la Librairie un « fonds de commerce de la distribution » qui, s'il appartenait jadis à Hachette, est totalement transféré aux N.M.P.P., qui ne sauraient être condamnées à verser une éternelle rançon, alors même que les « agences Hachette », en province, ont été rachetées par les Messageries.

La seule contrepartie de la redevance, c'est donc la rémunération de la direction générale, et 30 millions par an, ce n'est *pas rien.*

Que la presse adopte un partenaire pour assurer sa distribution, qu'il soit nécessaire de confier à un opérateur indépendant la possibilité d'agir sans que pèsent les rivalités politiques et commerciales, on en conviendra. Que ce partenaire soit la Librairie Hachette, on peut volontiers l'admettre, puisque l'expérience récente prouve qu'il a été possible de débloquer une situation que l'on croyait à jamais figée. La prise de contrôle de la Librairie par Matra, puis la nationalisation à 51 % de l'ensemble de ce groupe industriel, posent bien d'autres problèmes, qui, il est vrai, ne concernent pas directement les journaux.

Mais, de grâce, que ceux qui ne redoutent rien, et pour cause, des puissances économiques cessent de brandir l'épouvantail de la nationalisation. Le poids du pouvoir industriel est aujourd'hui plus menaçant que celui du pouvoir politique. Une diffusion efficace et impartiale ne peut dépendre que de la volonté commune, celle de l'Etat, des distributeurs mais, en premier *lieu, celle des journaux eux*-mêmes, dans leurs coopératives.

(1) « La presse et le changement », *le Monde* des 30 et 31 juillet et du 1er août 1981.

هكذا من الاجل

Publicité

A l'adresse de
Mesdames et Messieurs les Ministres,

Constructeur d'appartements de vacances de qualité, je ne les vends qu'après complet achèvement et à leur juste prix.

Mes clients disposent d'un revenu familial annuel moyen de 150.000 francs.

Mon entreprise assure l'emploi, directement ou indirectement, de 350 personnes. Je désire qu'elle se développe, apportant ainsi sa modeste contribution à la croissance économique nationale.

Pensez-vous que cela soit encore possible, ou est-ce déraisonnable ?

Jean-Marc Penchinat

P.S. Les constructeurs ou fabricants de tous biens durables de qualité s'adressant à cette nombreuse clientèle se posent la même question.



18, boulevard Victor Hugo, 30000 Nîmes. Téléphone (66) 67 62 61

AGRICULTURE

« Notre participation à la prochaine conférence annuelle serait le signe que le changement avance »

déclare le MODEF

Le comité directeur du MODEF (Mouvement de défense des exploitations familiales) a adopté, le vendredi 11 septembre, un texte d'orientation dans lequel il plaide pour une logique nouvelle *dans la politique agricole et il demande notamment* à participer dès cette année à la conférence annuelle agricole. Le MODEF tiendra son prochain congrès en février 1982.

Le MODEF réaffirme son souci de préserver l'exploitation familiale afin de maintenir la vie à la campagne, contribuer à dégager le marché du travail, favoriser la notion de liberté et d'indépendance qui s'attache à l'exploitation individuelle. Le MODEF avance aussi des raisons économiques à ce choix : *« La façon industrielle de produire coûte plus cher que la façon artisanale »*. Les lois d'orientation de 1960, 1962 et 1980, qu'il faudrait abroger, *estime le MODEF*, poussant à l'industrialisation et à la concentration, conduisent à la disparition de nombreuses exploitations de culture et d'élevage, dont le manque à produire entraîne un accroissement des importations.

Aussi le MODEF propose-t-il *« comme base de toute politique agricole »* des prix fixés sur la base des coûts de production et garantis, et l'encouragement à la coopération entre exploitants familiaux producteurs indépendants, car *« là se trouve un des moyens principaux de leur progression économique et sociale »*.

« Rompre avec la course à la rentabilité à tout prix est un devoir social, économique et d'intérêt national », écrit le MODEF. Cette course conduit au suréquipement, à la liquidation des cultures, des élevages, du paysage et des hommes. La banque et l'agro-fournisseur en amont, *l'agro-alimentaire en aval, sont* les seuls à profiter de cette *« rationalisation »*. Cette *« logique anti-paysanne »* conduit à la liquidation des exploitations et à une aggravation de la condition paysanne pour les quelque un million deux cent mille exploitations qui restent encore : augmentation de la durée et du rythme du travail, pas de congés. *« Malgré quelques améliorations de l'habitat rural et un équipement ménager plus important, l'esclavage de la paysanne persiste et s'aggrave même. Elle reste le premier, et souvent le seul « ouvrier agricole » de la ferme. »*

Le MODEF se prononce pour une planification de la politique agricole, dès le plan intérimaire, prévoyant une orientation de la *production en relation* avec les besoins des producteurs et des consommateurs.

Par rapport au gouvernement, le MODEF se situe *« comme un syndicat de lutte et une force de proposition auprès de la nouvelle majorité »*. La rupture avec les anciennes orientations serait plus complète si l'on aide davantage les agriculteurs en difficulté, si *« on réalise davantage sur les problèmes immédiats (rattrapage du revenu par les prix agricoles et la baisse des coûts de production, une plus forte progressivité des cotisations sociales et de l'impôt en général, une meilleure maîtrise des problèmes communautaires et des importations des pays tiers »*.

Le syndicat insiste encore sur les questions de formation et *d'information*, se plaignant de n'être peu ou pas cité par les entreprises nationales de radio et de télévision.

Enfin, tout en reconnaissant que que la question d'ensemble de la politique agricole appartient au gouvernement, le MODEF se dit prêt à participer à la gestion *des organismes existants ou à* créer qui contribuent à la réalisation de cette politique. Il demande à être invité lors de la prochaine conférence annuelle : *« Ce serait le signe le plus certain que le changement de la politique agricole avance »*. Les nominations dans les organismes prévues par la loi devront être faites en fonction des résultats aux chambres d'agriculture. Pour celles-ci, comme pour les caisses de mutualité et les caisses de crédit, le MODEF demande des élections gratuites au suffrage direct et proportionnel.

Selon la F.N.S.E.A., M. Mauroy aurait assuré que la prochaine conférence annuelle se déroulerait avec les organisations professionnelles *« dans leur formation habituelle »*, c'est-à-dire F.N.S.E.A., C.N.J.A., A.P.C.A. et C.N.M.C.C.A.

La confédération nationale syndicale des travailleurs paysans *(C.N.S.T.P.) participerait volontiers* à la conférence annuelle, mais désire pour sa part que le syndicalisme cesse de siéger dans les organismes de gestion de la politique agricole. Elle hésite même à présenter des candidats pour les chambres d'agriculture. Le MODEF, lui, on le voit ici, voudrait être reconnu et présent partout. S'il ne fait pas de doute que les pouvoirs publics envisagent d'introduire la proportionnelle dans le mode d'élection aux chambres d'agriculture, la divergence d'attitude entre les nouveaux syndicats paysans rend difficile la traduction concrète de la reconnaissance théorique dont ils bénéficient.

JACQUES GRALL.

ÉNERGIE

LES NÉGOCIATIONS SE POURSUIVENT AU SEIN DE L'OPEP EN VUE D'UNE RÉUNIFICATION DES PRIX DU PÉTROLE.

Malgré l'échec de la dernière réunion de l'OPEP à Genève, les négociations continuent entre les pays membres, en vue de parvenir à un prix unique du pétrole brut. Le Koweït a confirmé que les contacts se multipliaient à ce sujet. Le ministre saoudien du pétrole, Cheikh Yamani, a rencontré le 13 septembre une délégation irakienne, et M. Ali Khalifa, ministre koweïtien du pétrole, a indiqué à Londres qu'il n'excluait pas l'éventualité d'une réunion d'urgence de l'OPEP avant la conférence officielle du 10 décembre. Le quotidien koweïtien *Al Siassa* écrit, mardi 15 septembre, que la Libye et l'Algérie ont demandé la tenue d'une telle réunion extraordinaire. Cependant, l'Arabie Saoudite reste, pour le moment, ferme sur ses positions : Cheikh Yamani déclarait récemment que son *pays voulait maintenir le prix de* 32 dollars jusqu'à la fin de 1982.

La réduction de la demande de pétrole enregistrée pendant les deux premiers trimestres de l'année semble, en tout cas, s'être accentuée au troisième trimestre. Selon la revue *Oil and gas journal*, la part de l'OPEP dans la production mondiale de pétrole a atteint, au cours du premier semestre, son niveau le plus bas depuis onze ans (24 millions de barils par jour, contre 28,48 millions pendant les six premiers mois de 1980). En 1970, elle avait atteint en *moyenne 22,9 millions de barils par* jour.

Ainsi la production de l'OPEP n'a représenté au premier semestre 1981 que 41,9 % de l'extraction mondiale, et 56 % de la production des pays non communistes.

MARCHÉ COMMUN

LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS SUR LE BUDGET ET L'AGRICULTURE

La position de la France reste éloignée de celles de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne

De notre correspondant

Bruxelles *(Communautés européennes)*. — Le coup d'envoi de la négociation sur la révision des règles agricoles et budgétaires de la Communauté économique européenne a été donné. L'ambition des ministres des affaires étrangères, qui se sont réunis le 14 septembre à Bruxelles, est d'être en mesure d'esquisser des solutions d'ensemble pour le conseil européen qui se tiendra, à la fin novembre, à Londres. A cette fin, un *« groupe à haut niveau »* va se réunir périodiquement. M. Chandernagor, ministre délégué français chargé des affaires européennes, qui a insisté pour que le débat soit maintenu au niveau politique, assiste à la première séance de travail du groupe le 16 septembre.

La France — telle est la première impression qui ressort de l'échange de vues de lundi — s'apprête à défendre une position passablement éloignée de celles adoptées par le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale. Elle met l'accent sur la nécessaire relance de la construction européenne, alors que Britanniques et Allemands donnent *la priorité* à la réalisation d'économies et, dans cet esprit, à une réforme profonde de la politique agricole commune (PAC). En ce domaine, l'orientation suggérée par M. Chandernagor pour réduire les excédents et, par là même, les dépenses de soutien — à savoir une *modulation* de la garantie des prix offerts à l'exploitant agricole en fonction des quantités produites (au-delà d'un certain volume de production, le prix payé diminuerait) — s'éloigne sensiblement des prises de position de la Commission. Elle a toute chance aussi de se heurter à une ferme opposition des pays agricoles les plus efficients comme les Pays-Bas, le Danemark ou le Royaume-Uni.

Le gouvernement français s'apprête — peut-on craindre — à s'engager dans le débat avec des idées intéressantes, mais peut-être vieillottes. Il transmettra à ses partenaires, fin septembre, un mémorandum exposant la façon dont il croit possible — et nécessaire, afin de mettre fin à la *désaffection de l'opinion publique* à l'égard de la construction européenne — une relance de l'activité communautaire. M. Chandernagor a souligné le caractère concret et relativement modeste de ces propositions. *« Elles ne visent ni à l'originalité absolue ni à l'ambition. Nous sommes réalistes et nous rattacherons le plus souvent nos suggestions à des propositions déjà faites par la Commission ou certains de nos partenaires, auxquelles il n'a pas été donné suite et qui peuvent maintenir resurgir. »*

Paris souhaite ainsi pousser l'idée *« d'espace social européen »*, ce qui implique notamment, a fait remarquer M. Chandernagor, une association plus étroite des partenaires sociaux aux travaux communautaires et la mise en place d'actions européennes pour lutter contre le chômage. La France souhaite aussi une intervention communautaire accrue en matière de politique industrielle. La restructuration des secteurs en difficulté pourrait ainsi s'opérer dans de meilleures conditions, qu'il s'agisse de l'industrie textile ou de celle de l'autonobile.

Pour entreprendre des politiques sociales et industrielles communes plus ambitieuses, et plus efficaces, sans trop en accroître le coût, la France suggère de diversifier les moyens d'intervention financière de la C.E.E. : selon M. Cheysson — à qui cette idée tient depuis longtemps à cœur, — il n'est pas indispensable d'agir uniquement par subventions budgétaires, et la Communauté peut utiliser des moyens plus *« légers »*, comme les bonifications d'intérêts.

Pour une meilleure répartition du revenu agricole

En ce qui concerne la réforme de la PAC, deux idées, clés inspirent Paris : la crise exige la défense de l'emploi dans les zones rurales ; il faut parvenir à une meilleure répartition du revenu agricole et ne plus permettre que se perpétuent des rentes de situation au profit des plus nantis. Comme méthode de base, la France préconise, au niveau de l'exploitation, la dégressivité de la garantie de prix, selon les quantités produites. La Commission propose, elle — et c'est tout différent, — une réduction de cette garantie applicable à l'ensemble des agriculteurs de la C.E.E., dès lors que les objectifs de production communautaire pour un produit donné sont atteints.

M. Cheysson a également insisté sur la nécessité de mieux faire respecter la préférence communautaire, faisant valoir que les innombrables entorses qui lui sont faites *au nom de la* bonne entente internationale sont sources de lourdes dépenses pour le budget européen. Le ministre français des relations extérieures a mis l'accent sur *« l'effort considérable à faire, surtout à partir du moment où l'on s'oriente vers un nouvel élargissement, au profit de produits agricoles méditerranéens »*.

Dans l'esprit des Français, c'est uniquement après avoir évalué le coût des *nouvelles politiques* et le montant des économies obtenues en aménagement la PAC qu'il y aura lieu d'examiner s'il existe un problème budgétaire, s'il subsiste des distorsions (comme celle que redoute le Royaume-Uni, à savoir une contribution nette importante au budget européen), qu'il *convient* de corriger.

Pour mener à bien cette réorganisation de la Communauté, *peut-on envisager d'accroître ses* ressources propres, actuellement plafonnées, outre les droits de douane et prélèvements agricoles perçus aux frontières sur les importations des pays tiers, à une fraction égale à 1 % de la T.V.A. M. Cheysson répond de façon nuancée : *« Nous connaissons les préoccupations de nos partenaires. Il ne pourra y avoir de déplafonnement des ressources propres en 1982, mais le 1 % ne doit pas constituer un dogme intangible. »*

Les pays du Benelux, le Danemark et, dans une certaine mesure, l'Italie, appuient l'idée française d'aborder l'année communautaire en privilégiant son aspect le plus positif, c'est-à-dire la définition de politiques *nouvelles. Il s'agit, il est vrai,* de pays pour lesquels, en général, le système budgétaire et agricole actuel est largement bénéfique, et qui n'ont donc pas de raison de souhaiter une remise en cause profonde.

Les préoccupations de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne sont tout autres. L'une et l'autre insistent sur la nécessité de ne pas accroître les ressources propres de la Communauté, autrement dit de s'en tenir au seuil de 1 %. Pour ces deux pays, la plus sûre des recettes consiste à diminuer les dépenses agricoles.

Des orientations préconisées par la *Commission pour réorganiser* la PAC, les Britanniques retiennent ce qui implique une réduction du soutien accordé aux agriculteurs (fixation des prix communautaires pour certaines branches, telles les céréales, à des niveaux se rapprochant des prix mondiaux ; effort de coresponsabilité exigé des exploitants pour stopper la tendance aux excédents qui caractérise certaines productions), mais écartent les suggestions faites qui sont favorables à l'agriculture européenne. Ils se déclarent ainsi opposés à une politique d'exportation dynamique s'appuyant sur les accords pluriannuels à *long terme* et à toute nouvelle restriction à l'importation.

En matière budgétaire, les Britanniques reviennent à la charge avec une idée ancienne dont on a toujours indiqué à Paris qu'elle était la négation de la solidarité communautaire. Londres ne se contente pas de demander au-delà de 1981 (pour 1980 et 1981 l'affaire est réglée par le chèque que les pays partenaires ont accepté de payer) des compensations assurant au Royaume Uni que, quel que soit le jeu spontané des politiques communes, il ne deviendra pas un *« débiteur net »* au budget européen. Il explique qu'il faut trouver pour chaque pays membre un équilibre convenable entre ce qui est payé et ce *qui est reçu du budget communautaire*, qu'en tout état de cause les transferts, s'il y en a, doivent s'opérer des pays riches vers les pays pauvres, jamais dans le sens inverse.

Les Allemands, pour leur part, se contentent d'indiquer qu'ils refusent de continuer à jouer les trésoriers quasi uniques de l'Europe des Dix, soulignant que si le Conseil accorde pour 1982 et les années suivantes des compensations aux Britanniques, ils en réclameront également pour eux-mêmes. L'addition des demandes britanniques et allemandes, si les unes et les autres sont maintenues, rend difficilement pensable non seulement la mise en route — même prudente — de nouvelles politiques communes, mais encore *le maintien d'une PAC fonctionnant* — même rajeunie — sur la base des principes actuels.

PHILIPPE LEMAITRE.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

15 SEPTEMBRE

Faiblesse des valeurs françaises

Nouveau recul du dollar

Dans un marché singulièrement creux depuis vendredi dernier, la séance de mardi est pratiquement calquée sur celle de la veille : légère prédominance de baisses et repli du dollar.

La devise américaine poursuit en effet son mouvement de recul pour se négocier à 5,6550 F contre 5,6950 F lundi, conséquence directe de la détente observée aux Etats-Unis sur les taux d'intérêt à court terme, notamment sur les bons du Trésor.

Apparemment, ce courant d'air chaud n'a pas encore gagné la vieille Europe et sur notre place le loyer de l'argent, qui se maintenait à 17 3/8 % depuis plusieurs jours, a grimpé de 1/8, à 17 1/2 % mardi matin.

La devise-titre se traite en baisse à 7,09/11 F, contre 7,16/19 F, tandis que l'indicateur instantané, en baisse de 0,7 % environ, reflète le repli perceptible sur les actions dans leur ensemble.

Parmi celles-ci, les bancaires semblent assez éprouvées, notamment Cetelem, B.C.T. et Opfi-Paribas (— 5 % environ) tandis que, par ailleurs, Radiotechnique cède 7 %, Pétrole B.P. 6 % et Lesieur 5 % environ.

En sens contraire, Crédit national réussit à s'adjuger 6 %, Générale Entreprise 5 %, Bail Equipement sensiblement le même score, les gains tombant ensuite à 2 % seulement.

Sur le marché de l'or, le cours du métal fin se stabilise à 455,25 dollars l'once à Londres, alors que le lingot gagne 1 100 F, à 92 995 F, et le napoléon 7,50 F, à 927,50 F.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	4 sept.	11 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	810,8	838,5
Valeurs étrangères	1921,7	1922,4
Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	117,8	121,0
Assurances	210,4	212,3
Banques et soc. fin.	78,2	79,3
Sociétés foncières	117,5	124,0
Soc. investissem. portef.	112,1	114,9
Agriculture	143,8	147,9
Aliment., brasser., distill.	160,4	168,5
Automob., cycles et leurs équipem.	50,6	52,9
Bâtim., mat. constr., trav. publics	195,7	207,8
Caoutchouc (industr. et comm.)	59,0	60,8
Carrièr. salin., charb.	115,2	120,2
Constr. mécan. et navales	96,4	97,9
Hôtels, casinos, thermal.	182,7	191,0
Imprimeries, papiers, cartons	113,2	118,6
Magasins, comptoirs d'exportation	111,9	116,5
Matériel électrique	108,2	109,7
Métallurgie com. des prod. métal.	30,1	30,1
Mines métalliques	158,9	163,1
Pétroles et carburants	117,3	116,1
Produits chim. et électro-métall.	141,2	146,5
Services publics et transp.	110,9	115,0
Textiles	77,4	78,2
Divers	146,9	150,4
Valeurs étrangères	280,0	280,1
(1) Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	84,5	81,2
Sociétés	81,0	86,2
(2) Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	90,7	90,6
Emprunts d'Etat	90,3	90,7
Emprunts garantis et assimilés	90,9	91,1
Sociétés	90,5	89,4

(1) Les catégories 2 et 3 du nouvel indice se raccordent respectivement aux catégories 3 (secteur industriel public à revenu fixe) et 5 (secteur privé) de l'ancien indice. Une note méthodologique sera publiée ultérieurement sur le problème du raccord de l'indice d'ensemble, précise l'INSEE.

(2) Ce nouvel indice base 100 au 26/12/1980, exclut les valeurs françaises à revenu indexé.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	11 sept.	14 sept.
Valeurs françaises	93,6	92,8
Valeurs étrangères	149,2	147,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	97,1	96,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 15 sept. .... 17,5 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14/9	15/9
1 dollar (en yens)	231 55	

NEW-YORK

En repli

La réduction des dépenses militaires annoncée par le président Reagan, à hauteur de 13 milliards de dollars, est jugée insuffisante par les spécialistes pour pouvoir peser sur le déficit budgétaire.

La déception des commentateurs s'explique par la crainte de voir le marché contraint d'« absorber » de nouveaux emprunts fédéraux destinés à couvrir le déficit budgétaire, freinant toute baisse des taux d'intérêt au moment où une évolution en ce sens semble se dessiner. Après la Chase Manhattan Bank et la First National Bank of Chicago, et tout récemment la Marine Midland Bank, c'est au tour de Crocker National Bank, et d'un certain nombre d'autres établissements bancaires, d'annoncer l'abaissement de leur taux de base bancaire *(prime rate)* à 20 1/2 % contre 20 %. Par ailleurs, le repli des taux d'intérêt à court terme a été très net dans la journée de lundi, lorsque le taux de rendement moyen des bons du trésor à trois mois s'est établi à 14,412 % contre 15,611 %. Parachevant ce mouvement de baisse, le taux des fonds fédéraux, c'est-à-dire le loyer de l'argent au jour le jour, est retombé à 15,75 % lundi contre 16,15 % vendredi.

L'indice Dow Jones des industrielles s'est replié de 6,66 points, à 866,15, après que l'on eut relevé 926 baisses, 599 hausses et 372 titres inchangés, le volume des échanges atteignant 34,04 millions d'actions, contre 42,17 vendredi.

VALEURS	Cours 11 sept.	Cours 14 sept.
Alcoa	26 7/8	25 7/8
A.T.T.	56 1/2	55 5/8
Boeing	25 1/2	25 1/8
Chase Manhattan Bank	51 1/2	50 7/8
Du Pont de Nemours	40	39 7/8
Eastman Kodak	65 3/4	63 3/4
Exxon	33 1/2	33 1/8
Ford	20	19 7/8
General Electric	54 3/4	54 5/8
General Foods	28 1/2	28 1/2
General Motors	46 3/8	46 1/4
Goodyear	18 3/8	18 1/4
I.B.M.	54 3/4	56 1/8
I.T.T.	26 7/8	27 1/8
Mobil Oil	28 1/2	27 1/2
Pfizer	42 3/4	42 1/8
Schlumberger	58	57 3/4
Texaco	36 3/8	35 7/8
U.A.L. Inc.	20	19 5/8
Union Carbide	49 1/4	49
U.S. Steel	29 3/8	28 7/8
Westinghouse	27	27
Xerox Corp.	48	47 7/8

BOURSE DE PARIS 15 SEPTEMBRE COMPTANT

HORS-COTE

Compartiment spécial

Entrepose	181	181
Sarakreek N.V.	205 50	214
Sicomur	141	134
Sofibus	220	....
Rodamco	328	325 80

Autres valeurs hors cote

Alser	126 60	....
Cellulose du Pin	29 10	....
Copanex	578	532
Iena Industries	13	....
La Mure	70 20	....
Metallurgique Minière	140 50	138 60
Océanic	26 60	....
Petrofigaz	425	425
Pronuptia	235	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	83	....
Ufinex	190	190
Voyer S.A.	2 35	....
Rorento NV	368	360 80

SICAV

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 689	5 653	5 490	5 760
Allemagne (100 DM)	239 970	239 970	232	244
Belgique (100 F)	14 662	14 660	12 850	13 550
Pays Bas (100 fl.)	217 250	217 050	209	220
Danemark (100 krd)	76 520	76 450	73	78
Norvège (100 k)	95 630	95 280	91	96
Grande-Bretagne (£ 1)	10 105	10 260	9 800	10 400
Grèce (100 drachmes)	9 790	9 797	....	....
Italie (1 000 lires)	4 759	4 756	4 650	5 050
Suisse (100 fr.)	281 600	281 450	275	288
Suède (100 krs)	100 080	100 290	96	101 500
Autriche (100 sch)	34 160	34 172	33 200	34 800
Espagne (100 pes.)	5 900	5 916	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 620	8 640	7 800	8 800
Canada ($ can 1)	4 741	4 717	4 650	4 880
Japon (100 yens)	2 472	2 484	2 370	2 500

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/9
Or fin (kilo en barre)	91800	92500
Or fin (en lingot)	91895	92995
Pièce française (20 fr)	920	927 50
Pièce française (10 fr)	505	510
Pièce suisse (20 fr)	755	766
Pièce latine (20 fr)	740 10	741
Souverain	855	845 80
Pièce de 20 dollars	3999 60	4199 60
Pièce de 10 dollars	2100	2020 20
Pièce de 5 dollars	889 90	.....
Pièce de 50 pesos	3600	3850
Pièce de 10 florins	725	740

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Demain
Le Monde
publiera :

- UN ENTRETIEN AVEC MME LALUMIÈRE, ministre de la consommation.
- IDÉES : Enseignement supérieur.
- LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES : le Festival d'automne.

Le numéro du « Monde » daté 15 septembre 1981 a été tiré à 588 318 eexemplaires.

M. Haig n'exclut pas de renoncer au renforcement nucléaire de l'OTAN si des « conditions idéales » sont créées

De notre correspondant

Bonn. — Si, dimanche, à Berlin, M. Haig avait placé les Européens « au pied du mur », il s'est montré beaucoup plus souple, lundi, à Bonn. Aucun effort n'a été négligé par le chef de la diplomatie américaine pour rassurer ses partenaires quant aux intentions des Etats-Unis.

Sa conférence de presse donnée lundi 14 septembre en commun avec *M. Genscher a fourni au secrétaire* d'Etat l'occasion de préciser que la bombe à neutrons ne sera jamais stationnée en Europe sans que de très étroites consultations aient eu lieu auparavant entre les alliés. Il répondait aux observations formulées, dimanche, à Rome, par le chancelier Schmidt et le premier ministre italien, M. Spadolini, qui avaient clairement regretté l'absence de telles consultations avant la décision de M. Reagan de faire fabriquer la bombe. M. Haig a minimisé l'importance de cette décision, présentée comme purement « pratique » afin d'assurer plus économiquement le stockage des éléments de la bombe.

En apparence du moins, M. Haig est également revenu en arrière à propos du renforcement nucléaire de l'OTAN. Dimanche, il avait laissé entendre que les Pershing-2 et les missiles de croisière devraient, de toute façon, être implantés sur le *territoire européen. Lundi, il a suggéré* que la traduction avait peut-être altéré son propos.

En ce qui le concerne, il « *n'exclut pas l'option zéro* », c'est-à-dire une *solution négociée avec les Soviétiques* qui éliminerait tous les euromissiles. Peut-être le secrétaire d'Etat avait-il lu l'article publié le matin même dans une revue syndicale par *M. Schmidt affirmant*, lui aussi, qu'on ne saurait « *exclure l'option zéro* » des négociations qui vont s'ouvrir avec le Kremlin. M. Haig a cependant précisé qu'il faudrait pour cela des « *conditions idéales* ». Cette réserve signifie sans aucun doute que l'U.R.S.S. devrait démanteler ses fusées SS-20 (selon M. Haig, huit cents têtes nucléaires seraient déjà en place à bord de deux cent soixante de ces missiles), une hypothèse qui ne paraît guère convenable (1).

Bien entendu, MM. Haig et Genscher ont souligné avec une insistance presque gênante la bonne entente qui règne, selon eux, entre Bonn et Washington. Pour le secrétaire d'Etat, ces relations sont « *un élément fondamental de l'alliance atlantique* ». La visite à Berlin et à Bonn a donc permis à M. Haig de jouer le double *rôle qui lui revient*. Grâce à son expérience militaire et diplomatique, il est, à Washington, l'homme qui comprend le mieux les préoccupations des Européens. De ce côté-ci *de l'Atlantique, M. Haig interprète la* politique de la Maison Blanche d'une manière qui apaise les inquiétudes éventuelles de ses interlocuteurs.

JEAN WETZ.

(1) M. Haig a, en même temps, catégoriquement démenti une information diffusée par certains journaux américains selon laquelle la mise en place des Pershing et des missiles de croisière en R.F.A. serait *différée de quatre mois pour coïncider* avec le début du même processus en Italie : « *Il n'y a absolument rien de vrai dans cette information* », a déclaré le secrétaire d'Etat.

Washington précise ses accusations sur l'emploi d'armes chimiques et biologiques par l'U.R.S.S.

La délégation américaine à l'ONU a informé officiellement lundi 14 septembre le secrétaire général de l'Organisation des *Nations* unies que les Etats-Unis avaient obtenu « *de nouveaux renseignements importants concernant l'utilisation d'armes chimiques meurtrières dans les conflits du Laos, du Kampuchéa et de l'Afghanistan* ». Dans une lettre adressée à M. Waldheim, Mme Jeane Kirkpatrick, représentant des Etats-Unis, demande que ces renseignements soient communiqués au groupe d'experts *nommé par l'ONU pour enquêter* sur les rapports touchant à l'utilisation d'armes chimiques et biologiques.

M. Walter Stoessel, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, a d'autre part précisé lundi à Washington les accusations formulées à ce sujet dimanche à Berlin par M. Haig. M. Stoessel s'est abstenu de mettre nommément en cause l'Union soviétique, mais a révélé les résultats d'une analyse effectuée sur une feuille et une tige de plante rapportées du Kampuchéa.

Cette analyse, a dit le sous-secrétaire d'Etat, a établi la présence d'une quantité vingt fois supérieure à la normale de mycotoxines, un poison produit par des *organismes vivants qui n'existent* pas à l'état naturel en Asie du Sud-Est.

Dans un document remis à la presse, le département d'Etat va nettement plus loin. Selon cette *étude, les mycotoxines se présentent* sous la forme d'une « pluie jaune » qui aurait causé la mort de plusieurs milliers de personnes, notamment parmi les Hmongs du Laos. Celle-ci est pulvérisée à basse altitude et provoque une sensation d'étouffement, des vomissements de sang et la mort en quelques minutes. L'autopsie des victimes a révélé que cette « pluie jaune » détruisait les tissus des intestins et de l'estomac. Selon ce document, l'« *U.R.S.S. possède les installations nécessaires pour produire facilement* » ces mycotoxines.

Mme BOUCHARDEAU : nous ne voyons pas encore s'amorcer un véritable changement de société.

Mme Huguette Bouchardeau a évoqué, lundi 14 septembre, au cours d'une conférence de presse, l'entretien qu'elle avait eu, le 10 septembre, avec le premier *ministre (le Monde du 12 septembre)*. La question de nouveaux droits pour les travailleurs dans les entreprises a été abordée au cours de cette conversation, a indiqué Mme Bouchardeau. Le premier ministre, a-t-elle dit, se donne un an pour mettre au point des propositions dans ce domaine et le P.S.U. sera « partie prenante » des travaux et échan*ges de vues qui auront lieu dans* cet intervalle.

Mme Bouchardeau a indiqué que M. Mauroy avait accepté le principe d'une concertation, à divers niveaux, avec le P.S.U., dans des domaines où celui-ci « *a un acquis, une expérience et des propositions à faire* ». Il s'agit, notamment, des énergies nouvelles, des droits des femmes, de la santé et des relations avec le tiers-monde. La secrétaire nationale du P.S.U., a expliqué que son parti a « *une attitude de soutien critique vis-à-vis du gouvernement* », étant donné que « *les grands choix économiques du pouvoir ne semblent pas encore faits* ». « *Nous ne voyons pas encore se dessiner les choix économiques qui annonceraient un véritable changement de société* », a déclaré Mme Bouchardeau.

● *Le séjour à Paris de M. Nyerere.* — Arrivé, lundi 14 septembre à Paris, où il a été accueilli par M. André Henry, ministre *du temps libre, le président de* la Tanzanie est reçu ce mardi à déjeuner à l'Elysée. Il doit également rencontrer le premier secrétaire du parti socialiste, M. Jospin, et l'archevêque de Paris, Mgr Lustiger, avant de donner une conférence de presse. M. Nyerere doit regagner Dar-Es-Salaam mercredi.

● *Pour infraction à la législation sur les douanes et les changes*, le tribunal correctionnel de Paris a infligé mardi 15 septembre quatre ans d'emprisonnement à M. Georges de Poplavsky, trois ans, dont dix-huit *mois avec sursis, à M. René* Duffau, trois ans, dont deux avec sursis, à M. Jean-Baptiste Brisset. Le tribunal révoque le sursis accordé le 10 juillet 1979 à M. de Poplavsky par la cour de Paris pour la peine de dix-huit mois d'emprisonnement qu'elle lui avait infligée dans une affaire d'abus de confiance. L'administration des douanes obtient au total 73 millions 27 000 francs d'amendes. M. Brisset avait été interpellé par des douaniers le 5 juin à la gare du Nord, alors qu'il transportait dans son imperméable 1 million 27 000 francs à destination de Bruxelles. Il reconnut avoir effectué une douzaine de tels voyages pour le compte de MM. Duffau et de Poplavsky (*le Monde* du 10 septembre).

LE FLÉCHISSEMENT DU DOLLAR SE POURSUIT

Amorcé la semaine dernière, très vif en début de cette semaine, le fléchissement du dollar s'est poursuivi mardi 15 septembre 1981 sur les marchés des changes, le cours de la monnaie américaine revenant à Francfort de 2,3750 DM à 2,3550 DM et à Paris de 5,69 F à 5,6550 F. A l'origine de ce fléchissement, on trouve l'accentuation de la baisse des taux aux Etats-Unis, où la réduction du taux de base des banques s'étend.

Très faible ces jours derniers, la livre sterling s'est nettement redressée après l'annonce d'un relèvement des taux d'intérêt en Grande-Bretagne : à Paris, le cours de la monnaie britannique est passé de 10,10 F à 10,25 F environ.

Sur le marché de l'or, l'once de métal a consolidé sa hausse récente à 455 dollars environ.

En 1983

VOLKSWAGEN CONSTRUIRA AVEC NISSAN 60 000 VOITURES AU JAPON

(De notre envoyé spécial.)

Francfort. — M. Thomée, le responsable du secteur économique *de Volkswagen, a définitivement* levé le voile sur l'accord auquel sont parvenus le constructeur allemand et le groupe japonais Nissan.

M. Thomée a annoncé la signature de cet accord, ce mardi 15 septembre, à l'avant-veille de l'ouverture du Salon de l'automobile de Francfort. Les deux firmes construiront en commun le modèle Santana — un moyen véhicule — du gabarit de la Passat.

La fabrication devrait se faire à Tokyo. Le nombre d'exemplaires prévu est de 60 000 en 1983 dont 48 000 seront vendus au Japon même et 12 000 exportés vers d'autres pays de l'Asie. L'objectif prévu est de 180 000 véhicules par an, à partir de 1987.

Dans ce contrat de « coopération » la firme allemande fournira notamment les moteurs et des éléments de châssis. Nissan, pour sa part, vendra et distribuera le véhicule. — CL. L.

(Lire page 42 l'article de Michel Bernard sur la nouvelle Renault R 9.)

● *Japon : le taux de croissance réel a été de 1,2 % au second trimestre.* — Le taux de croissance réel de l'économie japonaise, durant le second trimestre de 1981, a été de 1,2 % par rapport au premier trimestre. En rythme annuel, cela représente une progression de 5,1 % (contre 4,5 % sur la période janvier-mars).

L'Assemblée des Nations unies durcit sa position à l'égard de l'Afrique du Sud

De notre correspondante

New-York. — La trente-sixième assemblée générale ordinaire des Nations unies s'ouvre ce mardi 15 septembre, quelques heures après la clôture d'une assemblée *extraordinaire sur la Namibie* qui s'est conclue par le vote à l'unanimité, moins cinq abstentions, d'une résolution très dure contre l'Afrique du Sud.

Elle exige la mise en œuvre du *plan des Nations unies* pour l'indépendance de la Namibie (résolution 435 adoptée en 1978) « *sans aucune tergiversation, réserve ou modification (...), avant la fin du mois de décembre 1981* ».

Quelques amendements, essentiellement de procédure, avaient à peine édulcoré la première version mise au point par quarante-cinq pays non alignés, dont l'Algérie, qui a joué un rôle particulièrement dynamique. Les cinq pays qui se sont abstenus sont ceux du « groupe de contact sur la Namibie » (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, République *fédérale d'Allemagne et Canada*), chargés par l'ONU de faire exécuter la résolution 435. Après le veto qu'ils avaient opposé à la résolution du Conseil de sécurité sur le même sujet fin août, la *France avait voté pour*, le Royaume-Uni s'était abstenu), les Etats-Unis semblent avoir décidé en s'alignant sur la décision d'abstention de la majorité du groupe, de ne pas aggraver les *divergences* entre les Cinq.

L'Assemblée ordinaire s'ouvre dans un certain climat de tension attisé par l'activisme de l'administration Reagan et les derniers développements en Afrique australe et au Proche-Orient. On s'attend, dans les couloirs de l'ONU, à des échanges vifs entre les représentants de Washington et ceux de Moscou.

La rencontre Haig - Gromyko, qui aura lieu le 23 septembre, est attendue avec d'autant plus d'attention qu'elle constituera la première rencontre des dirigeants soviétiques avec les nouveaux dirigeants américains. Le secrétaire d'Etat s'entretiendra, le 24 septembre, avec les quatre ministres des affaires étrangères du « groupe de contact » sur la Namibie. Mais on a peu d'illusions, *dans les couloirs de l'organisation* internationale, sur les intentions de Pretoria, qui paraît décidée à exploiter l'indulgence de Washington.

Chez les non-alignés, l'hostilité grandit à l'égard de la nouvelle politique américaine, bien qu'elle s'exprime avec prudence. Les prises de position du gouvernement français sont attendues avec une certaine curiosité.

L'une des premières tâches de l'Assemblée va être d'élire son président. Pour la première fois depuis de nombreuses années, aucun consensus ne s'est dessiné sur un nom et on s'attend à un vote, peut-être serré, sur les deux principaux candidats : M. Kittani, ministre adjoint des affaires étrangères d'Irak, ancien délégué permanent de son pays à l'ONU et ancien membre des cabinets de deux secrétaires généraux, et M. Khwaja Mohammed Kaiser, représentant permanent du Bangladesh. MM. Koh (Singapour), brillant président de la Conférence sur le droit de la mer, et Khaddam, ministre des affaires étrangères de Syrie, sont également candidats. Mais leurs chances paraissent faibles, le premier étant considéré comme « trop pro-occidental », le second trop lié à la poudrière du Proche-Orient, ce qui peut aussi handicaper M. Kittani. L'élu doit, cette année, appartenir au groupe de l'Asie occidentale.

L'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Mme Kirkpatrick, a tenu, lundi, une conférence de presse au cours de laquelle elle a exprimé ses « *espoirs et intentions* ».

A propos du « lien » que M. Haig continue à établir entre l'indépendance namibienne et la présence de troupes cubaines en Angola, Mme Kirkpatrick a répété que le but de Washington était d'assurer « *l'indépendance de tous les Etats de la région* » et souligné que la présence de troupes étrangères constitue une « *menace pour l'intégrité territoriale* » d'un pays. Prise à partie sur le « *manque de vigueur* » avec lequel les Etats-Unis tenteraient d'obtenir des concessions de Pretoria, l'ambassadeur a indiqué qu'elle ne croyait pas que la réduction des investissements *américains dans* le pays améliorerait la situation. « *Notre rôle consiste à tenter d'aider à libéraliser un système qui est démocratique pour les Blancs et dictatorial pour les Noirs* », a-t-elle dit.

NICOLE BERNHEIM.